

Sommaire

18 (2002) Numéro 1 Tourisme et migrations

ISBN : 2-911627-30-X

Coordonné par **Olivier DEHOORNE**, **Michelle GUILLON** et **Gildas SIMON** | publié en ligne le 12 octobre 2004



Articles

 publié en ligne le 9 juin 2006
Tourisme, travail, migration : interrelations et logiques mobilitaires
Par **Olivier DEHOORNE**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [[texte](#) [intégral](#)]

Réalité économique établie, le marché touristique est au cœur de trajectoires migratoires variées et renouvelées dans un contexte international de plus en plus contraignant. Les lieux touristiques, anciens et émergents, constituent d'intéressants laboratoires pour analyser les logiques des mobilités contemporaines et leurs recompositions multiformes. Ils constituent des plates-formes qui reçoivent des flux de touristes et de travailleurs à partir desquelles s'établissent de nouvelles trajectoires migratoires. De ces points de rencontre entre des flux variés où se dessinent des interrelations, des chevauchements, des filiations....

[Lire la suite...](#)

 publié en ligne le 9 juin 2006
Mobilité internationale en Europe centrale touristes, commerçants et migrants
Par **Allan M. WILLIAMS** et **Vladimír BALÁ**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [[texte](#) [intégral](#)]

L'Europe centrale a toujours été le lieu d'importantes mobilités, mais celles-ci ont augmenté durant la période de transition au capitalisme. Cet article analyse la nature des mobilités transfrontalières (migration de travail, commerce et tourisme) et les illustre à partir d'enquêtes empiriques. Ces travaux mettent en évidence des modèles différents de mobilité selon les systèmes socio-économiques. Par exemple, les migrants d'Europe centrale se dirigeant vers les marchés du travail de l'Union Européenne étaient moins déqualifiés et avaient des comportements d'épargne différents de ceux des migrants de la CEI en Europe centrale. Les petits...

[Lire la suite...](#)

 publié en ligne le 9 juin 2006
German Second Homeowners in Sweden
Par **Dieter K. MÜLLER**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [[texte](#) [intégral](#)]

Les Allemands propriétaires de résidences secondaires en Suède. Remarques sur la connection tourisme-migration Phénomène récent, le tourisme de "résidences secondaires" est devenu une mode qui reflète l'évolution des modes de vie dans les sociétés occidentales. Dans ce nouveau contexte on s'interroge sur le statut de ces propriétaires qui partagent leur temps entre les deux résidences : faut-il les considérer comme des touristes ou des migrants ? L'approche est ici centrée sur les propriétaires des résidences secondaires et leur perception de la situation. On constate qu'à leurs yeux la distinction entre tourisme et migration est très...

[Lire la suite...](#)

 publié en ligne le 9 juin 2006
Tourist development and foreign immigration in Balearic Islands
Par **Pere A. SALVÀ-TOMÀS**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [[texte](#) [intégral](#)]

L'objet de cet article est l'analyse des flux migratoires et de leurs effets socio-territoriaux, conséquence du développement touristique des îles Baléares (Espagne). Deux grands types de mouvements migratoires ont été provoqués par la forte spécialisation touristique de ces îles méditerranéennes : - l'un, de direction Sud-Nord, relève de la migration de main d'œuvre attirée par le dynamisme économique de la région (taux de croissance annuels supérieurs à 6 %). Les travailleurs viennent d'Afrique (notamment du Maroc) et d'Amérique latine ; - l'autre, de direction Nord-Sud, a pour origine les pays industriellement avancés d'Europe. Les...
[Lire la suite...](#)



Note de recherche

 publié en ligne le 9 juin 2006
Djerba, tourisme international et nouvelles logiques migratoires
Par **Élise BERNARD**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [[texte](#) [intégral](#)]

Djerba se situe dans le Sud tunisien, dans le golfe de Gabès. D'une superficie de 514 km², elle est densément peuplée (environ 150 000 personnes en 2000). Pendant longtemps, l'île a été à l'origine d'un mode migratoire régional spécifique s'inscrivant dans le fait migratoire des régions périphériques de Tunisie. Ce rythme a été brisé à la fin des années soixante lorsque l'État tunisien a décidé d'y implanter un pôle touristique pour rompre avec les difficultés économiques de l'île. Ce projet s'inscrivait dans une politique plus large, à l'échelle tunisienne mais aussi à l'échelle des pays en voie de développement, misant sur le tourisme...
[Lire la suite...](#)



Note documentaire

 publié en ligne le 9 juin 2006
Tourisme et migration, entre logiques des marchés et système des mobilités : revue bibliographique
Par **Olivier DEHOORNE**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [[texte](#) [intégral](#)]

Les études consacrées aux interrelations tourisme-travail-migration sont assez récentes. Les premiers travaux abordant les liens entre tourisme et migration ne remontent qu'aux années soixante-dix ; la thématique est alors abordée dans le cadre de monographies sur le tourisme. Les espaces privilégiés sont les littoraux méditerranéens de l'Europe, les Alpes, et quelques espaces insulaires (les îles Baléares, Hawaii, Bali) qui constituent d'intéressants cas d'école qui permettent d'analyser la structuration de ces nouvelles économies sur plusieurs décennies. Les auteurs attirent l'attention sur l'appel de main-d'œuvre provoqué par ce marché naissant. Des...

[Lire la suite...](#)



HORS DOSSIER

publié en ligne le 9 juin 2006
Libanais et Syriens au Brésil (1880-1950)
Par **Oswaldo TRUZZI**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [texte intégral]

Le but de cet article est de comprendre les principales caractéristiques des trajectoires des immigrants d'origine syrienne et libanaise au Brésil, entre la fin du XIX e et les années cinquante. Plusieurs aspects sont abordés : causes du mouvement migratoire, intégration économique au Brésil comme colporteurs, affirmation du caractère commerçant de la colonie, transformations des images associées à ces immigrants, des identités et de la cohésion du groupe, et enfin mobilité sociale de la première génération née au Brésil. Les trajectoires des immigrants libanais et syriens dans la société brésilienne, et particulièrement à São Paulo, illustrent de façon...

[Lire la suite...](#)



Chroniques scientifiques

publié en ligne le 9 juin 2006
Des retrouvailles identitaires à la (re)connaissance de l'autre
Par **Danielle PROVENSAL**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [texte intégral]

Depuis plus d'une décennie, la littérature sur l'immigration est fort abondante en Catalogne. Provenant de sources fort diverses, elle donne une impression de dispersion, sans pour autant échapper à une certaine circularité en ce qui concerne les différents aspects abordés. Je vais donc aborder le discours que les sciences sociales ont élaboré sur les phénomènes migratoires en Catalogne dans une perspective critique, c'est-à-dire dans la ligne de mes précédentes contributions (Provansal, 1997a, 1997b) sur le sujet. Ce discours qui construit les immigrants en sujets « autres » est aussi un discours sur « soi » ou, si l'on préfère, sur le « nous »...

[Lire la suite...](#)

publié en ligne le 9 juin 2006
Les migrations internationales dans les sources administratives et documentaires turques (1961-2000)*
Par **Stéphane DE TAPIA**
Volume 18 (2002) - Numéro 1 [texte intégral]

Le champ migratoire turc à la fin de 2000 La définition, l'historique, les éléments de la construction du champ migratoire turc, ont fait l'objet de nombreuses publications, tant en Turquie qu'en Allemagne, où les références se chiffrent par milliers (Abadan-Unat et Kemiksiz 1986, Boos-Nünning 1990, Schwarz et Ersöz 1990) que dans les autres pays participant de ce champ, France, Pays-Bas, Belgique, pays scandinaves, voire Australie... Un travail en cours, appuyé sur les références enregistrées à partir de l'ensemble des données transférées par divers correspondants ou disponibles sur publications, comme la base REMISIS, également sur les références consultables...


[imprimer](#) 
[signaler par mail](#) 
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


Recherche

La REMI adhère à



Article

Tourisme, travail, migration : interrelations et logiques mobilitaires

 par [Olivier Dehoorne](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Olivier Dehoorne : Maître de conférences, Migrinter (Université de Poitiers-CNRS), 99 avenue du Recteur Pineau, 86000 Poitiers, France, et MIT, Université de Paris VII

Mots-clés : [Flux](#) , [Mobilité](#) , [Tourisme](#) , [Trajectoire migratoire](#) , [Travail](#)

Résumé : Réalité économique établie, le marché touristique est au cœur de trajectoires migratoires variées et renouvelées dans un contexte international de plus en plus contraignant. Les lieux touristiques, anciens et émergents, constituent d'intéressants laboratoires pour analyser les logiques des mobilités contemporaines et leurs recompositions multiformes. Ils constituent des plates-formes qui reçoivent des flux de touristes et de travailleurs à partir desquelles s'établissent de nouvelles trajectoires migratoires. De ces points de rencontre entre des flux variés où se dessinent des interrelations, des chevauchements, des filiations.

Abstract : Tourism, Labour, Migration : Relationships and Human Mobility. -- A significant economic reality, the tourism market is at the origin of new and varied migratory paths in an increasingly restrictive international context. Established and emerging tourist destinations provide interesting laboratories in which to analyse the logic of the multiple forms of contemporary mobility. They constitute platforms that receive flows of tourists and workers from which new migratory paths are forged. At the meeting points between various flows, interrelationships, overlappings, and new filiations take shape.

Extracto : Turismo, trabajo, migración : interrelaciones y lógicas de movilidad. -- Como realidad económica consolidada, el mercado turístico se encuentra en el centro de trayectorias migratorias diversas y renovadas en un contexto internacional cada vez más complejo. Las zonas turísticas -las clásicas y las emergentes- constituyen interesantes laboratorios a la hora de analizar la lógica de las movilidades contemporáneas y sus múltiples recomposiciones. Estos lugares, que reciben flujos de turistas y trabajadores, son una especie de plataformas que generan nuevas corrientes migratorias. En estos puntos de encuentro entre flujos diversos surgen interrelaciones, imbricaciones, filiaciones.

 [Sommaire](#)

[Migration, tourisme : deux formes dans un même système des mobilités](#)[Migrations, tourisme, mobilités : évolution des concepts](#)[Mobilités et motivations](#)[Vers le concept de mobilité](#)[Mobilités et inégalités dans le système-monde](#)[Contrôle des frontières et projets touristiques](#)[Tourisme et réalités économiques](#)[Le marché touristique : nature et logiques](#)[Marché global et fonctionnement local](#)[Les caractéristiques du marché local de l'emploi](#)[Flexibilité et migration](#)[Un marché local renouvelé](#)[Une foule de petits entrepreneurs](#)[Interrelations tourisme-migration. études de cas](#)[Cas 1 - Tourisme et marché : un appel de main-d'œuvre](#)[Cas 2 - Tourisme et retour des émigrés](#)[Cas 3 - Tourisme, multi-résidence et transfert d'activité](#)[Les mobilités des retraités](#)[Du tourisme au transfert d'activité](#)[Cas 4 - Tourisme et diaspora](#)[Cas 5 - Le tourisme prétexte migratoire](#)[Les « faux touristes »](#)[Le lieu touristique : une tête de pont pour émigrer](#)[Transfert d'activités et réversibilité des flux](#)[Le lieu touristique : une plate-forme pour de nouvelles logiques migratoires](#)[Conclusion](#) **Texte intégral**

Le lieu touristique n'existe qu'à travers les mobilités et le marché touristique est au cœur de trajectoires migratoires variées et renouvelées dans un contexte international contraignant.

Les mobilités croissantes de nos sociétés reflètent les transformations de modes de vie. À travers les déplacements de loisirs à l'échelle internationale se dessinent de nouveaux rapports entre les modes et les lieux de production et de consommation. Si ces lieux localisés sur les marges des régions les plus riches (les côtes nord de la Méditerranée et des Caraïbes) continuent à dominer le marché touristique, la croissance soutenue de l'activité à l'échelle mondiale s'accompagne d'une plus grande dispersion des flux et donc des recettes, expliquant localement l'importance des espoirs suscitée dans des pays en difficulté.

Deux types de situations sont donc à distinguer : celle des régions de tourisme de masse, où l'activité plus ancienne se caractérise par une internationalisation du marché depuis les années soixante et celle des régions émergentes où se construisent les nouveaux lieux touristiques. Le phénomène migratoire est plus frappant dans ce second cas mais il n'en demeure pas moins une réalité sur tous les marchés ; dans les lieux où l'activité est mieux structurée, des déplacements saisonniers sont devenus des migrations définitives — faisant du tourisme une activité peuplante — tandis que d'autres migrations temporaires alimentent le marché.

Le tourisme est désormais une réalité économique établie qui se mesure par ses recettes, ses emplois et par la force des images et des représentations générées (Claval 1995). « *Même très imparfaitement mesurés, ... ils (les flux touristiques) constituent aujourd'hui les déplacements humains les plus massifs et l'un des aspects les plus visibles de la mondialisation des échanges. Le tourisme est probablement devenu la première activité du monde*¹. Dès lors, il n'est guère surprenant que pour bien des responsables politiques et économiques, le secteur touristique apparaisse désormais vital, ou pour le moins prometteur, et ceci à des échelles fort variées » Dewailly et Flament (1993).

Les interrelations entre flux touristiques et flux migratoires sont de plus en plus complexes et intenses. Les flux se stimulent réciproquement, et les touristes s'impliquent davantage dans ces lieux touristiques, lieux que les migrants utilisent également dans leur logique de déplacement vers les régions les plus développées.

La réflexion sur les enjeux migratoires du marché touristique doit être replacée dans le contexte actuel qui vise à contrôler les migrations vers le Nord en contrepartie d'un développement dans les pays d'origine. Les volontés politiques qui guident la création de lieux touristiques dans ces pays doivent être mises en perspective avec le paradigme de la croissance (Guengant, 1996) comme élément de réponse au contrôle des flux migratoires.

Pour conduire cette étude, nous proposons dans un premier temps quelques éclairages sur les concepts de migration, de tourisme et de mobilité. La réflexion sur les interrelations entre ces flux requiert ensuite une analyse des marchés touristiques. C'est en s'interrogeant sur leur fonctionnement et leurs logiques que pourront être identifiées les différentes formes de mobilités et les stratégies originales qui se développent à partir de ces lieux.

[Migration, tourisme : deux formes dans un même système des mobilités](#)

[Migrations, tourisme, mobilités : évolution des concepts](#)

Les mobilités ne se réduisent pas aux mouvements migratoires et le tourisme n'est pas une migration même si l'expression « migration touristique » est parfois employée (Dewailly et Flament, 1993) : le touriste quitte temporairement son lieu de vie habituel alors que le migrant change de lieu de vie, il y a rupture. On a pu parler de « grande migration d'été des Français » (Cribier, 1969) pour qualifier les départs des citadins partagés entre les retours saisonniers au « pays » et les premiers déplacements massifs des vacanciers. Le tourisme est une des composantes de la mobilité, mais non une migration au sens strict, il ne peut donc pas être intégré à l'ensemble des flux migratoires².

Reprenant la définition proposée par la Division Démographique des Nations Unies, il convient de réserver l'emploi du terme de migration à une forme particulière de mobilité : « *les déplacements exceptionnels, entraînant l'installation durable dans un lieu autre que le lieu d'origine, et s'accompagnant d'un changement de lieu de résidence habituelle* ». Thumerelle (1986, p. 13) insiste sur « *le franchissement d'un certain nombre de seuils de rupture : caractère irréversible ou de longue durée du déplacement, distance entre points de départ et d'arrivée suffisante pour amener sinon une rupture totale du moins une modification profonde dans l'espace de vie habituel du migrant* ».

Les migrations se distinguent des navettes (déplacements quotidiens ou hebdomadaires),

réalisées dans un espace de vie habituel. Elles correspondent à des déplacements qui restent exceptionnels dans l'existence des individus, marquant un départ définitif, ou pour une période plus ou moins longue, de son espace de vie habituel, au profit d'un autre espace qui devient un nouvel espace de vie. Mais ces pratiques évoluent, la rupture avec le milieu d'origine n'est plus aussi radicale, les migrants s'organisent au sein d'un « territoire circulatoire » (Tarrus, 1992). Les spécialistes des migrations parlent de « circulation migratoire » pour qualifier cette situation d'allers et de retours permanents (Domenach et Picouet, 1987). Cette réalité pose de sérieuses difficultés sur le plan statistique, les définitions classiques étant inadaptées : chaque fois qu'un migrant circule « entre ici et là-bas », il est comptabilisé comme touriste.

Mobilités et motivations

Le tourisme international franchit des frontières comme les migrants internationaux mais l'intentionnalité n'est pas la même. Le tourisme concerne des mobilités faites pour le plaisir ; à des fins de loisirs, de jeu, de découverte. Ces déplacements décidés, contrôlés, maîtrisés sont l'occasion de vivre des moments privilégiés de récréation (Knafou *et alii.*, 1997). Le changement de lieu de vie est temporaire. Ces voyages impliquent un investissement financier sans perspective professionnelle. Nul ne peut imposer un lieu de séjour, le futur touriste peut recevoir des informations erronées, être influencé, abusé en raison de son empressement ou de son ignorance, mais dans tous les cas de figure, la décision finale relève de sa seule volonté.

Les motivations sont capitales pour distinguer les différentes formes de mobilités. Le degré de liberté est variable selon les types de déplacements (avec le cas extrême du réfugié). Si la part de liberté demeure dans le cas des migrations elle peut-être considérablement amoindrie par des déterminants économiques, familiaux, sociaux, politiques. Pour le tourisme, elle est entière.

Le déplacement est obligatoire pour faire du tourisme ; l'absence du domicile habituel est, par définition, supérieure à vingt-quatre heures. Ce déplacement doit se faire hors de son cadre de vie habituel, quotidien, ce qui n'est pas le cas pour les loisirs qui peuvent se réaliser avec ou sans déplacement (les loisirs à domicile). Le déplacement de proximité (loisirs de proximité) s'effectue à la journée, l'excursionniste peut dans ce cadre côtoyer des touristes. Le « tourisme virtuel », la découverte d'un ailleurs à travers la virtualité (Internet ou cédérom), relève du domaine des loisirs. Le déplacement et la durée sont donc essentiels pour distinguer tourisme et loisir.

La limite supérieure pour un séjour touristique est d'un an pour les organismes officiels de recensement de l'activité, en fait au-delà de trois mois, le visiteur ne peut plus être considéré comme touriste, il devient un « résident » même si son visa reste touristique³.

Le touriste quitte donc temporairement son lieu de vie habituel pour aller vivre ailleurs, dans un ou des lieux situés hors de sphère de la vie quotidienne, il effectue « un changement de place » et, par « extension géographique », un changement « d'habiter » (Duhamel et Sacareau, 1998). « *Le déplacement opère une discontinuité qui permet un autre mode d'habiter voué à la seule récréation* » (Knafou *et al.*, 1997 : 198).

Vers le concept de mobilité

Dans son acception la plus large, le concept de mobilité spatiale englobe l'ensemble des « déplacements dans l'espace physique, d'individus ou de groupes d'individus, quelle que soit la durée et la distance de ces déplacements » (Courgeau, 1988).

Les logiques des migrants comme celles des touristes évoluent, se diversifient et se complexifient en s'organisant à l'échelle planétaire (Simon, 1998). Les schémas d'identification classiques sont brouillés : l'émigré est devenu un migrant, il ne s'agit plus de transférer une sédentarité, un autre enracinement mais bien de garder sa mobilité et sa capacité à être mobile (« la compétence de mobilité » ; Lévy, 2000), et d'utiliser ses connaissances des différentes sociétés pour un tirer un avantage lui permettant de développer une stratégie personnelle. « *Cette compétence peut passer par la possession de moyens matériels, notamment financiers, à travers l'accès aux moyens de déplacement et, plus généralement, grâce à la constitution d'un réseau de lieux fréquentés (habitat, emploi, etc.) qui sont eux-mêmes en bonne position dans l'espace des accessibilités* » (Lévy, 2000 : 159).

De la même façon, les résidents issus de sociétés plutôt sédentaires, sans tradition migratoire, découvrent de nouveaux lieux de vie à l'occasion de séjours touristiques plus fractionnés et plus fréquents. La connaissance qu'ils tirent de ces expériences a un impact grandissant dans leur vie quotidienne. La distinction entre le quotidien et l'occasionnel, qui hier encore pouvait être exceptionnel (prendre un avion par exemple), n'a plus la même portée. Les individus prennent conscience des compétences qu'ils peuvent valoriser dans le pays d'accueil avec les éventuels avantages financiers et surtout les améliorations possibles en terme de qualité de vie. Ce transfert d'activité, partiel ou complet, peut conduire du tourisme à une résidence alternée. On parle alors de multi-résidentialité ou de « polyspatialité » (Viard, 1994). Nous entrons ici dans le champ des « mobilités post-migratoires » qui s'effectuent dans un système-monde où ces mobilités intenses proviennent de régions inter-reliées, connectées. Les transactions se font en anglais, les règlements en dollars et parfois en euros. Les systèmes de références sont connus de chacun, et chacun évolue avec sa logique territoriale. Face à la réalité de ces lieux de vie multiples, Knafou propose de « *revisiter le concept d'espace de vie* » (Knafou, 2000 : 92) pour « *considérer le continuum de nos vies, tant dans l'espace que dans le temps* ». Les itinéraires circulatoires des individus qui accumulent des expériences et de nouvelles compétences spatiales au sein d'un espace de vie élargie, non plus confiné à un espace routinier, du quotidien, s'articulent désormais autour de plusieurs lieux de vie.

Il convient de donner au concept de mobilité une réelle dimension qui ne se bornerait pas à faire l'inventaire des différentes formes de déplacement sans y intégrer la dimension sociale. « *On peut définir la mobilité comme la relation sociale au changement de lieu, c'est à dire l'ensemble des modalités par lesquelles les membres d'une société traitent la possibilité qu'eux-mêmes ou d'autres occupent successivement plusieurs localisations* » (Lévy, 2000, p. 155). La mobilité a plus de portées qu'un simple déplacement (comme les navettes quotidiennes), il faut s'interroger sur la signification sociale de ce mouvement.

Mobilités et inégalités dans le système-monde

Dans le contexte de l'économie mondiale libérale, la libre circulation n'a pas le même sens pour tous : si les capitaux, les marchandises, les informations et les touristes circulent toujours plus vite et plus facilement, les travailleurs des pays les moins développés qui n'ont que leur force et leur jeunesse à vendre sont confrontés à un contrôle croissant. Après les migrations aisées des décennies de fortes croissances des puissances occidentales, les crises économiques successives ont engagé un ralentissement des flux migratoires. Au début des

années quatre-vingt, Thumerelle retenait l'estimation de « *une vingtaine de millions le nombre des travailleurs étrangers dans les pays d'accueil* » pour des flux annuels de l'ordre d'un million d'actifs échangés depuis les pays d'émigration nette vers les pays d'immigration nette. Et le double pour « *obtenir les effectifs réellement transférés puisque les membres de leurs familles accompagnent ou rejoignent les travailleurs* » (Thumerelle, 1986, p. 245). « *La tendance lourde des migrations stricto sensu — avec changement de résidence — semble aller en décroissant, puisque le taux d'émigration (...) a été divisé par deux depuis le début de ce siècle, passant de 5 % environ avant la Première Guerre mondiale à 2 % environ en cette fin du XX^e siècle (119 millions en 1995 selon les calculs officiels des Nations Unies ; en réalité, si l'on tient compte des clandestins 130 à 150 millions de migrants sur 6 milliards d'habitants)* » (Simon, 1998, p. 61). Le contexte migratoire n'est plus le même. « *Les migrations internationales actuelles peuvent apparaître, sur un certain plan, comme une forme résiduelle de la mise en place de l'espace habité, de l'œkoumène, mais leur signification actuelle constituerait plutôt une forme de réponse aux questions du monde actuel, à ses contradictions, à ses tensions comme à ses espérances...* » (Simon, 1998, p. 61). Désormais les critères de sélection sont plus stricts, ce sont les plus instruits et les mieux formés qui circulent le plus aisément (Verquin, 1998).

À l'inverse, dans les pays les plus développés, les déplacements sont toujours plus nombreux. On y constate « *la mobilité accrue de populations encore fondamentalement sédentaires* » (Knafou, 1998). Et pendant qu'environ « *un million d'actifs se déplace chaque année d'un pays à l'autre* », les déplacements touristiques ne cessent de prendre de l'ampleur, sur le plan international comme dans les cadres nationaux : le nombre de touristes internationaux est passé de 25 millions en 1950 à 457 millions en 1990 pour atteindre 550 millions en 1995⁴. Soit une croissance régulière de 7 % par an depuis 1950 en dépit des contrariétés conjoncturelles qui peuvent crispier les marchés⁵.

Les directions des flux se diversifient : à la logique des flux Sud-Nord à sens unique se surimposent désormais des déplacements Nord-Nord et Nord-Sud qui caractérisent ce « *nouvel âge* » des migrations (Castles and Miller 1993) dans un contexte croissant d'internationalisation du marché du travail. L'essor croissant du tourisme met en valeur ces disparités tout en jouant un rôle grandissant dans la redistribution des revenus au profit de nouvelles zones de production. Cette nouvelle réalité, dans une conjoncture de contrôle des flux migratoires, explique la prégnance des corrélations qui s'établissent entre tourisme et migration.

Contrôle des frontières et projets touristiques

Face aux politiques de régulation des flux et de fermeture des frontières entre pays le plus développés et pays les moins développés, les plus démunis n'ont plus le droit de quitter leur terre où les perspectives d'avenir sont rares. Les clandestins tentent de « *prendre d'assaut la forteresse Europe* »⁶, les nouveaux *boat-people* ne parviennent pas à rejoindre l'Australie intransigeante⁷.

Guengant (1996 : 114) expose les nouveaux paradigmes des migrations internationales et du développement qui considèrent le développement comme « *seul moyen susceptible d'éviter à terme les migrations internationales. L'argumentation est la suivante : les écarts de revenus entre les pays de départ et d'arrivée constituant la cause principale des migrations internationales, la diminution, puis la suppression de ces écarts par convergence des niveaux de revenus au cours du processus de développement rendra caduc à terme le besoin*

d'émigrer ». Dans ce contexte sont entrepris de nouveaux projets de développement mettant particulièrement l'accent sur les « potentialités » touristiques dans les pays du sud : la création d'un lieu touristique autoriserait alors des transferts de capitaux et de consommateurs dans des pays traditionnellement de départ.

Sur le plan théorique, le tourisme apporte une solution dans le cadre de ces programmes de développement dans les pays du sud, mais c'est sans compter avec les logiques des touristes, leurs choix et les représentations de ces régions, la difficulté de créer une nouvelle destination sur un marché très concurrentiel. De la même manière, ces projets ne prennent pas en compte les motivations profondes et complexes des migrants potentiels où « *contrairement à une idée reçue largement admise, (...) la pauvreté (ou plus généralement le sous-développement) n'est pas véritablement le facteur principal, fondamental des migrations internationales* » (Guengant, 1998, p. 18).

Tourisme et réalités économiques

Vers les lieux touristiques⁸, miroirs de la mondialisation, convergent des hommes aux motivations diversifiées et aux logiques de déplacements contrastées (matérialisées par l'avion, le taxi collectif, ou le vélo), à l'image d'un « monde qui bouge à plusieurs vitesses ». Les arrivées de touristes internationaux avoisinent 700 millions en 2000 (ou 435 millions avec une définition plus rigoureuse) pour des recettes internationales de 475,9 milliards de dollars US. Les voyages inter-continentaux représentent moins de 25 % des déplacements, les flux privilégient les périphéries des régions les plus développées et les plus anciennement touristiques qui concentrent l'essentiel des recettes⁹. Si la domination des principaux pays touristiques demeure, de nouvelles destinations s'affirment : plus de soixante-dix États ont reçu plus d'un million de touristes internationaux en 1999¹⁰ (O.M.T., 2000).

Sans remettre en cause la position des régions dominantes, la croissance du marché constitue un enjeu économique fondamental pour de nombreux prétendants. Les perspectives offertes et imaginées attirent les migrants d'autant plus facilement que les schémas migratoires traditionnels sont remis en cause par la fermeture des frontières vers les foyers économiques du Nord. L'impact est incontestable dans certains pays comme la Chine où le visiteur dépense en moyenne 520 \$US par séjour¹¹, le Mexique ou la Malaysia¹². Les enjeux sont essentiels pour les petits États qui jouent pleinement cette carte tels la République Dominicaine et Porto Rico avec des recettes de l'ordre de 2,5 à 3 milliards de dollars US et des progressions annuelles de 15 à 20 %. Dans les îles touristiques, le poids des recettes du tourisme peut facilement couvrir 50 à 80 % du PNB¹³. De nouveaux marchés se structurent dans ces pays émergents : les investissements semblent faciles, des emplois sont créés, l'argent circule, de nouvelles migrations internes et internationales s'organisent.

Anciennement développés ou émergents, les lieux touristiques constituent d'intéressants laboratoires pour analyser les logiques des mobilités contemporaines et leurs recompositions multiformes. Ils occupent des positions centrales ; point de rencontre entre des flux de nature différente (touristiques et migratoires) où se dessinent des interrelations, des chevauchements, des filiations.

Le marché touristique : nature et logiques

L'importance du marché touristique n'est plus à démontrer : il est l'un des cinq premiers secteurs d'exportation (grâce aux recettes touristiques) pour 83 % des États et la principale source de devises pour 38 % d'entre eux. Les programmes de restructuration économique conduits sous l'égide du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale, qui mettent l'accent sur l'indispensable ouverture des États sur la mondialisation et sur le renouvellement des sources de revenu pour sortir de la dépendance envers les exportations traditionnelles (comme le cacao, les bois tropicaux ou les minerais). Ils insistent sur les perspectives offertes par le tourisme comme l'explique Konadu-Agyemang (2001) à travers l'exemple de Ghana.

Les capitaux internationaux régissent le secteur touristique. Localement des petits investisseurs impulsent des projets, des travailleurs expatriés y investissent parfois leurs économies mais les logiques de création d'un lieu touristique s'érigent aux échelles supérieures, impulsées par des entreprises multinationales, spécialisées, qui choisissent leurs lieux d'accueil. Le fonctionnement du lieu s'articule alors entre les logiques du marché local et les règles du marché global.

Marché global et fonctionnement local

Le fonctionnement du marché repose sur une contradiction nécessaire entre la concentration croissante du capital entre les mains de quelques entreprises multinationales et à l'autre extrémité, un foisonnement d'entreprises et de petites initiatives privées. Les unes, en position intermédiaire, sous-traitent avec les entreprises internationales et assurent l'encadrement de l'activité à l'échelle du territoire d'accueil. Les autres, à la base, sont des petites entreprises, marginales sur le marché international, et dont les résultats dépendent des choix et des politiques des multinationales (Britton, 1989).

Cette économie duale (Dahles, 1999) est dominée par des groupes multinationaux au capital transnational et mondialisé comme dans le domaine des transports aériens et de l'hôtellerie où les stratégies d'alliance, d'union ou de rachat permettent de faire des économies significatives en réduisant la concurrence (Youell, 1998 ; Agarwal and *alii.*, 2000) à l'image du marché britannique où les cinq premiers voyagistes détiennent 72 % des parts du marché en 1991 contre 49,5 % en 1983 (O'Brien, 1998). Ces formes de concentration dans la commercialisation des séjours, des titres de transports s'inscrivent dans la logique des marchés¹⁴. Les gouvernements qui veulent attirer ces consommations touristiques et développer ce secteur d'emploi traitent avec ces entreprises internationales.

Les voyagistes sous-traitent localement les activités qu'ils organisent, depuis la vente de services jusqu'à l'approvisionnement alimentaire, en faisant jouer la concurrence entre de nombreuses petites entreprises interdépendantes. Ces méthodes sont identiques à celles des autres entreprises multinationales qui n'hésitent pas à délocaliser selon les opportunités. Notons qu'ici l'emploi local est véritablement ancré dans son territoire d'origine : on ne peut pas délocaliser la plage ni la chambre avec vue sur la plage. Certes, les coûts de gestion pourront être réduits au minimum sur place mais il reste une partie non transférable. En fait, dans ces destinations émergentes où la main-d'œuvre est bon marché et abondante, les petits emplois fourmillent et les avancées technologiques sont assez lentes.

Des investissements assez modestes peuvent rapidement permettre la création d'emplois tant formels qu'informels dans le secteur touristique. Selon les statistiques publiées par l'OCDE, la création d'un emploi dans le secteur touristique demande un investissement sept fois moins important que celle d'un emploi dans l'industrie (Montanari, 1995 : 61). « *Le fort potentiel de*

création d'emplois par le tourisme est l'une des raisons pour lesquelles les gouvernements sont intéressés par promouvoir son développement » (Smith, 1997).

Dans les pays méditerranéens, quelques trois millions de personnes travaillent ainsi dans l'hôtellerie, dont 70 % dans la partie européenne selon un ratio d'un emploi pour cinq lits de classe moyennes (Sessa, 1983). Les analyses de Renucci (1990) montrent que trois à cinq lits hôteliers procurent un emploi direct dans l'établissement et deux à huit emplois dans le reste du secteur touristique. Le nombre d'emplois serait donc de l'ordre de dix millions dans les régions méditerranéennes (Montanari, 1995). Berriane (1983) relève même un taux de 0,7 emploi par chambre à Agadir, taux qui peut descendre à « 0,42 emploi par chambre d'hôtel » dans l'hôtellerie haut de gamme (Huetz de Lempis, 1989 ; Singaravelou, 1989¹⁵).

Les caractéristiques du marché local de l'emploi

Les services sont sur-représentés, mobilisant couramment « *plus des trois-quarts des actifs, cette proportion pouvant s'élever jusqu'à près de 90 % pour certaines stations* » (Dewailly et Flament, 1993). Deux catégories d'emplois se distinguent à l'échelle locale : ceux en relation directe avec les entreprises touristiques internationales ou nationales, qui gèrent les flux et l'accueil, et une multitude d'emplois plus ou moins formels qui se greffent sur ce noyau central.

Hier comme aujourd'hui, le marché touristique attire de la main-d'œuvre aux compétences inégales. L'espace d'accueil est rapidement débordé par une demande « inhabituelle », en décalage avec les activités traditionnelles. L'arrivée de travailleurs répond à un double déficit local : quantitatif (nombre d'actifs disponibles insuffisants pour répondre à la demande en pleine saison) et qualitatif (personnel qualifié, notamment pour les fonctions décisionnelles qui demandent des compétences spécifiques). Le déficit peut être compensé par l'existence de formations intermédiaires plus accessibles, mais les investissements demandés sont freinés par les perspectives professionnelles aléatoires, notamment avec l'importance des contrats de courte durée¹⁶. L'émergence du marché touristique suscite donc des migrations de proximité, à partir de l'hinterland rural, et aussi de migrations relevant d'un plus vaste espace régional comme cela a été souligné dans la région de l'Algave (Cavaco, 1980) et dans les îles Baléares où les ressortissants nord-africains remplacent désormais les premiers migrants originaires du sud de l'Espagne (article de Salvà Tomàs dans ce dossier).

L'activité touristique crée un nouveau marché, qui se caractérise par une nouvelle hiérarchisation du monde du travail où la grille des responsabilités et des salaires, établie suivant des niveaux de qualifications, entraîne des catégories de migrations spécifiques.

– Au sommet de l'édifice, des investisseurs étrangers ou nationaux, peu présents sur le site ; ces décideurs appartiennent à des élites internationales très mobiles.

– Localement, les gestionnaires, personnel très qualifié, sont extérieurs à la région, comme l'essentiel des employés spécialisés (du cuisinier au professeur de golf) parmi lesquels sont recensés quelques nationaux. Ces actifs au cœur du marché local ne restent en général que quelques années dans un même lieu touristique. Ils ont leur propre circulation migratoire dont la progression se fait à mesure de la capitalisation des expériences, commençant par des petites structures périphériques pour aller vers les lieux les plus réputés, où le niveau de compétences exigé autorisent de meilleures rémunérations. Ce parcours peut s'effectuer dans le cadre d'un même groupe ou avec des changements successifs d'employeurs suivant des

stratégies individuelles. À terme, l'employé peut aussi choisir de devenir entrepreneur¹⁷.

– De nombreux emplois sans qualification spécifique, demandant de l'habileté et du sens du relationnel, sont occupés par de jeunes originaires des métropoles proches ; ils disposent d'une formation de base, parfois dans le tourisme et de quelques rudiments en langue étrangère.

– Enfin les emplois, sans compétence particulière, interchangeables et compressibles, sont le lot de la population d'origine et de migrants de proximité.

Parallèlement aux emplois directement régis par les structures centrales, d'intéressantes stratégies professionnelles sont définies dans le cadre de petites affaires privées ; émigrés de retour au pays, émigrés venant d'espaces voisins et petits entrepreneurs locaux se retrouvent sur les périphéries du marché local pour élaborer des services et autres produits spécifiques qui enrichissent l'offre en mettant l'accent sur le particularisme local.

Flexibilité et migration

Le marché touristique s'accorde assez facilement avec le nouveau contexte migratoire caractérisé par « des migrations à durée et itinéraire variables, plus « flexibles ». Guengant (1996 : 110) constate que « *cette flexibilité des migrations va de pair avec la recherche par les entreprises du secteur formel, au Nord comme au Sud, d'une plus grande flexibilité de la main-d'œuvre, et des processus de production* ». Le tourisme est certainement le secteur d'activité qui utilise la flexibilité avec le plus de facilité, gérant au plus juste les besoins en main-d'œuvre dans un secteur en cours de structuration avec des capitaux volatiles.

Le volume d'employés permanents, qui peut varier du simple au double pour une même tâche, représente un cinquième à un dixième de l'effectif maximum présent pendant la pleine saison. Cela dépend du coût local de la main-d'œuvre, de l'existence d'une basse saison autorisant un minimum d'activité. Les demandes variables et changeantes sont inégalement réparties sur l'ensemble d'une année comme au cours de la saison ou même de la journée. En raison de la nature de la demande et de la production, la flexibilité est la règle (Williams and Montanari, 1995), renforcée par des aléas politiques et économiques¹⁸.

Les clivages sociaux, ethniques, de genre, d'âge, de régularité sont abondants sur le marché du tourisme. La part d'emplois dits « féminins » est importante, notamment pour les activités à temps partiel. Dans le secteur de l'accueil au Royaume-Uni, les femmes, largement concentrées dans les fonctions de ménage et de réception, n'occupent que 4 % des fonctions intermédiaires et 1 % des postes de direction (Jordan, 1997).

Bien sûr des groupes ethniques se sont spécialisés dans certains types de restaurations à l'étranger à l'image des restaurants indiens ou chinois, des pizzerias et autres « sandwicheries » mais le phénomène déborde ici largement les seuls commerces spécialisés pour mettre en évidence l'un des secteurs de prédilection des travailleurs émigrés. King (1995) observe que dans les pays d'immigration plus récente, les travailleurs étrangers avec un permis en règle sont encore plus présents dans les secteurs des services et dominant dans celui du tourisme comme en Espagne où 73 % d'entre eux travaillent dans les services en 1990 pour 15 % seulement dans l'industrie, 7 % dans le bâtiment et 4 % dans l'agriculture (Charmes et *alii.*, 1993).

La part importante du travail au noir (qui peut représenter un tiers de l'activité) intègre facilement des travailleurs clandestins telles des femmes de chambres philippines en Italie et en Espagne ou encore des employés de cuisine marocains ou indiens. Des spécialisations se dessinent. De nombreux emplois ne nécessitant que de faibles compétences pour des tâches universelles expliquent l'ouverture permanente aux immigrants dans les pays touristiques depuis longtemps. Ces emplois faiblement rémunérés intéressent peu les populations nationales : les salaires sont réduits pour maintenir des prix compétitifs. Toute une économie souterraine s'organise autour de ces tâches flexibles qui satisfont des migrants de passage, « faux-touristes » à la recherche d'un emploi saisonnier. En dépit de la régulation des flux aux frontières, dans nos régions touristiques, des secteurs d'activité ont besoin des travailleurs émigrés. L'absence de reconnaissance officielle les contraint à vivre dans la clandestinité et la précarité, dans la crainte de la police ou de la parole non tenue d'un employeur. Ces emplois instables, dans l'ombre, qui constituent la face cachée de l'entreprise, sont indispensables à son fonctionnement actuel.

Un marché local renouvelé

Le renouvellement de l'économie locale se traduit en terme d'emplois directs, indirects et induits. Une redistribution de la part des revenus touristiques laissée localement s'effectue dans l'espace d'accueil et à travers la société. Suivant leur degré d'implication dans l'activité touristique, trois catégories peuvent être distinguées :

- Les emplois directs dans la logistique des transports et agences de voyages, l'hôtellerie, la restauration et dans un large secteur de services (sports, animation...). Le nombre d'employés est réévalué dans les administrations et des commerces spécialisés se greffent sur le marché. Une foule de petits entrepreneurs gravitent autour des centres d'accueil (guides, chauffeurs, vendeurs ambulants).
- Les emplois indirects soutiennent le système touristique. Ils concernent toutes les tâches d'approvisionnement, de construction et de maintenance des infrastructures.
- Les emplois induits résultent du renchérissement de l'économie locale. La circulation de l'argent introduit par les touristes stimule l'économie locale. De nouvelles demandes, désormais solvables, contribuent à la diversification de l'offre de services en constituant une nouvelle clientèle.

La « mise en tourisme » des lieux s'accompagne d'un bouleversement des structures traditionnelles en introduisant une nouvelle logique qui perturbe les populations plus âgées dans l'impossibilité de revoir leur système de production, de transformer leur rythme de vie. L'épreuve peut être difficile pour certains habitants qui seront « contraints » à changer de cadre de vie, s'installant en périphérie ou émigrant vers l'intérieur des terres. En ce sens, la construction d'un nouveau lieu touristique peut être à l'origine de flux de départ. Le tourisme introduit une rupture, parfois brutale. La mise en tourisme du lieu s'accompagne d'une modernisation et d'un désenclavement au plan international vis à vis de l'international (des dessertes aériennes) mais aussi national (avec la réalisation de voies routières à grande vitesse reliées aux centres vitaux du pays). Cette double accessibilité, indispensable pour drainer les visiteurs, facilite les flux de migrants potentiels.

Toute l'économie locale est stimulée par la présence de ces nouvelles clientèles. Des

commerces deviennent polyvalents, partagés entre les demandes des visiteurs et celles des populations locales, des services parfois informels s'organisent. Après une première période de remise en cause des fondements traditionnels de l'espace et de la société d'accueil, le tourisme amène une restructuration de l'économie locale.

Une foule de petits entrepreneurs

Le petit entrepreneuriat est particulièrement présent dans les régions nouvellement touristiques. Un secteur informel se développe, plus ou moins aisément, selon les positions des pouvoirs politiques. Certains comptoirs touristiques s'affichant comme des destinations de luxe excluent ces initiatives, seuls sont présents les entrepreneurs sous-traitant officiellement avec les grands groupes. On peut ainsi opposer Nusa Dua à Kuta sur l'île de Bali ; cette dernière station concentre une multitude de petits entrepreneurs dans les domaines du commerce, de l'art ou des transports. Les fameux *becak* ou « vélo-porteurs » qui confortent cette impression d'exotisme authentique chez le visiteur sont à l'image des stratégies professionnelles des acteurs nouvellement arrivés. Si dans les métropoles, les emplois de *becak* attirent des populations parmi les plus démunies, les profils ne sont pas les mêmes dans les stations. Outre la qualité du matériel, les porteurs sont de jeunes hommes connaissant quelques mots d'anglais et venant des grandes villes. Dans ces stations ils obtiennent des revenus les plaçant au niveau des classes moyennes nationales. Leur travail n'a rien à voir avec celles des *becak* urbains, surchargés, corvéables à merci ; ici, un seul passager par vélo et les bagages encombrant font l'objet de surtaxe. Pour moins d'un kilomètre sur une promenade littorale, la course sera payée dix à cinquante fois plus que dans la capitale aux conditions de circulation beaucoup plus éprouvantes. Les *becak* travaillent avec les boutiques d'artisanat et les hôteliers comme à Yogyakarta (Van Gemert and *alii.*, 1999), conduisant les voyageurs de l'arrêt de bus « au meilleur hôtel de la station » en lui vantant ses prix et sa qualité au détriment des autres concurrents. Des liens sociaux s'établissent autour du tourisme dans la communauté locale. Des réseaux se forment, on se renvoie les clients, à chacun son domaine. Rien n'est formalisé, le touriste va d'une adresse à l'autre, parfois accompagné pour ne pas le laisser s'égarer vers des concurrents.

Un fonctionnement cohérent s'installe rapidement au sein de cette activité très fragmentée qui associe des travailleurs venant d'horizons divers. La société locale renouvelée fait preuve d'une culture d'innovation. Toutes les demandes potentielles des touristes trouvent localement des réponses.

Sur la base du découpage proposé par Dahles (1999b), ces multiples initiatives individuelles peuvent être regroupées en huit catégories :

- en premier lieu, le secteur de l'hébergement, des pensions de famille aux locations de petites dépendances réaménagées ;
- puis celui de la restauration et des débits de boisson pouvant se réduire à la vente ambulante ;
- viennent ensuite les emplois dans le domaine des transports ;
- des services d'accompagnement, d'encadrement des touristes (comme les guides avec ou sans statut officiel) ;

- les commerces de vêtements, bijoux, artisanats et objets d'art, dans le cadre de boutiques ou de la vente ambulante ;
- des locations en tout genre : vélos, mobylettes, ombrelles, équipement de plongée ou simple canne à pêche ;
- des services de beauté (massage, manucure, coiffure de mode ou exotique, maquillage) ;
- des services de divertissement, du spectacle, de l'amusement (musique, théâtre, danse).

Ces petits entrepreneurs largement issus de l'immigration jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de la station. Parallèlement aux emplois inscrits dans le cadre des structures officielles, les occasions sont réelles. Bien sûr à côté des entreprises respectables se développe une part plus ou moins importante d'activités pouvant relever de commerce illicite et illégal (Crang, 1997), en lien avec la prostitution, les jeux clandestins et la drogue.

Le tourisme est générateur de migration de travail tant au niveau local, régional qu'international. Dans les régions touristiques les plus développées, comme la Côte d'Azur, la Costa del Sol, on note même désormais une inversion des mouvements migratoires (avec l'arrivée d'actifs venus du Nord de l'Europe dans ces régions longtemps émettrices de migrants). Et, même lorsque la part des emplois occupés par des résidents est importante, des flux saisonniers continuent de converger vers ces marchés.

Des liens étroits existent entre les logiques du marché du tourisme et les migrations de travail, et au-delà, la complexification progressive des mouvements migratoires et touristiques, à l'échelle mondiale, et leur convergence au profit de lieux « à dominante » touristiques nous interroge sur le *continuum* tourisme/migration dans le cadre d'un système global de mobilités.

Interrelations tourisme-migration. études de cas

Des interrelations croissantes à partir des lieux touristiques, entre les mobilités autorisées et encouragées (déplacements de loisirs) et celles plus ou moins tolérées (migrations), laissent apparaître plusieurs scénarios entre des migrations spontanées, des touristes nouveaux résidents et des « faux touristes » contournant les réglementations pour émigrer. Les différents scénarios peuvent être présentés à travers cinq cas de figure.

Cas 1 - Tourisme et marché : un appel de main-d'œuvre

La création d'un marché touristique entraîne un premier appel de main d'œuvre (Kontogeopoulos, 1998) avec un emboîtement des échelles migratoires et de multiples logiques individuelles. Son fonctionnement se fonde sur un double accueil : des visiteurs en vacances (une demande de services pour une consommation locale) et des nouveaux actifs attirés par leur présence.

Dans ce processus caractérisé par l'arrivée de flux touristiques réguliers, deux phases migratoires distinctes apparaissent.

- Dans un premier temps, la structuration du marché est soutenue par l'arrivée d'une

première génération de migrants. Au cours de cette période, des populations locales peuvent se déplacer, s'installer en périphérie ou émigrer.

– Dans un second temps, le marché établi reste fortement lié aux migrations en raison de l'important renouvellement du personnel spécialisé et de la nature de certaines tâches, incompressibles, peu rémunérées remplies par des travailleurs émigrés au cours de saisons plus ou moins courtes.

Ces flux sont particulièrement significatifs dans des espaces insulaires, comme les îles Hawaii marqués par une modernisation et un enrichissement accélérés (Minerbi, 1994). L'archipel accueille quelques sept millions de touristes et compte environ 100 000 lits touristiques contre cinq hôtels et six pensions de famille au milieu du siècle dernier. Le renouvellement du peuplement par vagues migratoires successives est important¹⁹ (Kim, 1994). La croissance réelle — le budget moyen d'une famille de quatre personnes est supérieur de 37,7 % à la moyenne nationale — s'accompagne d'inégalités contraignant certains habitants des îles à émigrer vers le continent tandis qu'arrivent de nouvelles vagues d'immigrants²⁰ (Minerbi, 1994). La migration « *est à la fois un catalyseur et une conséquence d'un changement social et économique* » (Connell, 1987) et aucune société touchée par le tourisme ne peut alors rester sans réaction.

Cas 2 - Tourisme et retour des émigrés

Dès les années soixante et soixante-dix, les études conduites dans les régions méridionales de l'Europe ont permis de mettre en évidence les filiations qui s'établissaient entre les retours des émigrés et les investissements réalisés localement dans le tourisme, comme dans le sud de l'Italie avec l'exemple de la ville touristique d'Amantea (King, 1984), sur la côte dalmate et dans ses îles (Baucic, cité par King, 1995 ; Bennett, 1979), au Portugal (Cavaco, 1993), sur l'ensemble du littoral méditerranéen (Williams, 1993a). A partir de l'exemple de Nazaré, Mendonza a montré comment les migrants ont privilégié des investissements immobiliers en relation avec le marché touristique émergent (Mendoza, 1982), des études similaires sont aujourd'hui conduites à partir des stations balnéaires marocaines.

Les atouts de ces expatriés de retour sont de plusieurs ordres. Outre les capitaux accumulés et disponibles, ils reviennent avec une certaine connaissance des régions émettrices de touristes : les pratiques récréatives, les types de consommations et certaines langues étrangères leur sont familières. Trois perspectives de travail se présentent à leur retour comme l'expose Ardittis (cité par King, 1995) :

- un retour à la terre, mais la tâche est dure pour des revenus faibles ;
- la recherche de fonctions meilleures et plus valorisantes sur le plan social : le secteur tertiaire est tout désigné mais les emplois publics sont rares ;
- il reste alors l'initiative individuelle dans le secteur privé et notamment dans les commerces et services en relation avec le tourisme.

Il est à noter que les pratiques des émigrés de la seconde génération s'alignent davantage sur celle des touristes (Cavaco, 1993). A la différence de leurs aînés qui privilégiaient les relations avec leur village d'origine, les plus jeunes séjournent davantage dans les stations balnéaires parmi les touristes nationaux et internationaux.

Cas 3 - Tourisme, multi-résidence et transfert d'activité

Dans les lieux touristiques, la présence des visiteurs est davantage étalée dans le temps et les séjours sont plus fréquents ; parmi les plus mobiles, des retraités libres de leur temps, des touristes qui transfèrent partiellement leurs activités ou qui décident d'émigrer dans ces lieux.

Ces touristes plus mobiles, séjournant à l'étranger plus longtemps et susceptibles de partager leur vie entre plusieurs lieux proviennent de quelques foyers émetteurs, essentiellement européens : la Rhénanie du Nord -Westhalie, la Bavière et le Bade-Wurtemberg, le Sud-Est et le nord de l'Angleterre, les métropoles du Randstad (Amsterdam, Rotterdam, La Haye), les régions urbaines de Vienne, Stockholm ou Paris. Les métropoles nord-américaines et japonaises ont également leurs bassins privilégiés sur les côtés caraïbes et sur les pourtours méridionaux de la mer de Chine. Les nouvelles mobilités où se mêlent tourisme, double résidence et transfert d'activité se font surtout dans un cadre régional.

Ces formes complexes de mobilité s'inscrivent dans un continuum entre déplacements touristiques, mobilité résidentielle et transferts d'activités. Ces nouvelles situations peuvent s'expliquer partiellement par l'évolution du monde du travail où les personnes les plus qualifiées connaissent une plus grande mobilité qui entraîne une plus grande dispersion géographique des parents et amis (Williams and Hall, 2000). L'accumulation d'expériences de vie dans des espaces différents facilite ces changements de résidences lors de la retraite.

Les lieux touristiques les plus concernés appartiennent aux régions littorales méditerranéennes marquées par l'émigration jusqu'au début des années 1980 ; elles connaissent une inversion des flux (Montanari and Cortese, 1993). Des Nord-européens s'installent aux Baléares (Duhamel, 1997 ; Salvà-Tomàs, 1991), sur les côtes espagnoles, en Toscane et se diffusent dans les arrière-pays méridionaux introduisant une *gentryfication* de certains lieux (Phillips, 1993). Ces flux concernent aussi la rive sud de la Méditerranée avec l'achat de maisons traditionnelles dans les médinas de Marrakech, d'Essaouira ou d'Alexandrie.

Les mobilités des retraités

Particulièrement fréquents dans les régions méditerranéennes, ces déplacements connaissent une situation favorable dans les pays les plus développés (entre allongement de la durée de vie et pouvoir d'achat conséquent). A.M. Warnes (1994) établit une filiation entre les lieux connus et pratiqués par les touristes et le choix d'un nouveau lieu de résidence pour la retraite. Ainsi les ressortissants anglais qui s'établissent dans les provinces de Malaga, d'Alicante ou des Baléares. Après s'être familiarisé avec ces lieux, la cessation d'activité peut être l'occasion d'un nouveau projet de vie privilégiant des périphéries ensoleillées. Parmi les retraités, selon O'Reilly (1995), nous pouvons distinguer cinq catégories :

- les expatriés sont des résidents permanents, ils s'identifient à leur région d'accueil, y créent de nouvelles sédentarités. Parfois propriétaires, ils n'ont plus l'intention de rentrer dans leur pays d'origine ;
- les résidents, avec un statut légal de résident, retournent régulièrement dans leur pays d'origine mais pour des séjours de deux à cinq mois. Ils y rencontrent des parents et amis et peuvent y posséder une résidence secondaire ;

- les visiteurs saisonniers restent attachés à leur pays d'origine dans lequel ils maintiennent leur domicile principal. Ils effectuent régulièrement des séjours de deux à six mois ;
- les visiteurs occasionnels, propriétaires d'une résidence secondaire, n'y font que des séjours irréguliers ;
- enfin les retraités touristes. Ils se déplacent fréquemment mais séjournent dans les zones touristiques en louant les hébergements nécessaires pour leurs séjours de courte durée.

D'après A. Williams²¹, « Près de 72 000 pensions de retraite seraient payées par les institutions britanniques dans les pays méditerranéens (Espagne, Italie, France, Chypre, Portugal, Malte, Grèce) en janvier 1995, avec un total en progression moyenne de 30-35 % depuis 1990 ». La Costa del Sol est la première destination pour les Britanniques (Williams and alii, 2000) avec un contingent de 16 700 retraités sur un total de 50 000 résidents au milieu des années 1995, 2 000 sont installés en Toscane (sur 4 000 résidents), 1 700 à Malte (sur 5 000) et 1 600 dans l'Algarve portugais (qui compterait plus de 50 000 Britanniques séjournant plus de trois mois, dont 10 000 résidents permanents).

Ces mouvements sont également établis entre les métropoles nord-américaines d'une part, la Sun Belt et certaines îles des Caraïbes de l'autre. Ils se dessinent aussi depuis le Japon et la Corée du Sud en direction des côtes thaïlandaises, des îles des Mers du Sud et des côtes australiennes

Du tourisme au transfert d'activité

Les séjours à des fins récréatives peuvent entraîner un transfert partiel ou complet d'activité. Cet itinéraire de vie est particulièrement développé dans les régions de fortes fréquentations touristiques comme dans les destinations émergentes. Eaton (1995) ou Madden (1999) ont analysé le rôle des migrants britanniques ou irlandais qui investissent sur la Costa del Sol, dans le secteur de la restauration et des bars en relation avec des clientèles essentiellement britanniques. Il apparaît que les choix reposent d'abord sur des raisons sociales et sur la recherche d'une autre qualité de vie, les stratégies purement financières ne concernant qu'une faible proportion (seulement 8 % selon les enquêtes réalisées par Madden).

Ces touristes qui choisissent de changer de cadre de vie durablement élaborent des projets variés allant du transfert, complet ou partiel, d'une activité qui demeure inchangée à la définition d'une nouvelle activité rémunératrice :

- les transferts les plus aisés correspondent aux professions libérales qui peuvent être conduites à partir de plusieurs lieux, sans lien avec l'activité touristique ;
- d'autres transferts se font en relation directe avec le marché touristique et sans changement dans la nature de l'activité. Par exemple un restaurateur décide d'ouvrir un nouvel établissement dans une station, et ainsi changer de cadre de vie sans changer de métier ;
- le désir de changer de cadre de vie peut aussi nécessiter un changement d'activité. Le migrant s'oriente alors vers les locations touristiques, le commerce, l'artisanat. Les investissements de départ peuvent être modestes, l'expérience relève avant tout d'une volonté et de stratégies personnelles.

Contrairement aux travailleurs émigrés qui peuvent partir vers l'inconnu, pour ces nouveaux migrants, la connaissance préalable des lieux est importante. Ces nouveaux mouvements s'inscrivent dans le contexte des sociétés d'Europe occidentale qui « *produisent suffisamment de rentiers et d'actifs pouvant se permettre de relocaliser leur activité professionnelle* » (Knafou, 1997). La recherche d'une qualité de vie, d'un équilibre personnel entre ces lieux de vie multiples prime sur les motivations strictement matérielles, la diversité des logiques est réelle : si l'héliotropisme domine, la quête d'espaces et la qualité de l'environnement sont déterminants pour d'autres comme l'illustre Müller avec ces ressortissants allemands installés dans le Norden (article de Müller dans ce dossier).

Cas 4 - Tourisme et diaspora

Des relations peuvent être établies entre les logiques des flux touristiques et les territoires migratoires. Peu de communautés sont concernées de façon significative par ces interactions tourisme-diaspora. Il faut que le niveau de vie global du pays d'origine soit suffisamment élevé pour qu'il puisse dégager une masse critique de touristes séjournant à l'étranger et qu'il existe au préalable une communauté structurée à l'étranger.

Les logiques des mouvements internationaux des Sud-coréens entrent tout à fait dans ce cas de figure (Kang and Page, 2000). Des processus similaires se mettent en place au sein des communautés chinoises en liaison avec l'augmentation progressive du niveau de vie. Mais les déplacements associent encore largement les visites à des proches et les pratiques récréatives avec des échanges de service non payants. Or dans le cas de Sud-coréens il s'agit bien de pratiques touristiques donnant lieu à des services marchands et privilégiant les ressortissants de la communauté lors des voyages à l'étranger. Cela existe au sien d'autres communautés mais sans atteindre le niveau significatif des Coréens.

Les Sud-coréens sont plus de quatre millions à faire des expériences touristiques à l'étranger et ces voyages n'ont commencé à se développer que depuis la fin des années quatre-vingts. Pour organiser leurs séjours, ils privilégient les services d'agences nationales travaillant avec des ressortissants établis dans les pays et les villes visitées. Les membres de la communauté à l'étranger commercialisent des chambres chez l'habitant, tiennent des restaurants coréens et les étudiants s'improvisent guides en fonction des demandes. Les spécificités de ce fonctionnement communautaire sont favorisées par l'absence de culture touristique et le fort degré d'altérité auquel sont confrontés les ressortissants qui voyagent à l'étranger (la limite la plus évidente venant des difficultés linguistiques).

L'offre touristique des membres de la communauté à l'étranger est exclusivement orientée vers les nationaux (via les agences et des annonces rédigées en coréen). Les services sont payants et les Coréens sont réputés pour leurs généreuses dépenses lors de leurs voyages, dans certaines situations, ils paieront même plus cher un service qui aura la garantie du lien communautaire, comme l'accueil dans un aéroport par un taxi occasionnel travaillant avec la structure d'hébergement réservée. Ces réseaux n'ont pas besoin d'être déclarée dans le pays d'accueil, leur clientèle est captée à partir du pays d'origine (à l'exception des restaurants qui ont une double clientèle).

L'association d'activités officielles dans le pays d'accueil (étudiants, artistes, commerçants) permet de s'adapter à la flexibilité demandée. Et comme tout système touristique où il y a des tâches simples à effectuer, notamment pour l'entretien des chambres chez l'habitant, la

communauté emploie ses clandestins, appartenant aux minorités coréennes venant de Chine (région du Yambian), dont les emplois sont partagés entre trois ou quatre structures d'accueil différentes.

L'existence de ces économies parallèles entre ressortissants d'un même pays, dans un contexte de croissance du marché touristique, encourage des nouveaux projets migratoires. Les ressources financières générées par les touristes coréens à l'étranger constituent une source de revenus appréciables pour la communauté en exil. Un rapprochement peut même être envisagé à l'échelle mondiale entre les lieux touristiques fréquentés par les Sud-coréens et l'existence d'une communauté d'émigrés. Durant les dix dernières années les émigrés les plus anciens sont rejoints par de nouveaux migrants, aux statuts variables (résident, profession libérale, étudiant) selon les difficultés administratives. Sont privilégiées certaines métropoles nord-américaines et européennes (Londres, Paris, Toronto, Vancouver, Los Angeles...) ainsi que des destinations touristiques réputées en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique (Guam, Hawaii) et sur les côtes australiennes et néo-zélandaises. Plus l'altérité est importante et plus les liens communautaires sont recherchés, comme dans le cadre des déplacements.

Dans le cas des Sud-coréens, il ne s'agit plus seulement des facilités professionnelles qui peuvent être développées au contact de compatriotes — comme pour les entrepreneurs britanniques sur la Costa del Sol — mais bien d'une logique de diaspora avec le développement de services spécifiques souvent indéchiffrables pour les autres touristes. Une territorialisation se construit à travers ces réseaux alimentés par des mobilités multiformes (tourisme, transfert d'activité, migration) des membres d'une même communauté. Entre pratiques touristiques, choix de nouveaux lieux de vie et liens avec le pays d'origine, les Sud-coréens se construisent une « réticularisation territoriale » (Lévy, 2000).

Cas 5 - Le tourisme prétexte migratoire

Dans l'actuel contexte de fermeture des frontières, les lieux touristiques, anciens ou émergents, des pays riches comme des pays les moins développés, servent de sas ou de tête de pont pour des migrations directes ou indirectes vers les marchés fermés des pays du Nord.

Les « faux touristes »

Le recours aux demandes de visas touristiques pour une entrée légale dans un pays du Nord constitue un ultime recours fréquemment employé pour entreprendre une migration difficile ou impossible. Le migrant se présente alors comme « touriste » pour entrer dans le pays d'accueil et lorsque la durée de son séjour légal prend fin, il peut interrompre son activité temporaire ou la poursuivre dans la clandestinité.

De tel déplacements sont courants depuis la Chine, les Philippines, le Bangladesh ou le Pakistan vers les métropoles industrielles japonaises ou sud-coréennes²². Ces « faux-touristes » voyagent aussi en Europe de l'Ouest, des réseaux se mettent en place comme les Polonais de Paris spécialisés dans le bâtiment ou les maçons roumains qui, avec un visa touristique pour l'Allemagne vont rejoindre la péninsule italienne. Sans oublier les travailleurs clandestins nord-africains ou pakistanais employés dans des entreprises touristiques des stations méditerranéennes.

Le lieu touristique : une tête de pont pour émigrer

On sait combien l'imaginaire tient une place (souvent sous-estimée) dans le choix du migrant. Simon (1998) évoque « *la médiatisation de l'eldorado* ». Mieux qu'à la télévision et sur les chaînes transmises par satellite, les touristes en apportent les démonstrations à travers leurs séjours temporaires, marqués par des consommations de loisirs et une liberté pleine d'insouciance. L'observation, voire la rencontre avec ces visiteurs vivant leurs moments privilégiés, hors de leur quotidien, va renforcer les clichés de cet « ailleurs », synonyme de prospérité et de liberté, et alimenter durablement les désirs de départ.

Le rapprochement entre touristes et sociétés d'accueil, avec l'établissement de relations privilégiées, peut faciliter des projets migratoires individuels, du simple certificat d'hébergement à la proposition d'un emploi provisoire au pair, voire du soutien pour l'ouverture d'un restaurant dans le pays émetteur. À travers l'analyse des clientèles de restaurants ethniques en Amérique du Nord, Zelinsky (1985) insiste d'ailleurs sur les relations établies entre la fréquentation de ces établissements et les expériences touristiques.

Transfert d'activités et réversibilité des flux

Outre l'accueil de visiteurs et de migrants, les lieux touristiques font également figure de tête de pont à partir desquels s'organisent de nouveaux flux migratoires. Certaines filiations peuvent être établies entre des pratiques touristiques et des flux migratoires réversibles traduisant un transfert d'activités au profit des foyers émetteurs de touristes, comme l'illustrent des études conduites sur le marché de la prostitution japonais (Muroi and Sasaki, 1997).

Dans le cas du Japon, ce sont les transformations progressives de pratiques des touristes qui ont accéléré ce glissement d'activité. Les premières générations de touristes japonais, des années soixante à la fin des années soixante-dix, étaient essentiellement composées d'hommes voyageant en groupe — on parlait volontiers de voyages d'affaires pour lesquels les entreprises louaient les services de voyagistes spécialisés. Les destinations privilégiées étaient les pays voisins — la Corée du Sud²³ et Taïwan qui n'étaient pas encore les NPI — puis la Thaïlande et les Philippines, dans le contexte de la guerre froide avec la présence de nombreuses bases américaines et un marché de la prostitution en plein essor. À partir des années quatre-vingts, ces voyages « d'affaires » posent de plus en plus de problèmes. Le tourisme devient alors une affaire de couple et les femmes, notamment les jeunes femmes, vont être les plus nombreuses à voyager à l'étranger.

Les études montrent comment la diminution du nombre des touristes masculins dans les destinations traditionnellement réputées pour le tourisme du sexe s'accompagne d'une croissance rapide d'immigrantes originaires de ces pays, tout d'abord de Corée du Sud et de Taïwan — où elles viennent avec des visas d'étudiants leur permettant de travailler légalement comme « hôtesse » quatre heures par jour — puis d'Asie du Sud-Est. Les flux migratoires laissent apparaître une nette sur-représentation des populations féminines de moins de trente ans²⁴, phénomène appelé localement de « *Japayuki-san* » (pour qualifier l'émigration de ces femmes étrangères venues travailler comme prostituées) (Sasaki, 1991).

Ces migrations s'inscrivent dans le prolongement de pratiques touristiques, le transfert d'activités déjà exercées dans le lieu touristique est alors effectué dans une logique économique.

Le lieu touristique : une plate-forme pour de nouvelles logiques migratoires

Lieux de contacts et de passages privilégiés, dans un contexte de fermeture des frontières, les lieux touristiques constituent des plates-formes qui reçoivent des flux variés de touristes et de travailleurs à partir desquelles s'établissent de nouvelles trajectoires migratoires.

Ces lieux permettent également de souligner la difficulté de contrôler les mobilités des hommes (article de Bernard dans ce dossier). Des pouvoirs décrètent l'établissement de lieux dits « touristiques » à partir desquels ils pensent maîtriser les déplacements des hommes. Par la création de nouveaux emplois, des schémas de développement imaginent naturellement fixer une population localement ; or le fonctionnement des lieux met en évidence des flux migratoires à l'échelle nationale ou régionale qui vont à l'encontre du projet initial. Il ne suffit pas de créer des emplois touristiques pour que la population résidente révèle une soudaine « vocation ». Créer des emplois ne suffit donc pas pour décider des trajectoires migratoires et professionnelles des individus. Les mesures incitatives favorisent le projet politique mais seules des mesures de contrainte pourraient répondre aux souhaits autoritaires. Or elles ne peuvent pas s'inscrire dans le cadre d'un marché touristique ouvert à tous²⁵.

De la même manière, les bilans touristiques sont rarement à la hauteur des espoirs affichés. Là aussi, le processus est plus complexe, on ne décrète pas « un lieu touristique » sur la base d'une stratégie de mise en valeur des « ressources potentielles ». Ce sont les touristes qui élisent les lieux et en font des lieux touristiques ; des friches d'hôtels et de ports de plaisance dans les îles de la Mer de Chine et des mers du Sud sont là pour nous rappeler qu'il n'est pas facile de manipuler des masses de vacanciers. Ces populations ont leur propre logique, leur circulation dans l'espace progresse entre des lieux proches, plus familiers, et d'autres plus lointains. Ces itinéraires circulatoires individuels sont d'une grande complexité.

Conclusion

Le tourisme développe de l'emploi localement mais il est illusoire de croire qu'il va favoriser un plus grand enracinement de la population locale. Le tourisme relève des mobilités par excellence, non seulement il résulte de l'arrivée de touristes mais en plus il crée un appel de main-d'œuvre et suscite de fortes migrations de travail et de nouvelles circulations professionnelles. Le lieu touristique est peuplé « d'étrangers » attirés par cette nouvelle économie qui introduit une rupture brutale avec les équilibres précaires mais sécurisants des activités traditionnelles : ces étrangers ont plusieurs visages, les uns appellent les autres. Un espace anciennement enclavé devient un lieu-carrefour dans les nouvelles logiques migratoires internationales.

Ces migrations s'opèrent dans le cadre d'un marché de travail spécifique, d'un transfert de capital avec des investissements relativement faciles. Dans un premier temps, deux phases migratoires successives peuvent être distinguées :

– un premier appel de main-d'œuvre caractérise la création du marché, comme cela s'est produit dans les régions les plus anciennement touristiques et continue de se produire dans les lieux touristiques émergents. Ces travailleurs se partagent entre des emplois relevant de groupes internationaux avec leurs lots de sous-traitants locaux et une multitude d'activités

improvisées au gré des opportunités ;

– la seconde vague migratoire s'insère dans un marché déjà établi. Elle concerne le renouvellement de la main-d'œuvre. Les rotations sont importantes tant au niveau des emplois les plus qualifiés qu'à celui des tâches les plus simples. La sous-traitance, associée à la mobilité des travailleurs et à la flexibilité, permet de garder une activité compétitive et rentable malgré la saisonnalité et les aléas de ces marchés émergents.

Le schéma des mobilités se complexifie ensuite malgré les logiques initiales diamétralement opposés de ces flux qui convergent dans ces lieux, reflet de la mondialisation, avec ses inégalités et tous ses espoirs, qui deviennent des creusets où se dessine de nouvelles « *sociétés mobiles* » (Stock, 2001). La connaissance de ces lieux, leur relative familiarité, peut les placer au cœur de nouveaux projets de vie : des touristes s'y installent durablement ou y vivent en alternance avec d'autres lieux, le transfert d'activité professionnelle peut être complet ou partiel avec une nouvelle articulation sur plusieurs lieux, la retraite constitue souvent une période privilégiée pour redéployer son espace de vie.

Les interrelations entre tourisme et migrations doivent être replacées dans le contexte de la mondialisation contemporaine et des processus politiques avec les règles concernant la circulation des hommes et des capitaux. Les relations sont de plus en plus imbriquées et l'espace est en train d'être utilisé d'une façon nouvelle et plus imaginative pour réunir la production et la consommation comme le soulignent Williams et Hall : « *news trends in tourism and migration similarly make it difficult to determine 'where is home, what is our identity and why are we here ?* » (Williams and Hall, 2000).

Les mobilités multiformes actuelles brouillent les typologies les plus classiques, alors que les logiques des migrants s'inscrivent davantage dans de « sociétés circulatoires » (Tarrus, 2000), « *pour une part grandissante de notre société, la plus favorisée et la plus mobile, la figure du continuum entre le routinier et l'exceptionnel tend à s'imposer* » (Knafou, 2000). Entre tourisme et migration : se dessine un continuum de mobilité personnelle ou les deux variables migration et tourisme se fondent l'un en l'autre. (Williams and Hall, 2000).

Notes

1 En 1998, les recettes liées au tourisme, y compris celles réalisées par le transport international des passagers représentent, avec 532 milliards de dollars US, 8 % des recettes mondiales d'exportation de biens et de services (OMT, 2001).

2 Contrairement à l'approche proposée par Cazes (1998 : 77).

3 La Thaïlande offre désormais cette possibilité aux jeunes retraités japonais qui désirent s'installer sur ses côtes, de telles pratiques renvoient à la multi-résidence.

4 Certaines limites d'ordre statistique doivent être soulignées : les définitions des organismes officiels sont trop générales. De nombreux autres déplacements sont additionnés aux déplacements touristiques. En fait, tout déplacement qui ne relève pas d'une migration avec un visa de travail est comptabilisé comme touristique (voyage d'affaires, déplacement pour raisons médicales ou religieuses, visites familiales). Selon les enquêtes de l'Organisation Mondiale du Tourisme, les visiteurs qui se déplacent strictement « pour le plaisir, pour se divertir ou pour leurs vacances », donc les touristes au sens strict, ne représentent que 62 %

des personnes ainsi recensées. Les autres motifs de voyage se partagent entre affaires et motifs professionnels (18 %) et santé, religion, visites à des parents et amis (20 %). Cette confusion permet d'entretenir des résultats très flatteurs pour les pouvoirs jouant la carte du tourisme. Cependant ces limites n'enlèvent rien à l'ampleur croissante des pratiques touristiques internationales.

5 Comme les attentats du 11 septembre 2001, à la fin de la saison.

6 Entre 1993 et 2000, deux mille migrants clandestins ont péri aux frontières de l'Europe (source *Le Monde*, 23 juin 2000). Cf. le site *d'United for Intercultural Action* qui actualise la liste des disparus www.united.non-profit.nl)

7 Cf. l'affaire *Tampa* pendant l'été 2001 qui rompt avec l'image de l'Australie accueillante des Jeux Olympiques 2000. Les *boat-people* qui transitent dans les eaux indonésiennes sont renvoyés par les autorités australiennes vers la Nouvelle-Zélande, puis la Papouasie-Nouvelle-Guinée, puis transportés sur les îles Cocos, puis sur l'île Nauru.

8 Par lieux touristiques nous entendons des lieux marqués par une présence significative de touristes, les logiques du marché touristique dominant l'économie locale, parfois de façon exclusive.

9 Les cinq principaux pays d'accueil du Nord (États-Unis, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni) totalisent 41 % des recettes, dont 17,6 % pour les seuls États-Unis en 2000.

10 En 1950, les quinze premiers pays touristiques polarisaient la quasi-totalité des flux internationaux contre seulement les deux tiers aujourd'hui. De nouvelles destinations s'imposent en Asie orientale (Chine, Thaïlande, Malaysia) en Europe centrale et orientale (Fédération de Russie : 18,5 millions 1999, Pologne : 18, République Tchèque : 16, Hongrie : 12,9) où les situations semblent moins propices. Les positions des destinations africaines sont plus modestes (4,9 millions en Tunisie, 3,8 au Maroc, presque 1 au Kenya et moins de 400 000 au Sénégal).

11 Soit 14,1 millions \$US de recettes touristiques en 1999 pour la Chine continentale, 7,9 millions pour Hong Kong et 3 millions pour Macao.

12 7,5 millions \$US de recettes.

13 La part des recettes touristique représente 40 % du PNB aux Bahamas (pour 1,5 million de visiteurs), 50 % à Sainte-Lucie (270 000 visiteurs) 70 % dans les Îles Vierges britanniques (300 000 visiteurs) et jusqu'à 85 % aux Maldives (430 000 visiteurs) et 87 % à Antigua (250 000 visiteurs).

14 Comme l'illustre O'Brien (1998) à travers le cas des transports aériens avec l'*Alliance globale* de British Airways qui associe Qantas, Japan Airlines, Canadian Airlines, US Airlines, Polish airlines et Finnair.

15 Sur l'île Maurice, dès 1987, 6 000 emplois directs et 16 000 indirects sont recensés dans le tourisme.

16 Dans les années quatre-vingts, Berriane (1983) note que dans la région d'Agadir moins de 20 % des employés des hôtels de luxe et des villages de vacances sont originaires de la région.

17 De tels parcours sont classiques en Asie de Sud-Est où l'employé débute dans des petites structures éparses sur les côtes thaïlandaises ou des îles du golfe du Siam pour se diriger vers les hôtels des *resorts* réputés (comme Nusa Dua à Bali), puis s'orienter ensuite vers les hôtels des capitales de la région et principalement vers Singapour. La sortie peut se traduire par la

création d'une petite structure sur fonds propres à Bali par exemple.

18 Lors de la crise asiatique (1997), le marché touristique régional a immédiatement été touché, de la même manière il s'est rétracté momentanément pendant l'automne 2001. La croissance reprend rapidement son rythme. Ces crises ponctuelles servent souvent d'alibi pour annoncer des difficultés (souvent anciennes), licencier et introduire plus de flexibilité.

19 La colonisation économique japonaise commença au début des années soixante-dix (dès que le gouvernement japonais autorisa ce type d'investissement), elle s'est accentuée dans les années quatre-vingts, soutenue par la solidité du yen sur les marchés internationaux (les investissements étaient de 1,5 milliards de dollars US en 1984 et de 9,3 en 1990).

20 Pendant les années quatre-vingts, le coût de la vie a augmenté six fois plus vite que les revenus moyens, la part des populations vivant sous le seuil de pauvreté est de 11 % en 1990 contre 8 % en 1980.

21 Cité par G. Cazes (1998), il s'agit d'une conférence intitulée « Tourism in Portugal : changing forms of internationalisation », présentée dans le cadre de *Conference on Geography of leisure and Tourism*, mai 1996.

22 Cette réalité ne doit pas occulter l'existence de véritables touristes provenant de ces pays (appartenant aux élites, aux classes supérieures et parfois aux nouvelles classes moyennes). Un premier séjour à des fins touristiques peut aussi être l'occasion de construire un projet migratoire.

23 C'est à cette époque que le gouvernement sud-coréen entreprit d'importants investissements touristiques sur l'île de Cheju, au sud du Japon. Cette île qui devait devenir la vitrine du pays connut ses premiers succès auprès de ces clientèles japonaises en voyage d'affaire.

24 Par exemple, les jeunes femmes philippines (entre 20 et 29 ans) représentaient 76,9 % du total des immigrants philippins en 1982, 86,6 % en 1987, puis 88,9 % en 1992 (source : ministère de la Justice du Japon).

25 Les forces birmanes ont actuellement plus d'aisance à développer de lourds travaux avec le recours au travail forcé, dans le cadre d'investissements relevant de partenariat avec des multinationales, qu'à développer un secteur touristique acceptable aux yeux des visiteurs critiques.



Bibliographie

AITKEN Carmen, HALL C. Michael (2000) Migrant and foreign skills and their relevance to the tourism industry, *Tourism geographies*, 2,1, 66-86.

AGARWAL Sheela, BALL Rick, SHAW Gareth, Williams Allan M. (2000) The geography of tourism production : uneven disciplinary development ? *Tourism Geographies*, 2, 3, pp. 241-263.

BALL R M (1988) Seasonality : a problem for workers in the tourism labour market ? *Service industries journal* 8(4), pp. 501-513.

BALL R M (1989) Aspects of tourism , seasonality and local labour markets, *Area*, 21(1), pp. 35-45.

BASSAND Michel et KAUFMANN Vincent (2000) Mobilité spatiale et processus de métropolisation : quelles interactions ?, in Michel Bonnet et Dominique Desjeux eds. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, pp. 129-140.

BELL Martin, WARD Gary (2000) Comparing temporary mobility with permanent migration, *Tourism Geographies*, 2, 1, pp. 87-107.

BENNETT B.C. (1979) Migration and rural community viability in central Dalmatia (Croatia), Yugoslavia, *Papers in Anthropology*, 20(1), pp. 75-83.

BERRIANE Mohamed (1983) Tourisme et emploi : le cas d'Agadir, *Revue de Géographie du Maroc*, 7, pp. 21-33.

BERRIANE Mohamed (1991) *Tourisme national et migrations de loisirs au Maroc*, Rabat, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Série « Thèses et Mémoires », 500 p.

BOUBAKRI Hassen (1996) Les entrepreneurs migrants du sud-est tunisien, in J. Césari ed., *Réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb*, Rapport de recherche pour la Commission des Communautés Européennes, vol 1, pp. 17-79, vol 2, pp.3-58 et pp. 192-212.

BRAS Karin, DAHLES Heidi (1999) Massage, Miss ? Women Entrepreneurs and beach Tourism in Bali, in Heidi Dahles and Karin Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 35-51.

BRAS Karin, DAHLES Heidi (1999) Pathfinder, Gigolo, and Friend : Diverging Entrepreneurial Stratégies of Tourist Guides on Two Indonesian Islands, in Heidi Dahles and Karin Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 128-145.

BRITTON S. (1989) Tourism, dependency and developement. A mode of analysis, in T.V. Singh, H.L. Theuns and F.M. Go eds., *Towards appropriate tourism*, Frankfurt am Main : Peter Lang, pp. 93-116.

BRITTON S. (1993) Tourism, dependency and development. A mode of analysis, in D. Pearce and R.W. Butler eds., *Tourism research. Critiques and challenges*, Londres et New York, Routledge, pp. 155-172.

BRUNEAU Michel (1995) Espaces et territoires de diasporas, in Michel Bruneau ed. *Diasporas*, Montpellier, RECLUS, p. 6-23.

BULLER H., HOGGART K. (1994) Vers une campagne européenne : les Britanniques en France rurale, *L'Espace Géographique*, n° 3, pp. 263-273.

- CASTLES M, MILLER M J (1993) *The Age of Migration*, London : Macmillan.
- CAVACO Carminda (1993) A place in the sun : return migration and rural change in Portugal, in Russell King ed. *Mass Migrations in Europe : the Legacy and the Future*, London, Belhaven, pp. 174-191.
- CAZES Georges (1998) Les mobilités touristiques internationales, in Rémy Knafou ed. *La Planète « nomade »*. *Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 77-91.
- CHARMES J, DABOUSSI R, LEBON A (1993) Population, employment and migration in the countries of the mediterranean basin, Geneva, International Labour office, *Mediterranean Information Exchange System on International migration and Employment*, Paper 93/1E.
- CLAVAL Paul (1995) The Impact of Tourism on the Restructuring of European Space, in Allan M. Williams and Armando Montanari eds., *European Tourism Regions, Spaces and Restructuring. Restructuring in Europe*, John Wiley and Sons Ltd, pp. 247-263.
- CONNELL John (1987) Paradise Left ? Pacific Island Voyagers in the Modern World, in James T. Fawcett and Benjamin V. Cariño eds. *Pacific Bridges. The new immigration from Asia and the Pacific Islands*, New York, Center for Migration Studies, pp. 375-404.
- COURGEAU Daniel (1988) *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale*, Paris, Ed de l'INED.
- CRANG Ph. (1997) Performing the tourist product, in Ch. Rojek and J Urry eds., *Touring cultures. Transformations of travel and theory*, Londres, Routledge, pp. 137-154.
- CRIBIER Françoise (1969) *La grande migration d'été des citadins en France*, CNRS, 403 p.
- DABLES Heidi (1999a) Tourism and Small Entrepreneurs in Developing Countries : A Theoretical Perspective in Heidi Dahles and Karin Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 1-19.
- DAHLES Heidi (1999b) Small Businesses in the Indonesian Tourism Industry : Entrepreneurship or Employment ?, in Heidi Dahles and Karin Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 20-34.
- DESJEUX Dominique et BONNET Michel (2000) Les significations multiples de la mobilité, in Michel Bonnet et Dominique Desjeux eds. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, pp. 15-19.
- DEWAILLY Jean-Michel et FLAMENT Emile (1993) *Géographie du tourisme et des loisirs*, Paris, SEDES, 287 p.
- DOMENACH Hervé et PICOQUET Michel (1987) Le caractère de réversibilité dans l'étude des migrations, *Population*, n° 3, p. 469-484.
- DUHAMEL Philippe (1997) *Les résidents étrangers européens à Majorque (Baléares)*. *Pour une analyse de la transformation des lieux touristiques*, Thèse, Paris VII, 750 p.
- DUMONT Gérard-François (1995) *Les migrations internationales : les nouvelles logiques*, Paris, SEDES, 223 p.
- EATON M. (1995) British expatriate service provision in Spain's Costa del Sol, *Services industries journal*, 15, pp. 251-266.
- GUENGANT Jean-Pierre (1996) Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes, *REMI*, 12, 2, pp. 107-121.

- GUENGANT Jean-Pierre (1998) Migrations Internationales Sud-Nord et Développement du Sud, *Hommes et Migrations*, 1214, pp. 17-27.
- GUILLON Michelle et SZTOKMAN Nicole (2000) *Géographie mondiale de la population*, Paris, Ellipses, 284 p.
- HAMMAR T. (1997) *International migration, immobility and development*, New-York, Berg Oxford, 316 p.
- HUETZ de LEMPS Christian (1989) Un exemple de macrocéphalie touristique : les îles Hawaii, in *Îles et tourisme en milieu tropical et subtropical*, Bordeaux, CEGET, n° 10, pp. 195-222.
- JORDAN F (1997) An occupational hazard ? Sex segregation in tourism employment, *Tourism management* 18(8), pp. 525-534.
- KANG Sophie Kyung-Mi, PAGE Stephen J. (2000) Tourism, migration and emigration : travel patterns of Korean-New Zealanders in the 1990s, *Tourism Geographies*, 2,1, pp. 50-65.
- KING Russell (1995) Tourism, labour and International Migration, in Allan M. Williams and Armando Montanari Eds., *European Tourism Regions, Spaces and Restructuring. Restructuring in Europe*, John Wiley and Sons Ltd, pp. 177-190.
- KING Russell (1984) Population mobility : emigration, return migration and internal migration, in Allan M. Williams ed., *Southern Europe transformed : political and economic change in Greece, Italy, Portugal and Spain*, London, Harper and Row, pp. 145-178.
- KIM K. (1994) The political economy of foreign investment in Hawai'i, in A. Ibrahim ed. *Social Process in Hawai'i*, Honolulu, University of Hawai'i, pp. 40-55.
- KNAFOU Rémy et alii (1997) Une approche géographique du tourisme, *L'Espace Géographique*, n° 3, pp. 193-204.
- KNAFOU Rémy (2000) Les mobilités touristiques et de loisirs et le système global des mobilités, in Michel Bonnet et Dominique Desjeux eds. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, pp. 85-94.
- KONTOGEOGOPOULOS N. (1998) Accomodation employment patterns and opportunities, *Annals of tourism research* 25, pp. 314-339.
- KRITZ Mary M., LIM Lin Lean, ZLOTNIK Hania eds. (1992) *International Migration System*, Oxford, Clarendon Press, 354 p.
- LEVY Jacques (1998) Nous habitons des lieux multiples, in Rémy Knafou ed. *La Planète « nomade »*. *Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 193-197.
- LEVY Jacques (2000) Les nouveaux espaces de la mobilité, in Michel Bonnet et Dominique Desjeux eds. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, pp. 155-170.
- MADDEN L (1999) *Making money in the sun : the development of British and Irish owned business in the Costa del Sol*, Brighton, University of Sussex, Research papers in geography 36 p.
- MA MUNG Emmanuel, DORAÏ Kamel, HILY Marie-Antoinette (1998) La circulation migratoire : bilan des travaux, *Migrations-Etudes*, n° 84, 12 p.
- MENDONZA E. (1982) Benefits of migration as a personal strategy in Nazare, Portugal, *International migration review*, 16(3), pp. 635-645.

- MINERBI Luciano (1994) Sustainability versus growth in hawai'i, in I. Aoude ed. *Social Process in Hawai'i*, Honolulu, University of Hawai'i, vol. 35, pp. 145-160.
- MINERBI Luciano (1996) Hawai'i, in C. Michael Hall and Stephen Page eds. *Tourism in the Pacific. Issues and cases*, Londres, International Thomson Business Press, pp. 190-204.
- MONTANARI Armando (1995) The Mediterranean Region : Europe's Summer Leisure Space, in Allan M. Williams and Armando Montanari Eds., *European Tourism Regions, Spaces and Restructuring. Restructuring in Europe*, John Wiley and Sons Ltd, pp. 41-65.
- MONTANARI Armando, CORTESE A. (1993) Third world immigrants in Italy, in Russell King ed., *Mass migration in Europe : The legacy and the future*, London : Belhaven press, pp. 275-292.
- MÜLLER Dieter K. (1999) *German Second Homes Owners in the Swedish Countryside : On the Internationalization of the Leisure Space*, Dept. of Social and Economic geography, Umea, Sweden.
- MUROI Hisae and SASAKI Naoko (1997) Tourism and prostitution in Japan, in M. Thea Sinclair ed. *Gender, Work and Tourism*, Londres, Routledge, pp.180-219.
- NOIN Daniel (1995) *Géographie de la population*, Masson, 281 p.
- O'BRIEN K. (1998) The European business travel market, *Travel and Tourism Analyst*, 4, pp. 37-54.
- O.M.T. (2000) *Faits Saillants 2000*, Madrid, OMT, 28 p.
- O'REILLY K (1995) A new trend in European migration: contemporary British migration to Fuengirola, Costa del Sol, *Geographical viewpoint*, 23, pp. 25-36.
- PHILLIPS M. (1993) Rural gentrification and the processes of class colonization, *Journal of Rural Studies*, 9, 2, pp. 123-140.
- RETAILLÉ Denis (1998) Concepts du nomadisme et nomadisation des concepts, in Rémy Knafou ed. *La Planète « nomade ». Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, p. 37-58.
- SALVÀ TOMÀS Pere (1991) La population des îles Baléares pendant 40 ans de tourisme de masse (1950-1990), *Méditerranée*, 1, pp. 7-14.
- SASAKI S. (1991) *Aija kara Fuko Kaze (Wind from Asia)*, Tokyo, Asahi Shimbun.
- SESSA A. (1983) *Manuel of Tourism Economics*, Rome, CATAL.
- SINGARAVELOU (1989) Le rôle du tourisme dans l'économie mauricienne, in *Îles et tourisme en milieux tropical et subtropical*, Bordeaux, CEGET, n° 10, pp. 265-278.
- SIMON Gildas (1995) *Géodynamique des migrations internationales*, Paris, PUF, 429 p.
- SIMON Gildas (1997) Mondialisation et brouillage des schémas migratoires, *Migrations internationales*, n° 2, pp. 9-14.
- SIMON Gildas (1998) La planétarisation des migrations internationales, in Rémy Knafou ed. *La Planète « nomade ». Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 59-76.
- SMITH Stephen (1997) Tourism in industrialized nations, in Salah Wahab and John J. Pigram *Tourism, Development and Growth*, Routledge, pp. 147-163.
- STOCK Mathis (2001) *Mobilités géographiques et pratiques des lieux. Etude théorico-*

empirique à travers deux lieux touristiques anciennement constitués : Brighton and Hove (Royaume-Uni) et Garmisch-Partenkirchen (Allemagne), Thèse de géographie, Université de Paris 7, 663 p.

TARRIUS Alain (1989) *Anthropologie du mouvement*, Caen, Paradigme, 192 p.

TARRIUS Alain (1992) *Les Fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes*, Paris, l'Harmattan, 210 p.

TARRIUS Alain (2001) Au delà des Etats-nations ; des sociétés de migrants, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 17, n° 2, pp. 37-61.

TER STEEGE Karin, STAM Sandra and BRAS Karin (1999) Mountain Guides in Lombok : Pathfinders up *Gunung Rinjani*, in Heidi Dahles and Karin Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 112-127.

THUMERELLE Pierre-Jean (1986) *Peuples en mouvement. La mobilité spatiale des populations*, Paris, SEDES, 325 p.

THUMERELLE Pierre-Jean (2001) Hommes et espace : indépendance et interdépendance, in Pierre-Jean Thumerelle ed., *Explications en géographie. Démarches, stratégies et modèles*, Paris, SEDES, pp. 113-126.

VAN GEMERT Hanneke, VAN GENUGTEN Esther, DAHLES Heidi (1999) *Tukang Becak : the Pedicab Men of Yogyakarta*, in Heidi Dahles and Karin Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 97-111.

VANHOVE Norbert (1997) Mass tourism : benefits and costs, in Salah Wahab and John J. Pigram eds., *Tourism, Development and Growth*, Routledge, pp. 50-77.

VERQUIN Béatrice (1998) La mondialisation de l'économie et la mise en place d'un nouvel espace migratoire français, in Rémy Knafou ed. *La Planète « nomade ». Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 175-192.

VIARD Jean (1994) *La Société d'archipel ou Les Territoires du village global*, Les Editions de l'Aube, 124 p.

WARNES M.A. (1994) Permanent and seasonal international retirement migration : the prospects for Europe, *Netherlands geographical Studies*, 173, pp. 69-81.

WILLIAMS Allan M. (1995) Capital and transnationalisation of tourism , in Armando Montanari and Allan M. Williams eds., *European tourism : regions, spaces and restructuring*, Chichester, JohnWiley and Sons, pp. 163-176.

WILLIAMS Allan M. and MONTANARI Armando (1995) Tourism and Economic Restructuring in Europe, in Allan M. Williams and Armando Montanari eds., *European Tourism Regions, Spaces and Restructuring. Restructuring in Europe*, John Wiley and Sons Ltd, pp. 1-15.

WILLIAMS Allan M., HALL C. Micheal (2000) Tourism and migration : new relationships between production and consumption, *Tourism Geographies*, 2, 1, pp.5-27.

WILLIAMS Allan M., KING Russell, WARNES Anthony, PATTERSON Guy (2000) Tourism and international retirement migration : new forms of an old relationship in southern Europe, *Tourism Geographies*, 2,1, pp. 28-49.

YOUELL R. (1998) *Tourism : an introduction*. Harlow, Longman.

ZELINSKY W. (1995) The rowing palate : North America's ethnic resaturant cuisines, *Geoforum*, 16, 1, pp. 51-72.



Pour faire référence à cet article

Dehoorne Olivier (2002). "*Tourisme, travail, migration : interrelations et logiques mobilitaires*". *Revue Européenne des Migrations Internationales* , Volume 18 , Numéro 1 , p. 7-36.

Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document1676.html>

imprimer 

signaler par mail 

[Accueil](#) > [Sommaires](#) > [Volume 18](#) > [Numéro 1](#) > [Articles](#) > [Article](#)

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752
MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers
Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68
<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#)
[signaler par mail](#)
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


Recherche

La REMI adhère à



Article

Mobilité internationale en Europe centrale touristes, commerçants et migrants

Traduit de l'anglais par Mathieu Fénart

par [Allan M. Williams](#) et [Vladimír Balá](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Allan M. Williams : Department of Geography, University of Exeter, Amory Building Rennes Drive, Exeter EX4 4RJ UK

Vladimír Balá : A.M.Williams@exeter.ac.uk

Mots-clés : [Commerçants](#) , [économie](#) , [Enquête](#) , [Frontière](#) , [Mobilité](#) , [Tourisme](#) , [Travail](#)

Zones géographiques : [Europe centrale](#) , [Union Européenne](#)

Résumé : L'Europe centrale a toujours été le lieu d'importantes mobilités, mais celles-ci ont augmenté durant la période de transition au capitalisme. Cet article analyse la nature des mobilités transfrontalières (migration de travail, commerce et tourisme) et les illustre à partir d'enquêtes empiriques. Ces travaux mettent en évidence des modèles différents de mobilité selon les systèmes socio-économiques. Par exemple, les migrants d'Europe centrale se dirigeant vers les marchés du travail de l'Union Européenne étaient moins déqualifiés et avaient des comportements d'épargne différents de ceux des migrants de la CEI en Europe centrale. Les petits commerçants transfrontaliers, ressortissants de la CEI, avaient des origines sociales, des motivations et des comportements d'épargne comparables à ceux de la main-d'œuvre migrante. Le commerce transfrontalier peut donc être considéré comme une sous-catégorie de la migration de travail sur le court terme. L'article analyse aussi le tourisme transfrontalier. Les auteurs montrent qu'il existe des différences dans les motivations des acheteurs, selon qu'ils viennent de régions où les niveaux de vie sont élevés ou de régions plus pauvres. Les premiers recherchent la diversité et la qualité des produits achetés à l'étranger, les seconds une économie sur les achats, notamment dans le cas des jeunes couples.

Abstract : International Mobility in Central Europe: Tourists, Traders and Migrants. -- Central Europe has been typical for a high volume of international travel, which further increased during transition period. This paper analyses particular kinds of cross-border mobility (labour migration, petty trading and tourism) and exemplifies these via a number of authors' surveys. The surveys found great differences in cross-border mobility patterns generated in different socio-economic systems. The Central Europe migrants heading for the European Union labour markets, for example, had significantly lower deskilling levels and accounted for different saving patterns than the Community of Independent Migrants in Central Europe. As for the cross-border petty trading by the CIS nationals in Central Europe, the traders had similar social backgrounds, motives and saving patterns as the labour migrants. Cross-border trading can be considered a subtype of short-term labour migration. The third part of the paper analyses shopping tourism and finds two different motives for cross-border shopping. The first one originates in regions with higher living standards and is concerned with a better assortment and/or higher-quality goods abroad. The latter one is generated via price differences, originates in poorer regions and is related to survival strategies of young families.

Extracto : La movilidad internacional en Europa Central turistas, comerciantes y migrantes. -- Aunque Europa Central siempre haya sido un espacio de importante movilidad, esta ha aumentado notablemente durante el periodo de transición al capitalismo. En este artículo se analizan los tipos de movilidad transfronteriza (migración de trabajo, comercio y turismo), ilustrándolos mediante encuestas empíricas. Tales investigaciones ponen de relieve que los modelos de movilidad difieren según los sistemas socioeconómicos. Por ejemplo, los migrantes de Europa Central que se dirigían hacia los mercados de trabajo de la Unión Europea rara vez ocupaban empleos que no respetaban su nivel de cualificación, lo que era corriente para los migrantes de la CEI en Europa Central. Sus actitudes de ahorro eran también diferentes. Los pequeños comerciantes transfronterizos naturales de la CEI tenían orígenes sociales, motivaciones y actitudes de ahorro comparables a los de la mano de obra migrante. En consecuencia, podemos considerar el comercio transfronterizo como una subcategoría de la migración laboral a corto plazo. En este artículo se analiza también el turismo transfronterizo. Los autores demuestran que los compradores acuden movidos por motivaciones diferentes según procedan de regiones con alto nivel de vida o de lugares más pobres. Los primeros se interesan por la diversidad y la calidad de los productos extranjeros, mientras que los segundos buscan compras más baratas, especialmente cuando se trata de parejas jóvenes.



Sommaire

[Migration et mobilité](#)

[Migration de travail le rôle des origines sociales et économiques](#)

[Méthodologie de l'enquête](#)

[Résultats de l'enquête](#)

[Le petit commerce transfrontalier. Une forme de migration de travail ?](#)

[Champ d'étude et méthodologie](#)

[Résultats de l'enquête](#)

[Tourisme et achats les slovaques en Autriche et en Hongrie](#)

[Champ d'étude et méthodologie](#)

[Résultats de l'enquête](#)

[Des sociétés différentes génèrent des modèles de mobilité différents](#)

[Une mobilité intense mais pas d'émigration massive](#)

[Deux modèles de mobilité](#)[Une mobilité intense](#)[Conclusion](#)

Texte intégral

[Migration et mobilité](#)

En sciences sociales, le terme de « migration » renvoie de façon générale au changement de résidence d'un individu et/ou d'un groupe social ou ethnique. Il existe de nombreux concepts et théories destinés à expliquer les migrations. *Les théories néo-classiques de la migration* développées par Adam Smith reposent sur la thèse de la maximisation des profits, qui peut provenir soit de l'emploi (Todaro, 1980), soit des disparités dans les prestations sociales (Freeman, 1986). *La théorie du capital humain* (Sjaastad, 1962) et *les nouvelles économies domestiques* (*the new households economics*, Mincer, 1978, Stark, 1991) peuvent être envisagées comme une variante des conceptions néo-classiques. *Les conceptions behaviouristes* voient la migration comme le résultat de tensions structurelles et anomiques rencontrées par un individu à l'intérieur d'un système sociétal (Lee, 1966, Hoffmann-Nowotny, 1981 et Bauer, 1995). *Les approches structuralistes* affirment que l'économie mondiale traverse plusieurs étapes de développement, caractérisées par des structures sociales et des cadres de production différents, et qu'il existe d'importantes disparités entre le centre économique et les périphéries (Storper et Walker, 1983). *La théorie du marché dual* pose l'existence de deux segments dans le marché du travail des économies développées et semi-développées le marché primaire emploie une main-d'œuvre qualifiée et bien rémunérée, offre des emplois stables avec des possibilités de carrière, tandis que le marché secondaire est caractérisé par des emplois précaires avec de bas salaires, un travail pénible et demande un faible niveau de qualification (Massey, 1984).

Le terme de « mobilité » fait référence aux différents types de mouvements de population, y compris ceux de courte durée, tels que le tourisme, les voyages d'affaires, les navettes entre le domicile et le lieu de travail ou d'études, etc. L'amélioration des moyens de transport et de communication a cependant brouillé ces distinctions. Les changements dans les environnements social, économique et technologique ont à la fois contribué à intensifier les flux migratoires et à remplacer certaines formes de migration par des déplacements de courte durée. Cependant, les concepts sur la mobilité ne peuvent se fonder sur des théories économiques liées à la mondialisation, car ils englobent un ensemble beaucoup plus large de modalités de déplacement.

Nous proposons de construire un concept général de mobilité à partir d'un classement hiérarchisé des besoins des hommes. À un niveau élémentaire se situe un besoin immédiat de sécurité personnelle et de survie. Celui-ci est suivi d'un besoin de nourriture, de vêtements, de logement, etc. Lorsqu'un pays progresse vers des niveaux supérieurs de développement socio-économique, ces deux premières incitations à la migration perdent de leur importance. Des individus désireux d'améliorer leur statut social et économique, et qui pensent ne pas pouvoir le faire au sein de leur propre société, remplacent progressivement les réfugiés et les demandeurs d'asile. L'intensité de ces flux est bien moindre que celle générée par les

situations de guerres et de conflits. Avec l'amélioration du niveau de vie et la diminution des disparités inter-régionales, le volume de ces flux a tendance à décroître. Par contre le tourisme et les loisirs gagnent en importance. Enfin, les sociétés les plus développées permettent l'établissement d'un type particulier de flux migratoire, engendré par les intérêts personnels d'individus privilégiés. Les frontières entre les différents stades ainsi définis sont flottantes ; elles varient selon les pays et même les individus. Le tableau 1 schématise les modèles de migration et de mobilité classés selon les étapes de développement des sociétés.

Notre propos n'est pas de mettre à l'épreuve toutes les étapes de développement des modèles de mobilité dans différents environnements sociaux et économiques, mais d'en illustrer certains en nous fondant sur nos enquêtes en Europe centrale dans les premiers pays post-communistes, membres de l'OCDE¹ : les Républiques Tchèque et Slovaque, la Hongrie et la Pologne. Cet espace devint une zone tampon entre les pays de l'Union Européenne et ceux des Balkans et d'Europe de l'est, victimes d'un effondrement économique après 1989.

Les pays d'Europe centrale en cours de transition ont traversé des stades intermédiaires de développement économique, politique et social au cours des dernières années quatre-vingt-dix. Cette évolution n'a engendré ni réfugiés, ni migration de misère. Les mouvements de population en provenance de ces pays ont été principalement motivés par la recherche d'une amélioration du statut socio-économique (dans le cas des migrants permanents et temporaires) ou par un intérêt personnel (dans le cas des touristes). Les flux touristiques à l'intérieur de cette région ont largement dépassé les flux de migrants, mais les comportements ont gardé certains traits particuliers qui tiennent à la période de transition, tels que la combinaison des raisons économiques et touristiques de se déplacer.

Tableau 1 : Migration et mobilités, modèles classés selon les besoins des hommes

Besoins des hommes	Migration et incitation à la mobilité	Migration et flux de mobilité	Exemples
Aspirations sociales et thèmes d'intérêt personnel ↑	Loisirs ; passe-temps ; amélioration de l'état de santé ; recherche d'un autre mode de vie ; travail et vie dans des environnements internationaux	Migration de retraite, aide au développement des pays moins développés, séjours de remise en forme ; voyages de longue durée, tourisme de loisirs	Retraités britanniques et allemands achetant des maisons dans la région méditerranéenne ; jeunes américains à Prague, Paris ou Amsterdam ; responsables d'organisations internationales ; tourisme
Amélioration du statut socio-économique ↑	Différences de revenus entre les régions de destination et d'origine, mais également à l'intérieur de la région d'origine	Migrants économiques dont migrants temporaires et migrants hautement qualifiés ; tourisme d'achats	Émigration à partir des pays en transition, migration de cadres et spécialistes internationaux ; tous types de touristes
Manque de nourriture, de vêtements, de logements ↑	Pauvreté	Migrants économiques dont migrations permanentes avec des déqualifications, petits commerçants transfrontaliers	La plupart des flux d'immigrants à partir du Tiers Monde et des pays de la CEI
Sécurité et survie personnelles	Guerre, guerre civile ; persécution ; catastrophes naturelles	Réfugiés et demandeurs d'asile	Réfugiés de guerre du Kosovo, émigration des états communistes

Nos travaux sur la mobilité en Europe centrale sont fondés sur différentes enquêtes traitant de la migration de main-d'œuvre, du tourisme et de la mobilité liée au commerce transfrontalier. Nous avons mené ces recherches en Slovaquie, proche voisin de l'Autriche (membre de l'Union Européenne), de la République Tchèque, de la Pologne et de la Hongrie (trois économies de transition au même niveau de développement) et de l'Ukraine (pays se situant à une étape de transition moins avancée). La nature différente des situations de part et d'autre de chaque frontière a permis de dégager des modèles de mobilité contrastés. Cette situation nous a fourni une occasion unique d'étudier différents types de flux entre des économies et des sociétés situées à des stades différents de développement. Par exemple, il n'y avait aucune migration de main-d'œuvre entre la Hongrie et la Slovaquie (à l'exception de quelques cas particuliers), mais il y avait des va-et-vient importants motivés par le tourisme et des achats de biens de consommation. Quant aux Slovaques en Autriche, la main-d'œuvre migrante représentait une part intéressante mais minoritaire du total des échanges. Le tourisme et les voyages d'affaires étaient à l'origine de la plupart des mobilités. Les déplacements des Ukrainiens traversant la frontière slovaque étaient motivés par la recherche de revenus, salaires ou bénéfices commerciaux, alors qu'une partie de la population ukrainienne se situait en dessous du seuil de pauvreté. Nous avons également enquêté aux frontières entre la Slovaquie et la Pologne, et nous avons mené un certain nombre d'entretiens avec des responsables du contrôle des frontières et des professionnels du tourisme. Nous faisons référence à ces derniers dans nos comparaisons avec d'autres situations frontalières.

[Migration de travail le rôle des origines sociales et économiques](#)

La plupart des théories sur les migrations de travail sont élaborées sur la base des différences

de développement économique entre les régions d'origine et les régions d'accueil. Les modèles classiques de *push/pull* dégagent un certain nombre de critères (Zimmermann, 1994), notamment, les niveaux de revenus et l'offre d'emploi. Les différentiels de revenus semblaient constituer un facteur bien plus important que les taux de chômage. Dans une étude sur les frontaliers tchèques travaillant en Allemagne (Horálek, Kos^v et Horáková, 1996 : 17), seuls 6 % des navetteurs étaient sans emploi avant de venir occuper leur poste actuel, mais 65 % considéraient l'emploi qu'ils occupaient dans leur pays comme non-satisfaisant ou sans avenir. Une enquête sur la main-d'œuvre migrante étrangère en Autriche (Fassmann, Kohlbacher et Reeger, 1995 : 58) a montré que « gagner plus d'argent » était une motivation essentielle pour 97 % de Tchèques comme pour 96 % de Polonais et 93 % de Hongrois, alors que le chômage n'était cité, selon les pays, que dans 35, 44, 27 et 21 % des réponses.

Le niveau des salaires présentait des différences significatives selon les pays d'Europe centrale. Par exemple, le salaire mensuel moyen était d'environ 300 \$US pour la Pologne, la Hongrie et les Républiques Tchèque et Slovaque, mais seulement de 82 \$US en Ukraine. À l'opposé, en Autriche et en Allemagne, il oscillait entre 2 200 et 3 300 \$US (CESTAT Bulletin 2000, World Bank, 1999). Ces écarts notables généraient d'importants potentiels de migration de main-d'œuvre entre l'Europe de l'ouest et l'Europe centrale, et entre l'Europe centrale et l'Europe de l'est. En termes relatifs, le rapport entre les revenus entre l'Europe de l'ouest et l'Europe centrale semblait plus élevé que celui entre l'Europe centrale et l'Europe de l'est. Les écarts entre les taux de chômage semblaient par contre moins significatifs. En République Tchèque, par exemple, ils se sont maintenus à un faible niveau tout au long des années quatre-vingt-dix, alors que les flux migratoires étaient importants vers l'Allemagne où le niveau du chômage était plus élevé.

Selon les théories néo-classiques de la maximisation des profits, les flux migratoires de l'Europe centrale vers l'Europe de l'ouest devraient être plus importants, ou du moins similaires, à ceux de l'Europe de l'est vers l'Europe centrale. La migration de main-d'œuvre devrait être la composante principale des flux transfrontaliers. De plus, l'importance de l'écart entre les revenus du travail devrait entraîner les individus à accepter une déqualification. Selon la théorie du marché dual du travail, la plupart des migrants des deux échantillons devrait donc se trouver dans le segment secondaire. Selon notre approche du développement par étapes, les migrants de l'Europe centrale devaient être « poussés » par des motivations différentes de celles des migrants de l'Europe de l'est.

À partir de ces présupposés théoriques sur la migration de travail en Europe centrale, nous avons mené deux enquêtes en Slovaquie, pays d'origine et de destination de la migration. La première concernait la main-d'œuvre migrante slovaque en Autriche, la seconde s'intéressait à la main-d'œuvre migrante ukrainienne en Slovaquie. Nous avons mis à l'épreuve différentes hypothèses

- Les deux échantillons possédaient-ils une structure de population similaire (sexe, âge, études, etc.) ?
- Les motifs de la migration étaient-ils identiques ou similaires dans les deux échantillons ?
- Y avait-il des différences ou des similitudes significatives dans les comportements d'épargne et de dépense ?

Méthodologie de l'enquête

La première enquête s'est déroulée à la frontière slovaquo-autrichienne à l'automne 1999, et concernait 100 travailleurs migrants slovaques. La seconde fut réalisée à la frontière entre la Slovaquie et l'Ukraine, également à l'automne 1999, et concernait 150 migrants ukrainiens. Tous les migrants ont rempli le questionnaire en face-à-face. La plupart des Slovaques étaient originaires des alentours de Bratislava et de la zone Ouest de la Slovaquie, et travaillaient uniquement en Autriche. Tous les migrants ukrainiens étaient originaires de l'*oblast* de Zakarpatje, qui dispose d'un bon réseau de transports et de nombreux liens historiques et ethniques avec l'ancienne Tchécoslovaquie. Nous pensions que tous les migrants ukrainiens travailleraient dans les Républiques Tchèque et Slovaque, mais certains se dirigeaient également vers des pays de l'Europe de l'ouest et du sud (Allemagne, Espagne, Italie). Les répondants pouvaient choisir entre plusieurs réponses aux différentes questions, mais la taille de l'échantillon nous a conduits à opérer des regroupements. Les associations les plus significatives sont reportées dans le tableau 3, tandis que le détail des regroupements est présenté dans les notes de ce tableau.

Résultats de l'enquête

Les deux groupes de migrants comprenaient une majorité de jeunes : 47 % des Slovaques et 63 % des Ukrainiens étaient âgés de moins de 35 ans. Par contre il existait une différence significative dans la répartition des sexes : les Slovaques comptaient 16 % de femmes, contre 42 % chez les Ukrainiens.

La variable sexe expliquait la plupart des différences, mais celles-ci étaient corrélées diversement avec les autres variables dans les deux groupes. Tandis que la plupart des hommes slovaques (81 %) étaient mariés, les femmes étaient plus fréquemment célibataires (56 %). Chez les Ukrainiens, la situation était différente : seuls 54 % des hommes et 46 % des femmes étaient mariés. Comme chez les Slovaques, la variable sexe était corrélée au niveau d'études et au salaire à l'étranger. Les hommes montraient un niveau d'études et des revenus plus élevés que les femmes (tableau 3). Par contre, les femmes ukrainiennes possédaient un niveau d'études similaire à celui des hommes, mais cette donnée n'avait pas d'incidence dans les postes occupés ou les niveaux de revenus. Les femmes ukrainiennes avaient des revenus plus faibles que ceux obtenus dans leur emploi précédent et occupaient également des positions professionnelles inférieures, alors que les hommes réussissaient plus fréquemment à occuper des emplois qualifiés (cadres, professions libérales). Les femmes ukrainiennes n'ont commencé à émigrer pour travailler qu'après 1994, plus tardivement que les hommes.

Chaque groupe comprenait une notable proportion de diplômés : 21 % des migrants slovaques et 40 % des ukrainiens déclaraient posséder un diplôme universitaire. Cependant, seuls les Slovaques semblaient réussir à valoriser leur niveau de formation. En effet, il n'y avait pas de relation significative entre le niveau d'études et le nouvel emploi des Ukrainiens alors que pour les Slovaques, la formation déterminait davantage l'emploi obtenu en émigration que celui précédemment occupé en Slovaquie. Un tiers des Slovaques, possédant un diplôme universitaire étaient cadres ou exerçaient une profession libérale en Autriche. En émigration, comme auparavant en Ukraine, les migrants ukrainiens étaient employés dans le secteur du bâtiment et de l'agriculture, ou tenaient un petit commerce (coefficient élevé de corrélation entre l'ancien et le nouveau poste occupé, tableau 3). Le processus de déqualification des diplômés était déjà entamé avant l'émigration.

Les migrants slovaques en Autriche se distribuaient de manière relativement égale le long de

l'échelle des salaires, les fréquences les plus élevées (23 % de l'ensemble) correspondant à un salaire de 20 à 30 000 schillings autrichiens (1430-2140 \$US), suivi par des salaires de 860 à 1 140 \$US (21 %) et 570 à 860 \$US (20 %). En général, les salaires des migrants slovaques étaient légèrement inférieurs à la moyenne autrichienne, mais ils atteignaient les niveaux autrichiens pour les emplois les plus qualifiés, notamment les cadres. Cette situation bénéficiait aux diplômés, et plus fréquemment aux hommes qu'aux femmes, différence qui n'existait pas dans leurs emplois antérieurs en Slovaquie. Enfin, il est intéressant de constater que le revenu en Autriche était positivement corrélé au niveau du poste occupé avant la migration, plus nettement qu'à celui du poste actuellement occupé en Autriche. Cela pourrait indiquer l'importance que les employeurs autrichiens accordaient à l'expérience professionnelle acquise avant la migration.

L'écart entre les salaires en immigration et ceux au pays d'origine était très élevé pour les Ukrainiens travaillant à l'étranger, dépassant les moyennes mesurées par la Banque Mondiale (1999). L'écart le plus fréquent entre le pays d'origine et d'accueil constaté par cet organisme était de 6 à 10, semblable à celui que nous avons constaté pour les Slovaques en Autriche. Les Ukrainiens que nous avons interrogé avaient un salaire moyen en Ukraine inférieur à 25 \$US pour le quart d'entre eux, entre 25 et 50 \$ pour 39 % ; seuls 14 % déclaraient un salaire supérieur à 100 \$. À l'étranger, leurs revenus ont augmenté de façon spectaculaire. Plus de la moitié d'entre eux ont déclaré des revenus mensuels moyens de 200 à 300 \$US. Cette somme semblait crédible, car elle n'était que légèrement inférieure aux salaires moyens en Tchéquie comme en Slovaquie. Il était intéressant de constater que les migrants ukrainiens travaillant en Europe de l'ouest déclaraient approximativement les mêmes salaires que ceux travaillant dans les pays en cours de transition, ce qui semble confirmer le caractère peu qualifié des emplois qu'ils occupaient.

Les Ukrainiens travaillant à l'étranger vivaient avec des budgets serrés la moitié d'entre eux étaient capables d'épargner de 30 à 50 % des revenus, et 20 % épargnaient de 50 à 70 %. Étant donné le bas niveau général des salaires (entre 200 et 300 \$US) et le coût élevé de la vie dans les Républiques Tchéque et Slovaque, les Ukrainiens vivaient donc de façon spartiate. Les Slovaques en Autriche se permettaient des dépenses plus importantes et une épargne moindre. Un peu moins de la moitié d'entre eux épargnaient de 30 à 50 % de leurs revenus et 40 % en épargnaient moins de 30 %.

Le motif de l'épargne différait également entre les deux groupes de migrants. Près de la moitié des Slovaques économisait de l'argent afin d'acheter, agrandir et réparer une maison (24 %) ou un appartement (19 %). Environ un cinquième des migrants utilisaient leur salaire pour couvrir les besoins courants de la famille et 18 % économisaient principalement par précaution. Le but le plus fréquent de l'épargne des Ukrainiens, cité par 55 % d'entre eux, était de couvrir les besoins courants de leur famille (loyer, nourriture, vêtements, etc.). Cette réponse est presque générale chez les femmes, qui n'ont commencé à émigrer qu'après les baisses significatives du niveau de vie. Pour l'ensemble des interviewés, l'achat d'une maison, d'un appartement ou d'un terrain ne représentait que 15 % des réponses, et la réparation d'une maison ou d'un appartement que 7 %.

La fréquence des déplacements des migrants est fortement liée à des facteurs géographiques. Les soixante kilomètres qui séparent Bratislava de Vienne offrent la possibilité aux migrants d'effectuer des navettes quotidiennes ou hebdomadaires (49 et 42 % respectivement) ; la faiblesse de la distance permettait ainsi une vie familiale normale. Les Slovaques mariés,

occupant en Autriche des emplois hautement qualifiés ou des postes d'encadrement se trouvaient fréquemment dans ce cas de figure, d'autant plus que, ainsi que l'a constaté Kollár (1998), les migrants de Bratislava ont un niveau d'études et de revenus plus élevés que les migrants des zones rurales. A contrario la plupart des Ukrainiens devaient parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour se rendre à Bratislava, Prague et les autres villes européennes. Ainsi 43 % des migrants ne retournaient en Ukraine que quelques fois par an et 9 % encore moins souvent, tandis que seuls 25 % étaient en mesure d'y retourner au moins une fois par mois. Les navetteurs quotidiens et hebdomadaires ne représentaient que 9 et 15 %.

Tableau 2 : Salaires nets de la main-d'œuvre migrante slovaque en Autriche et de la main-d'œuvre ukrainienne en Slovaquie (effectifs)

SLOVAQUES EN AUTRICHE		Quel est votre salaire net moyen actuel ?		Total
		jusqu'à 1140 \$US	Plus de 1140 \$US	
Lors de votre emploi précédent en Slovaquie, vous étiez :	Cadre, entrepreneur ou profession libérale	6	14	20
	Autre catégorie	48	28	76
	Total	54	42	96
Sexe	Homme	41	40	81
	Femme	13	2	15
	Total	54	42	96
Niveau d'études	Primaire, secondaire 1 ^{er} et 2 ^{ème} cycle	47	29	76
	Universitaire	7	12	19
	Total	54	41	95
UKRAINIENS EN SLOVAQUIE		Quel est votre salaire net moyen actuel ?		Total
		jusqu'à 1140 \$US	Plus de 1140 \$US	
Lors de votre emploi précédent en Ukraine, vous étiez :	Cadre, entrepreneur ou profession libérale	18	7	25
	Autre catégorie	80	22	102
	Total	98	29	127
Sexe	Homme	61	20	81
	Femme	39	9	48
	Total	100	29	129
Niveau d'études	Primaire, secondaire 1 ^{er} et 2 ^{ème} cycle	59	19	78
	Universitaire	40	9	49
	Total	99	28	127

Source : enquête des auteurs, 1999

Nos enquêtes ont montré plusieurs similitudes dans les modèles de migration de travail dans la zone tampon de l'Europe centrale, mais aussi des différences significatives. Les origines sociales des deux groupes étaient similaires : les migrants slovaques comme les migrants ukrainiens étaient jeunes et instruits, et pouvaient espérer des revenus intéressants, étant donné les importantes différences de salaire entre les pays d'origine et de destination. Cependant, la situation économique était différente dans les pays d'origine. L'Europe centrale avait une position assez ambiguë. Alors qu'elle était une périphérie économique comparée à l'Autriche et l'Allemagne, elle était également un centre économique pour les migrants d'Ukraine. Dans les deux échantillons, la maximisation des profits était la principale raison à l'origine de la migration, comme le suggèrent les théories néo-classiques. Selon la théorie duale du marché, les migrants slovaques et les migrants ukrainiens devaient occuper dans les économies centrales des emplois peu payés et demandant peu de qualification. Cependant, ceci n'était que partiellement vrai.

Tableau 3 : Travailleurs migrants slovaques en Autriche et ukrainiens à l'étranger. Coefficients de corrélation

SLOVAQUES EN AUTRICHE	Sexe	Âge	Études	Ancien salaire	Nouveau salaire	Ancien poste	Nouveau poste
Sexe	x	x	x	x	x	x	x
Âge	n	x	x	x	x	x	x
Études	0.322	n	x	x	x	x	x
Ancien salaire	n	n	n	x	x	x	x
Nouveau salaire	0.255	n	0.198	n	x	x	x
Ancien poste	n	n	0.210	n	0.262	x	x
Nouveau poste	n	n	0.275	n	n	n	x
UKRAINIENS EN SLOVAQUIE	Sexe	Âge	Études	Ancien salaire	Nouveau salaire	Ancien poste	Nouveau poste
Sexe	x	x	x	x	x	x	x
Âge	n	x	x	x	x	x	x
Études	n	n	x	x	x	x	x
Ancien salaire	0.274	n	n	x	x	x	x
Nouveau salaire	n	n	n	0.185	x	x	x
Ancien poste	0.258	n	n	n	n	x	x
Nouveau poste	0.210	n	n	n	0.212	0.538	x

Réponses uniques. Seules les corrélations ayant un niveau de signification de 0.05 ont été reportées. n = non significatif.

Sexe : 1 : homme, 2 : femme ; **âge** : 1 : jusqu'à 34, 2 : 35 et plus ; **niveau d'éducation** : 1 : primaire, secondaire 1^{er} et 2^{ème} cycle, 2 : université ; **ancien salaire** (salaire lors du dernier emploi) : 1 : jusqu'à 180 \$US, 2 : plus de 180 \$US en Slovaquie ; et 1 : jusqu'à 50 \$US, 2 : plus de 50 \$US en Ukraine ; **nouveau salaire** (salaire de l'emploi actuel) : 1 : jusqu'à 1140 \$US, 2 : plus de 1140 \$US en Slovaquie et 1 : jusqu'à 300 \$US, 2 : plus de 300 \$US en Ukraine ; **ancien poste** (poste lors du dernier emploi en Slovaquie ou en Ukraine) : 1 : profession libérale ou cadre, 2 : autre ; **nouveau poste** (poste dans l'emploi actuel à l'étranger) : 1 : entrepreneur, profession libérale ou cadre, 2 : autre.

Source : enquêtes des auteurs, 1999

Le niveau de vie était significativement plus élevé en Slovaquie qu'en Ukraine. L'intérêt des Slovaques pour le travail à l'étranger était principalement dû à un désir d'amélioration du statut social (avoir un plus bel appartement, acheter une nouvelle voiture, etc.). Beaucoup d'entre eux exerçaient une profession très qualifiée ou occupaient un poste d'encadrement avant la migration et refusaient une déqualification. Les Ukrainiens, par contre, se trouvaient dans une position plus difficile. Ceci était particulièrement vrai pour les jeunes femmes diplômées. D'un côté, la différence relative des revenus entre l'Autriche et la Slovaquie était aussi élevée que la différence entre la Slovaquie et l'Ukraine (de 6 à 10 fois), et de l'autre, le rapport entre les prix et les revenus était plus défavorable en Ukraine, les incitant à émigrer même au prix d'une déqualification.

[Le petit commerce transfrontalier. Une forme de migration de travail ?](#)

Le petit commerce transfrontalier repose sur les différentiels de prix, le taux de change et la disponibilité des produits de part et d'autre de la frontière. La frontière est à la fois un obstacle et une opportunité (Thuen, 1999, Wallace et alii, 1996) pour les flux de main-d'œuvre, de biens ou de capitaux. Plus les différences sont grandes, plus les profits peuvent être élevés (Altwater, 1998). Alors que le petit commerce transfrontalier existe à toute frontière, les profits sont d'autant plus élevés que les frontières séparent (et réunissent) deux systèmes

socio-économiques contrastés (économies avancées et économies en voie de développement, économies de marché et économies planifiées).

Le petit commerce transfrontalier s'est développé en Europe centrale et de l'Est au moins depuis les années soixante et soixante-dix, dès que les obstacles majeurs à la mobilité entre les pays du Pacte de Varsovie ont été surmontés. Le gouvernement hongrois de Kadar, par exemple, suivait la stratégie du « *socialisme goulasch* » (« tu te tais et je paie ton goulasch »), combinant le bâton de la répression politique et la carotte des biens de consommation importés des pays de l'Ouest. Bien sûr, ces biens de consommation étaient également recherchés par les citoyens des autres pays communistes, qui jouissaient d'une relative liberté de circulation et d'échanges avec la Hongrie. Les biens achetés par les touristes dans des « pays socialistes frères » étaient destinés à la consommation personnelle, et non à la revente. Une grande partie du tourisme dans la région était l'occasion de faire des achats.

Une nouvelle manière de pratiquer le petit commerce international a débuté au début des années quatre-vingts, lorsque le gouvernement polonais s'est trouvé dans l'obligation de libéraliser les échanges, y compris avec les pays de l'Ouest. Des milliers de consommateurs polonais sont devenus marchands, achetant des biens dans les pays de l'Ouest (principalement en Allemagne et en Autriche) et les revendant en Pologne. La suppression du passeport et du visa après 1989 a fortement contribué au développement de ce petit commerce international. La diminution des freins à la mobilité a coïncidé avec une période de profonde récession économique, de montée du chômage et de forte baisse du niveau de vie dans la région. Le petit commerce international est devenu une stratégie de survie économique alternative, source principale ou secondaire de revenus pour de nombreux foyers. Ces phénomènes, liés à l'essor des marchés en plein air et au développement du « commerce à la valise » ont été explorés dans de nombreuses études, en particulier celles de Iglicka (1999), Sword (1999), Sik et Wallace (1999), Czakó et Sik (1999), Wallace *et alii* (1999). Alors que le petit commerce entre la Pologne et l'Allemagne, apanage des Polonais, ralentissait avec le renforcement du zloty polonais et de l'ajustement progressif des prix des deux côtés de la frontière, le commerce à la frontière Est a gagné en importance. Sword (1999 : 151) notamment a montré que la valeur des biens achetés par les petits revendeurs en Pologne était égale à 46 % de celle des exportations officielles vers l'Ukraine et à 159 % de celles vers la Biélorussie en 1996. Les réseaux de commerce passèrent progressivement des mains des ressortissants de l'Europe centrale aux mains des citoyens de la CEI et de certains ressortissants asiatiques (Vietnamiens et Chinois en particulier). Le petit commerce international enfreignant les réglementations fiscales et douanières des pays de destination et d'origine, la plupart des revendeurs se sont « déguisés en touristes » pour passer la frontière. Ainsi Okolski (1998) a estimé que la « grande majorité » des 500 000 Ukrainiens qui se sont rendus en Pologne étaient des revendeurs.

Parmi les acteurs de ce commerce transfrontalier, deux catégories doivent être distinguées. Les plus puissants, les *gatekeepers* (intermédiaires) venaient de la bureaucratie d'État et exploitaient leur capital social. Ils nouaient des contacts et contrôlaient la plupart des échanges via un système de faux permis et l'instauration de règlements particuliers. Parfois ils jouaient aussi le rôle d'entrepreneurs (voyagistes aux activités plus ou moins licites), facilitant ainsi le travail des *opérateurs*. Ceux-ci étaient des commerçants à « la petite semaine », qui faisaient de courts voyages à l'étranger puis revendaient pour leur propre compte les produits achetés sur les marchés locaux. La plupart des marchandises étaient « de qualité médiocre et d'origine douteuse » (Czakó et Sik, 1999 : 718). Notre enquête a porté sur les deux groupes, mais dans cet article nous ne traitons que des *opérateurs* (petits commerçants), afin d'établir

une comparaison avec les autres formes de mobilité internationale. Les conclusions de Czakó et Sik (1999), Sik et Wallace (1999), Wallace *et alii* (1999), Sword (1999), Iglicka (1999) et de nos propres travaux sur les travailleurs migrants ukrainiens et les commerçants mettaient en évidence de nombreuses similitudes entre le petit commerce transfrontalier et la migration de travail à l'étranger. Nous avons voulu tester deux hypothèses

- Les origines sociales et économiques des commerçants et des travailleurs migrants étaient-elles similaires ?
- Si oui, le commerce répondait-il aux mêmes motivations que la migration de main-d'œuvre ?
- Les comportements d'épargne et de dépense étaient-ils similaires dans les deux échantillons ?

Champ d'étude et méthodologie

Notre étude, conduite à l'automne 1999 sur des marchés locaux dans les villes de Uzhgorod et Irschava, en Ukraine occidentale, comportait un échantillon de 150 commerçants. La ville ukrainienne de Uzhgorod s'étend à la frontière entre la Slovaquie et l'Ukraine. Elle est un lieu de passage important pour la main-d'œuvre migrante, les petits commerçants et les touristes. Les marchandises vendues sur les marchés avaient été achetées majoritairement dans les pays voisins (Hongrie, Slovaquie et Pologne), mais certains commerçants se rendaient aussi jusqu'en Europe de l'ouest ou en Turquie pour se ravitailler. L'enquête sur les commerçants a été menée avec les mêmes méthodes que celle sur les migrants.

Résultats de l'enquête

Les commerçants ukrainiens présentaient des profils similaires à ceux des travailleurs migrants de l'enquête précédente. Ils étaient jeunes (62 % âgés de moins de 35 ans) et les hommes représentaient 59 % de l'échantillon. La structure par sexe et par âge était identique à celle trouvée par Czakó et Sik (1999 : 727) dans leur étude sur les commerçants ukrainiens en Hongrie. La recherche menée par Iglicka (1999) sur les commerçants ukrainiens en Pologne a trouvé les mêmes résultats concernant la structure par âge mais des pourcentages différents de femmes. Des similitudes existaient avec notre propre étude sur les migrants ukrainiens en Slovaquie : 39 % des commerçants déclaraient un niveau d'études supérieures et 29 % un niveau secondaire. Comme dans l'enquête sur les travailleurs migrants, le niveau d'études n'était corrélé ni au sexe, ni au type d'emploi, ni au revenu ; il semble que la situation économique de l'Ukraine ait effacé la plupart des distinctions fondées sur le niveau d'études. Alors que les commerçants, comme les travailleurs, étaient plutôt instruits, ils n'avaient que peu d'occasions d'utiliser leurs connaissances dans le type d'activité qu'ils exerçaient. Quant au dernier emploi occupé en Ukraine, les commerçants présentaient des profils divers : enseignants et conférenciers (12 %), ingénieurs diplômés (4 %), étudiants (5 %) et ouvriers (22 %) représentaient les professions les plus courantes, mais l'échantillon comprenait également un médecin, un cadre, un expert comptable, une femme au foyer et un journaliste. Les femmes étaient légèrement plus jeunes que les hommes, mais avaient un niveau d'études plus élevé : plus de la moitié d'entre elles possédait un diplôme universitaire (tableau 4).

Tableau 4 : Petits commerçants transfrontaliers ukrainiens. Coefficients de

corrélation

Petits commerçants ukrainiens	Sexe	Âge	Études	Principale	Méthode	Conditions	Raison	Avenir
Sexe	x	x	x	x	x	x	x	x
Âge	0.170	x	x	x	x	x	x	x
Études	0.176	n	x	x	x	x	x	x
Principale	n	n	n	x	x	x	x	x
Méthode	0.288	n	n	n	x	x	x	x
Conditions	n	n	n	0.170	n	x	x	x
Raison	0.250	n	n	n	n	n	x	x
Avenir	n	n	n	0.218	n	n	n	x

Réponses uniques. Seules les corrélations ayant un niveau de signification à 0.05 ont été reportées. n = non significatif.

Sexe : 1 : homme, 2 : femme ; **Âge** : 1 : jusqu'à 34 ans, 2 : 35 et plus ; **Études** : 1 : primaire, secondaire 1^{er} et 2^{ème} cycle, 2 : université ; **Principale** (commerce comme source principale de revenus) : 1 : oui, 2 : non ; **méthode** (de travail) : 1 : voyages en bus, 2 : voiture personnelle ou paiement d'autres personnes ; **Conditions** (de travail) : 1 : se sont améliorées ou sont restées les mêmes, 2 : ont empiré ; **Raison** (pour lesquelles les conditions ont empiré) : 1 : baisse du pouvoir d'achat de la population ; 2 : trop de formalités administratives, frais de douane ou concurrents ; **Futur** (projets de vie) : 'Je vais exercer ce travail ou je vais changer de domaine', 2 : 'Je vais vivre dans un autre pays'.

Source : enquêtes des auteurs, 1999

Les commerçants avaient trois façons principales d'organiser l'achat de leurs marchandises 30% d'entre eux se déplaçaient en utilisant les transports publics ou à des cars de tourisme (forme la plus élémentaire d'organisation du commerce), tandis que 45 % se servaient de leur propre voiture et 25 % payaient d'autres personnes pour se déplacer à leur place. La fréquence de chacun de ces trois modes d'organisation n'était pas la même pour les femmes, dont 48 % utilisaient les transports en commun, que pour les hommes chez qui cette proportion n'était que de 19 %.

Le commerce était la source principale des revenus de la plupart (71 %) des personnes que nous avons interrogées. La faiblesse du statut attribué à cette activité et le niveau réduit des bénéfices expliquent probablement des réticences des répondants ils étaient beaucoup moins disposés à nous parler de leurs revenus que les travailleurs migrants. Néanmoins nous avons recueilli des réponses aux questions concernant ceux-ci. Peu d'entre eux ont rendu compte d'un accroissement significatif de leurs revenus depuis le début de leur activité. Seuls 12 % ont déclaré avoir acheté une maison ou un appartement. Un plus grand nombre de commerçants (23 %) a déclaré avoir acheté une voiture, proportion proche de celle des commerçants utilisant leur propre voiture pour leur activité. Ceci ne signifie pas que le petit commerce international n'était pas une activité rentable, mais la plus grande part des profits était retenue par les gatekeepers, qui, eux, se sont faits construire de luxueuses maisons dans les faubourgs de Uzhgorod.

Au moment de l'enquête, les commerçants à « la petite semaine » se sont retrouvés dans une situation difficile. 85 % d'entre eux déclaraient que les conditions de travail avaient empiré au cours des trois dernières années, alors que seuls 3 % pensaient s'en sortir mieux. La baisse du pouvoir d'achat de la clientèle potentielle était considérée comme la raison principale de la dégradation des conditions de travail (71 %), suivie de l'augmentation du nombre de réglementations administratives des deux côtés de la frontière (12 %), l'augmentation du nombre de concurrents, et les fortes taxes imposées par l'État ukrainien. La baisse du pouvoir d'achat était essentiellement ressentie par les femmes commerçantes et migrantes qui

opéraient à l'extérieur de l'Europe de l'ouest. Malgré ces conditions de travail, près de la moitié des commerçants (40 %) voulaient persévérer dans cette activité mais 36 % souhaitaient au contraire rechercher un autre emploi en Ukraine. Les personnes, qui déclaraient le commerce comme leur source principale de revenus, avaient tendance à être plus optimistes et voulaient continuer ce travail. En outre, 24 % des commerçants interrogés étaient désireux de s'établir à l'étranger, et ce groupe coïncidait avec celui des personnes qui n'accumulait aucune richesse. Les projets d'émigration étaient plutôt le fait de personnes jeunes. Des témoignages similaires se trouvent dans l'étude effectuée par Iglicka (1999 : 136) sur les ressortissants de la CEI en Pologne². Ces faits suggèrent que le petit commerce est davantage une stratégie de survie qu'une source de revenus durable.

Des entretiens avec des opérateurs et des gatekeepers ont révélé des transformations dans les activités d'une partie des commerçants transfrontaliers. Certains opérateurs qui avaient accumulé du capital ont remplacé les voyages fréquents destinés à ramener de petites quantités de marchandises par l'organisation d'opérations d'importation à grande échelle à partir du Sud-Est asiatique et de la Turquie. Les cargaisons étaient livrées par bateau dans les ports du Sud de l'Ukraine et/ou ou par camion dans d'autres villes ukrainiennes. D'autres commerçants se spécialisaient dans le re-conditionnement de grosses cargaisons en quantités plus petites et les réexportaient vers les économies de transition d'Europe centrale et des États baltes.

Cependant, la plupart des opérateurs manquaient de ressources financières et/ou de compétence et perpétuaient une forme classique de petit commerce. Il serait peu réaliste de s'attendre à une fin rapide du petit commerce transfrontalier et à son remplacement par des réseaux conventionnels de vente au détail. Dans des pays où les salaires étaient payés avec six mois de retard, voire n'étaient jamais versés, le commerce offrait une source alternative de revenus, qui ne demandait ni investissement important de capital, ni connaissances élaborées. Wallace (1998), par exemple, a estimé que seulement 10 % de la population ukrainienne étaient en mesure de vivre avec les seuls revenus de leur emploi principal. La situation a peu changé au cours des premières années du XXI^e siècle la récession économique persistante et l'agitation politique ont laissé peu de chances à l'Ukraine de rattraper ses voisins plus heureux d'Europe centrale. Tant que la frontière entre l'Europe centrale et l'Europe de l'est reste une frontière entre deux systèmes socio-économiques contrastés, le commerce reste une possibilité de survie modeste mais bienvenue pour de nombreuses familles.

Tourisme et achats les slovaques en Autriche et en Hongrie

Le tourisme inclut une large palette d'activités, parmi lesquelles les loisirs, les affaires et le « *shopping* », les *achats* sont les plus importantes. Pour les voyageurs issus des pays européens développés, les loisirs ou les affaires expliquent l'essentiel des déplacements (Williams et Shaw 1998). En Europe centrale et de l'Est, communiste et post-communiste, les raisons de voyager ont été assez différentes.

À l'exception du tourisme classique (loisirs, intérêts personnels, etc.), la population des pays communistes utilisait les voyages internationaux comme un moyen de pallier les faiblesses des organisations de commerce d'État dans l'approvisionnement en biens de consommation. On rappellera que les touristes tchèques et slovaques s'approvisionnaient dans les magasins hongrois à l'époque du « socialisme goulasch », et que les commerçants polonais achetaient

des produits occidentaux en Allemagne et en Autriche pour les revendre en Pologne. Ces pratiques étaient d'ailleurs très prisées par les membres de l'armée russe dans les pays membres du Pacte de Varsovie (Jerczynski, 1999). Ce type de tourisme était très important, et même officiellement encouragé en Europe centrale et de l'Est.

Avec la suppression des visas et du passeport au début des années quatre-vingt-dix, les ressortissants de l'Europe centrale ont vécu une courte période d'augmentation du volume de petit commerce. Les frontières entre la Pologne et l'Allemagne et entre la Tchéquie et l'Allemagne ont été au centre de ce commerce « informel ». La fin de la récession économique et la hausse du niveau de vie en Europe centrale dès le milieu de ces années quatre-vingt-dix a amené d'importants changements sociaux et géographiques dans les flux de population dans la région. Les ressortissants de l'Europe centrale ont abandonné le « commerce à la valise » et se sont intéressés de plus en plus aux formes classiques du voyage de loisirs dans les pays d'Europe de l'ouest en général et méditerranéens en particulier. Le « commerce à la valise » n'a pas diminué pour autant ; il s'est déplacé vers les frontières ukrainiennes. Par contre, les ressortissants de l'Europe centrale ont continué à pratiquer le « tourisme *shopping* », le tourisme d'achats, destiné à leur consommation personnelle (Böröcz, 1996 ; Williams et Balá 2001). Cette activité représentait une part importante de l'ensemble des voyages touristiques et des dépenses que ceux-ci engendraient.

On peut se demander pourquoi la part de ce type de tourisme dans le commerce international total était si élevé ? Plusieurs réponses sont possibles

- la faiblesse des réseaux des grandes chaînes internationales de vente au détail qui se sont établis dans la région,
- le peu de capital nécessaire et les faibles coûts de transaction des achats courants,
- les différences de prix entre les différents pays concernés,
- le bas niveau de vie dans certaines régions frontalières.

Nous avons exploré l'importance du « tourisme d'achats » aux frontières slovaques avec l'Autriche et la Hongrie lors de deux enquêtes. Les rapports réalisés par l'Institut du Tourisme (Ústav turizmu 1997) et le Ministère de l'Économie slovaque, Section Tourisme (MHSR 2000) nous ont fourni des informations intéressantes sur les entrées et les sorties en Slovaquie, selon la nationalité et le motif du déplacement. Nous avons pu vérifier ces données durant notre travail de terrain en Slovaquie à l'automne 1999. Après des entretiens avec les autorités responsables des contrôles nous avons élaboré un questionnaire destiné aux voyageurs. Différentes hypothèses ont été mises à l'épreuve

– quel type de tourisme se pratiquait-il à chacune de ces deux frontières ? La nature de la frontière joue-t-elle un rôle ?

– nous connaissions l'importance du « tourisme d'achats » durant la période communiste. Cette pratique perdurait-elles ?

– y avait-il un ou plusieurs types de « tourisme d'achats » dans un même pays ? S'il y en avait plusieurs, quelles sont les populations et les régions qui les pratiquaient ?

Champ d'étude et méthodologie

La première enquête a eu lieu à l'automne 1999 sur un échantillon de 108 voyageurs, aux points de passage frontaliers de Petralka-Berg et de Jarovce-Kittsee entre la Slovaquie et l'Autriche. La seconde enquête a été menée durant la même période aux points de passage frontaliers de Bratislava-Rusovce et de Komárno-Komárom entre la Slovaquie et la Hongrie, sur un échantillon de 121 voyageurs. Ces points de passage enregistraient les pourcentages les plus élevés de mobilité entre la Slovaquie et la Hongrie. Avec l'aide du Service des Gardes-Frontières, les voitures slovaques se rendant en Autriche, ont été arrêtées et les conducteurs interrogés sur la raison de leur voyage. Si celle-ci n'était pas liée au travail, des questions sur la fréquence des déplacements et les dépenses touristiques ont été posées. L'enquête a été traitée selon les mêmes méthodes statistiques que celle sur la migration de travail vers l'Autriche.

Résultats de l'enquête

En considérant les deux échantillons, on observe que la plupart des voyageurs étaient des hommes (79 % à la frontière autrichienne et 60 % à la frontière hongroise). La moitié des voyageurs avait moins de 35 ans (48 et 47 % selon la frontière), la tranche d'âge 25-34 ans étant la plus fréquente. La structure par âge expliquait partiellement le statut familial environ les deux tiers des voyageurs étaient mariés. Cependant, les raisons et la fréquence des déplacements, ainsi que les dépenses par individu, différaient de façon significative.

La plus grande partie de ceux qui se rendaient en Autriche déclarait les achats (38 %) et les affaires (29 %) comme principaux motifs de leur déplacement. Les autres raisons déclarées étaient le transit (17 %), le tourisme de loisir (12 %), et les études (4 %). La part du tourisme de loisir peut sembler faible, mais la période de l'année et le prix relativement élevé du tourisme en Autriche peuvent l'expliquer. Le nombre de voyageurs pour affaires ou en transit, dont la plupart rejoignait l'aéroport de Vienne, expliquait le pourcentage relativement élevé de diplômés (baccalauréat 57 %, diplôme universitaire 22 %). Il y avait une forte corrélation entre les motifs du déplacement et les dépenses effectuées en Autriche. Les touristes se rendant en Autriche pour effectuer des achats ou pour les loisirs dépensaient beaucoup plus que les autres (tableau 5). Pour les voyageurs vers la Hongrie, les achats constituaient le motif principal du déplacement à un degré bien plus élevé que dans le cas de l'Autriche (63 %). Le tourisme de loisirs (19 %), la visite de membres de la famille ou d'amis (9 %), les affaires (7 %) et le transit (2 %) étaient moins fréquents aux frontières hongroises. Les voyageurs en transit, pour affaires ou rendant visite à leur famille ou à des amis avaient tendance à être plus vieux que ceux qui se déplaçaient pour effectuer des achats et pratiquer le tourisme de loisir.

La fréquence des déplacements était élevée dans les deux enquêtes 18 % de ceux qui se rendaient en Autriche allaient faire des achats au moins une fois par semaine, et 30 % au moins une fois par mois. Les voyageurs qui allaient en Hongrie déclaraient des fréquences similaires (respectivement 16 et 26 %). En outre les habitants de Bratislava voyageaient plus fréquemment que ceux des autres régions.

Alors que nous attendions une distribution relativement proportionnelle du trafic entre les différentes régions slovaques, les voyageurs venant de Slovaquie occidentale étaient largement sur-représentés dans l'échantillon autrichien. Plus de la moitié d'entre eux venaient

de Bratislava, (ville 43 %, reste de la région 13 %) ; 8 % de chacune des régions de Trenín et Trnava. Enfin seuls 7 et 6 % des voyageurs venaient des régions de Dunajská Streda et Galanta (proches de la frontière hongroise et dans lesquelles la minorité ethnique hongroise est bien représentée (figure 1). Au total, 85 % des voyageurs venaient de ces six régions. Il n'y avait que quelques voitures immatriculées dans d'autres villes et régions industrielles slovaques (Košice, Prešov, Banská Bystrica, etc.). Ce n'est pas la situation du poste frontière qui expliquait cette distribution tous les voyageurs vers l'Autriche devaient emprunter le point de passage frontalier de Bratislava. Ce sont plutôt les contrastes de la géographie économique slovaque qui le justifiaient ainsi l'autoroute slovaque de Bratislava-Nord, ainsi que la plupart des activités commerciales, ne se prolongeaient pas au delà de la région de Trenín.

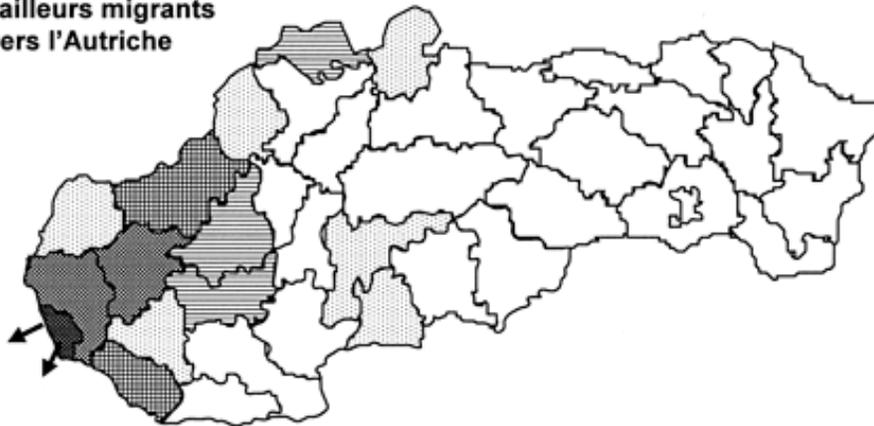
Une concentration régionale similaire a été trouvée pour les voyageurs à la frontière slovaquo-hongroise. La plupart des déplacements transfrontaliers avaient pour origine les régions frontalières, adjacentes aux points de passage concernés. 84 % des voyageurs venaient de quatre régions Bratislava-ville (40 %), sa région (8), Komárno (26) et Nové Zámky (11) (figure).

Le niveau de vie à Bratislava étant bien meilleur que celui des régions de la frontière hongroise, il n'est pas étonnant de constater que, dans les deux échantillons, les habitants de la capitale dépensaient plus d'argent par voyage que ceux des autres villes. D'autre part, les prix étant plus élevés en Autriche qu'en Hongrie, on pouvait penser que les dépenses par voyage obéiraient à la même hiérarchie, mais c'est le contraire qui s'est vérifié la dépense moyenne par voyage était plus élevée en Hongrie.

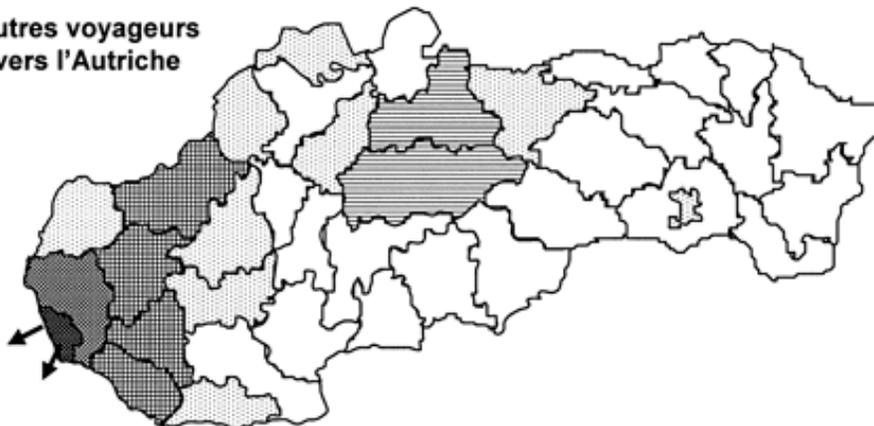
Les voyages vers la Hongrie avaient pour principal but d'effectuer des achats. Les produits les plus recherchés par les voyageurs slovaques étaient d'abord les vêtements, les articles en cuir et les chaussures, qui ensemble représentaient 41 % des dépenses. On trouvait ensuite la nourriture (25 %), d'autres marchandises et des boissons alcoolisées. Il était intéressant de constater que les femmes dépensaient généralement beaucoup plus que les hommes, ce qui était probablement lié au rôle traditionnel de la femme comme « ministre des finances » dans les familles. Les vêtements, les articles en cuir et les chaussures étaient essentiellement achetés par les générations plus jeunes, le plus souvent lors de voyages d'une journée et par des personnes effectuant de courtes distances. Ces biens étaient de 25 à 50 % moins chers en Hongrie qu'en Slovaquie. Ces résultats donnent l'image d'une famille jeune effectuant un court voyage de l'autre côté de la frontière pour y acheter des vêtements.

Figure 1 Origine des voyageurs slovaques (par district) aux frontières de l'Autriche et de la Hongrie en 1999

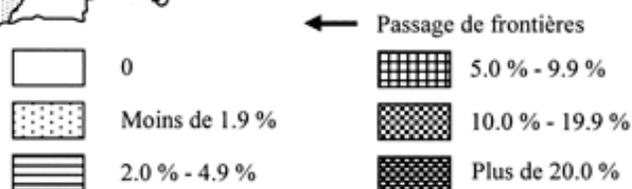
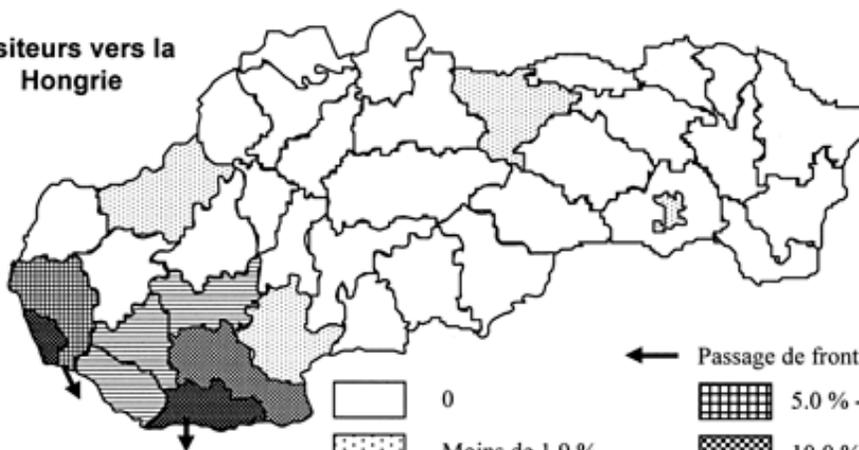
**Travailleurs migrants
vers l'Autriche**



**Autres voyageurs
vers l'Autriche**



**Visiteurs vers la
Hongrie**



Source enquête des auteurs, 1999

Tableau 5 : Dépenses des voyageurs slovaques pour leurs achats en Autriche et en Hongrie

Dépenses (en US\$)	Autriche	Hongrie
Moins de 25	40,7	31,6
25 à 124	39,8	52,0
125 à 249	16,7	11,1
250 et plus	2,8	5,1

Source : enquêtes des auteurs, 1999

Nous pouvons distinguer ainsi deux types différents de « tourisme d'achats » à l'intérieur du même pays. Les magasins de Vienne étaient essentiellement visités par des personnes à hauts revenus (venus principalement de Bratislava), qui recherchaient un choix plus varié et une meilleure qualité dans les marchandises. Paradoxalement, ce type de tourisme était un héritage de la période communiste. Le second type était le fait de familles aux revenus peu élevés, venant des régions pauvres, et qui cherchaient en Hongrie des magasins bon marché, notamment des marchés en plein air. Ce type de tourisme d'achats était lié aux déséquilibres régionaux générés par la transition vers une économie de marché. Alors que la redistribution des bénéfices avait fondé la politique régionale durant la période communiste, c'est la compétition entre régions face aux possibilités d'investissement et d'emploi qui l'emporte après 1989. En Slovaquie, Bratislava a été la principale bénéficiaire de cette nouvelle politique, tandis que les autres régions à la frontière sud étaient les perdantes. Le PIB par habitant était de 8 000 \$US à Bratislava, mais seulement de 1 700 et 3 000 \$US dans les régions de Komárno et Nové Zámky en 1996 (dernières données disponibles, PIB calculé d'après les taux de change). La comparaison des taux de chômage à Bratislava-ville et dans les régions de Komárno (23.8 %) et Nové Zámky (23.7 %) suggérait également des différences de compositions sociales et des motifs de déplacement pour achats différents selon les régions.

Notre enquête a révélé une forte spécificité régionale dans les déplacements transfrontaliers aux frontières Slovaquie-Autriche et Slovaquie-Hongrie. Les motifs et les habitudes de voyage dans la région étaient fortement déterminés par les capacités culturelles et économiques, et aussi les « habitus » ethniques.

À la frontière entre la Slovaquie et la Pologne, la situation est proche de celle constatée à la frontière slovaquo-hongroise. La plupart des trois millions de voyageurs slovaques qui traversent chaque année la frontière étaient intéressés par l'acquisition de biens de consommation. Cependant, les articles achetés dans les bazars polonais n'étaient pas produits en Pologne, mais venaient pour la plupart d'autres parties du monde (principalement de l'Asie). Ils étaient également disponibles en Slovaquie, mais plus chers car taxes et droits de douane y étaient plus élevés.

Les chaînes internationales de vente au détail ont joué aussi un rôle important dans le développement du commerce transfrontalier des chaînes britanniques, allemandes, autrichiennes et françaises (TESCO, Carrefour, BILLA) ont établi des filiales en Hongrie, en Pologne et dans la République Tchèque au milieu des années quatre-vingt-dix, tandis que la Slovaquie restait loin derrière. Les déplacements d'une journée vers les centres commerciaux hongrois et tchèques ont pris alors de l'ampleur pour de nombreuses familles slovaques.

Tableau 6 : Voyageurs slovaques en Autriche et en Hongrie. Coefficients de corrélation

Voyageurs slovaques en Autriche	Sexe	Âge	Motif	Fréquence	Dépenses	Bratislava
Sexe	x	x	x	x	x	x
Âge	n	x	x	x	x	x
Motif	n	n	x	x	x	x
Fréquence	n	n	n	x	x	x
Dépenses	n	n	0.427	n	x	x
Bratislava	n	n	n	0.206	0.186	x
Voyageurs slovaques en Hongrie	Sexe	Age	Motif	Fréquence	Dépenses	Bratislava
Sexe	x	x	x	x	x	x
Âge	n	x	x	x	x	x
Motif	n	0.247	x	x	x	x
Fréquence	n	n	n	x	x	x
Dépenses	0.249	n	n	n	x	x
Bratislava	n	n	n	0.337	n	x

Réponses uniques. Seules les corrélations ayant un niveau de signification à 0.05 ont été reportées. n = non significatif.

Sexe : 1 : homme, 2 : femme ; **Âge** : 1 : jusqu'à 34 ans, 2 : 35 et plus ; **Motif** (de voyage) : 1 : transit, affaires et études, 2 : achats et tourisme ; **Fréquence** (de voyage en Autriche ou en Hongrie) : 1 : au moins une fois par mois, 2 : moins souvent ; **Dépenses** : (par tête et par voyage) 1 : jusqu'à 1000 Sk (25 \$US), 2 : plus de 1000 Sk ; **Bratislava** : 1 : voiture originaire de Bratislava-ville, 2 : autres voitures.

Source : enquêtes des auteurs, 1999

L'importance du tourisme d'achats transfrontalier a été reconnue par les autorités slovaques le Programme National de Développement Touristique (MHSR 2000) a estimé de manière crédible que les revenus et les dépenses du tourisme international, tels qu'ils étaient définis par les méthodes de l'enquête, étaient trois fois plus importants que les résultats enregistrés par la Banque Nationale Slovaque. Nos enquêtes ont permis d'estimer des rapports similaires entre bilan officiel du tourisme et bilan non-officiel, et les rapports restent proches pour les enquêtes réalisées en Tchéquie et en Hongrie (pour plus de détails, voir Williams et Balá, 2000). Le Programme National de Développement a estimé le solde négatif du « tourisme d'achats » international à 13,7 milliards Sk (400 millions \$US) en 1997 pour la Slovaquie. Le solde promettait d'être supérieur à la fin de la décennie, étant donné la vitesse de construction de centres commerciaux internationaux, devenus la cible principale des déplacements pour les citoyens slovaques.

Des sociétés différentes génèrent des modèles de mobilité différents

L'ouverture des frontières entre l'Europe centrale et l'Europe de l'ouest, au début des années quatre-vingt-dix s'est accompagnée de prédictions alarmistes sur une émigration massive des pays post-communistes vers la zone de l'Union Européenne. Ces prédictions se sont révélées fausses. Une analyse quantitative des mouvements de population entre l'Europe centrale et l'Europe de l'ouest a montré que si la mobilité globale (exprimée en nombre de passages de frontières) avait augmenté, l'accroissement des migrations permanentes était beaucoup moins spectaculaire. Ce sont les déplacements temporaires des ressortissants des pays en transition qui représentent, et de loin, le type le plus important de mobilité transfrontalière. Ils incluent à la fois la migration temporaire de main-d'œuvre et les déplacements transfrontaliers de courte durée. La majorité des déplacements sont motivés par le tourisme (y compris pour achats), suivi par le petit commerce et le travail temporaire, ponctuel ou saisonnier, à

l'étranger. Les motivations de ces courants varient d'un pays à l'autre : les populations les plus riches (Tchèques, Slovaques, Polonais et Hongrois) enregistrent des pourcentages très élevés de voyages touristiques et de déplacements pour acheter des marchandises, tandis que les ressortissants des pays plus pauvres (Ukrainiens et autres ressortissants de la CEI) se déplacent à l'étranger pour faire du commerce ou pour participer à des activités illégales.

Une mobilité intense mais pas d'émigration massive

Selon les théories néo-classiques, on pouvait s'attendre à ce que de grandes différences dans les revenus génèrent des flux élevés de migration permanente. Les chiffres réels et la distribution des migrants ne suivent ni les scénarios catastrophiques ni les prévisions fondées sur l'ouverture des frontières entre l'Europe centrale et l'Europe de l'ouest. Soixante millions de ressortissants de l'Europe centrale ont traversé les frontières de l'Union Européenne en 2000, mais la main-d'œuvre migrante ne constitue qu'une petite fraction de ces déplacements. Les salaires mensuels en Europe centrale, autour de 300 \$US peuvent sembler bas lorsqu'on les compare à ceux de l'Europe de l'ouest, mais ils permettent un niveau de vie décent car les prix locaux sont peu élevés. Le dossier publié dans le rapport SOPEMI de 1998 a estimé qu'en 1996, 55 000 Tchèques et Slovaques, 80 000 Hongrois et 420 000 Polonais vivaient légalement dans la zone de l'Union Européenne et en Suisse, effectifs réduits si on les compare aux 2.1 millions d'ex-Yougoslaves et aux millions de Turcs, Kurdes et ressortissants d'autres pays asiatiques. Il est clair que les principaux flux migratoires vers les pays de l'Ouest sont d'abord liés aux conflits, guerres civiles et persécutions politiques. D'autre part, l'Europe centrale est devenue à la fois une région de destination et de transit avec un solde migratoire positif. On compte par exemple en République Tchèque 140 000 étrangers ayant un permis de travail, auquel il faut ajouter entre 50 000 et 70 000 travailleurs en situation irrégulière (le plus souvent Ukrainiens) y demeurant illégalement (OECD 1998).

Plusieurs facteurs se sont combinés pour aboutir à cette situation, à peine envisagée en 1989. Les pays post-communistes d'Europe centrale ont réussi, malgré les difficultés de la première période de transition, à préserver une stabilité politique et sociale et à maintenir un niveau de vie acceptable. Cette situation a dissuadé les populations d'émigrer. En même temps, ces pays ont attiré des habitants pauvres de l'ancienne Union Soviétique. Wallace et alii (1999 : 754) ont tenté de démontrer que les économies de transition de l'Europe centrale et des États baltes étaient « *de plus en plus dans l'orbite économique de l'Europe de l'ouest, tandis que celles de l'Est s'enfonçaient de plus en plus dans une situation économique désorganisée où les régulations informelles, y compris le capital social, sont devenues un principe dominant d'organisation* ». De plus, l'Union Européenne et les autres pays d'Europe de l'ouest ont appliqué aux populations des pays post-communistes de l'Europe centrale des politiques migratoires raisonnables. Leurs ressortissants ont obtenu facilement des autorisations de séjour de courte durée (moins de trois mois), ce qui a facilité le développement des voyages pour affaires et du tourisme, et favorisé l'acquisition de biens. Parfois, les voyages touristiques ont été l'occasion d'une recherche illégale d'emploi, mais le plus souvent pour des périodes limitées. Ces politiques ont contribué à la prévention d'une potentielle immigration de main-d'œuvre à grande échelle et à sur le long terme.

Les transformations du marché du travail dans l'Union Européenne comme en Europe centrale ont joué un rôle important dans l'installation de cette situation migratoire imprévue. L'Union Européenne exprimait une demande croissante de main-d'œuvre qualifiée et instruite, et les enquêtes sur les migrants tchèques, slovaques et polonais ont confirmé les pourcentages élevés de migrants possédant un niveau d'études supérieures. Beaucoup de migrants se

comportaient selon les modèles suggérés par la théorie du marché dual et acceptaient des emplois peu qualifiés en émigration. Cependant, un certain nombre de migrants instruits était intéressés par des emplois hautement qualifiés et rémunérés. Il était également possible de discerner un passage de la migration permanente ou à long terme à des emplois de courte durée. Il est intéressant de noter que la préférence pour un mode de vie, que l'on peut résumer par la formule, « travailler là-bas, vivre ici », était exprimée à la fois par les migrants occupant des emplois qualifiés et non-qualifiés, travailleurs saisonniers polonais en Allemagne (Korczyńska 1997b) ou Slovaques rencontrés lors de nos enquêtes.

Dans la migration de l'Europe centrale vers l'Union Européenne comme dans celle de l'Europe de l'est vers l'Europe centrale, la fuite des cerveaux représente une composante importante. On peut même parler de « gaspillage » des cerveaux dans le cas de la migration de ressortissants de la CEI vers la Pologne (Domaradzka, 1997) et de Polonais vers l'Allemagne (Korczyńska, 1997a et 1997b) ou la Hollande (Odé et Knaap, 1998 215-7). La situation peut être meilleure lorsqu'il existe à la fois des similitudes et une proximité géographique entre les régions d'origine et de destination de la main-d'œuvre. Ainsi la distance entre Bratislava et Vienne, deux grands centres urbains de production, d'études et de recherche, permet une navette quotidienne de la main-d'œuvre qualifiée et instruite les niveaux de déqualification sont relativement bas.

Deux modèles de mobilité

Finalement, il y a des différences considérables entre la migration des ressortissants de l'Europe centrale vers les pays de l'Union Européenne et celle des ressortissants de la CEI vers l'Europe centrale.

Les émigrants venant des pays de la CEI sont généralement jeunes et disposent d'un bon niveau d'études. Mais la situation économique de leur pays de départ explique qu'ils soient préoccupés par la satisfaction élémentaire des besoins de leur famille et se trouvent contraints d'accepter des emplois sans commune mesure avec leur qualification, de telle sorte que la fuite des cerveaux est devenue un « gaspillage des cerveaux ». Qu'il s'agisse de travailleurs migrants ou de petits commerçants transfrontaliers, ils ont peu de chances d'utiliser leurs qualifications et compétences initiales. Dans le bâtiment, l'agriculture et le petit commerce, ils tirent de leur mobilité des revenus beaucoup plus bas que les ressortissants de l'Europe centrale en Europe de l'ouest. Les Ukrainiens en Slovaquie, embauchés dans le marché secondaire de l'emploi, illustrent bien cette situation, correspondant au modèle classique de la segmentation du marché du travail des migrants. Leur départ et leurs stratégies fournissent l'image d'une société se battant pour la survie, dans laquelle les anciens postes et qualifications sont de peu d'importance par rapport au niveau de vie moyen.

Par contre les ressortissants de l'Europe centrale cherchent dans l'émigration vers l'Europe de l'ouest l'amélioration de leur statut social. La plus grande partie de l'argent gagné à l'étranger est destinée à l'achat ou à la construction d'une nouvelle maison, à l'acquisition d'une voiture, à l'épargne. Les revenus tirés de leur travail, plus élevés que ceux des migrants de la CEI, leur permettent ces investissements. Il est vrai qu'il y a des différences entre les migrants et les commerçants, ces derniers étant plus pauvres et davantage contraints à la déqualification. Parmi les commerçants il y a une proportion relativement élevée de jeunes femmes instruites qui, malgré son faible rendement, ont choisi cette activité car elle demande moins de temps.

Cependant, il y a également des similitudes entre les ressortissants de la CEI et de l'Europe

centrale travaillant à l'étranger. L'une d'elles était la part relativement faible de personnes désireuses de quitter leur pays pour toujours la plupart des migrants et des commerçants voient leur occupation actuelle comme temporaire et voulaient retourner dans leur lieu d'origine. Les migrants et les commerçants ukrainiens enquêtés ainsi que les ressortissants de l'Europe centrale en Europe de l'ouest sont originaires en grande majorité de zones urbaines et présentaient originellement des profils d'emplois variés. Il y a parmi eux de nombreux enseignants, des membres de la police et de l'armée, de l'administration publique, des médecins, etc. Ces catégories sont moins susceptibles d'émigrer durablement. Peu de migrants expriment le désir de quitter leur pays pour toujours. « Travailler là-bas et vivre ici » était désir de vie le plus fréquemment avancé. Ces résultats sont similaires à ceux de Korczynska (1997a et 1997b) et Domaradzka (1997) sur les migrants de l'Europe centrale et de la CEI.

Une mobilité intense

L'Europe centrale a été une région ayant une forte mobilité 63 millions d'entrants et 24 millions de sortants en 1989. Ces chiffres étaient supérieurs aux chiffres de la population (62 millions de personnes). En 1989, après la suppression des visas, 250 millions de voyageurs entrants et 127 millions de voyageurs sortants ont traversé les frontières des quatre pays (Hongrie, Pologne, Slovaquie, Tchéquie, WTO 2001, CESTAT 2001). Il est vrai que les distances sont courtes, et qu'un voyageur peut facilement franchir trois ou quatre frontières dans la même journée. Certaines régions sont peuplées par des minorités nationales, dont le pays d'origine se trouvait de l'autre côté des frontières. La visite d'amis ou de membres de la famille sont alors très fréquentes. Bien sûr, les déplacements liés au tourisme sont également populaires. La région offre une grande variété d'attractions touristiques les grandes villes disposant d'un riche héritage culturel (Prague, Budapest) font partie des destinations mondiales les plus prisées. Cependant, les achats restent un motif de déplacement important. Dans notre enquête, nous avons abordé ces déplacements en nous centrant sur la « microéconomie familiale », leur rôle sur les dépenses de la famille selon les régions et les groupes sociaux. Nous avons ainsi pu mettre en valeur le contrastes entre deux catégories de « touristes consommateurs, les urbains aisés de Bratislava qui recherchaient en Autriche un meilleur choix et une meilleure qualité, les jeunes familles plus modestes venues souvent de régions agricoles, attirés par les faibles prix des marchés en plein air hongrois.

Le rôle des marchés en plein air et du *shopping* transfrontaliers en Europe centrale a changé au fil du temps. L'arrivée sur le marché d'importantes chaînes internationales de vente au détail a fortement concurrencé les marchés en plein air. Après 1993, des « nouveaux » consommateurs ont préféré faire leurs achats dans des structures commerciales, avec des prix fixes et une garantie sur les produits. Au cours des premières années du XXI^e siècle, les économies de transition d'Europe centrale se sont intensivement préparées à devenir membres de l'Union Européenne et ont rapproché leurs principales politiques fiscales, douanières et économiques des standards européens. Ce rapprochement a favorisé l'effacement des différences de prix entre les pays de la région.

Conclusion

L'élargissement de l'Union Européenne donne à l'Europe centrale l'occasion de rejoindre les économies capitalistes. Les exemples du Portugal et de l'Irlande indiquent que les différences

majeures dans le niveau de vie peuvent diminuer sur une période de quinze à vingt ans. Le niveau de vie en Europe centrale s'approchant de celui de l'ouest, la migration de main-d'œuvre sur le modèle « néo-classique » pourrait disparaître aussi rapidement que la migration à partir du Portugal ou de l'Espagne dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Il pourrait en aller de même pour les « achats transfrontaliers » liés à la microéconomie familiale.

La situation, aux frontières Est de la Slovaquie, la Pologne et la Hongrie, apparaît moins clairement. L'Ukraine en particulier a peu avancé dans l'introduction de réformes. En 2001, le pays a un niveau de vie faible, une économie défailante et une situation politique en plein désarroi. L'élargissement planifié de l'Union Européenne se traduit par des projets de frontières du type Schengen entre l'Ukraine et la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. La Pologne et la Hongrie cherchent à protéger les minorités ethniques vivant en Ukraine, et il en découle des politiques prudentes. Les deux pays considèrent la coopération économique avec l'Ukraine comme importante, et ils ont maintenu des réglementations souples aux frontières communes. Par contre, les Républiques Tchèque et Slovaque craignent que l'afflux de main-d'œuvre migrante ukrainienne puisse mettre en danger la stabilité des marchés du travail locaux et ont introduit dès l'été 2000 des conditions assez drastiques pour l'obtention d'un visa par les Ukrainiens. Pendant un temps, cette décision politique a contribué à une diminution du nombre de commerçants, mais son impact réel sur les marchés du travail et de la contrebande a été moins important qu'escompté. La migration illégale de main-d'œuvre, le trafic et la contrebande sont tombés aux mains d'organisations criminelles capables de contourner la plupart des barrières officielles. Cependant, la réglementation des visas a rendu la situation plus difficile encore pour les travailleurs immigrés ukrainiens ; elle les a plongés dans l'ombre et dans l'économie parallèle.

Notes

1 - Cette recherche a reçu le soutien de la Fondation Leverhulme, allocation No. F/144/AP (UK) sur la mobilité en Europe centrale.

2 - 19 % des commerçants interrogés dans cette enquête voulaient s'établir de façon permanente dans le pays dans lequel ils exerçaient leur activité.

Bibliographie



ALTVATER E. (1998) Theoretical Deliberations on Time and Space in Post-Socialist Transformation, *Regional Studies*, vol. 32, n° 7, pp. 591-605.

BAUER T. (1995): The Migration Decisions with Uncertain Costs, *Münchener Wirtschaftswissenschaftliche Beiträge*, n° 95-25, Munich.

BÖRÖCZ J. (1996) *Leisure Migration: a Sociological Study of Tourism*, Oxford: Pergamon.

CESTAT (2001) *Statistical Bulletin*, a joint publication by the Czech Statistical Office, Hungarian Central Statistical Office, Central Statistical Office of Poland, Statistical Office of the Republic Slovenia and Statistical Office of the Slovak Republic; Praha, Budapest, Warsaw, Ljubljana and Bratislava, 2001

CZAKÓ Á. and SIK E. (1999) Characteristics and origins of the Comecon open-air market in Hungary, *International Journal of Urban and Regional Research*, 23.4, pp. 715-37.

DOMARADZKA E. (1997) *Incomer from East to Poland*. A report on Surveys carried out in the Years 1995-1996, the Economic and Labour Market Development and International Migration - Czech Republic, Germany, Poland - joint research project, with support of the EU-Commission, working paper No. PI-22-e/ September 1997; Institute for Employment Research - IAB Nürnberg; Germany, Institute of Labour and Social Studies - IPISS Warsaw, Poland and Research Institute of Labour and Social Affairs - VUPSV, Prague, Czech Republic.

FASSMANN H., KOHLBACHER J. and REEGER U. (1995): *Die 'Neue Zuwanderung aus Ostmitteleuropa' - Eine Empirische Analyse am Beispiel der Polen in Österreich* (ISR - Forschungsberichte, Heft 13, Institut für Stadt and Regionalforschung Österreichische Akademie der Wissenschaften, Vienna).

FREEMAN G. P. (1986) Migration and the Political Economy of the Welfare State, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 485, pp. 51-63.

GfK (1998) Cizinci k nám jezdí nakupovat {The GfK agency (1998): Foreigners are coming for shopping}, *Hospodářské noviny daily*, 25th February 1998, Praha.

HOFFMANN-NOWOTNY H. J. (1981), A Sociological Approach Towards General Theory of Migration, in: Kritz, M. M., Keely, Ch. B. and Tomasi, S. M. (eds.), *Global Trends in Migration: Theory and Research on International Population Movements*, The Centre of Migration Studies, New York.

HORÁLEK M., KOŠ M. and HORÁKOVÁ M., (1996), *Work Stays of Czech Nationals in Germany*, (Economic and Labour Market Development and International Migration joint research project, Working Paper No. Cz-3-e, Institute for Employment Research - IAB Nürnberg, Institute of Labour and Social Studies - IPISS Warsaw, and Research Institute of Labour and Social Affairs - VUPSV, Prague).

IGLICKA K. (1999) The Economies of Petty Trade on the Eastern Polish Border, in: Iglicka, K. and Sword, K. (eds.): *The Challenge of the East-West Migration for Poland*, Macmillan Press LTD, in association with the School of Slavonic and East European Studies, London, pp. 120-144.

JERCZYNSKI M. (1999), Patterns of Spatial Mobility of Citizens of the Former Soviet Union, in: Iglicka, K. and Sword, K. (eds.) *The Challenge of the East-West Migration for Poland*, Macmillan Press LTD, in association with the School of Slavonic and East European Studies, London, pp. 105-119.

KOLLÁR D. (1998) Development of the Slovak labour migration and migration to Austria, in Collective of Authors *Ruchliwość przesrezcionni ludnosci w okresie przemian ustrojowych*, Uniwersitet Mikolaja Kopernika, Torun, Poland, pp. 124-141.

KORCZYNSKA, J. (1997a) *Commuting Polish Workers at the Border to Germany - Survey Results, the Economic and Labour Market Development and International Migration - Czech Republic, Germany, Poland - joint research project, with support of the EU-Commission, working paper No. PI-26-e/ October 1997; Institute for Employment Research - IAB Nürnberg; Germany, Institute of Labour and Social Studies - IPISS Warsaw, Poland and Research Institute of Labour and Social Affairs - VUPSV, Prague, Czech Republic.*

KORCZYNSKA J. (1997b) *Seasonal Labour Migration to Germany - Survey Results, the Economic and Labour Market Development and International Migration - Czech Republic, Germany, Poland - joint research project, with support of the EU-Commission, working paper No. PI-27-e/ October 1997; Institute for Employment Research - IAB Nürnberg, Germany, Institute of Labour and Social Studies - IPISS Warsaw, Poland and Research Institute of Labour and Social Affairs - VUPSV, Prague, Czech Republic.*

LEE E. S. (1966) A Theory of Migration, *Demography* (Chicago, Illinois), vol. 3., n° 1, pp. 45-47.

MASSEY D. (1984) *Spatial Divisions of Labour: Social Structures and the Geography of Production*, London: Macmillan.

MHSR, Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky (2000): *Národný program rozvoja cestovného ruchu v SR* {Ministry of Economy of the Slovak Republic 2000: National Tourism Development program in the Slovak Republic), MHSR Bratislava, May 2000.

MINCER J. (1978) Family Migration Decisions, *Journal of Political Economy*, vol. 86, pp. 769-773.

ODÉ A and VAN DER KNAPP B, (1998) Contemporary patterns of labour based migration to the Netherland, in C Gorter, P Nijkamp and J Poot eds, *Crossing Borders: Regional and Urban Perspectives on International Migration*, Aldershot, Ashgate, pp 203-221.

OECD (1998) *The 1998 SOPEMI report*, OECD, Paris, 1998.

OKOLSKI M. (1998) *Recent Trends in International Migration - Poland 1997*, Warsaw, University of Warsaw, Working Paper 19.

SIK E. and WALLACE C. (1999) The development of open-air markets in East-Central Europe, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 23.4, pp. 697-714.

SJAASTAD L.A. (1962) The Costs and Returns of Human Migration, *The Journal of Political Economy*, vol. 70, pp. 80-93.

STARK O. (1991) *The Migration of Labour*, Basil Blackwell, Cambridge.

STORPER M. and WALKER R. (1989) *The Capitalist Imperative - Territory, Technology and Industrial Growth*, Oxford: Blackwell.

SWORD K. (1999), Cross-Border 'Suitcase Trade' and the Role of Foreigners in Polish Informal Markets, in Iglicka K. and Sword K. (eds.) *The Challenge of the East-West Migration for Poland*, Macmillan Press LTD, in association with the School of Slavonic and East European Studies, London 1999, pp. 145-167.

THUEN T. (1999) The Significance of Borders in the East European Transition, *International*

Journal of Urban and Regional Research, 23.4, pp. 738-50.

TODARO M.P. (1980) International Migration in Developing Countries: A Survey, in: R.A. Easterlin ed. *Population and Economic Change in Developing Countries*, Chicago, NBER, pp. 361-402

ÚSTAV TURIZMU (1997) Aktivny zahraniňy cestovňy ruch na Slovensku v roku 1996 {Tourism Institute (1997): *Incomig tourism in Slovakia in 1996*}, Bratislava 1997.

WALLACE C. (1998), *Poverty and Migration in East Central Europe*, Working Paper, Sociology Series, Institute for Advanced Studies, Vienna.

WALLACE C., CHMOULIAR O. and SIDORENKO E. (1996): The Eastern frontier of western Europe: mobility in the buffer zone, *New Community* vol. 22.2, pp. 259-286.

WALLACE C., SHMULYAR O., BEDZIR V. (1999): Investing in social capital: the case of small-scale, cross-border traders in post-Communist Central Europe, *International Journal of Urban and Regional Research*, 23.4, pp.751-70.

WILLIAMS A.M. and SHAW G. (1998) Western European tourism in perspective', in A.M. Williams and G.Shaw (eds.), *Tourism and Economic Development: European Experiences*, Chichester: Wileys.

WILLIAMS A.M. and BALÁ V. (2000) *Tourism in Transition: Economic Change in Central Europe*, IB Tauris, London and New York.

WILLIAMS A.M. and BALÁ V. (2001) From Collective Provision to Commodification of Tourism?, *Annals of Tourism Research*, vol. 28, n° 1/2001 pp. 27-49.

WORLD BANK (1999) *World Development Indicators*, website: <http://www.worldbank.org/html/extdr/data.htm>

WORLD TOURISM ORGANISATION (1990-2001) *Compendium of tourism statistics, various issues*, WTO, Madrid.

ZIMMERMANN K. F. (1994) European Migration: Push and Pull, Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1994, *Supplement to the World Bank Economic Review and the World Bank Research Observer*, pp. 313-342.



Pour faire référence à cet article

Williams Allan M. et Balá Vladimír (2002). "Mobilité internationale en Europe centrale touristes, commerçants et migrants". *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 18, Numéro 1, p. 37-65.

Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document1680.html>

imprimer 

signaler par mail 

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752

MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers

Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68

<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#) 
[signaler par mail](#) 
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


La REMI adhère à



Article

German Second Homeowners in Sweden

Some remarks on the Tourism – Migration – Nexus

 par [Dieter K. Müller](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Dieter K. Müller : Department of Social and Economic Geography, Umeå University, SE-901 87 Umeå, SWEDEN, tel : +46-90-786 63 66, fax: +46-90-786 63 59

Mots-clés : [Allemands](#) , [Tourisme](#)

Zone géographique : [Suède](#)

Résumé : Les Allemands propriétaires de résidences secondaires en Suède. Remarques sur la connection tourisme-migration Phénomène récent, le tourisme de "résidences secondaires" est devenu une mode qui reflète l'évolution des modes de vie dans les sociétés occidentales. Dans ce nouveau contexte on s'interroge sur le statut de ces propriétaires qui partagent leur temps entre les deux résidences : faut-il les considérer comme des touristes ou des migrants ? L'approche est ici centrée sur les propriétaires des résidences secondaires et leur perception de la situation. On constate qu'à leurs yeux la distinction entre tourisme et migration est très artificielle, souvent mise en rapport avec les pratiques administratives. Considérant les Allemands propriétaires de résidence secondaire dans les campagnes suédoises, on s'aperçoit que la plupart d'entre eux ne se soucient pas de la nature de leur statut même si certains sont de facto des émigrés et que d'autres ont planifié une installation complète lors de la retraite. Cela implique que leurs possibilités de participer à la vie de la communauté locale restent restreintes. Pour la municipalité d'accueil, de toutes manières, accueillir des touristes ou des nouveaux citoyens est différent au niveau économique. Aussi est-elle perdante lorsque les règles administratives nationales échouent à prendre en compte les changements d'une société de plus en plus mobile.

Abstract : Recently, second home tourism has become fashionable again due to changes in western societies. In this context it was debated to what extent second homeowners should be considered tourists or migrants. In this article focus is put on the second homeowners and their perception of the situation. It is argued that the distinction between tourism and migration is highly artificial and mainly related to administrative practices. Considering the German second homeowners in the Swedish countryside is shown that most of them are unaware of this issue although some of them are de facto immigrants or planning to retire in Sweden. That implies that they remain with restricted possibility to participate in the local community. For the host municipalities, however, it makes a difference whether they receive tourists or new citizens due to economic reasons and hence, they lose when national administrative practices fail to meet the characteristics of a highly mobile society.

Extracto : Los alemanes propietarios de residencias secundarias en Suecia. Observaciones en torno a las relaciones entre turismo y migración. De un tiempo a esta parte, el turismo de " residencias secundarias " se ha puesto de moda, siendo un reflejo de la evolución de los modos de vida en las sociedades occidentales. En este contexto, cabe preguntarse si estos propietarios que comparten su tiempo entre dos residencias deben ser considerados como turistas o como migrantes. El interés del artículo se centra en los propietarios de residencias secundarias y en la percepción que estos tienen de su propia situación. Hemos podido constatar que para ellos la distinción entre turismo y migración resulta bastante artificial, ya que a menudo la trazan en función de las prácticas administrativas. En cuanto a los alemanes propietarios de residencias secundarias rurales en Suecia, nos percatamos de que la mayoría no se preocupan en absoluto del carácter de su estatuto, aun cuando algunos son inmigrantes de hecho y otros tienen pensado instalarse definitivamente tras la jubilación. Esto implica que sus posibilidades de participar en la vida de la comunidad local se ven muy limitadas. No obstante, para el municipio de acogida no es lo mismo recibir a turistas o a nuevos ciudadanos desde el punto de vista económico. De hecho, dicho municipio puede resultar perjudicado en el caso de que la reglamentación administrativa nacional no logre dar cuenta de los cambios que se producen en una sociedad cada vez más móvil.



Sommaire

[Migration, tourism and second homes](#)

[Defining migration and tourism](#)

[What is a main residence ?](#)

[‘Second’ homes ?](#)

[German cottagers in the swedish countryside](#)

[The German second homeowners](#)

[Future plans](#)

[Attitudes towards Swedes and Småland](#)

[Immigration](#)

[Conclusions](#)



Texte intégral

The connection between tourism and migration has recently been acknowledged within the academic community (e.g. Bell and Ward 2000, Feng and Page 2000, Williams and Hall 2000, Hall and Williams in press). The reason for this interest is found in the societal changes entailed by the international restructuring of the economy during the last decade of the 20th century. An outcome of this process is the development of new geographical patterns of production and consumption. At the same time, new patterns and forms of tourism and migration have evolved (Williams and Hall 2000). These new patterns correspond partly to the geographical changes of the economy, but are themselves also vehicles of economic change, transferring economic and human capital to tourist destinations.

In this context, second homes promising regular and accessible leisure and tourism experiences are met with rejuvenated interest. This development comprises areas in Europe,

North America and Australia and New Zealand and contributes considerably to changes in the receiving areas (Hall *et al.* 2001). However, the development also entails more profound questions regarding the role of second homes for their owners as well as within the receiving community. Concerns have been raised questioning the economic value of second homes for the local community as well as the consequences for the social structure of the rural community (e.g. Aronsson 1993, Bohlin 1982a, 1982b, Flognfeldt in press, Gallent and Tewdwr-Jones 2000, Müller 1999).

In this paper however, it is argued that the way in which second homeowners perceive and conceptualise their situation influences substantially the assessment of the impacts of second homes. An important question is therefore, to what extent are second home owners in-migrants or tourists? Traditionally, second homes have always been considered at the cross-section of tourism and migration. Consecutively, second home users were labelled 'marginal tourists' (Cohen 1974), 'residential tourists' (Casado-Diaz 1999), 'semi-permanent migrants' (Flognfeldt in press) and Pacione (1984:183ff) considered second home use as a 'seasonal suburbanization'. All terms express different conceptions of second home owners and address mainly the permanency of the second home use as decisive factor.

According to Williams and Hall (2000:19) there « ...is a significant conceptual blurring of the boundaries between the different forms of migration at both the international and domestic level with respect to the second home... ». The purpose of this article is to address these boundaries and to assess second homes as a phenomenon at the cross-section of tourism and migration.

The article starts with a review of recent publications addressing the connection between tourism and migration. Thereafter, second home mobility is discussed. Finally, findings from a survey of German second homeowners are presented. The study, containing 91 structured interviews based on a comprehensive questionnaire, was conducted in the municipalities of Emmaboda, Nybro and Uppvidinge in southern Sweden in 1997. Moreover, recent public statistics are used to complement the findings of the interview survey.

Migration, tourism and second homes

Both tourism and migration are forms of mobility. Both are also connected by a causal relationship. Williams and Hall (in print; see also Hall & Williams, in print) recently provided a seminal and comprehensive outline of various forms of interrelationships between tourism and migration. Earlier, they had identified those societal changes that have recently entailed an intensification of the tourism-migration interrelationship. In brief, the following changes more or less directly related to tourism can be mentioned (Williams and Hall 2000:8ff):

- Labour market uncertainty and increased labour mobility
- Globalisation of labour markets
- Ageing of Western societies and an extension of active retirement
- Changing identities on different geographical levels due to migration
- Increasing welfare and participation in tourism consumption

- Environmental trends
- Improved transportation and communication

In our context, it is unnecessary to continue with a more thorough overview of this work. Instead, the following sections revisit a number of key arguments important to the issue of second homes, which is one of the fields that even Williams and Hall (2000:19f) identify as a major intersection between tourism and migration.

Defining migration and tourism

Migration can be assessed and defined from a number of different angles (Boyle et al. 1998: 34ff). Obviously, migration, like tourism, requires some kind of movement over space. Usually these movements require the crossing of boundaries limiting areal units. The units can occur on different scales and thus the distance between the units can differ between some meters and several hundreds kilometres. Still, in most cases, administrative statistical units are used to record migration.

Almost the same principals are applied to define tourism (Jansson 1994). Being a tourist implies a move over space to a place that is not visited during everyday life. Although this definition of tourism is not that explicit in terms of the geographical extension of the move, it is rather obvious that even tourism requires a move over a spatial boundary into another administrative spatial unit.

Hence, the dividing line between tourism and migration is not the movement over space. Instead, the division between migration and tourism has to be conceptualised by addressing the 'permanency' of the move. A tourist is expected to stay less than one year at the destination while a migrant is sometimes expected to stay more than a year before he or she receives full citizenship rights, for instance the right to vote. Migration therefore seems to be more permanent than tourism, which often is thought of as a one or two week long vacation. Bell and Ward (2000) also use the concept of return as a demarcation between tourism and migration. According to them, migration implies no intention of return meanwhile temporary mobility often aims at a return.

A key question that is addressed by Williams and Hall (2000:6) can be formulated as follows: How long is permanent ? It is obvious that 'permanency' in migration is rather temporary. That is due to two reasons. Firstly, households within the western world move at some stage due to reasons related to the labour market, household changes, life course or leisure. Secondly, an increasing number of people choose or are forced into circulation rather than migration, visiting more or less regularly a number of different places. This might be due to long distance commuting or engagement in seasonal work. It also implies that they actually spend more time in other places than the one where they are actually registered (Bell and Ward 2000). Thirdly, a considerable number of migrants actually choose to return to their original home (Boyle et al. 1998). The demarcation between permanent and temporary mobility as put forward by Bell and Ward (2000) is thus questionable.

Also, the motives for tourism and migration can be similar or in fact, the same. An increasing number of households chooses to migrate for reasons related to consumption more than to production (Bell and Ward 2000). Particularly, it can be difficult to distinguish between motives

for second home ownership and motives for migration into rural areas.

What is a main residence ?

The argument put forward suggests that an increasing number of people spend their lives in several different places. Still, there seems to be an agreement that there is a first or a permanent home superior to the other homes. This perception of home can easily be criticised due to various reasons. Kaltenborn (1997, 1998) argues that so-called second homes in many cases are truly first homes due to the place attachment of their owners. In contrast to the so-called permanent homes, second homes tend to stay in the ownership of the same family sometimes for several generations and have thus a special meaning to their owners.

Permanent homes are exchanged when practical matters related, for example, to labour market or life course, require it. Hence, permanent homes are more frequently but often less permanently used than second homes.

Also considering long distance commuting, a distinction between permanent and second home appears to be highly artificial. It is for example easy to imagine that a long distance commuter allocates his time exactly like a second homeowner in two different places. Still, for the commuter, the weekend in the countryside is a stay at home; meanwhile the second homeowner is considered a tourist there. During the week both can work in the same office in the city. Not only do both persons allocate their time-budget identically, but they probably also tend to allocate leisure activities into the same space-time-pockets.

Obviously time-space use is not a sufficient factor in distinguishing first (permanent) and second homes. Instead, the concept put forward by Kaltenborn (1997, 1998) using place attachment as decisive indicator for home seems to be more reasonable, acknowledging the subjective perceptions of home.

In reality, it can be expected that a considerable number of people dispose of more than one place that can be called a home. However, practical matters concerning, for example, taxation, statistics, voting and other citizenship rights force individuals to state exactly where they are at home. This administrative practice obviously fails to acknowledge the complexity of life and mobility by defining people as static and immobile during everyday life. It is simply not accepted that people are at home in two places at a time.

The consequences of this practice can be significant for the single individual, but also for the local communities. Disposing of only a second home in a community implies that the second homeowners are excluded from certain citizenship rights. They are not able to influence the local society to the extent of 'permanent' residents. They are also outsiders and often accused of displacing 'real' locals from the housing market (Gallent and Tewdwr-Jones 2000). Moreover, they are perceived as temporary residents although they might live more than six months and thus spend more time than 'permanent' residents in the host community (Müller 1999). For the local community, tax income and other public transfers are dependent on the number of 'permanent' residents, which does not necessarily correspond to the actual number of residents. This number, which is usually unknown, is the result of an equation expressing the factual time spent in the community by 'permanent' residents and second homeowners. The lack of appropriate measurements and statistics can be mirrored, for example, in a deficit of local service provisions.

'Second' homes ?

Second homes can represent the entire mobility spectrum (Müller in press). Second homeowners can perceive and use their second homes as weekend homes allowing for short-term recreation. Alternatively, the second home is a vacation home that is used during long-term leaves and long weekends. The second home can also be a future retirement home.

As it was shown above, there are no obvious demarcations between tourism and migration, in particular with respect to second home mobility. Consequently, the term 'second home' is rather insufficient. The term 'second home' says nothing about the factual use of the property and nothing about the homeowners' attachment to the house and to the local community. Hence, without asking the homeowners, it is impossible to estimate whether they perceive their homes as first or second homes.

In fact, in the first instance, the term second home refers to administrative practices. The power of these administrative practices is nevertheless significant in excluding homeowners from the local community. In this respect, the term 'second home' provides a meaning. It identifies the second homeowners as not being full members of the local community, at least in terms of participation in certain rights and duties. Hence, the question of why certain homeowners choose to get registered in a community and others do not is also central, alongside concepts like tourism and migration.

German cottagers in the swedish countryside

This section contains the results of the survey among 91 second homeowners in Småland, a region in the south-east of Sweden, regarding integration and everyday life of the German second home households. The households were asked to give their views on a number of semantic differentials (e.g. good - bad), which were separated by a five-point scale. This method is common within tourism research and described by Smith (1995). The survey also contained open-ended questions allowing the second homeowners to express their own thoughts. In some cases, these answers were taped.

The German second homeowners

The majority of the 91 second homeowners who participated in the survey, came from Northern Germany. A few came from the area between Frankfurt/Main and Stuttgart. This distribution corresponded well with the total pattern of 1996 and it can therefore be expected that the sample represents the German second homeowners in Sweden quite well, although there is no statistical support for this conclusion (Müller 1999).

With a few exceptions, the German second homeowners were between 30 and 70 years old. Each of the age groups 41-50 and 51-60 held about one third of the second homeowners. The second homeowners' professional backgrounds featured a wide variety. Still, the majority of the second homeowners were engaged in white-collar work and represented the German middle class.

In most cases, the second homeowners' households contained two persons. However, the second homeowners said that they always had guests around, so that the actual number of

the persons using the second home was higher than the number of household members. Hence, there were often three and four persons in the house. In some cases, the second homeowners reported that even more than five persons were present at the second home (fig. 1).

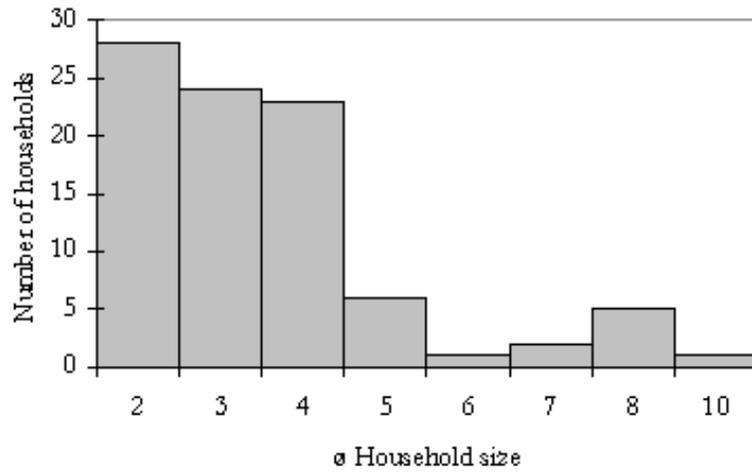
The use of the second home differed considerably between the second homeowners. Two thirds of the German second homeowners visited the second home three to five times a year, but some of them were there more than ten times (fig. 2). All second homeowners stayed in their second homes during July, but even April, June, August, October and Christmas break were popular times to make a trip to the second home (fig. 3). These periods correspond well to the traditional occasions to take leave for a couple of days; Eastern and the All Saints weekend are usually also school holidays.

In 55 of 91 cases, the second home was exclusively used during the presence of the owner's household. « *We once loaned our second home to some of our friends — this is also a way of getting to know one's friends...* » was the sarcastic comment from a second homeowner on the question whether he loaned his second home to friends. Therefore, only for 14 percent of all second home weeks (163 of 1 167) were used by others than the members of the owners' households. The households used their second homes for an average of eleven weeks a year, half of the households for at least eight weeks a year. About 50 percent of the houses were used between 5-16 weeks a year (fig. 4). In six cases, the owners stated that they spent more than 26 weeks in the second home, which means that the owners should hold a residence permit. In several cases, the owners admitted that they did not do so simply because they were not aware of the current legislation. Instead, they assumed that the Swedish EU-membership implied that a residence permit was obsolete.

Future plans

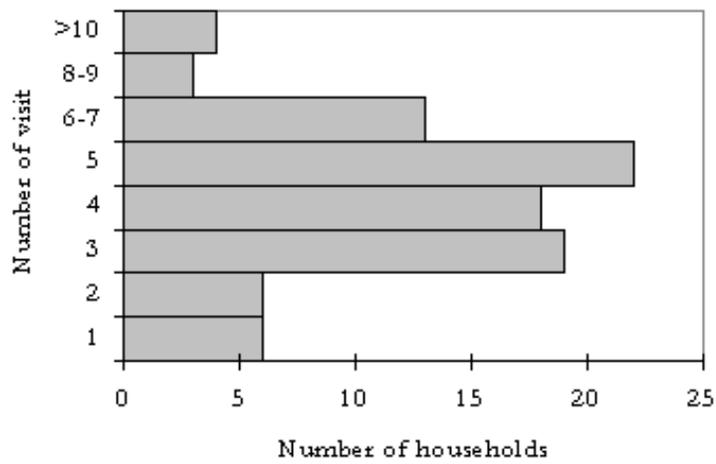
What ambitions did German second homeowners have when purchasing a second home ? Although the variety of answers to this question should be very high, there is evidence and reason to distinguish different strategies regarding the second homes; the second home purchase could be a way to give meaning to the owners' leisure — it could be a strategic step towards a permanent immigration to Sweden. The impact of German second home ownership on the change in the local communities should also depend on the reasons for second home ownership. In the survey, the second homeowners were asked to what extent they had ambitions to convert their second homes into permanent homes, and the issue was discussed in the interviews.

Figure 1: Average number of users per second home



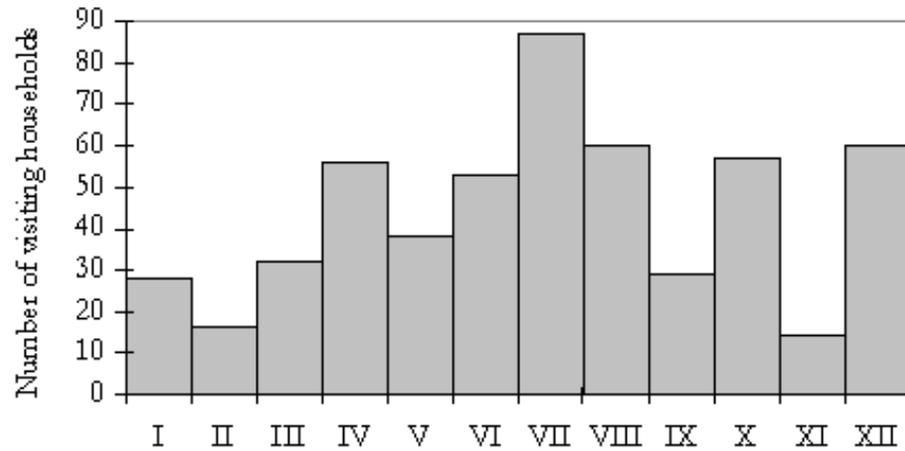
Source: Author's survey

Figure 2: Number of visits in the second home per year



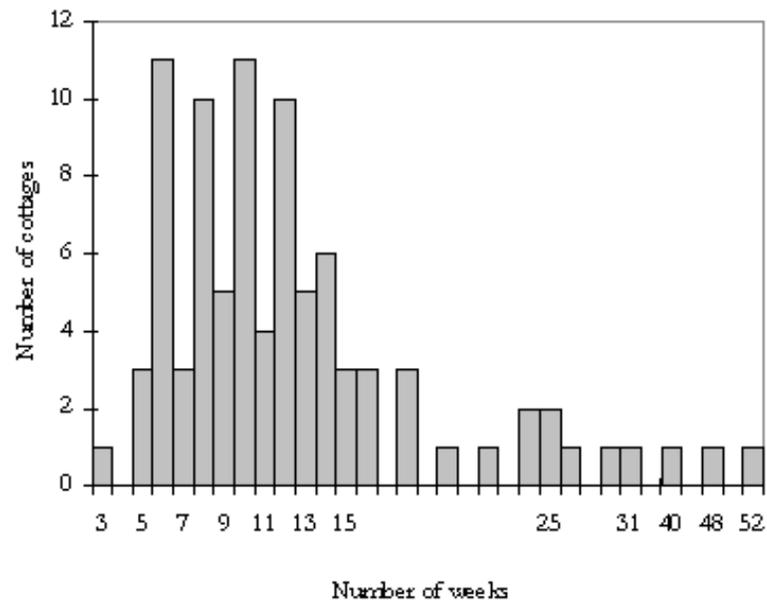
Source: Author's survey

Figure 3: Number of visiting households per month



Source: Author's survey

Figure 4: Second home use



Source: Author's survey

An overwhelming majority, 82 out of 91 responding households, expressed the desire to spend more time in the second home than they did now, but only 38 thought that they also would have an opportunity to do so. Many of the others considered their ties to Germany as too strong; they did not want to reduce their social contacts to children, grandchildren, relatives and friends, and therefore put a higher priority on these social networks than on longer visits

to the second home. Even the house in Germany and its maintaining were given as reasons for a limited usage of the second home in Sweden. Ageing and its consequences for the health obviously formed very strong reasons to keep the permanent residence in Germany. In this context it was not necessarily mistrust in the Swedish health care system that prevented them from migrating, but the familiarity with the German system. Meanwhile, many of the German second homeowners expected that they would, when retired, at least temporarily increase their visits to the second homes. However, health would still form an important constraint; the second home will be visited as long as one's personal health will allow it.

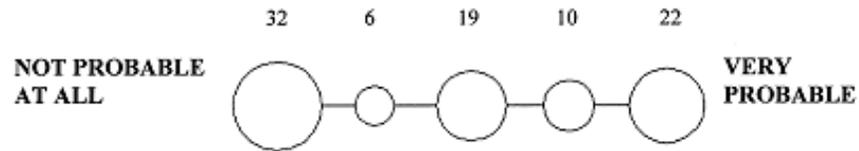
An example was provided in one of the interviews. A retired family stayed the entire summer season in the second home, meanwhile the winter was considered too inconvenient. The family was well integrated in the Swedish host community, gathered there with Swedish friends, neighbours and one of their children who had also bought a second home nearby. The woman spoke Swedish quite well, received a daily local newspaper, listened to the Swedish radio stations and presented herself very well-informed about Swedish issues. Her husband was at least able to communicate in Swedish. They had already discussed the issue before and confirmed to one other during the interview that they would continue to use their second home as long as possible, but they would definitely not migrate to Sweden. They mentioned the long winters and the uncertainty regarding their ageing as reasons for staying in Germany. For the latter reason, they would like to be close to their family and to have access to physicians who speak the same language.

Other families drew the opposite conclusion. One family had already decided to move permanently to the second home. The woman, academically trained and already retired in Germany, had spent a winter season in the second home. She had used the time to work and teach classes in local adult education programmes. Her husband had to stay in Germany one more year, but will also then move to the second home. They did not see any problems regarding their decision. The pensions will be transferred to a Swedish bank and their social insurance guaranteed the access to Swedish health care and so on. They mentioned the European Union and the right of free mobility across national borders; they considered this as one of the core features of the EU for the union's common citizens. Both had already applied for residence permits and agreed that this procedure was rather uncomplicated and un-bureaucratic. Their children were also interested in Sweden and had already visited them several times. Still, they did not exclude the possibility of returning to Germany. They would, however, at least try to settle in Sweden.

The main group of the participating households did not consider an emigration to Sweden as a probable scenario (fig. 5). They were satisfied with the access to a pleasant environment during their leisure, but had already decided to stay in Germany.

Figure 5 : German second homeowners and their future plans

How probable is it that you move permanently to your second home?



Source: Author's survey

One fifth of the participating households had no real opinion concerning the issue. However, 22 of the 91 households considered a permanent migration to the second home as a very probable scenario, and an additional 10 households considered a conversion of the second home into a permanent home as at least probable. That means that one third of the households considered an emigration to Sweden as more probable as a staying in Germany.

A family from Hamburg that seemed to be very well integrated in their host community argued that they would probably lose too much if they were to move to Sweden. Why should they leave everything, their social and economic status and security, they had achieved at home? In another case the new second homeowner admitted that the idea was tempting but that there was no urgent reason to make a decision. Both family members had good jobs and did not consider themselves forced to take such unpredictable risks, which would probably result from an emigration to Sweden. Another family did not want to plan that far in the future. They would like to see other places all around the world and considered the second home as a place where they could return to regularly. To emigrate to Sweden might be a step to take later on in life.

Among those who had already decided to settle in Sweden were several young families. One of the interviewed from Berlin complained about the situation in Germany and in particular in Berlin, where social deconstruction, anti-alien feelings, and environmental damages have destroyed the quality of life and the trust in the future. Everything had become worse after the German unification and that was why the family decided to start a new life abroad. Sweden appeared to them as a good alternative. Even if the family had not bought the house with the aim to emigrate to Sweden, they soon decided that they would like to give it a try. The teenaged son was involved in a school exchange with Sweden and was already learning the language. More importantly, he could try the Swedish way of life. The woman planned to work as a consultant and used her time in Sweden to build a contact network comprised of authorities and initiatives that later on could function as co-operative partners.

In another example, the interviewed family said they had decided to emigrate to Sweden due to their children. They even complained about the situation in Berlin and Germany and they would like to offer their children a better environment in which to grow up. The purchase of the second home was already planned as a step towards migration. Therefore, they chose a house within a village with neighbours only a couple of meters away. However, the language made for a huge problem. In particular the oldest child, who should attend the Swedish high school, had not yet learned Swedish. Despite that the family had planned to move permanently to Sweden the following year, they did not have any concrete plans regarding their own occupations. One idea was to start an enterprise that would provide other second homeowners with various services but in general they would accept any job offered. However the family felt uncertainty regarding their decision. They did not really feel comfortable regarding authorities, society or the Swedish way of life, but were still optimistic and thought they would manage to integrate in Sweden. They established contacts with German households who already had emigrated some years before and benefited from their experiences.

One interview was conducted with a person who had already lived in Sweden for several years. After a period as an industrial worker, he had started a handicraft-enterprise that provided a good opportunity to earn a living. His wife had been involved in several unsuccessful job creation schemes and thus had also started a business of her own. The initial enthusiasm had changed into realism. Still, the family did not regret the decision to emigrate to Sweden, because they finally did well in Sweden. Nevertheless, they watched the new German second homeowners sceptically. Lots of them suffered from a lack of necessary information and were too « wide-eyed » and naive regarding the Swedish society and everyday life.

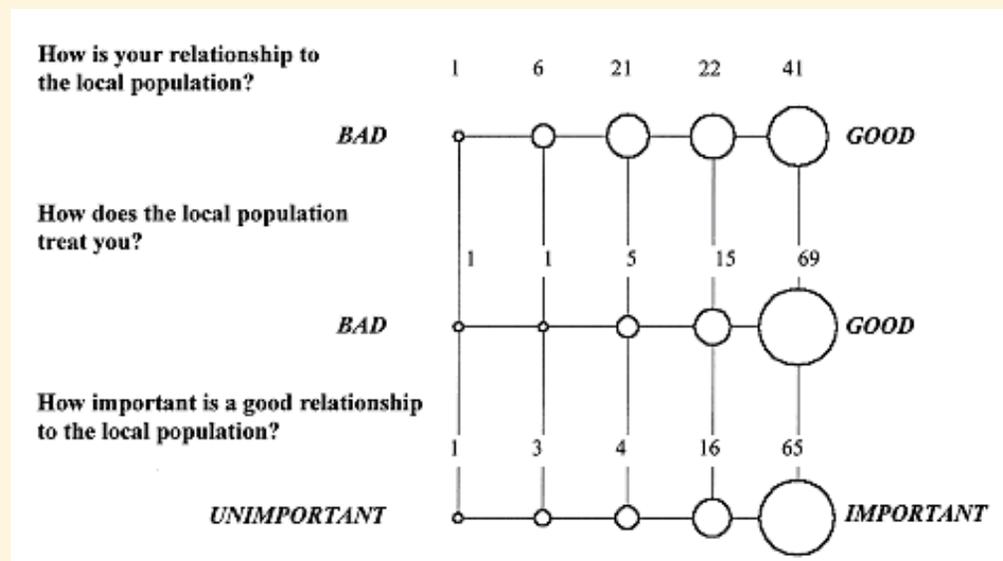
The chairman of the Swedish-German Social Club in the area reported that 50 percent of all German club members planned to settle permanently in Sweden. He had the impression that most of them were well prepared for such a step. Contrary to the common opinion, not all of them were retired; young families and single persons formed a considerable share. Real-estate agents also mentioned that there was a high number of German prospective buyers who wondered, when purchasing the second home, whether the house would be convenient as a permanent residence. This was also documented by the recent demand of houses within villages, even if those did not correspond to the cliché of the red Swedish second home. Today, Germans also buy modern detached houses and row houses, even if this is still the exception.

Attitudes towards Swedes and Småland

The German image of Sweden and its inhabitants is in general very positive (Müller 1999). Almost all of the 91 German second home households agreed that a good relationship with the local community is very important and, with a few exceptions, they felt well treated. This positive image was not mirrored and confirmed when the households answered the question about how good the relationship in fact was to the local population (fig. 6). The reality did obviously not fulfil the expectations of several second homeowners. One second homeowner complained about the neighbours who did not appreciate their new German neighbours, at least not to the extent as he had wished. In another interview, second homeowners complained about the public authorities. However all the second homeowners seemed to be rather optimistic that time would heal all wounds and also solve these kinds of problems. In a

third interview, one of the second homeowners admitted that the second home purchase entailed a considerable number of problems that were not expected or visible. Hence, the second homeowner had taken into consideration selling the second home. Now he was happy that he had kept the second home. According to the interview, the establishment of a really good relationship with the Swedish neighbours was result of an active strategy that aimed to create these kinds of contacts. Another house owner gave some examples of this; in particular, the idealistic engagement in local clubs and initiatives and the advancement of language skills opened the way to new and more intensive contacts because the engagement was obviously appreciated and considered as enriching the local community life. Thus, the second homeowner family felt very well integrated. After a burglary in another German second home, the neighbours had bought and hung up a metal plate that said that the house was guarded and observed.

Figure 6 : German second homeowners and the local community ; the numbers refer to the interviewed second homeowners



Source: Author's survey

Several German second home owners argued that they had bought the second home only recently. Therefore it was logical that social relations with members of the local community were not yet established. Time constraints had hindered activities that aimed to create such contacts; the reconstruction of the second home itself held priority over all other things. Another reason that was mentioned to explain the limited relations with the Swedish population was the lack of language skills. Of course it was possible to communicate in English, but not all the German second homeowners dared to do so, or to use hands and fingers. The language was obviously considered as a very high obstacle. Therefore it was popular to join Swedish evening classes in Germany and some of the second homeowners had already managed to advance considerably.

In terms of activities, the German second homeowners were mainly engaged in gardening and maintaining the house. Other activities were also conducted in the vicinity of the property and included nature walks, berry picking and visits to farm auctions. Still, contacts with the local population were rather limited.

In some interviews, the German second homeowners expressed an uncertainty concerning the Swedish population; that the latter were queer and difficult to get into contact with. The superficial friendliness according to one of the interviewees was not met in other situations. Others reported that they felt a certain mistrust — it cannot be true that everyone is so kind — last but not least because they did not have any negative experiences with the Swedish people at all. In one case, a German second home owner stated that he was not at all interested in meeting the local population or people in general; the attractiveness of the region was entirely formed by nature, seclusion and the absence of people.

The German second homeowners reported that they had most of their contacts with neighbours. With exception of one interviewee, everyone agreed that the relationship to neighbours was very good. The second homeowners appreciated not only the conversation and common activities, but also the practical support that was provided by the neighbours. They assisted with tools and manpower, and took care of the second home when the owners were absent. In one interview, a German second homeowner said that neighbours also visited the family in Germany to celebrate a birthday and had simply become very good friends of the family.

Some experienced German second homeowners considered their recent German companions in Sweden as naive regarding everyday life in Sweden and integration into the Swedish society. This could be due to the short time period that many households had actually been in Sweden. Until now, almost all of the second homeowners had high expectations, hoping that the future will be brighter.

The German second homeowners themselves formed another important group within the local community. Lots of the second homeowners were inspired to purchase a second home in Sweden by people who had already done so some years before. Thus, initial contacts with other German second homeowners were usually already established when German households decided to buy a second home. The relations between the German second homeowners in Sweden were by no means uncomplicated. In one interview, a second homeowner condemned that a countryman's big dogs were not put on a lead — « *he doesn't know that people do not do so here in Sweden* ». Different attitudes concerning how to behave abroad met and entailed irritation and a certain social distance. Even if none of the interviewed households frankly confirmed a bad or unfortunate relation to other German second homeowners, a comparison in relation to the local population shows that the relationship to the latter seemed to be better (fig. 7). Still, no one felt really disturbed by other German second homeowners, probably because they were not at all interested in meeting them. The relations that nevertheless existed were with friends from Germany who also owned a second home, or with other Germans who owned second homes nearby. The question as to whether there were other German second homeowners around was answered several times in the following way; the respondent admitted that there were some in the next village, only one or two kilometres away. However, there was no intention to meet the other second homeowners.

For some of the interviewed households it was simply that they avoided gathering with other Germans because they were on vacation, where they tried to experience something different. Germans who came by were relatives or members of the circle of friends. Otherwise, everyday life in Germany had been left behind. Other second homeowners had at least some contact with other Germans due to their competence and knowledge of Sweden, its administration, society, and its people. To keep social company with countrymen did maybe not really correspond to original expectations and plans but functioned as an important catalyst in

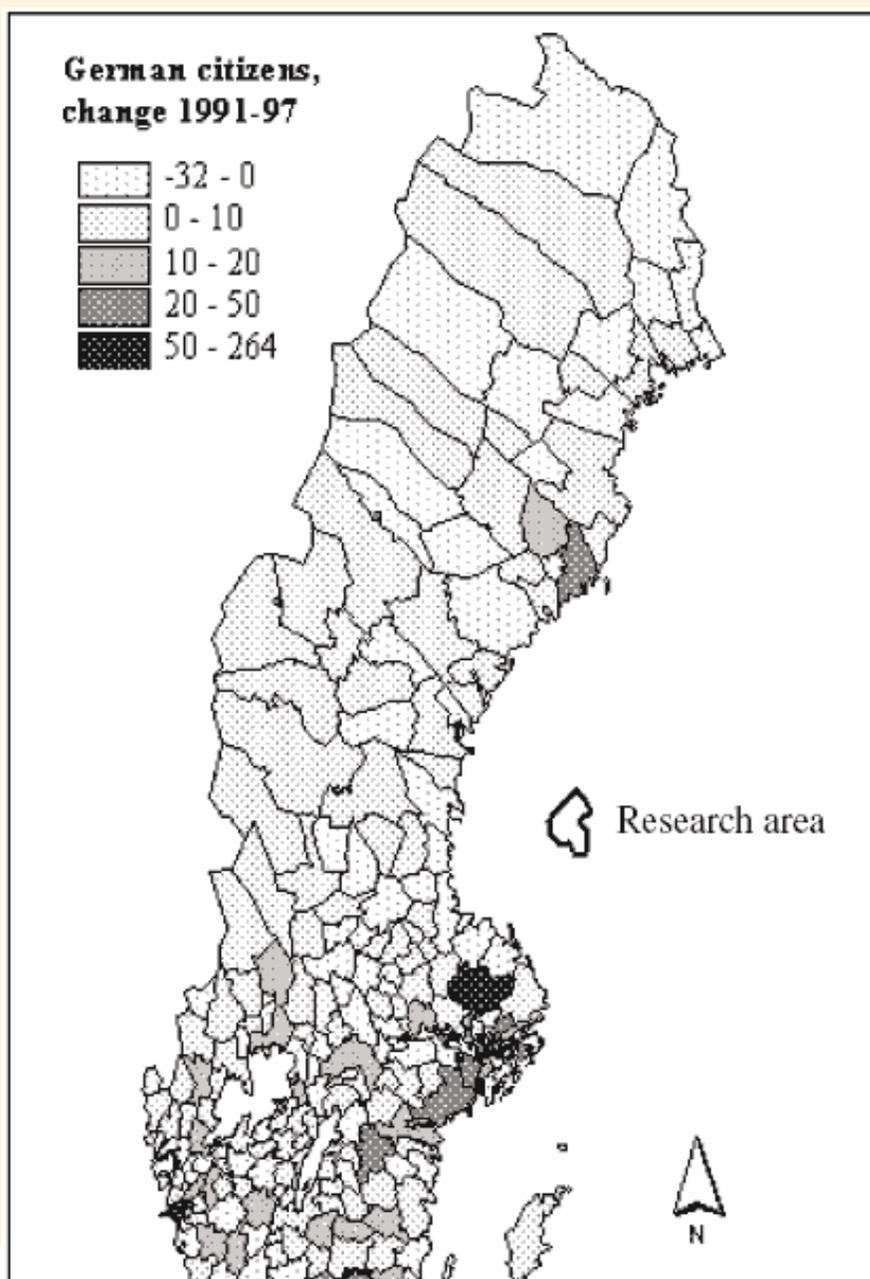
Swedish population and that were often initiated by the German second homeowners.

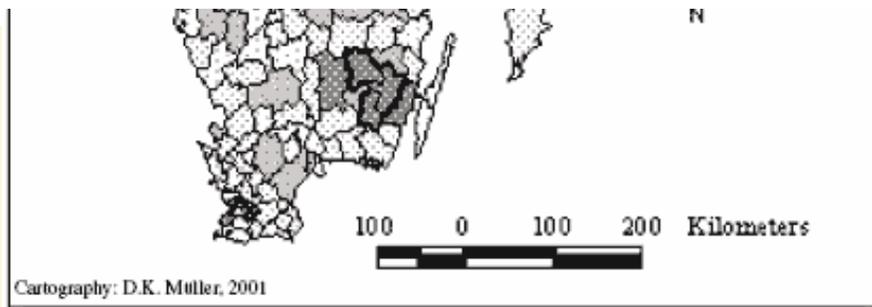
Immigration

Conversions of the second home into permanent residences and thus the transformation from being a temporary visitor to becoming a citizen are mirrored, at least partly, in migration statistics (fig. 8). Between 1991 and 1997, the number of German citizens increased to 1,516 persons. The municipalities that saw the greatest increase took place in urban centres and scientific facilities.

Emmaboda was the highest ranked rural authority: between 1991-97 the number of German citizens grew by 32, which was the sixth greatest increase in Sweden. Uppvidinge authority (29 persons) and Nybro authority (22 persons) followed at the 11th and 16th rank. Many of the other rural authorities that had a high position on this list formed popular second home destinations. The changes there were high in relation to the authorities' total populations.

Figure 8 : German citizens, change 1991-97





Source: Statistics Sweden

Conclusions

German second homeowners in Sweden represent a wide spectrum of mobility. Some of them are certainly 'real' migrants and others 'real' tourists. As a conclusion several groups of second homeowners can be distinguished.

- The traditional second homeowner has bought a second home to have access to a place that can be visited regularly. The place is characterised by certain qualities that distinguish it from the everyday environment in Germany. Typical characteristics could be the location in « nature », the calmness of the place, and its location in the countryside. The traditional second homeowners do not need to be especially extroverted and are satisfied with the random contacts and encounters with the local population.
- The incidental migrant had once the same intentions regarding the second home purchase as the traditional second homeowners. However, after some time in the second home the incidental second homeowner decides to move permanently to the second home, after retirement or to simply start a « new life » abroad. The second homeowner has not actively worked for his or her family's integration into the second home society but has nevertheless good contacts to the local community and thus decides to migrate to the second home.
- The conscious migrant has a strategy that aims to emigrate to Sweden. The strategy also implies the purchase of a second home. The reasons for the decision are dissatisfaction regarding the societal and environmental situation in Germany and the wish to offer the children a better future. The decision entails that these second homeowners are extroverted and actively try to build relations within the local community.

It is difficult to measure or even estimate the size of the different groups. The development seems to be in its take-off phase where many have not realised migration plans. Even in the future it will be an almost impossible task to measure or estimate volume of the movement because many second homeowners will never register themselves in Sweden despite the fact that they actually stay in Sweden the entire year. Many German migrants will at least keep an address in Germany to have access to the health care system and simply to have always a possibility « to be on the right side ». In all categories, neither the annual length of stay in the second home nor the attachment to the host community had any real impact on future migration plans. Most second homeowners were not at all aware that getting registered in Sweden would make a difference even for them in terms of access to citizenship rights.

These different strategies also represent different perceptions of second home mobility. The traditional second homeowners considered themselves as tourists and guests in the host

community. They were interested in contacts with the local population but their interest in influencing the development of the local community was more or less absent. In contrast, the conscious migrants used the second homeownership to create a platform for a permanent migration. These second homeowners were keen to receive citizen's rights in Sweden and benefit from Swedish social security systems. They also used their time in the second home for establishing professional and social networks. The incidental migrants were sometimes de facto migrants who started to stay longer times in Sweden without registering. In some cases the second home was the main residence in terms of the length of stay. Still, the migrants had no aim to acquire citizen rights or at least they had not started thinking of it.

Earlier it was argued that the term second home is insufficient. Indeed, 'second home' says nothing about the factual use of the property and nothing about the homeowners' attachment to the house and to the local community. Also, the term second home refers, in the first case, to administrative practices. And although the power of these administrative practices is significant as argued earlier, the majority of second homeowners themselves do not perceive it as such.

Still, the term 'second home' provides meaning at least for the receiving communities. For municipalities with high numbers of second homes, the second homeowners' awareness and unawareness, respectively, is important in terms of national economic support systems and planning. It is thus crucial to find better ways of conceptualising tourism and migration that go beyond the dualistic perception of mobility. Instead, administrative systems that acknowledge a highly mobile society and allow for people to have several homes should be encouraged and introduced.

Concerning the debate on the tourism - migration - nexus, it can be said that second homes truly form an intersection between tourism and migration. This is maybe not due to the fact that second homeownership represents parts of both, tourism and migration. Second homes form the intersection because they function as a showcase for the complexity of current mobility, also demonstrating that there is a need to rethink such highly established concepts as tourism and migration within scientific research.

 **Bibliographie**

ARONSSON Lars (1993), *Mötet: En studie i Smögen av turisters, fritidsboendes och bofastas användning av tid och rum*, Forskningsrapport 93:1, Gruppen för regionalvetenskaplig forskning, Karlstad.

BELL Martin and WARD Gary (2000), Comparing temporary mobility with permanent migration, *Tourism Geographies*, vol. 2, 2000, pp. 87-107.

BOHLIN Magnus (1982a) *The spatial and economic impact of recreational expenditures and sales in the Pigeon Lake area of Alberta*, Forskningsrapporter från Kulturgeografiska institutionen vid Uppsala universitet 77, Kulturgeografiska institutionen, Uppsala.

BOHLIN Magnus (1982b), *Fritidsboendet i den regionala ekonomin: vart fritidshusägarnas pengar tar vägen*, Geografiska regionstudier 14, Kulturgeografiska institutionen, Uppsala.

BOYLE Paul, HALFACREE Keith and ROBINSON Vaughan (1998), *Exploring contemporary*

migration, Longman, Harlow.

CASADO-DIAZ María Angeles (1999), Socio-demographic impacts of residential tourism: a case study of Torrevieja, Spain, *International Journal of Tourism Research*, vol. 1, 1999, pp. 223-237.

COHEN Eric (1974), Who is a tourist ? A conceptual clarification, *Sociological Review*, vol. 22, pp. 527-555.

FENG Kathy and PAGE Stephen J. (2000), « An exploratory study of the tourism, migration-immigration nexus: travel experiences of Chinese residents in New Zealand », *Current Issues in Tourism*, vol. 3, pp. 246-281.

FLOGNFELDT Thor jr.(in press), Second-home ownership: a sustainable semi-migration, in Hall (C. Michael) and Williams (Allan M.) eds., *Tourism and Migration: New Relationships between Production and Consumption*, Kluwer, Dordrecht, pp. 187-204.

GALLEN Nick and TEWDWR-JONES Mark (2000), *Rural Second Home in Europe: Examining Housing Supply and Planning Control*, Ashgate, Avebury.

HALL C. Michael and WILLIAMS Allan M. eds. (in press), *Tourism and Migration: New Relationships between Production and Consumption*, Kluwer, Dordrecht.

HALL C. Michael and WILLIAMS Allan M. (in press), Conclusions: tourism-migration relationships, in Hall Michael C. and Williams Allan M. eds., *Tourism and Migration: New Relationships between Production and Consumption*, Kluwer, Dordrecht, pp. 277-289.

HALL C. Michael, MÜLLER Dieter K. and KEEN Donna (5th-8th September 2001), Second Homes in Rural Areas: Blessing or Curse? Revisited, Paper presented at the conference *New Directions in Managing Rural Tourism and Leisure: Local Impacts, Global Trends*, SAC Auchincruive, Ayrshire, Scotland, UK.

JANSSON Bruno (1994), *Borta bra men hemma bäst: svenskars turistresor under sommaren*, Department of Geography, Umeå.

KALTENBORN Bjørn P. (1997), Nature of place attachment: a study among recreation homeowners, *Southern Norway, Leisure Science*, vol. 19, 1997, pp. 175-189.

KALTENBORN Bjørn P. (1998), The alternate home: motives of recreation home use, *Norsk Geografisk Tidsskrift*, vol. 52, pp. 121-134.

MÜLLER Dieter K. (1999), *German Second Home Owners in the Swedish Countryside: On the Internationalization of the Leisure Space*, Department of Social and Economic Geography, Umeå.

MÜLLER Dieter K. (in press), German second home development in Sweden, in Hall (C. Michael) and Williams (Allan M.) eds., *Tourism and Migration: New Relationships between Production and Consumption*, Kluwer, Dordrecht, pp. 169-185.

PACIONE Michael (1984), *Rural Geography*, Harper & Row, London.

WILLIAMS Allan M. and HALL C. Michael (2000), Tourism and migration: new relationships between production and consumption, *Tourism Geographies*, vol. 2, pp. 5-27.

WILLIAMS Allan M. and HALL C. Michael (in press), Tourism, migration, circulation and mobility: The contingencies of time and place, in Hall C. Michael and Williams Allan M. eds., *Tourism and Migration: New Relationships between Production and Consumption*, Kluwer,

Dordrecht, , pp. 1-52.



 **Pour faire référence à cet article**

Müller Dieter K. (2002). "*German Second Homeowners in Sweden*". Revue Européenne des Migrations Internationales , Volume 18 , Numéro 1 , p. 67-86.

Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document1684.html>

imprimer 

signaler par mail 

[Accueil](#) > [Sommaires](#) > [Volume 18](#) > [Numéro 1](#) > [Articles](#) > Article

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752
MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers
Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68
<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#) 
[signaler par mail](#) 
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


La REMI adhère à



Article

Tourist development and foreign immigration in Balearic Islands

 par [Pere A. Salvà-Tomàs](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Pere A. Salvà-Tomàs : Profesor of University, Tourist Research and Documentation Laboratory, University of the Balearic Islands, Campus Universitari. Carretera de Valldemossa, km. 7,5. 07071. PALMA DE MALLORCA. BALEARIC ISLANDS (SPAIN), Tel. +34.971.173159. Fax : +34.971.173184

Mots-clés : [Flux](#) , [Personnes âgées](#) , [Tourisme](#)
Zone géographique : [Iles Baléares](#)

Résumé : L'objet de cet article est l'analyse des flux migratoires et de leurs effets socio-territoriaux, conséquence du développement touristique des îles Baléares (Espagne). Deux grands types de mouvements migratoires ont été provoqués par la forte spécialisation touristique de ces îles méditerranéennes : - l'un, de direction Sud-Nord, relève de la migration de main d'œuvre attirée par le dynamisme économique de la région (taux de croissance annuels supérieurs à 6 %). Les travailleurs viennent d'Afrique (notamment du Maroc) et d'Amérique latine ; - l'autre, de direction Nord-Sud, a pour origine les pays industriellement avancés d'Europe. Les migrants choisissent les Baléares attirés par le climat, l'accessibilité (fréquence des relations aériennes), les conditions économiques favorables. Ce courant associe trois composantes : une migration résidentielle ayant comme objectif le repos et les loisirs, concernant des personnes âgées, retraitées ou pré-retraitées, une migration de travail liée aux activités de service en direction des touristes et des résidents étrangers, enfin une migration, avec un double objectif, résidence et activité, fondée sur le télé-travail que facilite le haut niveau d'innovation technologique et d'équipement en nouveaux moyens de communication des îles. Cette dernière migration fait des Baléares un laboratoire pour l'analyse en Europe du développement de zones d'activité de type " Nouvelle Californie ".

Abstract : The aim of this paper is the analysis of the migratory flows and its social - territorial impacts as consequence of the tourist development in the Balearic Islands (Spain). Its high tourist specialisation has implied the emergence of two big types of migratory flows toward these Mediterranean islands: - the flow of South to North direction compound for a working migration coming of Africa, Asia and Latin America. The impressive annual economic growth higher to 6 % impels a strong manpower attraction basically compound in the last years for immigrants of Africa (Morocco...) and Latin America; - the flow of North to South direction with origin in the countries industrially advanced that settles in the Balearic Islands attracted by the favourable climatic conditions, the high accessibility index, the readiness of air flights and the economic advantages. This flow conforms to triple typology: residential migration, whose objective is the leisure and the rest, conformed for middle-aged and old ages retired and pre-retired, work migration for the services to the tourists and foreign resident communities, The work residential migration based on the teleworking in function of the high-level of technological innovation of the communications in Balearic Islands. These migratory phenomena imply that the Balearic Islands become an analysis laboratory of phenomena type "New California".

Extracto : Desarrollo turístico y inmigración extranjera en las Islas Baleares. El objeto de este artículo es analizar los flujos migratorios y sus impactos socio-territoriales como consecuencia del desarrollo turístico de las Islas Baleares (España). Su alta especialización turística ha implicado la emergencia de dos grandes tipos de movimientos migratorios a estas islas mediterráneas: - el flujo de dirección Sur a Norte compuesto por una migración laboral procedente de África, Asia y Latinoamérica. El alto crecimiento económico anual (tasas superiores a 6 %) se ha convertido en un factor de atracción de mano de obra básicamente compuesta en los últimos años por inmigrantes de Africa (especialmente de Marruecos) y Latinoamérica. - el flujo de dirección Norte a Sur con origen en los países industrialmente avanzados que eligen a las Islas Baleares atraídos por condiciones climáticas favorables, el alto índice de accesibilidad, la disponibilidad de vuelos aéreos y las ventajas económicas. Este flujo conforma una triple tipología: una migración residencial cuyo objetivo es el ocio y descanso conformada por personas de edades adultas y viejas, retirados y pre-jubilados, una migración laboral ligada a los servicios a turistas y comunidades de residentes extranjeros, una migración laboral residencial basada en el tele-trabajo en función del alto nivel de innovación tecnológica de las comunicaciones en las Islas Baleares. Esta última migración implica que las Islas Baleares se conviertan en un laboratorio de análisis del fenómeno tipo "Nueva California".



Sommaire

[Migratory movements at different stages of mass tourism development](#)

[Demographic characteristics of foreign residents](#)

[A typology of recent immigration forms](#)

[The Residential Immigration of Europeans](#)

[The labour-related immigration of European origin](#)

[The South-North Migratory Labour Flow](#)

[Conclusion](#)



Texte intégral

At the threshold of the 21th Century, the society of the Balearic Islands presents a complex composition. This is the result of the changes that have taken place since the 1950's and the irruption of mass tourism. The spectacular development of the tourist phenomenon in the Balearic Islands has held an important role in the changes in the geo-demography, socio-cultural and territorial characteristics of the Balearic Islands. The Islands have passed from a tourist affluence of 400 000 tourists and 4,8 million stays in 1960 to 11,2 million tourists and more than 116 million stays in 2000. From its beginnings, tourism, as factor of manpower demand, caused important changes in the tendencies and direction of the migratory movements registered thus far in the Balearic Islands.

Migratory movements at different stages of mass tourism development

The interrelation between tourism development and migratory phenomena has impacted the Balearic Islands, creating an important flow of immigration whose forms, characteristics and geographical origin have changed significantly over the last forty years. In diagram 1 we can observe a synthesis of these changes at the different phases of the development of tourism in the Balearic Islands.

Table 1 : The Migratory Movements in the stage of the Mass Tourism Development, 1950-2000

Period	Stadium of the Tourist Development	Characteristics of the Migratory Movement
1950-1960	Beginning and take off of the Mass Tourism	Intra-insular and inter-insular geographical mobility type <ul style="list-style-type: none"> • Insular interior migrations from rural areas to tourist and/or urban areas. • Rural exodus. • Inter-insular and intra-insular migratory movements (From Menorca and Pitiusas to Mallorca)
From 1960	Growth of the Mass Tourism	<ul style="list-style-type: none"> • Immigratory Movements of Spanish peninsula origin. Rural exodus from Spanish depressed rural areas to economic dynamic areas. • Incidence about the growth of the population and rejuvenation
From 1970	Consolidation of the Mass Tourism	<ul style="list-style-type: none"> • Continuation of the immigratory peninsular flows • First phase of the residential immigration of foreign origin
From 1990	Maturity of the Mass Tourism	<ul style="list-style-type: none"> • Reactivation of the peninsular immigration of urban and qualified type • Growth of the residential immigration North-South • Increase of the labour immigration of North to South (European origin) • Increase of the labour immigration of South-North of irregular and not qualified type. Latin American and African immigration.

Until 1955, the Balearic Islands presented an emigratory situation. From this date, a new immigratory situation took hold and it has continued to develop up to the present time.

Knowledge of the Balearic Islands, tourism promotion and the potential of the labour market

have led to the progressive arrival of immigrants of foreign origin since the 1970's. The first type of immigration was residential and later, in the 1980's, immigration became labour-related and/or entrepreneurial. From 1970, jointly with the acceleration of the immigrations of Spanish peninsular origin, the first foreign immigrants appear whose basic motivation was to establish residence, not to find labour. This first phase of foreign immigration, composed mainly of citizens of British origin, was made up of artists, retired persons and/or pensioners seeking tranquillity and quality of life. To those were added other foreigners of high economic level from Iranian and Latin American origin that settled later in residential estates with attractive landscapes. This migratory phenomenon grew largely into the 80's. On the one hand, there was an intensified flow of labour-based migration from diverse Latin American countries. On the other hand, the presence of foreign residential-type immigration (basically creating a compound for European citizens) increased. In this way, in the 1990's, the Balearic Islands became one of the most important destinations of European North-South flows of foreign immigration. During this period, foreign immigration (especially of German and British origin) related to residential tourism of long duration was predominant in the Balearic Islands. These migrants use the territory of the Balearic Islands as a permanent and/or seasonal residential space. The Balearic Islands can thus be considered as the urban periphery of the main European cities.

The idealisation of the Mediterranean lifestyle and the potentiality of its labour market have made the Balearic Islands a territory with high residential attractiveness for a large number of foreign people. One fourth of these migrants forms a population of people over 60 years old that uses the Balearic Islands as a residential refuge in which to spend the last years of its life. This residential migration phenomenon that increased significantly starting in the 1970's, formed a majority until the 1990's. It was mainly characterised by a retirement migration phenomenon. This first phase can be defined as a « New Florida » type phenomenon (Rodríguez, Salvà, Williams, 2001) since it is based on a residential model for ageing residents, similar to the situation observed in Florida (United States). In the case of Florida, immigration was composed of retired persons whose motivation was to find spaces in the American sunbelt for leisure time and rest. Recently, in the Balearic Islands, this residential immigrant community has reduced its proportional weight because of an important increase in labour-motivated immigration of European origin as well as the South-North flow coming from African, Latin American and Asian countries. This new situation allows the Balearic Islands to be considered as a laboratory of analysis of a « New California » type processes. The argument for this consideration is based on the change from a residential migratory model based on consumption in the « New Florida » phase, to a new model characterised, at the present time, by a space of high economic growth and job increase and high dynamism in investments and technological innovation (Rodríguez, Salvà, Williams, 2001). Variables based on the new tourism conception appear like those of an industry of advanced services. These factors have caused a high demand of qualified technical, executive and management workforce while at the same time the Balearic Islands forms a space with a deficit of manpower in less qualified occupations. From this perspective we can establish similarities with the American region of California based on technological variables, resource consumption problems (electric energy, potable water, and waste elimination problems), population growth (based on the proportion of immigration in the absolute growth of the population), the coexistence of a dual migratory model (labour and residential migration; qualified and unqualified migration) and the demand for similar residential land use types (residential spaces for a retirement migration and residents' leisure).

The result, thus far, of the different phases of installation, take off and consolidation of mass

tourism in the Balearic Islands is the current range of categories in the resident population (pre-tourist autochthonous population; immigrant population of Spanish peninsular origin; foreign immigrant population). These categories are the result of the different migratory flows that have arrived to the Balearic Islands over the last 40 years. This configuration implies the spatial and seasonal coexistence of these different groups, along with the pre-tourist population. It is therefore a multidimensional and diverse phenomenon, composed by currents and varied flows that imply differential effects.

Demographic characteristics of foreign residents

The evaluation of the real numbers of this foreign immigration to the Balearic Islands presents difficulties due to the high mobility of the population and the problems associated with information provided in official statistics. Official statistics only register census-registered residents and/or those that dispose of different types of legal residence and/or work permits. However, the large number of foreigners who are not formally registered and / or those that live during long seasons in the Balearic Islands with stays superior to three months do not appear in official statistics.

We denominate those in the first case **permanent residents**. The evaluation of their number was carried out, according to the upgrade of the population censuses (*padrones* – census / electoral register) and the annual mean data on foreigners who dispose of different types of work and/or residence permits granted by the Spanish public administration.

The second group, that we denominate **seasonal residents**, has been evaluated through a complex ensemble of indirect sources. We highlight among these:

- Sounding the issuing of aeroplane tickets from different airline companies operating in the Balearic Islands.
- Data of city-planning licenses on rural land granted to foreign citizens.
- Catastro de Bienes de Naturaleza Urbana en Suelo Rústico (Cadastre of Goods of Urban Nature in Rustic Land).
- Receipts of waste collection tax.
- Vehicle circulation tax.
- Registered users of electric power.
- Polling of the municipal city-planning services.
- Information from the municipal police and employees of the postal services.
- Social services information (irregular immigration).

According to these sources, 82 246 foreign permanent residents with a legal situation were living in the Balearic Islands in June 2000. The global figure of foreign residents in the Balearic

Islands increases dramatically if seasonal residents with stays superior to three months are added. The evaluation of their number in the 2001 sample reached a total of seasonal residents that surpasses 78 000 foreigners. The sum of both categories represents a global figure that approaches 160 000 foreign residents (table 2).

Table 2: Foreign residents in the Balearic Islands. June 2001

Continent	Nationality	Permanent	Seasonal	Total	% of foreigner residents
Europe		50 049	55 693	105 742	66,0
	German	18 876	39 293	58 169	36,3
	British	11 432	11 503	22 935	14,3
	French	4 948	813	5 761	3,6
	Italian	3 595	493	4 088	2,6
	Dutch	1 804	467	2 271	1,4
	Swiss	1 078	615	1 693	1,1
	Swedish	1 102	167	1 269	1,0
	Belgian	1 316	324	1 640	0,8
	Others	5 898	2 018	7 916	4,9
Africa		11 908	16 848	28 756	17,9
	Moroccan	8 520	8 999	17 519	10,9
	Senegalese	897	4 401	5 298	3,3
	Algerian	658	2 405	3 063	1,9
	Others	1 833	1 043	2 876	1,8
Latin America		16 675	4 529	21 204	13,2
	Ecuadorian	4 167	605	4 772	3,0
	Colombian	3 693	334	4 027	2,5
	Argentinean	3 307	334	3 641	2,3
	Cuban	1 146	381	1 527	1,0
	Dominican	753	571	1 324	0,8
	Chilean	822	200	1 022	0,6
	Brazilian	692	232	924	0,6
	Peruvian	275	132	768	0,5
	Uruguayan	636	132	745	0,5
	Venezuelan	278	100	378	0,2
Others	906	1 508	2 076	1,3	
Asia		2 691	892	3 583	2,2
Northern America		923	96	1 019	0,6
Total		82 246	78 058	160 304	100,0

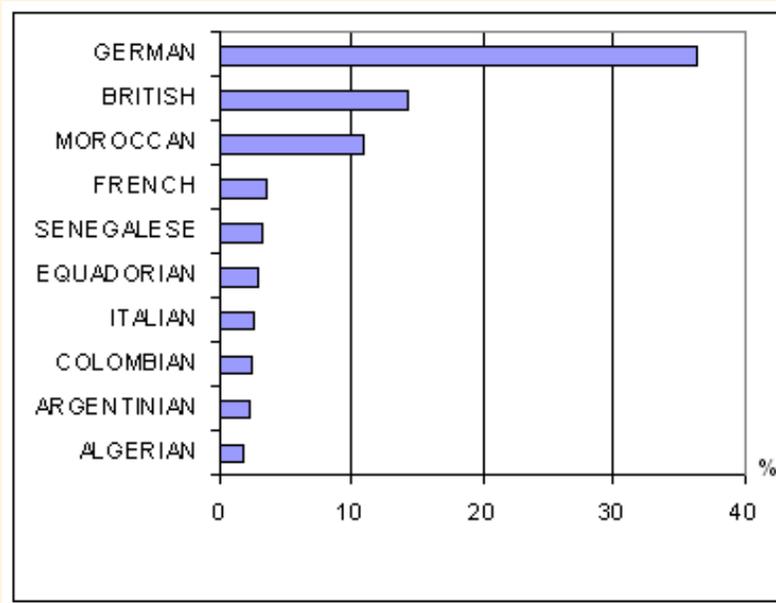
Source: Instituto Nacional de Estadística, Institut Balear d'Estadística, Salvà-Tomás.

The predominant presence of Europeans represents 66 % of the total number of foreigners, which demonstrates the preference of the European population that considers the Balearic Islands as one of its more desired residential destinations. In percentage terms, this index has experienced a decrease in regard to previous years (Salvà 1996, 1998) because of the increase in African and Latin-American immigrant flow that has registered important growth since 1996. Currently, African migrants represent 18 % of the total foreign population. This South-North flow of immigrants has displaced the traditional presence of immigrants of Latin American origin that have come to represent 13 % of the total foreign population.

In terms of nationalities (fig. 1) the index highlights the clear prevalence of Germans who represent 36 % of foreigners and 55 % of the Europeans present. Their numbers have experienced significant growth since 1986, a factor that has opened a debate on their territorial, social and cultural incidence in the Balearic Islands. Their ongoing territorial preference is more marked on Mallorca Island where 75 % of its total is concentrated. In second place, it appears that the British have experienced a significant percentage regression. They currently represent 22 % of the total number of foreign residents. Their presence is

predominant in the Menorca, Eivissa and Formentera Islands. In third place appear the Moroccans, representing 11 % of the total number of foreign residents and 61 % of the Africans.

Figure 1 : Foreign residents by countries. Balearic Islands. June 2001



Effectif : 129 273 personnes, soit 80,6 % du total des étrangers

Source : *Instituto Nacional de Estadística, Institut Balear d'Estadística, Salvà-Tomàs*

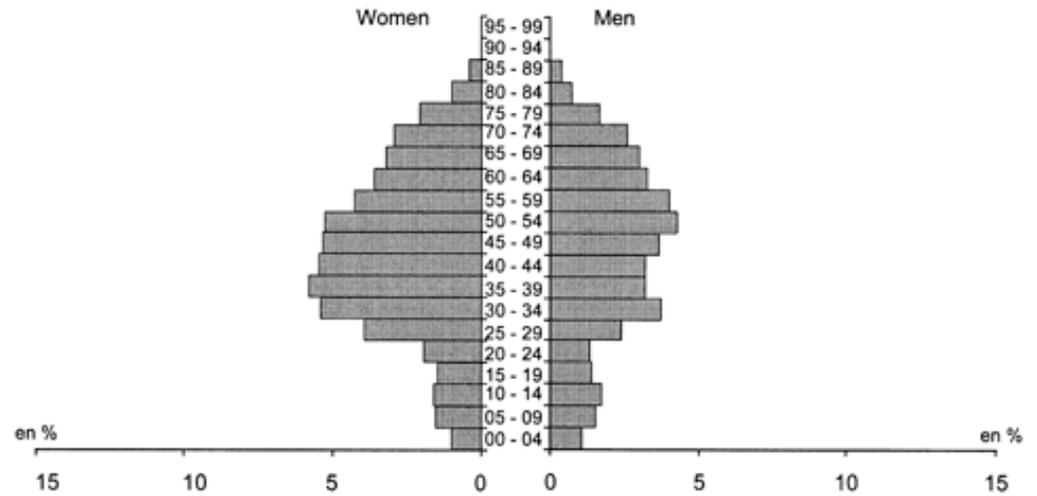
The index of the presence of foreigners (number of foreigners out of total inhabitants) is 0,22. The percentage of foreign residents in the total population, calculated at 868 000 inhabitants at the end of 2001, is to the order of 18,4 %.

The sex distribution sample indicates important contrasts according to the continent of origin. Globally, 53 % are women, due to the predominance of the European population. Among the immigrants from Europe, 56,4 % are women. This high percentage could be related, on the one hand, to the high degree of feminisation of many of the occupations of these immigrants in the tourism sector. On the other hand, it is linked to the presence of women of advanced age among residential immigrants, due to a differential in life expectancy between men and women. This predominant feminine presence is also registered among immigrants from Latin America, where the percentage of women reaches 57 %. This high index is likely related to feminine labour immigration in domestic and personal services and in rare occasions, for its use in prostitution and/or white slave trade nets. Among Asian immigrants a balanced sex composition exists, while men are predominant in African immigration (73 %). Among Moroccans, men represent 76 %, while Senegalese men reach 76 % of the total number of Senegalese immigrants.

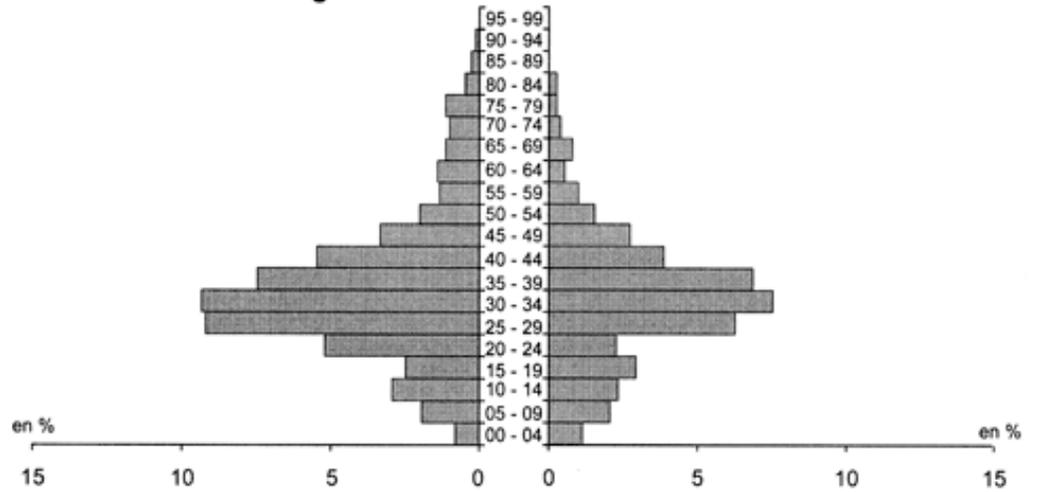
Much in the same way, differential aspects exist in age group composition according to the foreign immigrants' place of origin (fig. 2).

Figure 2 : Age and Sex Structure of Foreign Residents, Balearic Islands, June 2001

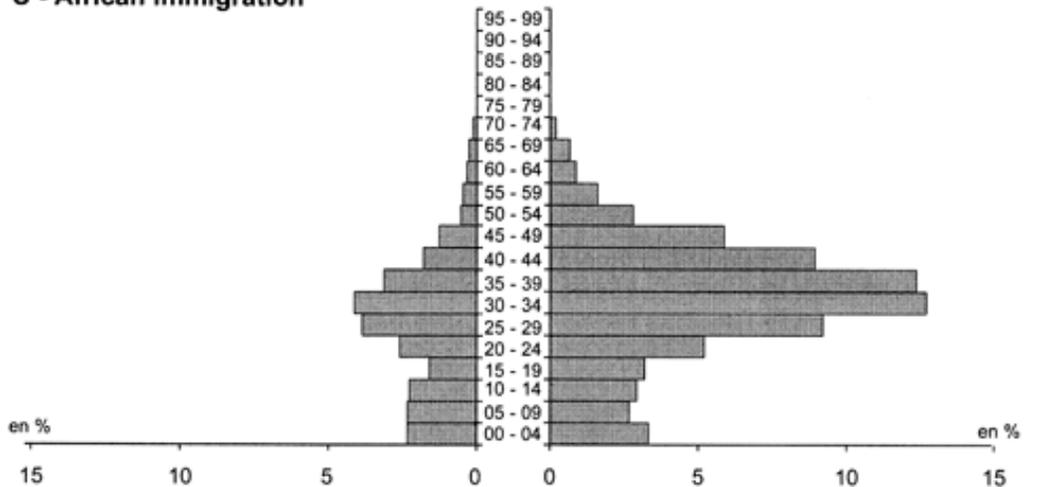
A - European immigration



B - Latin american immigration



C - African immigration



Source : Instituto Nacional de Estadística, Institut Balear d'Estadística, Salvà-Tomàs.

General highlights per age group:

a) A young adult profile related to a labour immigration is clearly reflected in the curves representing the ages groups of the African and Latin American immigrants (fig. 2, B et C). The maximum intensities figure in the 25 to 39 age group. They represent one half of the total of these foreign residents. The peak in the 30-34 age group is due to the predominance of young adult labour-related immigration. This group corresponds to a contingent of people that are not registered with official authorities.

b) In contrast with the previous profile are the profiles of immigrants of European origin (fig. 2 A). Their maximum number is distributed among groups of mature adults (from 35-54 years) and persons of advanced age. The present configuration of the profiles of these European immigrants shows a rejuvenation in comparison to previous years. This is due to the escalation in European labour-related immigration. Presently, 25 % of the European residents are over 60 years of age, 36 % are between 40 and 60 and 25 % between 25 and 40, while the infantile-juvenile population represents 10 %. The first group, composed of people of advanced age, corresponds to leisure and rest residents. This group is made up of retired persons, pensioners and pre-pensioners. There are some differences according to nationalities. In the case of the Germans, 30 % are over 60 years old, while 40 % are between 40 and 60 years. A large number of the latter corresponds to an entrepreneurial immigration, consisting of managers, estate agents, directors of service industries and other professionals who maintain their professional activities through tele-working. The presence of the British, however, has registered some changes in relation to the past few years. The British register a smaller presence in persons over 60 years, representing 28 % of the total. The principal cause of this phenomenon is the return of ageing residents their countries of origin, brought on by family changes (e.g. one partner is deceased, absence of family in the islands) and / or economic reasons. Regarding the latter, many older British residents have been victims of the rising cost of living in the Balearic Islands, a major factor preventing them from entering private residences.

A typology of recent immigration forms

The economic acceleration the Balearic Islands has experienced in the last twenty years implies a diversification of migratory flows. The Balearic Islands represents a dual migratory model in which migratory flows from advanced countries converge with the immigration phenomena from less developed countries of origin. This implies a diversification of migratory flows and differing motivations among residential and labour-related immigrants. The first case highlights an immigration of European origin, in which residential (retirement migration and leisure / residential migration) and labour-related (labour and managerial immigration) motivations coexist alongside economic and labour-related motivations found in immigration originating from African and Latin American countries.

The Residential Immigration of Europeans

Over the last twenty years, there has been a growing population of foreign origin with motivations unrelated to labour. Their presence and choice of the Balearic Islands as a place of residence, rest and leisure can be explained by a combination of a several causes and motivations. Note several new factors increasing the attractiveness of the Balearic Islands and affecting the entire European area. Among these, we highlight:

- The effects of the tourism promotion of the Balearic Islands.
- The improved accessibility due to the reduction of binomial time distance (Mallorca is in the isochrone between 1 and 2 hours from the main European airports) and the lower cost of (medium distance) travel.
- High availability of flights from the main European airports.
- The attraction of the climate and a high number of sun hours.
- The perception of the Balearic Islands as a calm and safe destination.
- The natural attractiveness and the quality of life.
- The attraction of the Mediterranean lifestyle as exponent of a spatial and temporal conception on a human level.

The clients interested in these possibilities increase with the progressive ageing of the European population, the state of well-being and the increase in the number of couples without children. These factors have led to an increased mobility in the segments of the European population that include retired persons and pensioners.

On the other hand, technological innovations in telecommunications and the development of new forms of work tied to increased flexibility of labour of the « post-Fordist » or post-modern society have created categories of active people who are able to choose their space and lifestyle freely. These people represent a population segment that is sensitive to these attraction factors. Among them we count tele-workers.

These factors have widened the range of typologies of foreign residential immigration:

- a) Residents of long duration located in areas of tourist specialisation. They form a residential « second home » typology. They make up a significant group whose stay in the islands surpasses one month. They have impacted the real state market through the purchase of apartments and/or second homes located in coastal residential estates far from the major areas specialising in tourist hotels and amusement. In many cases they are located near nautical ports in order to combine tranquillity, sun, sea and the practice of nautical sports.
- b) Pensioners, pre-pensioners and retirees, permanent and/or seasonal residents of long duration, located in new residential estates and/or rural areas. The latter case represents the formation of a city — countryside flow originating in the main European cities, moving in the direction of the territory of the Balearic Islands. Together, they form a retirement-type migration. More than a quarter of the European immigrants above 60 years of age.
- c) Foreign residents whose professional activity is carried out through tele-working. The expansion of new forms of work is due to the introduction of technological innovations in the field of computer science and telecommunications (Internet, mobile and fixed telephony, fax, videoconferences,...). These innovations in the world of the telecommunications allow professionals to do businesses and/or manage companies from their residence without the necessity of continuous work-related commuting.

d) Foreign residents of high economic power who purchase big rural properties and/or urban buildings and monuments of great historical value or of properties located in areas of great landscape value.

This residential foreign immigration has brought about changes in land use models and in real estate market performance. It has accelerated the urbanisation and real estate speculation process, causing a dramatic rise in the prices of urban property and rural land. It has also brought about the emergence of a « ghetto »-type mechanism, transforming the Islands into a sort of residential refuge, isolating the resident foreign population from the insular cultural and territorial identity.

The labour-related immigration of European origin

The effects of tourism promotion on the Balearic Islands have meant a diffusion of information regarding economic opportunities generated by tourism-related activities in addition to the growing number of foreign non-labouring immigrant residents in the islands. The labour market generated by tourism and complementary sectors has brought to the Balearic Islands a large number of foreign immigrants of European origin, attracted by the high potential of business and the demand for services.

This European labour-based immigration forms a complex group, from which we can distinguish three basic typologies of migratory flows:

a) Seasonal labour-related immigration of very short duration (up to 6 months), directly related to the job supply during the high tourist season. It is composed of hard-working and highly mobile employees (employees in hotel chains, entertainers, tourist guides of diverse nationalities, employees in companies that are only active during high season of the tourist activity — pubs, clubs, restaurants, dance halls). It is a difficult group to evaluate quantitatively since some of these people are employed informally, without work contracts.

b) Labouring immigrants of long duration that settle in the Islands permanently or for a long duration (more than 6 months). They are composed of professionals and long-term employees in diverse companies, oftentimes managers of foreign origin.

c) An entrepreneurial labour-based immigration composed of managers who have established their business in the Balearic Islands. This group is made up of a high number of managers of small and medium-sized firms, including proprietors of bars, pubs, clubs and restaurants, proprietors of real state companies, directors of businesses specialising in services to foreigners, managers of complementary service activities, commercial shops and companies of diverse administrative types, among others.

These labouring immigrants are mainly concentrated in the city of Palma de Mallorca and in tourist areas. They represent one third of the total number of resident foreigners in the Balearic Islands. They make up a significant proportion of the 30 to 45 age group, representing almost 25 % of the total European foreign population.

The South-North Migratory Labour Flow

The critical economic situation in Africa and Latin America has caused a strong social-

demographic pressure has had a significant impact on the decision to emigrate for a large segment of young adult and/ or less favoured segments of the populations of these regions. The economically dynamic Mediterranean areas of Spain have witnessed an increased presence of new labouring immigrants, especially in the sectors of intensive agriculture, construction and tourism. Since the 1980's, the southern coast of the Mediterranean, as well as Latin American countries, have become departure points of migratory flows toward the north which, in turn, has become an area of migratory attraction. The European Mediterranean forms the southern border of the European Union, where immigrants of extra-European origin form a large concentration (Salvà 1998). The Balearic Islands, which have experienced some of the most dynamic economic growth in Spain, have become a focus of attraction for this new labour-based South-North immigration. The past ten years have seen a constant arrival of immigrant labour from African, Latin American and Asian countries.

This new situation has begun to show its first effects on the characteristics of the population structure of Balearic Islands. Initially, their arrival brought about a rejuvenation of the mean age, as well as a recovery in natality. From an economic perspective, they contribute to the workforce in occupations habitually rejected by the inhabitants of the Balearic Islands. From a social perspective, these communities of labouring immigrants are implicated in a situation of urban heaping, precarious processes, vulnerability and dis-protection. Initially, a clear labour market segmentation of the extra-European labouring immigrants existed. Up to 1995, the most important labour destination for Moroccan immigrants was the sector of intensive irrigated agriculture, especially on Mallorca Island. The Senegalese, on the other hand, were mainly involved in street trading through varied forms of vending in occasional or weekly markets and/or tourist areas. Filipino, Dominican, Peruvian and Colombian women migrants are most frequently employed in domestic service. In the case of Chinese and Asians, only a small minority in the area are managers. The remaining Asians immigrants are frequently employed by managers of their own nationality and they are mainly placed as waiters in Chinese or other « exotic » Asian restaurants. This labour segmentation is beginning to disappear in part, especially in the case of African and Latin American men, because of the increased demand for manpower in the construction industry, where most of the immigrants from Morocco the rest of Africa and Latin America have found work over the last few years. However, these immigrants continue to be largely unregistered (without work or residency permits), occupying jobs in the informal economy, especially in temporary and domestic work and in complementary tourist services.

In the context of family regrouping among African immigrants, immigration is becoming increasingly more feminised. At the same time, migration flows from Latin America show the highest degree of feminisation.

Conclusion

At present time, the society residing in the Balearic Islands presents a complex composition. This is the result of the impact of the development of mass tourism that began in the 1950's. Changes have taken place very quickly, creating a process that implies a sensation of social destructure. The radical change began in the 1950's. This period marked the first steps away from a « *ruralita* » society toward an « *urbanita* » society, with all the consequences that derive from such changes. From the perspective of the migratory phenomenon, the development of tourism in the Balearic Islands has had important effects on the evolution of the different migratory models that have developed over the last 40 years.

Firstly, the development of the mass tourism has caused changes in the direction of the migratory movements, transforming the Balearic Islands from emigrant territories into immigration spaces.

Secondly, these migratory movements have « changed the rules » of the migratory models, creating the complex situation that we observe at the present time by supplementing the traditional Spanish peninsular with new migratory models. In these new migratory flows, we note an ever increasing presence of foreign immigrants. These latter flows have also undergone changes in type and in origin over the last two decades. From the almost exclusively European residential immigration of leisure and rest, which appeared in the 70's, another type has developed, in which we observe the constantly increasing presence of foreign immigrants of European origin whose motivation for migration is labour. Their attraction to the Balearic Islands appears to be related to the labour market, which is itself tied to the effects of tourism development and to the presence of a significant contingent of non-labouring residents.

The motivations of the residential « holiday-maker »-type foreign immigrant, on the other hand, are not linked to labour. These immigrants perceive the Balearic Islands as a residential refuge. They take into account other important diverse factors such as access to property, accessibility, health services and/or civic security. They have had a significant impact on the insular territorial organisational model, affecting urbanisation and land speculation, as well as in the creation of isolated spaces of segregated socio-cultural characteristics that have redefined the culture and the territory of the Balearic Islands.



Bibliographie

KING Russell (1993), European International Migration 1945-90: A Statistical and Geographical Overview, in Russell King Eds., *Mass migration in Europe. The legacy and the future*, Chichester, John Wiley&Sons, pp. 19-39.

MONTANARI Armando and CORTESE Antonio (1993), South to North Migration in a Mediterranean Perspective, in Russell King Eds., *Mass migration in Europe. The legacy and the future*, Chichester, John Wiley&Sons, pp. 212-233.

RODRIGUEZ Vicente, SALVÀ Pere and WILLIAMS Allan M.(2001), Northern Europeans and the Mediterranean: a New California or a New Florida, in Russell King, Paolo de Mas and Jan Mansvelt Beck Eds., *Geography, Environment and Development in the Mediterranean*, Brighton, Sussex Academic Press, pp. 176-195.

SALVÀ TOMÀS Pere (1996), The Balearic Islands: A New « California » for the European People. Paper presented to *the 28th International Union Congress*, Den Haag, 10 p.

SALVÀ TOMÀS Pere (1998), La Méditerranée, frontière entre le Sud et le Nord: les nouveaux courants de migration de l'Afrique méditerranéenne sur le littoral méditerranéen, in Conseil de l'Europe, *Conférence Méditerranéenne sur la population, les migrations et le développement*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, pp. 261-271.

SALVÀ TOMÀS Pere (2002), Foreign Immigration Flows as Consequence of Tourist

Development of the Balearic Islands (Spain), in Michael HALL and Allan M. WILLIAMS, Eds., *Tourism and Migration: New relationships between production and consumption* Dordrecht-London, Kluwer Academic Publishers, 2001, 13 pp.

WILLIAMS Allan M. and HALL C. Michael (2000), Tourism and migration: New Relationships between Production and Consumption, *Tourism Geographies*, 2 (1), pp. 5-27.



Pour faire référence à cet article

Salvà-Tomàs Pere A. (2002). "Tourist development and foreign immigration in Balearic Islands". *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 18, Numéro 1, p. 87-101.

Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document1686.html>

imprimer 

signaler par mail 

[Accueil](#) > [Sommaires](#) > [Volume 18](#) > [Numéro 1](#) > [Articles](#) > Article

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752
MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers
Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68
<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#)
[signaler par mail](#)
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
de correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


Recherche

La REMI adhère à

Article

Djerba, tourisme international et nouvelles logiques migratoires

par [Élise Bernard](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Élise Bernard : Étudiante en géographie, Université de Poitiers

Sommaire

[Le système djerbien traditionnel](#)
[Une société insulaire solidement structurée](#)
[Une migration structurelle](#)
[La mise en place d'un réseau migratoire](#)
[Développement touristique et transformations de djerba](#)
[Développement d'un pôle touristique important pour la Tunisie](#)
[Tourisme et transformations de l'économie et de l'espace djerbiens](#)
[Les implications migratoires du développement touristique](#)
[Une immigration massive](#)
[Une nouvelle émigration internationale djerbienne](#)
[Une société locale déboussolée ?](#)

Texte intégral

Djerba se situe dans le Sud tunisien, dans le golfe de Gabès. D'une superficie de 514 km², elle est densément peuplée (environ 150 000 personnes en 2000). Pendant longtemps, l'île a été à l'origine d'un mode migratoire régional spécifique s'inscrivant dans le fait migratoire des régions périphériques de Tunisie. Ce rythme a été brisé à la fin des années soixante lorsque l'État tunisien a décidé d'y implanter un pôle touristique pour rompre avec les difficultés économiques de l'île. Ce projet s'inscrivait dans une politique plus large, à l'échelle tunisienne mais aussi à l'échelle des pays en voie de développement, misant sur le tourisme international pour développer l'économie et s'installer dans un réseau médiatique mondial. Outre son insularité, image touristique attrayante, l'île offrait des conditions de séjour agréables : mer chaude, climat modéré par rapport au Sud tunisien et paysages singuliers d' « oasis maritime ». L'installation du pôle touristique a eu des conséquences importantes sur les flux et les pratiques migratoires de l'île. Tout en engendrant, en provenance du continent, des flux migratoires internes sans cesse croissants, l'essor de cette nouvelle activité n'a pas mis fin à

l'émigration internationale, contrairement à ce que pouvaient croire les autorités politiques. C'est cet antagonisme entre création d'emploi et émigration internationale qui a décidé de notre intérêt pour l'île de Djerba. Nous voulions comprendre comment les deux phénomènes pouvaient être concomitants et il nous paraissait particulièrement intéressant d'analyser la question des conséquences du tourisme dans un espace migratoire aussi structuré.

Le système djerbien traditionnel

Pendant des siècles, l'organisation de l'espace insulaire et la solide structuration de la société ont permis aux Djerbiens de quitter l'île sans craindre pour leur famille et leur patrimoine.

Une société insulaire solidement structurée

Le paysage de Djerba est la résultante d'une organisation lente et méthodique de l'espace par l'homme, traduisant un mode de vie et des relations sociales tout à fait particulières. Les Djerbiens ayant eu à subir des attaques répétées venant de la mer se sont éloignés de la côte et dispersés dans la campagne. L'île couverte d'édifices religieux révèle un espace insulaire profondément marqué par le sacré et une population profondément attachée à son territoire. Le bâti est isolé et clairsemé à l'exception de trois groupements d'habitat. À cette dispersion de l'habitat se superpose une organisation hiérarchique de l'espace insulaire en niveaux emboîtés, à partir du *menzel* qui constitue la cellule de base de l'organisation spatiale de l'île. Les *menzels* sont des espaces résidentiels et fonctionnels dans lesquels vivent et s'organisent les familles. Le *menzel*, terme qui signifie la maison, désigne à Djerba l'aire de vie d'une famille. Il est formé d'un ou de plusieurs *houch* (unité d'habitation) et des éléments de la vie économique : vergers, champs mais aussi atelier de tissage, greniers, puits, et la citerne, indispensable à la vie familiale. Le *menzel* intègre sa population avec son milieu agricole. Entouré de *tabias* (haies de terre hérissée d'agaves, d'aloès et de figuiers de barbarie, bordant les pistes et les chemins et entourant les propriétés), il est organisé comme un site défensif.

Le cadre de la vie communautaire est la *houma*. Pour Hassan Boubakri (1985) « *houma* est un terme ethno-spatial désignant une sorte de terroir composé d'habitations, de parcelles cultivées, de puits et d'un espace social », la mosquée étant l'élément fédérateur de l'ensemble. Dans chaque *houma* les traditions diffèrent. Les familles vivent en vase clos dans leur *houma*, sorte d'île dans l'île.

L'emboîtement en plusieurs niveaux est bien illustrée par l'organisation d'un réseau dense de sentiers hiérarchisés : pistes principales servant aux grandes distances, pistes secondaires desservant les *houmas* et en reliant certaines d'entre elles ensemble, passages desservant un groupement de *menzel*, passages desservant chacun uniquement un *menzel*.

Grâce à cette organisation précise de son territoire, le Djerbien, dont les ressources agricoles sont très insuffisantes par rapport aux besoins, part en migration en toute sécurité. La famille est organisée de telle sorte que l'absence de l'homme (l'émigration étant essentiellement masculine) ne mette pas en danger le déroulement de la vie du *menzel*. L'épouse travaille à proximité immédiate de la maison, élève ses enfants, constamment sous la tutelle de sa belle-famille. Celle-ci est pour le migrant, un élément de confiance qui rend possible un long séjour à l'extérieur.

Une migration structurelle

La population nombreuse et l'insuffisance des ressources locales (le manque d'eau et de céréales, l'instabilité des récoltes, la concurrence dans le secteur de la pêche) sont à l'origine de crises conjoncturelles, liées le plus souvent lors de mauvaises récoltes. Elles ont contribué à la mise en place d'un processus migratoire important pour la vie de l'île, une émigration temporaire qui va petit à petit devenir structurelle en s'inscrivant dans le mode de vie permanent des Djerbiens, dans leur mode de relation à l'extérieur.

La grande majorité des Djerbiens en émigration pratiquent traditionnellement le commerce. La position stratégique de Djerba, à un carrefour du Sahara et de la Méditerranée, en fait, depuis longtemps un lieu de négoce. Selon Hassan Boubakri qui a étudié ce phénomène dans sa thèse *Le petit commerce immigré du sud tunisien à Paris* (1985), le commerce « est devenu au fil des années le secteur d'activité locale placé ailleurs, pour la population qui ne pouvait trouver des ressources sur place ». Au XVIII^e siècle les Djerbiens prennent la mer et s'installent en Turquie, en Libye et en Egypte où ils profitent des courants d'échanges maritimes et terrestres pour s'adonner au commerce. Au début du XX^e siècle certains s'installent en Algérie, la plupart dans le département de Constantine. Mais la grande majorité reste en Tunisie, détenant le quasi monopole du commerce alimentaire et du commerce de détail. Le plus souvent le Djerbien tient une petite boutique de produits alimentaires et de produits manufacturés divers. Son personnel est presque toujours djerbien et recruté dans la famille.

Ce n'est qu'après l'Indépendance que la France devient la principale destination des migrants djerbiens (G.Simon 1979). Une des clefs de leur départ massif vers l'Europe à la fin des années cinquante est le plan de réformes entrepris par le ministre Ahmed Ben Salah et le président Habib Bourguiba où le commerce de détail est regroupé dans des coopératives, transformant les commerçants en salariés. Cette réforme n'a pas été du goût des Djerbiens qui perdaient ainsi leur indépendance et la possibilité d'avoir des revenus plus élevés que les salaires proposés par la coopérative. La grande majorité de ces commerçants s'installent dans l'agglomération parisienne, attirés par « la puissance économique et commerciale de la capitale française » (Boubakri, 1985). Le fonctionnement de la filière migratoire renforce cette tendance au regroupement.

La mise en place d'un réseau migratoire

Pour pouvoir revenir régulièrement dans l'île sans fermer leur commerce à l'extérieur, les Djerbiens est organisé en système de rotations fondé sur l'association, le plus souvent de trois personnes (le patron, l'employé et l'apprenti). Chacun à son tour prendra ses vacances à Djerba en s'occupant des intérêts de ses associés. Les migrants pratiquent ainsi un « va-et-vient » entre leur pays d'origine et leur lieu d'accueil.

Tout un réseau migratoire s'est ainsi mis en place permettant notamment au migrant de trouver un travail et au futur migrant de partir en migration. Une structure communautaire s'est créée dans le pays d'accueil, elle est à la fois agent de solidarité et de contrôle social. Elle garantit l'accueil et l'aide au nouvel arrivant et son encadrement dans la recherche d'un emploi. En effet, la filière commerçante donne la possibilité à tout membre du groupe ethnique d'apprendre le métier et de créer un commerce s'il en a les moyens, sinon d'être employé chez un commerçant de son groupe. Le métier est ici une véritable spécialité collective. Ainsi, le commerce ethnique en créant une offre favorise la circulation migratoire des entrepreneurs

migrants par le recrutement de nouveaux employés ou associés dans le pays d'origine et le développement des activités sur les deux rives de la Méditerranée. Les travaux d'E. Ma Mung (1996) ont bien mis en évidence les liens entre entreprenariat ethnique, réseau familial et circulation migratoire. Ces liens sont particulièrement importants dans la migration djerbienne. L'ensemble de ces structures préexistait à la migration en France et elles ont permis une organisation précise de l'espace relationnel entre la France et Djerba. Les Djerbiens migrants ou anciens migrants rencontrés insistent beaucoup sur le réseau et la solidarité communautaire garants de leur pratique migratoire. Pour eux il est impensable de partir « à l'aventure » sans savoir où loger et sans avoir des perspectives de travail. Ils mettent aussi en avant le fait que leur migration est une migration « structurée, raisonnée, de valeur ».

Depuis deux décennies la pratique de l'espace transnational s'est densifiée. Avant les années quatre-vingts les migrants ne rentraient qu'une à deux fois par an et le retour, au moment de la retraite, était définitif. Aujourd'hui la fréquence ou la durée des retours est un signe de réussite, le fait de ne revenir qu'une fois par an est perçu négativement, mal supporté notamment par les épouses restées dans l'île. D'autre part, les mesures de restriction de l'immigration de travail en France de 1974 ont entraîné, à Djerba comme ailleurs, un important regroupement familial ; les familles qui vivent en France essaient pour la grande majorité d'entre elles de maintenir les liens avec le lieu d'origine, renforçant la circulation. Enfin, la plupart des migrants à la retraite pratiquent le va et vient, passant entre trois et six mois de l'année en émigration, ce qui leur permet de toucher leur retraite ou d'autres indemnités en France et de disposer ainsi d'un compte en devise à l'étranger et de la couverture sociale française.

La densité de la circulation migratoire s'est donc accrue. Les migrants qui pratiquent le plus souvent la navette entre espace d'origine et espace d'accueil sont ceux qui ont des affaires dans l'île. Ils sont ainsi nombreux à investir dans le secteur touristique.

Développement touristique et transformations de djerba

Le développement du tourisme à Djerba est le résultat d'une décision politique. L'Etat tunisien en a été l'acteur initial par ses investissements comme par les avantages fiscaux et financiers consentis aux établissements touristiques. Au départ, la politique hôtelière ne visait qu'une infrastructure simple et peu coûteuse, le maintien de l'activité touristique à un rang raisonnable. Ce n'est qu'en 1968, que Djerba est désignée comme zone prioritaire, secteur géographique à vocation touristique.

Développement d'un pôle touristique important pour la Tunisie

Après une période de relative stagnation dans les années soixante-dix, le tourisme a véritablement pris son essor dans les années quatre-vingts et quatre-vingt dix. On constate une véritable explosion des constructions nouvelles ainsi que une augmentation impressionnante de la capacité d'hébergement tandis que le nombre de visiteurs ne cesse de croître. Les investissements ont connu un nouvel accroissement à partir de la fin de la guerre du Golfe et sont restés à un niveau soutenu jusqu'en 1997. Depuis ils sont moins importants car de moins en moins de projets sont en cours et le secteur arrive à saturation.

L'investissement dans la zone Djerba-Zarzis est passé de 100 600 milliers de dinars¹ en 1997 à 54 225 milliers en 1999.

L'île de Djerba possède, en 2000, 98 hôtels avec une capacité de 34 342 lits et cinq unités hôtelières sont en construction. Les hôtels de bon niveau (trois et quatre étoiles) possèdent les plus importantes capacités. En 1999 le taux d'occupation moyen de la capacité hôtelière à Djerba a été de 68 %, ce taux la situant en seconde position parmi les sites touristiques tunisiens. Le taux d'occupation annuel moyen est décroissant des hôtels les mieux classés aux hôtels non classés. La raison de ce phénomène s'explique par le contraste entre la régularité de la clientèle riche et la fluctuation de la clientèle de masse, fluctuante selon la période de l'année et les choix des voyageurs.

Un grand nombre de lits ne sont utilisés que l'été. De plus, le parc hôtelier vieillit vite, apparaît désuet, inconfortable et démodé, ce qui entraîne un tassement de la clientèle une réduction de la rentabilité. La concurrence impose des prix trop bas pour leur permettre une bonne maintenance, ce qui pose des problèmes de reconversion, car la durée de vie d'un produit hôtelier est limité, et au delà, il faut réadapter ou dévaluer. Or, la politique actuelle est plutôt à la course aux constructions qu'à la réadaptation des produits.

L'inadéquation est donc assez forte entre les projets des investisseurs et la réalité de la fréquentation. L'Etat a planifié le nombre de lits à obtenir mais a omis de planifier les démarches nécessaires pour attirer la clientèle et la faire rester. Pour maintenir et développer l'activité touristique, les principaux acteurs locaux sont favorables aujourd'hui à un enrichissement de l'offre touristique, à l'émergence de pôles d'attraction et d'activités nouvelles. Il y a donc contradiction entre le projet de l'Etat, un tourisme de masse, et les politiques locales qui souhaitent s'orienter désormais vers un tourisme de qualité aux retombées financières plus élevées. C'est à cette aspiration que répondent la création récente d'un terrain de golf et d'un casino comme la multiplication dans les hôtels d'installations de thalassothérapie en direction de la clientèle l'hiver.

Aujourd'hui la plupart des investissements touristiques dans l'île sont d'origine étrangère. Néanmoins les Djerbiens, qui affichaient volontiers un discours très réservé sur le tourisme, possèderaient en réalité, un tiers des hôtels de l'île (Miossec 1996).

Tourisme et transformations de l'économie et de l'espace djerbiens

La naissance et le développement d'un secteur touristique moderne sur le littoral oriental de l'île de Djerba ont été à l'origine de bouleversements profonds de la société, de l'économie, de l'espace.

L'urbanisation touristique a débouché sur le développement d'équipements lourds, nécessaires pour accueillir de gros contingents de touristes. Rapidement les infrastructures nécessaires furent mises en place. L'île qui était enclavée est désormais bien reliée au monde extérieur. Tout d'abord par l'intermédiaire de l'aéroport international de Djerba-Mellita dont la capacité ne cesse de croître : cette plate-forme a accueilli 1 500 000 de passagers en l'an 2000, la grande majorité des touristes arrivant par la voie des airs. De plus, la route d'el Kantara ainsi que des bacs modernes dont le nombre ne cesse d'augmenter, relie Djerba au continent. Le réseau routier se densifie. Avant 1960, l'île ne possédait qu'une soixantaine de kilomètres goudronnés. Aujourd'hui, non seulement les axes principaux, mais aussi les voies secondaires sont goudronnées et l'ensemble de l'île est bien desservi.

D'autre part, le réseau de télécommunications devient plus important, permettant à Djerba

d'être mieux reliée au continent et à l'étranger. Familles et migrants peuvent ainsi plus facilement garder contact. De plus, avec l'apparition des hôtels les autorités se sont trouvées dans l'obligation d'électrifier Djerba et de l'alimenter en eau.

Le secteur touristique a aussi bouleversé l'économie locale en créant des emplois. Le nombre d'emplois directs, lié à l'hôtellerie, correspond à peu près au tiers du nombre de lits, ce qui correspond pour l'ensemble de la zone Djerba-Zarzis à quelques 15 000 postes de travail. Ce nombre a quadruplé en treize ans.

Ce nouveau marché du travail est précaire, instable. Un certain nombre de ces emplois sont saisonniers. En outre, dans les hôtels, les entrées et les sorties d'emploi en cours d'année sont nombreuses, tout d'abord parce que le personnel peut très vite être limogé en fonction directe du marché de l'emploi, mais aussi parce que le personnel fluctue aussi de son plein gré, cherchant les meilleures places, les mieux payées.

Les emplois liés indirectement à la construction des complexes hôteliers (transports, services) sont encore plus nombreux, quelques 55 000. L'emploi indirect se développe encore plus rapidement que l'emploi direct. De nouvelles propositions de services fleurissent chaque jour suite à la diversification de la demande touristique.

Les implications migratoires du développement touristique

Une immigration massive

Dans l'économie traditionnelle de Djerba, l'immigration existait, mais elle restait temporaire et conjoncturelle sauf pour quelques rares groupes implantés. En effet, l'offre d'emplois saisonniers dans l'agriculture, attirait une main-d'œuvre venue des régions intérieures du Sud. Les effets de l'émigration des Djerbiens en France et ceux du tourisme l'ont transformée. L'immigration qui était saisonnière et masculine devient familiale et définitive. L'aire de recrutement des immigrants s'élargit, touche désormais l'ensemble de la Tunisie avec néanmoins une prédominance pour les régions des steppes et du Sud.

Pour les Tunisiens du continent, aller travailler à Djerba représente un substitut à la migration temporaire en France, exprimant comme le souligne R. Escallier (1995) « *le rétrécissement des champs migratoires et la forte prépondérance des mouvements locaux* ». L'offre d'emplois touristiques coïncide en effet, avec la fermeture des frontières européennes et l'importance, dans toute la Tunisie, des départs des ruraux vers les villes et le littoral. La migration interne est, certes, générée par l'attraction que procure le mode de vie urbain mais aussi au fait que les ressources fournies par la terre sont désormais jugées insuffisantes face aux besoins croissants d'une société souhaitant accéder au statut de « société de consommation ». Cette immigration d'installation devient donc structurelle pour l'île de Djerba ; elle représente environ 45 % de l'ensemble des habitants de l'île et 60 % des actifs ; les Djerbiens doivent composer avec cette nouvelle population.

L'immigration familiale est de deux types : la migration familiale élargie et la migration « pionnière ». La première est présente dans l'île sous forme de tribus, majoritairement du Sud, qui s'installent dans la campagne djerbienne pour mener des activités agricoles, travailler dans les carrières ou dans le bâtiment. Mais la migration familiale la plus pratiquée est la forme classique du mari qui, une fois qu'il a trouvé du travail, est rejoint par sa femme et ses

enfants.

Les nouveaux arrivants viennent de toute la Tunisie. À la première vague d'arrivants qui étaient surtout ouvriers dans le bâtiment s'est substituée une population active beaucoup plus hétérogène. Les premiers occupaient des niches d'emplois délaissées ou jamais occupées par les Djerbiens, alors que les nouveaux arrivants concurrencent les Djerbiens dans leurs activités ou dans leur accès à l'emploi. En effet, si dans les premières années du développement du tourisme, cette activité a peu attiré les Djerbiens, aujourd'hui ceux-ci cherchent à accéder aux emplois disponibles.

L'origine des travailleurs dans le tourisme est diverse comme nous le montre l'analyse menée à partir des sources du complexe hôtelier Dar Djerba. Les Djerbiens représentent 48 % des effectifs. Parmi les non Djerbiens, 35 % sont originaires du gouvernorat de Médenine, 13 % de celui de Tunis, 9 % de celui de Gafsa, enfin ceux de Gabès et Tataouine ont fourni chacun 6 % des nouveaux arrivants. Outre Tunis, ce sont donc surtout les gouvernorats du Sud qui fournissent le gros des effectifs. En comparant les chiffres pour ce même complexe de 1976 et de 2001 on remarque que les employés originaires du Sud sont mieux représentés aujourd'hui. Les réticences face à l'emploi touristique ont disparu et la main-d'œuvre qualifiée dans l'hôtellerie qui en 1976 était originaire du Nord, est désormais formée dans les écoles hôtelières d'Houmt-Souk (principal centre urbain de l'île) et de Tozeur.

La majorité des personnes travaillant dans l'hôtellerie appartiennent à la tranche d'âge des 26-45 ans, avec un niveau de formation secondaire, ce qui traduit une élévation sensible du niveau de qualification par rapport au démarrage de ce complexe hôtelier. Depuis le personnel touristique est de plus en plus qualifié. Les 15-25 ans représentent la grosse masse des travailleurs saisonniers. Ces quelques données expriment bien les tendances actuelles de l'hôtellerie. Les hôtels embauchent peu de salariés permanents pour minimiser les coûts en raison de la concurrence féroce entre les établissements et des fortes fluctuations de l'activité. Ce mode de gestion réduit ainsi les jeunes à une constante instabilité et à un sous-emploi.

[Une nouvelle émigration internationale djerbienne](#)

Les formes d'emploi, qui ne leur permettent pas d'être rassurés sur leur avenir et de former des projets, pousse les jeunes à choisir comme ultime solution l'émigration internationale. L'île de Djerba sert donc de tremplin vers l'étranger car elle leur permet de nouer des contacts avec les touristes dans l'espoir de partir à l'étranger grâce à une lettre d'accueil et, dans certains cas, un mariage. Le tourisme est *« directement responsable d'une nouvelle forme d'émigration depuis que les mesures législatives mises en place par les pays européens ont fortement réduit l'émigration légale : les mariages mixtes »* (Kassah, 1997).

Les jeunes Tunisiens peuvent difficilement choisir et planifier leur vie professionnelle ; ils savent aussi qu'il leur sera difficile d'atteindre le niveau de vie occidental auquel ils aspirent. Ils en conçoivent de l'amertume et pour ne pas désespérer cherchent un ailleurs qui se trouvent dans l'émigration. Beaucoup de ceux que nous avons rencontrés ont une vision très pessimiste de l'avenir de leur pays. Ce désir est plus fort dans les classes instruites, qui souvent ont déjà un emploi leur permettant de satisfaire plus ou moins aisément les besoins essentiels. Le sentiment est qu'aujourd'hui les rêves des jeunes maghrébins sont plus ou moins les mêmes que ceux des jeunes occidentaux, c'est-à-dire, ceux d'une société de consommation riche. Ils ont également l'impression que tout se passe ailleurs. L'étranger rime

pour eux avec vie facile, gains faciles, libertés, avenir. Beaucoup aspirent à une vie sociale moins contraignante et à une vie culturelle plus libre. Ils sont d'autant plus sensibles aux modes de vie occidentaux qu'ils sont jeunes et déjà prédisposés à tenter leur chance à l'extérieur par l'enseignement et par la formation qu'ils ont reçue.

De plus, les jeunes qui travaillent dans le tourisme se lassent assez vite de leur travail et comme il est difficile de se reconvertir, car l'offre d'emplois manque, ils décident donc de partir à l'étranger d'autant plus facilement qu'ils ont l'illusion de connaître ces étrangers qui viennent chez eux. Le tourisme met l'Occident sous le regard permanent : le rêve de la migration est toujours présent, voire même amplifié.

Dans ce contexte, l'émigration djerbienne est en train de perdre ses spécificités. Elle fonctionne de moins en moins en réseaux, sauf dans le cas de la migration clandestine, mais elle devient le fait de pratiques européennes. L'extrême polarisation vers Paris des années soixante-dix et quatre-vingt s'affaiblit ; la migration se diffuse. En effet, les Djerbiens suivent leurs compagnes et se dispersent en France, en Allemagne et dans une moindre proportion en Suisse et en Italie. On assiste à une certaine perte de la spécialité commerçante qui nécessitait une grande solidarité et cohésion du groupe, les nouveaux migrants n'ont plus d'activité cible. Le choix de ce type de migration induit le désir d'un changement dans le mode d'existence. Les migrants qui prennent ces risques veulent pour la plupart accéder au mode de vie européen. Le seul acte du mariage mixte entraîne directement le migrant dans un processus de mélange des cultures voir d'acculturation.

Pendant son caractère temporaire, l'émigration tend à devenir définitive pour les jeunes migrants, mais aussi pour bon nombre de familles désormais installées en France. On peut se demander quel est le devenir de l'espace relationnel entre Djerba et l'Europe. Quel peut être l'impact socio-économique pour l'île de Djerba d'une migration définitive, à part l'aide plus ou moins régulière aux familles restées sur place et éventuellement la construction d'une villa secondaire pour les vacances ? La migration internationale est en train de perdre son rôle structurel dans l'économie insulaire où elle est supplantée par le tourisme.

Le tourisme a, certes, contribué au désenclavement de Djerba en la dotant d'un certain nombre d'infrastructures modernes mais le développement exclusif de la fonction touristique comporte des risques car il se fait aux dépens d'autres activités. Or, quelle que soit l'évolution du tourisme, la question de l'emploi de la population reste posée. Cette question est d'autant plus prégnante que le tourisme a entraîné une vague d'immigration interne importante liée à l'attrait d'un niveau de vie plus élevé. Si le développement du pôle touristique djerbien s'arrête, comment l'île fournira-t-elle fournir un emploi à tous les actifs installés dans l'île ?

[Une société locale déboussolée ?](#)

Depuis les années soixante la société djerbienne s'est transformée. Ces changements sont dus à la fois à l'émigration, à l'immigration et au tourisme international sans oublier les impacts du développement de la scolarité et celui de la télévision. L'ensemble de ces facteurs s'enchevêtre et il est difficile de distinguer le rôle de chacun. Néanmoins ils ont tous mené à la déstructuration d'un mode de vie insulaire spécifique et à l'affaiblissement de la houma. Les jeunes se sentent de moins en moins appartenir à une communauté. Les hommes et les femmes qui souhaitent accéder au mode de vie occidental rejettent l'institution du mariage traditionnel et voient la solution à leur quête dans le mariage mixte. L'écart entre les deux

cultures et l'écart entre leurs envies et la possibilité de les satisfaire engendre chez les jeunes de vives réactions et parfois des comportements déviants. Le développement de nouveaux besoins ne pouvant être satisfaits faute d'emplois suffisants et bien rémunérés engendre une émigration à la recherche d'un nouveau mode de vie. Elle reste perçue comme le plus sûr moyen d'ascension sociale. On aurait pu penser que les emplois touristiques signifieraient la fin de l'émigration djerbienne, il n'en est rien. A Djerba, le tourisme a bouleversé la logique de la migration internationale ; il ne l'a pas supprimée.

Notes

¹ Un dinar = environ 0,76 euros.

Bibliographie

BERNARD Élise (2001) *Djerba : impact des mutations engendrées par l'implantation d'un pôle touristique sur une île tournée vers l'émigration internationale*. Mém. maîtrise de géographie (direct. G. Simon). Université de Poitiers, 141 p.

BOUBAKRI Hassan (1985) *Le petit commerce immigré du sud-Tunisien à Paris : Espace, fonctionnement social et impact sur les régions natales*, Strasbourg : Université Louis Pasteur, Th. doct. : Géogr. : Strasbourg, 299 p.

ESCALLIER Robert (1995) Populations et systèmes migratoires du monde arabe, in Troin Jean-François (dir.), *Maghreb, Moyen-Orient, mutations*, Paris, SEDES, pp. 179-213.

GY-JAABIRI Delphine (1999) *Migrations, tourisme et développement local à Djerba (Tunisie)* Poitiers : université de Poitiers, UFR sciences humaines et arts, Mém. DEA. : Géogr : Poitiers : 2000, 108 p.

KASSAH Abdefettah (1997) Les mouvements migratoires et leurs effets sur l'île de Jerba, in Berriane Mohamed, Popp Herbert, *Migrations internationales entre le Maghreb et l'Europe : les effets sur les pays de destination et d'origine*, Passau 1998 : Actes du colloque maroco-allemand de München 1997, pp. 181-186.

MA MUNG Emmanuel (dir.) (1996) *Mobilités et investissements des émigrés. Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal*, Paris, l'Harmattan, 272 p.

MIOSSEC Jean-Marie (1996) *Le tourisme en Tunisie, un pays en développement dans l'espace touristique international*, Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Tours, 1 333 p.

MZABI Hassouna (1992) *La Tunisie du Sud-Est, géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*, Tunis : Faculté de Sciences Humaines et Sociales, série géographique, vol. 30, Th. Etat ès Sciences Humaines et sociales, Tunis, 1988, 685 p.

MZABI Hassouna (1976) L'emploi et les investissements touristiques à Djerba, *Revue Tunisienne de Géographie*, n° 2, pp. 111-134.

SIMON Gildas (1979) *L'espace des travailleurs tunisiens en France : structure et fonctionnement d'un champ migratoire international*, Poitiers : Université de Poitiers, UFR

Sciences humaines et arts, Th État : Géogr. : Poitiers : 1978, 426 p.

STABLO René (1940) *Les Djerbiens, une communauté arabo-berbère dans une île de l'Afrique Française*, Tunis, 164 p.

TLATLI Salah-Eddine (1967), *L'île des Lotophages*, Tunis, CERES Productions, 192 p.



Pour faire référence à cet article

Bernard Élise (2002). "*Djerba, tourisme international et nouvelles logiques migratoires*". *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 18, Numéro 1. Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document2629.html>

imprimer 

signaler par mail 

[Accueil](#) > [Sommaires](#) > [Volume 18](#) > [Numéro 1](#) > [Note de recherche](#) > [Article](#)

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752

MSSH - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers

Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68

<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#)
[signaler par mail](#)
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


Recherche

La REMI adhère à

Article

Tourisme et migration, entre logiques des marchés et système des mobilités : revue bibliographique

 par [Olivier Dehoorne](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

 Olivier Dehoorne : Maître de conférences, Migrinter (Université de Poitiers-CNRS), 99 avenue du Recteur Pineau, 86000 Poitiers, France, et MIT, Université de Paris VII. dehoorneo@hotmail.com

Sommaire

1. [Migration, tourisme, éléments de réflexion sur le système des mobilités](#)
2. [Tourisme et travail : logiques des marchés et migrations](#)
3. [Marchés touristiques locaux, petits entrepreneurs et stratégies individuelles](#)
4. [Tourisme et retours des émigrés](#)
5. [Tourisme, transfert d'activité, multi-résidence](#)
6. [Tourisme et diaspora](#)

Texte intégral

Les études consacrées aux interrelations tourisme-travail-migration sont assez récentes. Les premiers travaux abordant les liens entre tourisme et migration ne remontent qu'aux années soixante-dix ; la thématique est alors abordée dans le cadre de monographies sur le tourisme. Les espaces privilégiés sont les littoraux méditerranéens de l'Europe, les Alpes, et quelques espaces insulaires (les îles Baléares, Hawaii, Bali) qui constituent d'intéressants cas d'école qui permettent d'analyser la structuration de ces nouvelles économies sur plusieurs décennies. Les auteurs attirent l'attention sur l'appel de main-d'œuvre provoqué par ce marché naissant. Des études sur le fait migratoire complètent ensuite les approches, mettant notamment l'accent sur les retours au pays et les investissements réalisés dans le secteur touristique.

La convergence de ces flux de nature opposée en un même lieu et les inter-actions qui se dessinaient n'ont pas fait l'objet d'étude spécifique. Néanmoins les travaux réalisés sur les régions touristiques les plus anciennement développées contiennent d'intéressantes informations sur les processus de construction d'un lieu touristique et de l'émergence des logiques migratoires, qui peuvent être mises en parallèle avec les situations observables aujourd'hui dans des stations émergentes.

Dés les années quatre-vingts, les recherches mettent l'accent sur la complexification des flux notamment avec l'installation plus ou moins permanente de nouveaux résidents dans ces espaces longtemps caractérisés par l'importance de l'émigration. Ce sont principalement des retraités venus de foyers urbains et industriels de l'Europe du Nord, qui s'installent durablement dans ces zones touristiques. On découvre alors la vertu « peuplante » du tourisme qui s'affirme comme l'un des moteurs de la croissance des nouvelles régions urbaines, spécialisées dans les services, attirant ainsi une seconde génération de flux migratoires. Les chercheurs anglais et espagnols se rejoignent sur les côtes méditerranéennes pour enquêter sur des flux multiformes combinant les arrivées des ressortissants britanniques et celles des pays du Maghreb, et le développement de nouvelles filières migratoires s'inscrivant dans une logique mondiale. Des études similaires sont conduites sur les côtes caraïbes et australiennes notant l'extension du phénomène en Asie avec les installations de Japonais et aussi de Sud-coréens dans les Mers du Sud.

Après une phase de relative dispersion, où de nombreux travaux ont souligné les logiques spécifiques qui s'établissent entre tourisme et migration, un projet de recherche international « *Tourisme et migration : nouveaux rapports entre production et consommation* » vient d'être élaboré en 1999 dans le cadre de Groupe d'étude « *Géographie du tourisme, des loisirs et du changement global* » de l'Union Géographique Internationale, présidé par Michael C. Hall¹. Les travaux prévus dans le cadre de ce projet de recherches internationales seront coordonnés par les professeurs Allan M. Williams (Université d'Exeter, R.U.) et Michael C. Hall (Université d'Otago, Nouvelle-Zélande). Le contenu du projet est consultable sur le site Internet suivant : <http://www.for.nau.edu/geography/igust/migration.html>.

À la suite d'un premier cycle de rencontres², la revue *Tourism Geographies* a consacré un numéro thématique « *Tourism and Migration* »³ permettant de présenter un premier état des travaux. Un ouvrage coordonné par Michael C. Hall et Allan M. Williams, *Tourism and Migration : new relationships between Production and Consumption* doit paraître prochainement⁴.

Cette thématique est devenue l'objet principal d'un nouveau groupe d'étude de l'UGI, créé en 2000, « *Global change and human mobility* » dit « *GLOBILITY* ». Les premières rencontres « *Human mobility in a Borderless world ?* », organisé à l'Université Gabriele d'Annunzio, à Pescara (Italie) ont permis de réunir des spécialistes des migrations et du tourisme⁵.

Les références bibliographiques rassemblées ici ont été organisées en six parties. La première concerne des études plus générales, essentiellement en langue française, permettant de poser les concepts et d'introduire des avancées sur la notion de mobilité avec des approches privilégiant les migrations ou le tourisme selon les spécialistes. La seconde partie repose principalement sur des travaux de langue anglaise qui mettent en évidence le fonctionnement du marché touristique, tant à l'échelle globale qu'au niveau local. L'objectif est de caractériser le marché, de comprendre son fonctionnement, ses règles et donc les relations privilégiées, parfois obscures, qui se tissent avec les migrations. Outre le fait qu'un lieu touristique peut paraître un eldorado aux yeux du travailleur émigré, il convient de rappeler que ce marché ne peut pas fonctionner sans migration de main-d'œuvre, sans rotation des travailleurs. La troisième partie met l'accent sur les petits entrepreneurs et autres migrants sans qualification précise qui développent des stratégies individuelles dans les lieux touristiques. Les parties suivantes concernent les liens entre les investissements touristiques et le retour des émigrés (partie quatre), les transferts d'activités, déplacements de retraite et multi-résidence caractérisant des flux nord-sud (partie cinq), puis introduit les bases de réflexions sur les liens

entre flux touristiques et diasporas (partie six).

1. Migration, tourisme, éléments de réflexion sur le système des mobilités

CAZES Georges (1998) Les mobilités touristiques internationales, in Rémy Knafou ed., *La Planète « nomade »*. *Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 77-91

DESJEUX Dominique et BONNET Michel (2000) Les significations multiples de la mobilité, in Michel Bonnet et Dominique Desjeux eds. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, pp. 15-19.

DI MEO Guy ed. (1996) *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, 207 p.

GOLINI A, BONIFAZI C, RIGHI A (1993), A general framework for the European migration system in the 1990's, in Russell King ed., *The new geography of European migration*, London : Belhaven, pp. 67-82.

KNAFOU Rémy et *alii* (1997) Une approche géographique du tourisme, *L'Espace Géographique*, n° 3, pp. 193-204.

LEVY Jacques (1998) Nous habitons des lieux multiples, in Rémy Knafou éd. *La Planète « nomade »*. *Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 193-197.

LEVY Jacques (2000) Les nouveaux espaces de la mobilité, in Michel Bonnet et Dominique Desjeux eds. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, pp. 155-170.

SIMON Gildas (1998) La planétarisation des migrations internationales, in Rémy Knafou ed., *La Planète « nomade »*. *Les mobilités géographiques aujourd'hui*, Belin, pp. 59-76.

TARRIUS Alain (1989) *Anthropologie du mouvement*, Caen, Paradigme, 192 p.

THUMERELLE Pierre-Jean (2001) Hommes et espace : indépendance et interdépendance, in Pierre-Jean Thumerelle ed., *Explications en géographie. Démarches, stratégies et modèles*, Paris, SEDES, pp. 113-126.

2. Tourisme et travail : logiques des marchés et migrations

AITKEN Carmen, HALL C. Michael (2000) Migrant and foreign skills and their relevance to the tourism industry, *Tourism geographies*, 2,1, pp. 6-86.

ANDRONIKOU A (1993) The hotel industry in Cyprus : problems and future prospects, *Tourism management*, 14(1), pp. 67-70.

BAGGULEY P (1987) *Flexibility, restructuring and gender. Changing employment in Britain's hotels*, Lanchaster : University of Lanchaster, Lanchaster regionalism group working paper, n° 24.

BAGGULEY P (1990) Gender and labour flexibility in hotel and catering, *Service industries*

journal, 10(4), pp. 737-747.

BALL R M (1988) Seasonality : a problem for workers in the tourism labour market ? *Service industries journal*, 8(4), pp. 501-513.

BALL R M (1989) Aspects of tourism , seasonality and local labour markets, *Area*, 21(1), pp. 35-45.

BERRIANE Mohamed (1983) Tourisme et emploi : le cas d'Agadir, *Revue de Géographie du Maroc*, 7, pp. 21-33.

BRITTON S (1991) Tourism, capital and place : towards a critical geography, *Environment and planning D : Society and Space*, 9, pp. 451-478.

BROTHERTON B and SAW J (1996) Towards an identification and classification of critical success factors in UK hotels, *International journal of hospitality management* 15(2), pp. 112-135.

BULL P and CHURCH A (1994) The geography of employment change in the hotel and catering industry of Great Britain in the 1980's : a subregional perspective, *Regional studies*, 28, pp. 13-25.

CHARMES J, DABOUSSI R, LEBON A (1993) Population, employment and migration in the countries of the mediterranean basin, Geneva, International Labour office, *Mediterranean Information Exchange System on International migration and Employment*, Paper 93/1E.

DOHERTY L and STEAD L (1998) The gap between male and female pay : what does the case of hotel and catering tell us ? *The services industry journal*, 18(4) pp. 126-144.

DWYER L, BURNLEY L, FORSYTH P and MURPHY P (1993) *Tourism-immigration interrelationship*, Canberra, Australian government publishing service.

FAVER J A M (1984) Tourism and employment in the Gambia, *Annals of tourism research*, 11, 2, pp. 249-265.

GANNON J, JOHNSON K (1995) The global hotel industry: the emergence of continental hotel companies, *Progress in tourism and hospitality research*, 1(1), pp. 31-42.

HENNESSY S (1994) Female employment in tourism employment in southwest England, in V. Kinnaird and D. Hall eds., *Tourism : a gender analysis*, London, Wiley, pp. 35-51.

IOANNIDES D and DEBBAGE K (1998b) Neo-fordism and flexible specialization in travel industry : dissecting the polyglot, in D.Ioannides and K. Debbage eds., *The economic geography of the tourism industry : a supply side analysis*, London, Routledge pp. 99-122.

JORDAN F (1997) An occupational hazard ? Sex segregation in tourism employment, *Tourism management*, 18(8), pp. 525-534.

KING Russell (1995) Tourism, labour and International Migration, in Allan M. Williams and Armando Montanari eds., *European Tourism Regions, Spaces and Restructuring. Restructuring*

in *Europe*, John Wiley and Sons Ltd, pp. 177-190.

KINNAIRD Vivian, HALL Derek (1996) Understanding tourism processes : a gender-aware framework, *Tourism Management*, 17, 2, pp. 95-102.

KONTOGEOGOPOULOS N (1998) Accomodation employment patterns and opportunities, *Annals of trourism research*, 25, pp. 314-339.

LAWSON F R (1982) Trends in business tourism management, *Tourism management*, 3, pp. 298-302.

LEHMANN A C (1980) Tourists, black markets and regional development in West Africa, *Annals of tourism research*, 7(1), pp. 102-119.

LONT V H, KINDON S L (1997) Gender and tourism development in Balinese villages, in T.M. Sinclair ed., *Gender, work in tourism*, London, Routledge, pp. 91-119.

MINERBI Luciano (1994) Sustainability versus growth in Hawai'i, in I. Aoude ed. *Social Process in Hawai'i*, Honolulu, University of Hawai'i, vol. 35, pp. 145-160.

MOMSEN J H (1994) Tourism, gender and the development of the Caribbean, in V. Kinnaird and D. Hall eds. *Tourism : A gender analysis*, John Wiley and Sons Ltd, pp. 106-120.

MONTANARI Armando, CORTESE A (1993b) South to North migration in the Mediterranean perspective, in Russell King ed., *Mass migration in Europe : The legacy and the future*, London : Belhaven press.

SALVÀ TOMÀS Pere (1991) La population des îles Baléares pendant 40 ans de tourisme de masse (1950-1990), *Méditerranée*, 1, pp. 7-14.

SALVÀ TOMÀS Pere (2002) Foreign immigration flows as consequence of tourist development of the Balearic Islands (Spain), in C Michael Hall and Allan M. Williams eds., *Tourism and Migration : News relationships between production and consumption*, Dordrecht-London, Kluwer Academic Publishers, 13 p.

SINCLAIR M Thea (1997) Issues and theories of gender and work in tourism, in M. Thea Sinclair ed., *Gender, work in tourism*, London/New York: Routledge, pp. 1-15.

SWAIN M B (1995) Gender in tourism, *Annals of tourism research*, 22(2) pp. 247-266.

TOWNSED A (1992) New direction in the growth of tourism employment ? Propositions of the 1980's, *Environment and planning*, 24, pp. 821-832.

WILLIAMS Allan M (1993) Tourist and economic transformation in Greece and Portugal, *Inforgéo* (As : Portuguesa de Geografos, Lisbon), pp. 7-20.

WILLIAMS Allan M. (1995) Capital and transnationalisation of tourism , in Armando Montanari and Allan M. Williams eds., *European tourism : regions, spaces and restructuring*, Chichester, JohnWiley and Sons, pp. 163-176.

WILLIAMS Allan M. and HALL C. Micheal (2000) Tourism and migration: new relationships between production and consumption, *Tourism Geographies*, 2, 1, pp. 5-27.

WILLIAMS Allan M, MONTANARI Armando (1995) Introduction : tourism and economic restructuring in Europe, in Allan M Williams and Armando Montanari eds., *European tourism : regions, spaces and restructuring*, Chichester, John Wiley and Sons, pp. 1-15.

WILLIAMS Allan M and SHAW G (1988) Tourism : candy floss industry or job generator ? *Town planning review*, 59, pp. 81-104.

3. Marchés touristiques locaux, petits entrepreneurs et stratégies individuelles

BRAS Karin and DAHLES Heidi (1998) Women entrepreneurs and beach tourism in Sanur, Bali. Gender, employment opportunities and government policy. *Pacific tourism review*, 1(3), pp. 243-256.

BRAS Karin and DAHLES Heidi (1999) Pathfinder, Gigolo, and Friend : Diverging Entrepreneurial Strategies of Tourist Guides on Two Indonesian Islands, in H. Dahles and K. Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 128-145.

BROWN N. (1992) Beachboys as culture brokers in Bakau Town, the Gambia, *Community Development J*, 27, 4, pp. 361-370.

COHEN Eric (1982) Marginal paradises : Bungalow tourism on the islands of Southern Thailand, *Annals of tourism research*, 9(2), pp. 189-205.

COHEN Eric (1985) The tourist guide : The origins, structure and dynamics of a role. *Annals of tourism research*, 12(1), pp. 5-29.

CRICK M (1992) Life in the informal sector : street guides in Kandy, Sri Lanka, in D. Harrison ed., *Tourism in the less developed countries*, London : Belhaven Press, pp. 135-147.

DABLES Heidi (1998) Of birds and fishes. Streetguides, tourists and sexual encounters in Yogyakarta, Indonesia, in Martin Oppermann ed, *Sex tourism and prostitution*, New York : Cognizant Communication Corporation, pp. 30-41.

DABLES Heidi (1999) Tourism and Small Entrepreneurs in Developing Countries : A Theoretical Perspective in H. Dahles and K. Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 1-19.

EVERS H D and MEHMET O (1994) The management of risk : Informal trade in Indonesia, *World development*, 22(1), pp. 1-9.

KIETHUBTHEW T et SATHAPORN C (1987) The migration of Northern women, prostitution and tourism in Songkhala – Hat Yai, in S. Prasith-Rathsind eds., *Population and development*

projects in Thailand, Bangkok, Microlevel Studies program, pp. 140-183.

SHAW G and WILLIAMS Allan M (1998) Entrepreneurship, small business culture and tourism development, in D. Ioannides and K. Debbage eds., *The economic geography of the tourist industry : a supply side analysis*, London, Routledge, pp. 235-255.

TIMOTHY D J and WALL G (1997) Selling to tourists. Indonesian street vendors, *Annals of Tourism research*, 24(4), pp. 322-340.

VAN der DUIM R (1997) The role of small entrepreneurs in the development of sustainable tourism in Costa Rica, in Heidi Dahles ed., *Tourism, small entrepreneurs, and sustainable development. Cases from developing countries*, Tilburg : ATLAS, pp. 35-48.

VAN GEMERT Hanneke, VAN GENUGTEN Esther and DAHLES Heidi (1999) *Tukang Becak : the Pedicap Men of Yogyakarta*, in H. Dahles and K. Bras eds., *Tourism and Small Entrepreneurs. Development, National Policy, and Entrepreneurial Culture : Indonesian Cases*, New York, Cognizant Communication Corporation, pp. 97-111.

4. Tourisme et retours des émigrés

BENNETT B.C.(1979) Migration and rural community viability in central Dalmatia (Croatia), Yugoslavia, *Papers in Anthropology*, 20(1), pp. 75-83.

CAVACO Carminda (1980) *Tourismo e demografia no Algabe*, Lisbon, Editorial Progresso Social e Democracia.

CAVACO Carminda (1993) A place in the sun : return migration and rural change in Portugal, in Russell King ed. *Mass Migrations in Europe : the Legacy and the Future*, London, Belhaven pp. 174-191.

CERASE F P (1974) Migration and social change : expectation and reality. A study of return migration from United States to Italy, *International migration review*, 8, pp. 245-262.

KENNA M E (1993) Return migration and tourism development: one example from the Cyclades, *Journal of modern greek studies*, 11(1), pp. 75-95.

KING Russell (1984) Population mobility : emigration, return migration and internal migration, in Allan M. Williams ed., *Southern Europe transformed : political and economic change in Greece, Italy, Portugal and Spain*, London, Harper and Row, pp. 145-178.

KING Russell (1986) Return migration and regional economic development: an overview, in Russell King ed., *Return migration and regional economic problems*, London, Croom Helm, pp. 1-37.

KING Russell, MORTIMER J, STRACHAN A J (1984) Return migration and tertiary development : a Calabrian case-study, *Antropological Quarterly*, 57(3), pp. 112-124.

LEWIS J R, WILLIAMS Allan M (1986) The economic impact of return migration in Central

Portugal, in Russell KING ed., *Return migration and regional economic problems*, Chichester : Wiley, pp. 100-128.

MENDONZA E (1982) Benefits of migration as a personal strategy in Nazare, Portugal, *International migration review*, 16(3), pp. 635-645.

5. Tourisme, transfert d'activité, multi-résidence

BARKE M (1991) The growth and changing pattern of second homes in Spain in the 1970's, *Scottish geographical magazine*, 107, pp. 12-21.

BULLER H., HOGGART K. (1994) Vers une campagne européenne : les Britanniques en France rurale, *L'Espace Géographique*, n° 3, pp. 263-273.

CRIBIER Françoise and KYCH Alexandre (1993) A comparison of retirement migration from Paris and London. *Environment and planning*, 25, pp. 1399-1420.

DUHAMEL Philippe (1997) Les résidents étrangers européens à Majorque (Baléares). Pour une analyse de la transformation des lieux touristiques, Thèse, Paris VII, 750 p.

EATON M (1995) British expatriate service provision in Spain's Costa del Sol, *Services industries journal*, 15, pp. 251-266.

FLOGNFELDT Thor (2002) Second-home ownership : a sustainable semi-migration, in Michael C. Hall and Allan M. Williams eds., *Tourism and migrations : New relationships between production and consumption*, Kluwer, Dordrecht, pp. 187-204.

HAAS W H and SEROW W J (1997) Retirement migration decision making : life course mobility, sequencing of events, social ties and alternatives, *Journal of community development society*, 28(1), pp. 116-130.

HAMILTON O (1982) *The divine country : the British in Tuscany 1372-1980*, Londres, A. Deutsch.

JURDAO F y SANCHEZ M (1990) *España, asilo de Europa*, Barcelona: Editorial Planeta.

KIM K. (1994) The political economy of foreign investment in Hawai'i, in A. Ibrahim ed. *Social Process in Hawai'i*, Honolulu, University of Hawai'i, pp. 40-55.

KING Russell and RYBAZCUK K (1993) Southern Europe and the international division of labour: from emigration to immigration, in Russell King ed., *The new geography of european migration*, London : Belhaven.

KING Russell, WARMES Anthony M and WILLIAMS Allan M (1998) International retirement migration in Europe, *International journal of population geography*, 4(2), pp. 91-111.

KING Russell, WARMES Anthony M and WILLIAMS Allan M (2000) *Sunset lives : British retirement to Southern Europe*, Oxford : Berg.

- MADDEN L (1999) Making money in the sun : the development of British and Irish owned business in the Costa del Sol, Brighton, University of Sussex, Research papers in geography, 36.
- MCHUGH K, HOGAN T D, HAPPEL S K (1995) Multiple residence and cyclical migrations : a life course perspective, *Professional geographer*, 47, pp. 251-267.
- MCHUGH K and MING R C (1992) Canadian snowbirds in Arizona, *Journal of applied recreation research*, 17, pp. 255-277.
- MING R C (1977) Tracking snowbirds in Australia: winter sun seekers in Far North Queensland, *Australian geographical studies*, 35(2), pp. 168-182.
- MÜLLER Dieter K. (1999) German Second Homes Owners in the Swedish Countryside : On the Internationalization of the Leisure Space, Dept. of Social and Economic geography, Umea, Sweden, Sweden, 1999.
- MÜLLER Dieter K. (2002) German second home development in Sweden, in C. Michael Hall and Allan M. Williams eds., *Tourism and Migration : new relationships between Production and Consumption*, Kluwer, Dordrecht, pp. 169-185.
- MULLINS P (1990) Tourist cities as new cities : Australia's Gold Coast and Sunshine Coast, *Australian Planner*, 28(3), pp. 37-41.
- MURPHY P A (1981) Patterns of coastal retirement migration, in A. Howe ed., *Towards an older Australia*, St. Lucia : University of Queensland Press, pp. 301-314.
- O'REILLY K (1995a) A new trend in European migration : contemporary British migration to Fuengirola, Costa del Sol, *Geographical viewpoint*, 23, pp. 25-36.
- O'REILLY K (1995b) Constructing and managing identities : 'residential tourists', or a British expatriate community in Fuengirola, southern Spain, *Essex graduate journal of Sociologie*, 1, pp. 25-37.
- O'REILLY K (2000) Trading intimacy for liberty: British women on the Costa del Sol, in F. Anthias and G. Lazaridis eds., *Gender and migration in Southern Europe : women on the move*, London, Berg, 263 p.
- PHILLIPS M (1993) Rural gentrification and processes of class colonization, *Journal of rural studies*, 9(2), pp. 123-140.
- RODRIGUEZ Vicente (2001) Tourism as a recruiting post for retirement migration, *Tourism geographies*, 3, pp. 52-63.
- RODRIGUEZ Vicente, FERNANDEZ-MAYORALAS and ROYO F (1998) European retirees on the Costa del Sol : a cross-national comparison, *International journal of population geography*, 4 (2), pp. 183-200.
- ROYA P (1994) El turismo residencial en Andalucía, *Boletín economico de Andalucía*, 17, pp.

21-31.

SIMON R and MINNERY J (1998) Why people move to the 'Sun-Belt': a case study of long — distance migration to the Gold Coast, Australia, *Urban studies*, 35(2), pp. 193-214.

WARNES M.A. (1991) Migration to and seasonal residence in Spain of Northern European elderly people, *European Journal of Gerontology*, vol. 1, part. 1, p. 59.

WARNES M.A. (1993) The development of Retirement Migration in Great-Britain, *Espace, Populations, Sociétés*, n° 3, pp. 451-464.

WARNES A M (1994) Permanent and Seasonal International retirement migration : the prospects for Europe, *Netherlands geographical studies*, 173, pp. 69-81.

WARNES T and PATTERSON G (1998) British retirees in Malta : components of the cross-national relationship, *International journal of Population geography*, 4(2), pp. 113-133.

WILLIAMS Allan M, KING R and WARNES T (1997) A place in the sun : International retirement migration from Northern to Southern Europe, *European urban and regional studies*, 4(2), pp. 15-34.

WILLIAMS Allan M., KING Russell, WARNES Anthony, PATTERSON Guy (2000) Tourism and international retirement migration : new forms of an old relationship in southern Europe, *Tourism Geographies*, 2,1, pp. 28-49.

WILLIAMS Allan M, PATTERSON (1998) An empire lost but a province gained : a cohort analysis of British international retirement in the Algarve, *International journal of population geography*, 4(2), pp. 113-134.

6. Tourisme et diaspora

FENG K and PAGE S J (2000) An exploratory study of the tourism, migration-immigration nexus : travel experiences of Chinese residents in New Zealand, *Current Issues in tourism*, vol 3, pp. 246-281.

HITCHCOX L (1994) Relocation in Vietnam and outmigration, in J. Brown and W. Foot eds., *Migration : the asian experience*, Basingstoke : Macmillan, pp. 202-220.

KANG Sophie (1999) Tourism, migration and ethnicity : an exploratory study of Korean New-Zealanders travel patterns. Masters in business studies research report, Massey University Albany, Auckland.

KANG Sophie Kyung-Mi, PAGE Stephen J. (2000) Tourism, migration and emigration : travel patterns of Korean-New Zealanders in the 1990s, *Tourism Geographies*, 2,1, pp. 50-65.

KING B E, GAMAGE M A (1995) Measuring the value of the ethnic connection : expatriate travelers from Australia to Sri Lanka, *Journal of travel research*, 33(2), pp. 46-50.

KUZNETS P (1987) Koreans in Australia : recent migration from South Korea to the United States, in Klein S *The economics of Mass migration in the twentieth century*, New York, Paragon, pp. 47-70.

WOO K and PAGE Stephen J (1999) Case study : Tourist demand in East Asia Pacific — the case of the South Korean outboard market and activity patterns in New Zeland, in C. Michael Hall and Stephen J Page eds., *The geography of tourism and recreation : environment, place and space*, London, Routledge, pp. 70-75.

YOON H and KIM S (1997) An analysis of occupation of Korean imigration in Auckland, New Zealand, *Journal of Korean geography*, 32(4), pp. 491-450.

Notes

1 <http://divcom.otago.ac.nz>

2 Hawaï (23-27 mars 1999), Flagstaff, Arizona (20-23 octobre 1999) et Séoul (26 août-1 septembre 2000). Le site du groupe d'étude présente ces rencontres et des liens permettent d'obtenir le détail des communications.

3 February 2000, vol. 2, n° 1.

4 Ed. Kluwer, Dordrecht, sous presse.

5 Rencontres de Pescara, 20-22 avril 2001, organisées par Armando Montanari. Toutes les informations relatives aux axes de recherche et aux prochains colloques figurent sur le site suivant www.bun.kyoto-u.ac.jp/geo/globility/. Des liens permettent d'accéder au programme du colloque ainsi qu'aux différents résumés en attendant la prochaine parution des actes (pour 2002).



Pour faire référence à cet article

Dehoorne Olivier (2002). *"Tourisme et migration, entre logiques des marchés et système des mobilités : revue bibliographique"*. Revue Européenne des Migrations Internationales , Volume 18 , Numéro 1 .

Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document2631.html>

imprimer 

signaler par mail 

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752
MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers
Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68
<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#) 
[signaler par mail](#) 
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


La REMI adhère à



Article

Libanais et Syriens au Brésil (1880-1950)

 par [Oswaldo Truzzi](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Oswaldo Truzzi : Docteur en Sciences Sociales, Professeur, l'Université Fédérale de São Carlos, Rod. Washington Luis, km. 235, 13595-905 São Carlos-SP-BRESIL.

Résumé : Le but de cet article est de comprendre les principales caractéristiques des trajectoires des immigrants d'origine syrienne et libanaise au Brésil, entre la fin du XIX^e et les années cinquante. Plusieurs aspects sont abordés : causes du mouvement migratoire, intégration économique au Brésil comme colporteurs, affirmation du caractère commerçant de la colonie, transformations des images associées à ces immigrés, des identités et de la cohésion du groupe, et enfin mobilité sociale de la première génération née au Brésil. Les trajectoires des immigrants libanais et syriens dans la société brésilienne, et particulièrement à São Paulo, illustrent de façon exemplaire les opportunités offertes par une société en effervescence, devenant de plus en plus urbaine et complexe. Ces immigrants et leurs descendants ont bouleversé les structures sociales polarisées d'une société agraire en déclin, en inaugurant un nouveau ensemble de positions intermédiaires à l'intérieur du tissu social.

Abstract : Lebanese and Syrian in Brazil, 1880-1950 This article focuses on explaining the main characteristics regarding the trajectories taken by Syrian and Lebanese immigrants to Brazil, between the last decades of the XIXth century and the fifties. The examined issues include the reasons for their coming, the beginning of their economic integration in Brazil as peddlers, their affirmation as merchants, the changes in their images, identities and group cohesion, and finally the patterns of upward mobility of the first Brazilian-born generation. Social trajectories of Syrian and Lebanese immigrants in Brazilian society (and particularly in São Paulo) stress how an increasingly urban and complex society could offer a set of opportunities for these newcomers. These immigrants and their descendants have challenged, in their way, the polarized structures of an decaying agrarian society, by founding and occupying a new set of intermediary positions in Paulista social structure.

Extracto : Libaneses y sirios en Brasil, 1880-1950 Este artículo trata de entender las características más importantes de las trayectorias de los inmigrantes de origen sirio o libanés en Brasil entre fines del siglo XIX y los años cincuenta. Los principales temas estudiados son las causas del movimiento migratorio, la integración económica inicial del grupo en la venta ambulante, la conquista de un nicho especializado en el comercio, las transformaciones de las representaciones asociadas a estos inmigrantes, de las identidades y de la cohesión del grupo, y por fin las principales vías de movilidad social recorridas por la primera generación nacida en Brasil. Las trayectorias de los inmigrantes sirios y libaneses en la sociedad brasileña, particularmente en Sao Paulo, ilustran de un modo ejemplar las oportunidades ofrecidas por una sociedad cada vez más urbana, compleja y dinámica. A su manera, estos inmigrantes y sus descendientes trastornaron a las estructuras sociales polarizadas de una sociedad agraria en decadencia inaugurando, junto a otros grupos, un nuevo conjunto de posiciones intermediales al interior del tejido social.

Sumário : Libaneses e Sírios no Brasil entre 1880 e 1950 O artigo busca compreender as características mais importantes relativas às trajetórias de imigrantes de origem síria e libanesa no Brasil, entre o final do século XIX e os anos 50. As questões examinadas compreendem as causas do movimento migratório, a inserção econômica inicial do grupo como mascates, a conquista de um nicho de especialização como comerciantes, a transformação de suas identidades, imagens e diferenciação do grupo, e por fim as principais vias de mobilidade percorridas pela primeira geração nascida no Brasil. As trajetórias dos imigrantes sírios e libaneses na sociedade brasileira, e particularmente em São Paulo, ilustram de modo exemplar as oportunidades oferecidas por uma sociedade cada vez mais urbana, complexa e dinâmica. A seu modo, esses imigrantes e seus descendentes subverteram as estruturas sociais polarizadas de uma sociedade agrária em declínio, inaugurando, junto com outros grupos, um novo conjunto de posições intermediárias no interior do tecido social.



Sommaire

[L'arrivée des libanais et des syriens au Brésil](#)

[Les débuts](#)

[L'affirmation comme commerçants](#)

[Éléments d'une trajectoire réussie](#)

[Identités et images](#)

[Différences et intégration](#)

[Médecins et hommes politiques](#)

[Conclusion](#)



Texte intégral

Le départ de milliers d'immigrants d'origine libanaise et syrienne vers le Brésil a commencé alors que la Syrie et le Liban se trouvaient encore sous domination ottomane¹ (Truzzi, 1997a). C'est à partir des deux dernières décennies du XIX^e siècle que commencent à arriver au Brésil des vagues significatives d'immigrants en provenance de cette région que l'on appelait alors la grande Syrie².

Cet article a pour but de repérer les trajectoires de ces immigrants au Brésil au cours de la période 1880-1950. Après avoir souligné les principales raisons de l'émigration, je discuterai brièvement du volume des contingents et de leur distribution géographique au Brésil. Ensuite, je décrirai les conditions de l'insertion tout d'abord en tant que colporteurs, puis par la mise en place d'un réseau commercial ethnique. Je parlerai alors de l'image et de l'identité du groupe par rapport au reste de la société, ainsi que des éléments de différenciation internes les plus importants. Enfin, je présenterai les lignes majeures de l'intégration des catégories plus favorisées nées au Brésil, qui exercent des professions libérales et ont bâti des carrières politiques.

L'arrivée des libanais et des syriens au Brésil

L'émigration vers le Brésil s'inscrit dans le cadre général des mouvements de populations orientales, comme celles venant d'Europe, vers le continent américain. Les départs sont liés, d'une façon générale, à des facteurs de nature économique et démographique désagréant l'économie de subsistance établie autour des villages, qui vivaient quasiment en autosuffisance. Le progrès des transports maritimes et terrestres facilitant l'importation de biens manufacturés a miné la production locale des artisans indépendants ; le développement des villes a également développé une production agricole destinée au commerce, portant atteinte à celle destinée à la subsistance. L'industrie textile, en grande partie à caractère familial, n'a pas résisté à la compétitivité des produits importés (Tannous, 1942).

La croissance démographique de la population, le caractère semi-désertique du climat et la petite taille des exploitations agricoles limitaient l'accès des jeunes à la propriété et les encourageait à émigrer. En outre, et à un degré moindre, des facteurs de nature politique et religieuse, liés à la désagrégation de l'Empire Ottoman ou à des conflits entre fractions religieuses influencèrent ces départs³.

Les données sur les flux migratoires soient assez discutables, une partie appréciable des départs, notamment à partir de l'actuel Liban, auraient eu lieu clandestinement. Mais elles permettent de définir une première période d'émigration importante entre 1880 et 1930⁴. Les États-Unis surtout, mais aussi le Brésil et l'Argentine furent les destinations privilégiées de ces immigrants d'origine libanaise et syrienne. Au Brésil, l'immigration de Libanais et de Syriens est devenue importante au début du XX^e siècle et a atteint son apogée à la veille de la Première Guerre mondiale (le nombre maximum d'entrées, 11 101, a été enregistré en 1913) pour ensuite s'interrompre durant le conflit, puis se stabiliser pendant les années vingt autour de cinq mille entrées annuelles. L'immigration a diminué après 1930, subissant la dépression économique et limitée par le système de quotas inspiré des États-Unis et adopté par le gouvernement brésilien.

Au Brésil, pendant longtemps les immigrants de la région ont été comptabilisés dans la catégorie « autres nationalités », et c'est seulement à partir de 1908 et dans l'Etat de São Paulo que les services d'immigration enregistrèrent les immigrants selon leur nationalité

(Turcs, Turcs-asiatiques, Libanais ou Syriens...). Entre 1908 et 1941 leur contingent a atteint 4 % des 48 326 immigrants entrés dans l'Etat, derrière les Portugais, les Espagnols, les Italiens, les Japonais et les Allemands.

Le fait est, qu'à partir des dernières décennies du XIX^e siècle, la réussite de quelques pionniers stimula l'émigration de façon notable. La possibilité de gagner de l'argent bouleversa l'équilibre des villages. Les familles commencèrent à planifier le départ temporaire de leurs enfants en Amérique pour résoudre leurs problèmes financiers : celles qui ne le faisaient pas perdaient leur statut et leur prestige.

Deux faits illustrent de façon exemplaire leurs motivations. Le premier réside dans l'importance des transferts d'argent que les immigrants envoyaient au village afin d'acquérir des terres, agrandir les propriétés rurales de leur famille pour qu'elle puisse en vivre. La poste devint une institution prestigieuse puisqu'elle apportait des nouvelles et de l'argent à ceux qui étaient restés sur place. Le second se réfère au caractère temporaire de l'immigration telle qu'elle fut imaginée à son début : les immigrants calculaient que quelques années passées en Amérique seraient suffisantes pour assurer la prospérité de leurs familles. D'où une forte majorité d'hommes célibataires parmi les émigrants.

Au Brésil, aucune autre œuvre littéraire n'a montré, avec autant de fidélité, les liens entre les immigrants et ceux restés au pays, que le roman gai et émouvant de Emil Farhat, « *Dinheiro na Estrada: uma saga de imigrantes* », écrit à partir de lettres échangées entre l'auteur, lui-même immigrant, et sa mère, institutrice à Kafaarchima, village proche de Beyrouth, inconsolable du départ de ses six enfants pour le Brésil.

« Et maintenant, étant dans cette mine Brésil depuis vingt ans, Iskândar n'a pas encore rempli son sac avec cette fortune dont il parlait tellement ? Et alors, pourquoi il ne revient pas ? Et toi ? Il est l'aîné, mais je t'ai autorisé à lui tordre les oreilles. Oui, de cette façon. Alors, pourquoi tu ne l'as pas fait. Vous êtes tous une bande de vauriens. Vous vous êtes mis d'accord pour me laisser de côté, pleurant dans un coin de la maison. Pleurant cachée pour que vos frères et sœurs ne le voient pas. Ils meurent de jalousie des larmes que je verse à cause de vous.

Pourquoi cette tête d'aubergine fanée ? Vos frères et sœurs, ceux d'ici, ont raison. Alors, cela n'est pas une chose qui se fait ? Vous vous êtes attachés à ce Brésil, à cette Amérique, et terminé. Mon Dieu ! Je Lui demande qu'Il ne me laisse pas sentir le temps passer. Pour moi, vous êtes partis hier. Avant-hier. Parfois, je réussis à voir clairement la tête de tous. Un par un. Iskândar, avec sa grande moustache, seulement pour cacher sa tête de gamin effrayé. In-Hula, électrique, pressé, toujours se brûlant avec la soupe chaude. Muzâref, avec ses doigts teintés qu'il remue sans arrêt. Il dit que c'est un exercice pour compter l'argent, pour se frotter les mains au lieu de dire adieu, au moment du départ. Ziad récitant des vers pour un adversaire qui l'a défié et qui perdait toujours. Pour des spectateurs qui l'applaudissent. Nazira la pleureuse, voulant y aller et ne voulant plus, désireuse d'y aller, moi seule, connaissant le motif. Pour se marier. Elle s'est mariée ? Mais, pourquoi on ne m'a rien dit avant ? Je deviens sourde, mais pas pour écouter les nouvelles de mes enfants. Des nouvelles de son enfant, on les écoute toujours avant même que les bouches ne s'ouvrent.

Et toi, l'orgueilleux, le vaniteux, le batailleur Tauil ? « Je vais au Brésil et

*je les ramènerai tous par la peau du cou. » Qui tu as ramené ?
Personne ! » (Farhat, 1987 : 72)*

Un leader de la mission presbytérienne de la région se plaignit que « la fièvre migratoire ne présente aucun indice de diminution. C'est même devenu une manie. Elle a enlevé de nos églises quelques-uns de nos membres les plus utiles ; plusieurs de nos professeurs sont inquiets. Un analphabète s'en va en Amérique et dans les six mois qui suivent il envoie un chèque de 300 ou 400 dollars, plus que ce que gagne un professeur ou un pasteur en deux ans. » (Knowlton, 1961 : 29)

L'intensité du désir de partir ne doit pas, cependant, déformer l'essentiel du processus migratoire. La majorité de ceux qui ont émigré ne l'a pas fait à la suite d'une décision individuelle, mais soutenu par la famille ou par un ensemble de compatriotes. Dans le cadre familial, la condition pour que certains émigrent était que les autres parents assument le travail de l'exploitation. De plus, le transfert massif d'argent ajouté au caractère initialement temporaire de cette émigration est loin de donner l'image d'un migrant aventurier irresponsable ne recherchant qu'un gain personnel. L'interprétation la plus fiable serait de considérer cette migration comme un mouvement d'individus tenus par des liens familiaux et travaillant pour assurer les priorités du groupe familial au pays. Que ce soit à travers leurs envois d'argent ou par l'établissement d'une vie familiale dans le nouveau monde, les migrants cherchaient à sortir leurs familles de situations économiques difficiles.

Les débuts

Malheureusement, il n'existe pas de statistiques sur la répartition des Syro-Libanais au Brésil au début du siècle. Ce que l'on sait, c'est que dans les premières années existait trois principaux centres d'attraction au Brésil : l'Amazonie, São Paulo et Rio de Janeiro.

Alors qu'arrivaient les premiers immigrants, l'Amazonie connaissait un boom du caoutchouc. Les colporteurs syriens ou libanais n'étaient pas seulement intéressés, comme les autres, par le caoutchouc, mais surtout par la vente de marchandises. En peu de temps, ils concentrèrent entre leurs mains le commerce du bassin amazonien. À partir des principaux centres où s'était implantée la colonie, comme celui près de l'église de Notre Dame des Remèdes de Manaus, ou encore à Belém, le colporteur se déplaçait en bateau, négociant avec les habitants.

Ce fut la phase de prolifération des fameux et historiques *regatões* (commerçants marchands) qui remontaient les rivières, remorqués par des *gaiolas*, sorte de grands bateaux, et s'engageaient dans un commerce dangereux, considéré comme illégal par les propriétaires des plantations de caoutchouc, désirant contrôler la production sur leur propriété. Le *regatão*, se dissimulant, marchandait directement avec les employés et faisait des affaires sous forme de troc. Type social et commercial surgissant des contingences de l'environnement, le *regatão* fut un défi permanent pour les navigateurs traditionnels et les propriétaires de caoutchouc qui avaient le monopole des rivières. Le *regatão* accomplissait de longs voyages, vendant à l'ouvrier des plantations de caoutchouc ses marchandises au comptant, et recevant en contrepartie du caoutchouc, l'échange se faisant toujours dans des endroits définis au préalable, connus des deux seules parties et jamais au port officiel de la propriété, où il aurait été facilement repéré.

De nombreux *regatões* étaient d'origine libanaise ou syrienne et exerçaient sur les populations, dispersées le long des principales rivières d'Amazonie, une véritable fascination, car ils apportaient des produits nouveaux et, en même temps, des nouvelles de la capitale. Ils parcouraient les rivières dans des bateaux de bois, couverts de paille ou de toile fermée sur les côtés par des morceaux de bois peint, et chargés de marchandises variées,

« depuis l'aiguille à coudre, l'hameçon, les bobines de fils de toutes les couleurs, les boutons, les bougies, l'eau de vie, les brodequins, les ligne de pêche, les éperviers, les boucles d'oreille, les bagues, les chaînes, les bracelets en métal, les chapeaux de paille, les pâtes, le cuir, les pantalons, les chemises, les caleçons, les balles de rifles, les fusils, les couteaux, les houes, les allumettes, les cigarettes de plusieurs marques, le savon en morceaux, les savonnets parfumés, les moustiquaires, les hamacs du Ceará, les réchauds, les éventails, les purgatifs à base de plantes, le sel de mer, le propocloreto de mercure, les guitares, les flûtes et un monde de marchandises, toutes de très mauvaise qualité. » (Andrade, 1985a : 49)

Avec le temps, plusieurs des colporteurs réussirent à s'établir dans différentes villes de l'Amazonie ou même, à la fin du cycle du caoutchouc, à créer leurs propres magasins de caoutchouc, en particulier dans l'État de l'Acre et sur les rivières des régions isolées (Andrade, 1985b ; Benchimol, 1985). Ainsi, de l'Acre au Pará, il n'y avait aucune ville où le commerce caractéristique des Libanais et des Syriens ne soit présent. Après la Première Guerre mondiale, la fin du cycle du caoutchouc détermina le départ de beaucoup de Syro-libanais pour São Paulo ou pour Rio, mais certains restèrent et construisirent un réseau commercial important pour la région, toujours actif de nos jours.

Les mines et les zones agricoles florissantes de l'État du Minas Gerais attirèrent aussi les immigrants. Ils s'établirent partout dans le Minas, jouant un rôle important dans le développement du commerce et de l'industrie. Dans plusieurs villages et villes, la quasi-totalité du commerce de détail était entre leurs mains. Certains, enrichis, achetèrent des terres et devinrent fermiers et éleveurs de bétail, d'autres investirent leur argent dans des machines pour traiter le coton, dans des épicerie ou dans des entreprises industrielles agricoles.

Un des parcours les plus intéressants est celui d'Elias Aun, né dans la petite ville côtière de Damour, proche de Beyrouth, en 1904. Ses parents élevaient des vers à soie et exportaient leur production. Avec l'accroissement de la concurrence, la famille décida d'émigrer aux États-Unis, mais à Marseille, le père n'obtint pas son visa pour avoir subi une opération chirurgicale à l'œil. Aun avait 9 ans quand il arriva au Brésil. Il vécut dans des bidonvilles à São Paulo, jusqu'au jour où un compatriote invita la famille à installer un bar à Ibirá, dans l'intérieur de l'État de São Paulo, pour y vendre de l'eau de vie. Peu à peu, il apprit la comptabilité et offrit alors ses services à ses compatriotes possédant épicerie et petits magasins. En même temps, il commença à s'intéresser à la photographie. En 1927 il épousa la fille d'un Italien.

Avec la crise de 1929, plusieurs commerçants firent faillite et Aun se trouva sans travail. Il décida, alors de déménager à Belo-Horizonte, capitale de la province du Minas Gerais, où la colonie libanaise et syrienne avait concentré ses affaires aux environs de la rue Caetés. Il travailla comme vendeur, puis il trouva un emploi dans une papeterie, où il devint responsable du laboratoire photographique. En 1936, il installa son magasin de photos au centre ville. Ses affaires prospérèrent et, soixante ans plus tard, en 1992, Kodak lui rendit hommage comme étant le plus ancien représentant travaillant encore ; Aun avait 92 ans.

Une caractéristique fondamentale de la colonie libanaise au Brésil est sa répartition sur tout le territoire national. Leur travail de colporteurs amenait les immigrants à construire leurs réseaux jusqu'aux contrées les plus lointaines, peu accessibles aux moyens de transports conventionnels. Les premiers Libanais, originaires des villes de Chiká, Djoune, Sarba, Barsa, Zouk Mickael, Daroun, Anfi et des autres villages des environs, arrivèrent au sud du pays en 1880. Certains débarquèrent à Montevideo et entrèrent au Brésil par voie terrestre. À Porto Alegre, les rues *General Andrade Neves* et *Voluntários da Pátria* étaient les préférées de la colonie, tant pour y commercer que pour y vivre. À Pelotas, durant le premier quart du XX^e siècle, Felipe Mechereffe eut un rôle essentiel pour toute la collectivité syro-libanaise. Sur toute la frontière du sud, ravagée dans les années vingt par la Révolution *Farroupilha*, ce Libanais devint une référence pour tous les vieux colporteurs ; ceux-ci se souviennent encore avec plaisir et vénération de cet homme toujours prêt à aider ses compatriotes qui affluaient de partout. Il a même abrité chez lui presque quarante colporteurs, leur prêtant des marchandises, plusieurs d'entre eux finissant par établir leur propre commerce en différentes villes de l'intérieur de l'État du Rio Grande do Sul.

Un autre point important de concentration était la ville de Rio de Janeiro, qui, jusqu'à 1960, fut le siège de la capitale fédérale et où la colonie s'était concentrée aux alentours des rues *da Alfândega*, *Senhor dos Passos* et *Buenos Aires*. De nombreux immigrants logèrent à l'Hôtel Boueri, un bâtiment de deux étages, Place de la République. Ils reçurent de leurs compatriotes toutes les informations nécessaires pour la commande d'une armoire ambulante. En général, ces caisses, équipées de ceintures en cuir qui s'attachaient au dos du vendeur mesuraient 2 mètres de hauteur et 1,20 m de largeur, mais il y en avait de plusieurs dimensions, selon la taille du colporteur.

Au cours des années, des Juifs, des Chinois, des Coréens etc... — en plus des Portugais établis à l'origine — s'installèrent aussi dans le même quartier, devenue le centre d'un commerce vigoureux et varié ; mélange de marchandises colorées, présentées avec différents accents. Plus récemment, au début des années soixante s'est créée l'association S.A.A.R.A. (Société des Amis des Alentours de la Rue *de Alfândega*), sigle devenu très populaire parmi les habitants de la ville. « *Le mélange ethnique fait vivre ensemble au S.A.A.R.A. une grande variété de religions. Les Syriens et les Libanais sont, en majorité, des chrétiens maronites ou grecs-orthodoxes et, dans une moindre proportion, des musulmans. Les Juifs ont déjà eu une synagogue dans la région qui, aujourd'hui, n'existe plus. Les Chinois se partagent entre bouddhistes et chrétiens.* » (Worcman, 1996)

La majorité des temples dans la région du S.A.A.R.A. est issue du catholicisme portugais dominant depuis l'époque coloniale, mais il est intéressant de noter comment les Libanais maronites ont redéfini la tradition d'une de ces églises, celle de Saint Gonçalo Garcia, construite en 1758. À partir de 1850, la paroisse plaça sous sa protection la confrérie de Saint-Georges, rendant plus populaire le culte de ce saint que celui de Saint-Gonçalo. L'église est devenue fameuse sous le nom d'Église de Saint Georges. Or, Saint-Georges, « *né à Cappadocia, est le saint d'un grand nombre d'immigrants libanais. Au S.A.A.R.A. il y avait beaucoup de magasins montrant avec ostentation son image décorée de fleurs et de rubans. Tous les ans, le 23 avril, la fête de Saint Georges est commémorée avec des coups de canons à l'aube et des messes durant toute la journée.* » (Worcman, 1996)

Dans d'autres capitales régionales, il y eut des concentrations similaires, bien que dans des proportions inférieures. Au fil des années, les Libanais, les Syriens et leurs descendants

s'insèrent à tous les niveaux de la structure commerciale de plusieurs villes du pays, cherchant à s'installer dans les zones centrales de la ville, souvent proche de la gare ou des marchés, afin de profiter de la clientèle de passage.

Les recensements de 1920 et de 1940 indiquent le nombre d'étrangers dans tout le pays, permettant, pour la première fois, de présenter la distribution régionale des Syriens et des Libanais au Brésil. Le premier recensement fit apparaître que presque 40 % des quelques 20 000 « Turcs asiatiques » du Brésil se trouvaient à São Paulo où ils représentaient la cinquième nationalité la plus nombreuse de l'État. Vingt ans plus tard, plus de la moitié du contingent national se trouvait dans cet État.

Tableau 1 : Libanais et Syriens dans les États du Brésil

État	1920		1940	
	Nombre	%	Nombre	%
São Paulo	19 285	38,4	23 948	49,3
Rio de Janeiro (District Fédéral)	9 321	18,5	9 051	18,6
Minas Gerais	8 684	17,3	5 902	12,1
Autres États	12 956	25,8	9 713	20,0
Brésil	50 246	100,0	48 614	100,0

Source : Recensements du Brésil, 1920 et 1940

En 1934, un recensement réalisé à São Paulo mit en évidence que plus d'un tiers de ceux qui vivaient dans l'État habitait la capitale. La rue *25 de Março*, près du marché, qui depuis le début du siècle était la localisation pionnière du commerce de tissus et de la mercerie dans la capitale, attira l'attention d'un observateur comme un endroit « où la cacahuète grillée est remplacée par la graine de citrouille, où le quibe, sous toutes ses formes, surpasse le typique plat brésilien de haricots avec du riz ... L'ambiance est franchement syrienne. Il y a des libraires qui vendent seulement des livres écrits en arabe. On écoute constamment de la musique typique et des chansons plaintives et sentimentales chantées par les meilleures voix de l'Orient. Dans les pâtisseries et dans les cafés, les radios, en général, sont branchées sur les stations qui transmettent de la musique arabe et les clients parlent plus en langue étrangère que dans la langue du pays » (Araujo, 1940 : 231).

À mesure que le siècle avançait, l'image « d'hommes voués au commerce » se fixait. Ils étaient devenus experts dans certains secteurs qui, à l'époque, étaient importants, ayant compris que l'origine des affaires consistait à attirer la consommation populaire. Des auteurs comme Diegues Jr. ont affirmé que « quand un turc arrive dans une rue et s'installe pour développer une activité commerciale, tout de suite, elle se transforme ; elle gagne de nouvelles couleurs, des couleurs ethniques (...) Les vitrines de quincailleries, les chemises pendues, les savonnets attachés par des cordes, les cartables, les jouets d'enfants, enfin, la variété de coloris, d'objets exposés donnent tout de suite à la rue son caractère syrien » (Diegues Jr., 1966 : 82).

Cette histoire, riche en drames personnels, mais, en général bien réussie, débute avec la singulière image du colporteur⁵.

Curieusement, dans leur pays d'origine, cette vocation pour le commerce n'était pas si prononcée : la majorité des Syriens et des Libanais qui sont arrivés au Brésil au début de la vague migratoire était des agriculteurs de petites propriétés familiales, ou, dans certains cas,

des artisans (Knowlton, 1961 ; Tannous, 1942). Il y a des informations raisonnablement fondées, assurant que le métier de colporteur était plus fréquemment exercé dans leur région d'origine par des Grecs, des Arméniens et des Juifs (Miller, 1981).

Pourquoi, alors, l'immigrant est-il devenu colporteur ? L'élément fondamental pour comprendre l'insertion professionnelle dans sa nouvelle patrie réside dans le contraste entre les caractéristiques de la structure agraire dans le pays d'origine et celles du Brésil. Généralement issus de familles propriétaires de petits lopins de terre, ces immigrants se retrouvèrent, surtout à São Paulo, confrontés à un système de grandes propriétés. Face à une structure agraire concentrée, ils auraient dû travailler comme salariés pendant au moins une génération pour pouvoir acheter une terre qui les maintienne dans leurs activités d'origine. Dans les premières phases de l'immigration, certains sont allés travailler dans des fermes, mais sont partis au bout de quelques mois pour les villes proches, découragés par le traitement reçu et par l'absence de perspectives d'améliorer leur existence. Ces témoignages ont contribué à éloigner les autres immigrants de l'agriculture (Knowlton, 1961).

Durant la période 1908-1939, les données relatives à la profession des immigrants recensés à leur arrivée au Port de Santos indiquent que seulement 18 % de Libanais et de Syriens se présentaient comme agriculteurs, probablement en raison de leur intention de travailler dans le commerce et de l'insertion préalable de membres de leurs familles ou de compatriotes.

Célibataires et souvent déterminés à rentrer dans leur pays d'origine après avoir épargné durant quelques années un capital destiné à leur donner de meilleures conditions de vie, les immigrants n'hésitèrent pas, dans leur grande majorité, à choisir une activité qui leur permettait de travailler pour eux-mêmes, échappant ainsi aux difficiles conditions de vie des salariés agricoles ou des ouvriers. Comme, en général, ils arrivaient sans aucun capital, l'activité la plus facilement envisagée était celle de colporteur, afin « *de ne pas s'assujettir à des occupations serviles* » (Kurban, 1933).

Cette vocation commerciale n'est pas le fait d'une simple insertion en milieu urbain : en premier lieu, la zone rurale a représenté la base des activités de colportage et, en deuxième lieu, ces immigrants n'ont pas, en dehors du commerce, exercé d'autres occupations typiquement urbaines (Ellis Jr., 1934). Deffontaines a observé que, depuis la fin du siècle dernier, « *le domaine de travail des colporteurs s'est agrandi considérablement car ils représentaient, pour les ouvriers agricoles une heureuse concurrence au magasin du patron* » (Deffontaines, 1936 : 27).

Les colporteurs pénétrèrent dans les campagnes, parcoururent les fermes où ils étaient bien reçus par les agriculteurs qui préféraient commercer avec eux car les conditions de paiement étaient bien plus acceptables, et les achats faits en dehors du magasin du « patron » les rendaient moins dépendants. De ce fait, la population rurale constitua un important marché. La dispersion des Libanais et des Syriens sur tout le territoire national explique l'établissement de plusieurs familles dans de petits villages éparpillés de l'intérieur brésilien. Ils s'enracinèrent dans presque toutes les régions du pays.

L'activité de colporteur offrait plusieurs avantages, mais surtout elle n'exigeait pas d'habiletés spécifiques ou d'investissements. Ils commençaient en portant les paniers et les énormes valises de ceux qui étaient déjà du métier et après avoir acquis quelques rudiments linguistiques, ils partaient seuls. Il y avait toujours la possibilité de remplir un plateau ou une valise de quincailleries variées et de les vendre dans les quartiers de la capitale, à l'intérieur

du pays, ou dans les campagnes avides de nouveautés commerciales. Mais cette facilité d'installation ne doit pas masquer la dureté, la pénibilité du travail.

« Tôt le matin, les colporteurs sortaient, parcourant les rues, cherchant les maisons, supportant la chaleur, le froid et la pluie, apportant le pain et achetant n'importe quoi, de préférence du fromage et des bananes, pour l'unique repas du jour. Le soir, ils revenaient avec le gain du jour, très fatigués et faisaient les comptes avec le patron. Les bénéfiques journaliers étaient chaque jour crédités au vendeur et c'est de cette manière que plusieurs ont formé leur capital initial pour devenir, à leur tour, commerçants et grossistes. Si les ventes au centre de la ville diminuaient, ils allaient en banlieue, s'éloignant graduellement, jusqu'à arriver dans les villages et les fermes des régions de l'intérieur du pays, toujours en vagues croissantes. Il y eut des colporteurs entreprenant des voyages en portant sur leur dos des caisses de quatre-vingts à cent kilos et qui épuisaient leur stock entre l'allée et le retour entre deux capitales. Au fur et à mesure que les affaires prospéraient, ils louaient des porteurs et, plus tard achetaient des ânes. » (Duoun, 1944 : 94).

De toute façon, cette activité était un bon début sur cette nouvelle terre. Le plus important était qu'après quelques années de dur labeur, il leur était possible d'accumuler un capital, ce qui n'était pas le cas des agriculteurs ou des ouvriers de l'époque. Le chômage, par exemple, une de leurs craintes en émigrant, ne les a jamais menacés. Les colporteurs, bien que plus « libres » et « éloignés » du tissu économique et social, n'ont jamais connu de limites à leur ascension sociale comme les ouvriers agricoles ou de l'industrie. Ils avaient devant eux un horizon ouvert .

Les colporteurs travaillaient, en général, pour des compatriotes bien établis qui leur prêtaient les marchandises. Le paiement pouvait donc avoir lieu après la vente d'une partie des produits. Le fournisseur était souvent un commerçant qui avait lui-même été colporteur et qui avait réussi à ouvrir son magasin. Il possédait une grande expérience du travail ce qui, d'une certaine façon, facilitait leurs rapports. Le colporteur pouvait aussi être quelqu'un de la famille, ce qui resserrait plus encore ces liens.

Travaillant avec ténacité et dépensant le moins possible pour survivre, les colporteurs étaient presque certains d'acquiescer un capital ; et, au moins jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, nombreux furent ceux qui ont dû faire un tel calcul, rêvant d'un retour réussi dans leur pays d'origine. Certains sont rentrés chez eux. Mais la majorité d'entre eux, arrivés célibataires, et rentrés après avoir gagné de l'argent, comparèrent les possibilités offertes par le Brésil et celles du pays natal, puis choisirent de constituer une famille et d'émigrer à nouveau. D'où l'habitude très commune entre pionniers de retourner dans la terre d'origine pour s'y marier.

[L'affirmation comme commerçants](#)

À São Paulo en 1885, un groupe de colporteurs travaillait sur la place du marché. Célibataires et pauvres, ils habitaient dans des pensions ou des logements bon marché ou dans des sous-sols de vieux bâtiments (Araujo, 1940). Les immigrants « *travaillaient d'abord comme*

assistant, transportant de lourdes caisses en bois pleines d'articles de mercerie sur leurs dos ; ces caisses mesuraient quarante par cinquante par quatre-vingts centimètres ; le propriétaire de l'affaire portait un panier plein d'articles de mercerie et, dans l'autre main, une crécelle qui annonçait sa présence, en produisant un son caractéristique et pénétrant » (Greiber et alii, 1999 : 81).

Le développement de la colonie libanaise et syrienne dans la rue *25 de Março* résidait dans le fait que les pionniers s'y étaient installés d'abord, suivis par les familles et les amis qui arrivaient. En général les immigrants se dirigeaient vers cet endroit, ce qui leur permettait de trouver des compatriotes pouvant les aider. Petit à petit une importante colonie se développa autour du marché.

Dans les années quatre-vingts, plusieurs activités économiques à l'initiative des immigrants se développèrent : les Portugais se spécialisèrent dans la vente de produits agricoles, de mercerie et de tissus ; les Allemands dans celle des machines et instruments métalliques ; les Italiens dans les blanchisseries, boulangeries, salons de coiffure et ateliers de couture ainsi que dans la vente de matériel de construction.

Dans l'almanach de 1893, on trouvera les références de ces commerces tenus par des Libanais ou des Syriens (six merceries et une épicerie). Knowlton considère qu'à cette époque, plus de 90 % des colporteurs de la ville de São Paulo appartenaient à ce groupe. Ils avaient réussi à supplanter les colporteurs italiens. En 1901, on recensait plus de 500 établissements appartenant à des Libanais ou des Syriens. Les registres des impôts du commerce de 1907 indiquent que sur les 315 entreprises syriennes ou libanaises de São Paulo, 219 étaient des magasins de tissu au détail ou des magasins de tissu et mercerie (Knowlton, 1961).

Durant les années vingt, ils commencèrent à occuper des positions plus favorables dans le commerce en gros de tissu, les merceries et l'industrie de la confection grâce aux marchés conquis pendant la guerre, lors de la suspension des importations. Dans ce secteur, le commerce était aussi dominé par les entreprises portugaises. Les registres des impôts de 1907 indiquaient onze magasins de tissu en gros appartenant à des Libanais, nombre sûrement inférieur à la réalité mais dû à l'omission de déclaration, pratique alors très répandue. À mesure que les affaires de la colonie se multipliaient avec de nouveaux magasins de détail, quelques importantes entreprises de vente en gros s'installèrent au centre ville pour les approvisionner. Le recensement de 1920 confirme que parmi les 91 établissements industriels libanais et syriens enregistrés, 65 se trouvaient dans le secteur de la confection, 12 dans le secteur textile et 8 d'entre eux dans la branche des mailles et chaussettes. Ceux qui choisirent cette voie ne le regrettèrent pas. Les années vingt se montrèrent exubérantes pour l'industrie textile au Brésil. Après la guerre, les importations de machines furent importantes, grâce notamment à des conditions de paiement facilitées par les fabricants anglais avides de reconstituer leurs flux commerciaux (Stein, 1979).

La crise de la fin des années vingt obligea plusieurs commerçants à repartir à zéro. Comme les entrepreneurs syro-libanais prenaient des risques maximum, un grand nombre fit faillite. Cependant, bien que des fortunes aient été perdues du jour au lendemain, les membres de la colonie conservèrent leur rang économique. En 1934, parmi les groupes d'immigrants les plus importants de São Paulo, les Libanais et Syriens furent ceux, en moyenne, dont les entreprises se comportèrent le mieux (Estatística, 1934).

Durant trente ou quarante ans, les Syriens et les Libanais consolidèrent leurs affaires, créant

un monopole du commerce de tissu au détail et de la petite industrie, occupant la position la plus importante dans le commerce en gros. Leurs investissements représentent la moitié du capital placé dans l'industrie textile de São Paulo durant les années quarante. Il est aussi significatif que, comme l'a montré José Carlos Durand (1985), le capital syrien et libanais se soit transféré du commerce de détail au commerce en gros, surtout dans l'industrie. Il est évident que la colonie affermit ainsi son pouvoir économique, s'intéressant maintenant à des positions plus importantes dans les secteurs commerciaux et industriels. Ainsi s'établit un secteur totalement intégré verticalement, où industriels et vendeurs en gros répondaient aux nécessités d'un grand réseau de vendeurs de détail et de colporteurs, tous de la même origine.

Éléments d'une trajectoire réussie

Un bilan de l'histoire de la réussite de la colonie syrienne et libanaise, en ce qui concerne son ascension économique, ne peut oublier de souligner trois éléments importants.

Premièrement, les Libanais et les Syriens présentaient un profil de distribution spatiale singulier. À la différence des autres groupes, ils réunissaient simultanément deux caractéristiques : ils étaient bien répartis dans les différentes régions du territoire brésilien et, en même temps, très présents dans les zones urbaines. Cette conjonction unique est caractéristique de cette colonie qui détenait des commerces dans tout le Brésil, ce qui faisait dire que « on trouvait un *Turc* avec un petit commerce même dans les plus petits villages » (Curban, 1991).

Le deuxième élément concerne les rapports de complémentarité et d'entraide établis au sein de la colonie. Ceux-ci se manifestèrent dans un grand nombre de comportements, allant de l'accueil des nouveaux arrivants, aux relations établies entre industriels et grands commerçants. Entre les deux, on retrouve un ensemble de mécanismes facilitant le crédit, la fourniture de marchandises, ce qui, sur toute la chaîne commerciale, forma une base importante de ces activités économiques. Bien que leurs établissements soient concurrents, il est certain que les entrepreneurs syriens et libanais bénéficièrent des effets de cette concentration. Au début, la concurrence avec d'autres nationalités avait été dure et dénuée de toute confiance dans les affaires (Safady, 1949). Entre membres du groupe, les conflits pouvaient être résolus par un ami ou encore par les chefs ou patriarches de la colonie. De plus, travaillant dans une époque de création d'un marché de travail urbain, alimenté aussi bien par les populations de la campagne que par celles qui avaient quitté les villes ouvrières fermées des grandes entreprises, tous ceux qui cherchèrent à s'installer soit comme colporteur, soit comme commerçant, trouvèrent un espace.

Enfin, il faut souligner le processus continu de ré-alimentation favorisé par l'arrivée de parents et compatriotes. Il n'existe pas au Brésil de données précises à ce sujet, mais tout indique que cet effet de « chaîne » fut caractéristique des immigrants syriens et libanais. Sans cela, ils se seraient probablement limités à la capacité de travail du noyau familial. Cet effet de chaîne leur a permis de se différencier et de donner à leurs compatriotes, déjà longuement établis, la possibilité d'atteindre des positions stratégiques dans le commerce en gros ou dans l'industrie liée à ce secteur. Ainsi, s'édifièrent de grandes fortunes.

La plupart des immigrants ne sont pas arrivés seuls et abandonnés. Ils avaient pris la décision d'immigrer à la suite d'informations raisonnablement précises sur les lieux d'accueil, la façon de trouver un travail et surtout le genre de travail qu'offrait cette nouvelle société. Dès le

début, ils avaient une notion très claire du contexte, transmise par ceux qui les avaient précédés : où il fallait commencer, le créneau où l'on pouvait s'établir avec succès, les réseaux de compatriotes ; tout cela permettait d'aider le nouvel arrivant à s'intégrer dans la société en lui donnant un emploi, une formation. Afin d'attirer une nouvelle clientèle, et en raison des caractéristiques de leurs affaires, les Libanais et les Syriens voulant s'implanter devaient faire preuve d'une grande sociabilité, établir des contacts durables avec ceux qui vivaient dans la même rue, le même quartier, le même village.

Par ailleurs, en plus des liens de concitoyenneté, les rapports familiaux étaient très denses à l'intérieur de la colonie. Entre les Libanais et les Syriens, l'économie familiale s'est maintenue et développée car du travail de toute la famille dépendait la réussite des affaires. Organiser la famille fut l'objectif de ces immigrants pour s'installer dans cette nouvelle société.

« Souvent un colporteur syrien ou libanais de la rue 25 de Marçó repérait une rue ou une place qui semblait particulièrement favorable aux affaires. Au fil des jours, les gens du voisinage commençaient à le connaître comme le colporteur qui passait tous les jours devant leur porte et ils lui accordaient leur préférence. Après avoir beaucoup épargné, le colporteur cherchait une boutique disponible dans un bon endroit, près de ses clients et installait une petite mercerie qui vendait aussi des tissus et des vêtements. Il agrandissait son magasin au fur et mesure de ses gains et faisait venir sa famille et des compatriotes. Plusieurs ont fait cela. Ils accumulaient un capital et, à leur tour, installaient leur propre affaire dans la même zone. Avec le temps, chaque district et quartier de São Paulo parvint à avoir un noyau de Libanais ou de Syriens originaires du même village ou de la même ville. » (Knowlton, 1961 : 118)

Deffontaines (1936 : 29) avait déjà observé que « le commerce de colporteurs représentait un progrès significatif pour une économie essentiellement fermée. Avec leur esprit commerçant, ils créèrent une grande affaire et participèrent activement à la naissance de la grande industrie. » Des années plus tard, Knowlton (1961 : 138) sera impressionné par ces qualités commerciales. « Ils n'avaient pas de prix fixe, ils vendaient au prix qu'ils croyaient juste et ils vivaient avec très peu de moyens. Si le client n'avait pas d'argent pour payer, le colporteur acceptait en troc du caoutchouc, du bétail, du café, de l'or ou n'importe quel autre produit. Les Libanais étaient aussi disposés à accorder un crédit durant un an. Grâce à leur flexibilité et à leur acceptation du risque, ils n'avaient pas de concurrents parmi les autres catégories d'immigrants ».

Ellis Jr. (1934 : 198) ajoute que « le Syrien ne mit pas longtemps à surpasser le Portugais urbain avec son commerce de quincaillerie ; le Portugais travailleur et honnête, mais traditionaliste, conservateur et ennemi du progrès ». Knowlton (1961 : 137) a constaté que les Syro-Libanais réussirent à expulser les Italiens (en majorité Calabrais) du métier de colporteur de tissu et de mercerie, en adoptant le système de vente à crédit et de troc. Au début du siècle, ces Italiens tentèrent de convaincre leurs fournisseurs de boycotter les colporteurs libanais. Mais cette tentative échoua.

Les Libanais et les Syriens entreprirent, en pionniers, une véritable révolution des pratiques commerciales ; ils donnèrent un nouveau souffle au commerce, redéfinirent les conditions de réalisation des profits pour tout le secteur en adoptant une politique de ventes à crédit, en

cherchant une compensation à la réduction de leur marge unitaire par l'augmentation des ventes et par une plus grande rotation des stocks, en inaugurant les soldes, en réinvestissant leurs gains dans leur propre affaire et, enfin, en accordant plus d'attention aux besoins et aux conditions des consommateurs. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer qu'ils sont au Brésil les « inventeurs » du commerce populaire.

L'histoire des Libanais et des Syriens souligne que ces immigrants ont mis en place des réseaux d'emplois, des établissements réalisant des affaires préférentielles entre compatriotes et membres de la famille, et se sont constitués, dans tout le Brésil, de vrais fiefs. À la longue, plusieurs ont délaissé la condition de colporteur ou de petit commerçant pour prendre la tête d'entreprises industrielles ou de réseaux de distribution en gros. Mais, quel que soit leur ascension sociale ou leurs origines, ils doivent se rappeler des opportunités antérieures, rendues possibles grâce à la collaboration de la famille, des relations de parenté et de concitoyenneté offertes par la colonie et mobilisées en faveur des réussites individuelles.

Identités et images

L'évolution de l'image attribuée à la colonie constitue, sans doute, un des thèmes intéressants de l'histoire des Libanais, des Syriens et de leurs descendants au Brésil. De leur point de vue, les Brésiliens étaient considérés comme indolents, peu travailleurs et, pour ces raisons, les mariages mixtes devaient être évités. De plus, les contrôleurs fiscaux, ennemis par excellence des colporteurs, étaient tous Brésiliens.

Aux yeux de la société brésilienne, tout le groupe était associé, avant tout, à l'image du commerçant. Des années de colportage, la manière particulière de marchander pour réaliser des affaires, son aspect et le fort accent caractéristique fixèrent un stéréotype définissant la façon dont ils gagnaient leur vie. *« Par les voies publiques, transportant, comme des bœufs, au soleil, transpirants et lents, la cantine pleine de quincailleries ou portant en bandoulière, comme les plats d'une balance, des paniers avec des légumes ou des fruits, ils partent, collaborateurs forcés de notre progrès, déclamant avec les difficultés de la langue, leur attirante marchandise. On les voit, — tête ovale, regard pénétrant et subtil, moustaches longues et noires, mains et bras pleins de tatouages machiavéliques, — derrière le comptoir du magasin, exhalant l'odeur d'empois de tissu neuf, insister auprès du client, tenant le mètre, pendant les « bachinchas » pour, deux heures après, vendre pour 1,350 \$ le mètre de tissu, dont il avait demandé au départ 5 \$; la négociation avait été lente, en dose homéopathique, avec des grimaces, des plaisanteries, des justifications interminables. Les affaires sont, pour eux, à la mesure de la patience ou de la bonne humeur du client »* (Moura, 1954 : 138).

Déjà, pendant les premières décennies du XX^e siècle, on trouve les principaux éléments qui composeront l'image la plus commune et la plus populaire des Syriens et des Libanais : l'aspect et la langue caractéristiques, l'identification avec le colportage et la façon particulière de marchander pour réaliser une affaire. Il est compréhensible qu'en se consacrant en nombre à une activité définitivement liée au commerce de biens de consommation, les Syriens et les Libanais aient pour cela reçu une marque, une appréciation fixant leur image dans la société. À cette image s'est apposée une désignation : *turcs*.

Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, presque tous les immigrants de la colonie sont venus au Brésil avec un passeport turc, ce qui, à leur grand déplaisir, les identifiait à leur

dominateur. Le phénomène n'était pas uniquement restreint au Brésil : en Argentine (et les autres pays d'Amérique Latine), Syriens et Libanais furent et sont encore couramment appelés « turcs ». C'est un motif de plaintes courant et un sujet dont traite la quasi-totalité des livres écrits par la colonie.

Au qualificatif de « turc » employé amicalement ou péjorativement, fut associée aussi la capacité de négociateur n'importe quelle affaire. Hajjar (1985) dit que l'expression la plus douloureuse pour les Arabes au Brésil était « turc à crédit », qui figurait même dans les dictionnaires. Plus tard, ce surnom sera étendu aux Juifs, qui étaient aussi colporteurs (Lesser, 1989). Une image si clairement définie a contribué à ce que la dénomination de « turc » les accompagne jusqu'à aujourd'hui et soit toujours utilisée pour les désigner.

Dans le roman « Gabriela Cravo e Canela », de Jorge Amado (1975), le plus grand écrivain brésilien contemporain, un des protagonistes s'appelle Nacib⁶.

« Plusieurs le traitaient d'Arabe et de Turc, c'est vrai. Plus exactement ses meilleurs amis et ils le faisaient d'une façon affectueuse et dans l'intimité. Il n'aimait pas qu'on l'appelle le Turc; il chassait irrité ce surnom, parfois il arrivait à se fâcher :
– Turc, c'est ta mère !
– Mais Nacib...
– Tout ce que tu veux, sauf Turc. Brésilien — il tapait avec sa main énorme sur sa poitrine pleine de poils — fils de Syrien, par la grâce de Dieu.
– Arabe, Turc, Syrien c'est tout la même chose.
– La même chose, cocu ! C'est de l'ignorance de ta part. C'est ne pas connaître l'histoire et la géographie. Les Turcs sont des bandits, la race la plus infortunée qui existe. Il n'y a pas d'insulte plus grave pour un Syrien que d'être appelé de Turc.
– Voyons, Nacib, ne te fâches pas. Je n'ai pas voulu t'offenser. C'est que ces choses de l'étranger pour nous c'est tout pareil... »

Comme dans l'histoire de Nacib, le reste de la société brésilienne n'avait pas de critères pour distinguer Libanais et Syriens et leurs origines. Ils furent rassemblés dans une catégorie moins précise et plus générale. Aux yeux d'une personne extérieure à la colonie, les identités des villages et des provinces d'origine, si importantes pour chacune des deux collectivités, n'existaient pas.

À l'image familiale de commerçant s'en superposèrent d'autres : les Turcs se mélangeaient très peu, parlaient une langue incompréhensible et se mariaient entre eux, faisant venir souvent leur future épouse de leur pays d'origine.

De plus, il est certain que se consacrer au commerce — une activité qui, en général, éveille le soupçon de gains faciles — provoque la formation de préjugés. Pour le client, cependant, la commodité offerte par le fait d'acheter des marchandises à sa porte, soit en ville soit en zone rurale, de payer avec des délais, surmonta toutes les appréciations négatives. Les plaintes et les plus grands préjugés par rapport aux *Turcs* vinrent surtout de ceux qui en ont subi la concurrence, les commerçants d'autres nationalités établis dans des magasins relayés par les autorités locales. Ainsi, dans l'État de São Paulo, un membre de la municipalité de São Carlos, lors d'une séance du conseil, soulignait avec une verve enflammée le fait que :

« ... aucun des Turcs arrivés au Brésil n'avait tenu la houe pour laisser dix pieds de café plantés pour le bien du pays. Qu'est-ce qu'il fallait

attendre alors de l'immigration turque ? ... Le travail de ces pantalons larges est seulement de marchander, payant 10 000 \$ le permis de vendre des marchandises de toutes sortes (comme commerçants), trompant les heureux idiots dans la valeur des billets, en rendant la monnaie et après avoir gagné beaucoup d'argent, quittant le Brésil sans laisser aucun gain, parce qu'ils ne mangent même pas, et cet argent ne revient plus par ici parce que le Brésil n'a pas de commerce avec la Turquie, ni avec le sultan, ni avec ses quatre cents épouses » Damiano, 1996 : 26).

Bien que des actes d'accusation de ce genre aient été fréquents, ils ne bloquèrent en aucun cas l'ascension économique de la colonie. Pour la société locale et pour les autres groupes, il y avait une identification et une image très claire associées aux Libanais, aux Syriens et à leurs descendants. Pour la colonie, cible de cette identité si marquante, difficile à oublier, la solution fut de transformer cette caractéristique en qualité positive, en différence légitime.

C'est exactement dans ce sens que le colporteur représenta une sorte de mythe fondateur de ce groupe et fut rendu célèbre en prose et en vers par les intellectuels de la colonie (Safady, s/d ; Féres, 1970). En effet, le personnage du colporteur a constitué la seule base possible d'identité collective d'une colonie fragmentée entre différentes religions et régions d'origine. Plus que cela, des qualités comme celles le qualifiant de travailleur, frugal et persévérant furent, de façon insistante, réaffirmées et montrées comme des exemples de conduite. Sa capacité d'adaptation impressionna et fut à l'origine d'histoires où la fable et la réalité se confondaient, comme l'épisode raconté par Bastani (1945) dans son livre « *Memórias de um mascate* ». L'auteur raconte l'histoire du Libanais Kalil, que son compagnon Miguel croyait mort, est qui fut retrouvé douze ans après chef d'une tribu d'indiens en Amazonie.

Différences et intégration

Si, aux yeux de la société brésilienne, il y avait des raisons de considérer les Libanais et les Syriens comme un groupe uniforme, une analyse plus attentive met en valeur son caractère stratifié, composé de fractions possédant, en général, des ressources et des aptitudes différentes, ainsi que des orientations divergentes. Une complexe hiérarchie de statut et de pouvoir s'établit lentement au sein de la colonie ; elle résulta non seulement de filiations religieuses, d'origines géographiques et de situations politiques survenues dans leur terre d'origine, mais, surtout, de performances économiques différentes entre familles dans la nouvelle société. Le capital accumulé était essentiellement fonction de l'ancienneté d'arrivée au Brésil. Les grandes fortunes commerciales et industrielles de la colonie durant les années quarante et cinquante furent édifiées par les familles qui commencèrent, en premier lieu, à parcourir le chemin de colporteur, vendeur au détail, puis vendeur en gros et industriel. Parmi les Libanais, ce sera le cas de la famille Jafet.

Les lieux d'habitation des membres de la colonie constituèrent peut-être l'indice le plus visible des différences ; pour l'immigrant récemment arrivé, le logement typique était l'habitation commune des pauvres. Pour celui qui avait déjà installé un magasin, la participation de la famille dans l'affaire exigeait qu'elle vive dans le même immeuble, soit à l'étage supérieur soit derrière le magasin. Quelques années plus tard, les familles les plus prospères déménagèrent pour habiter d'autres quartiers (Toledo, 1987 ; Barro et Bacelli s/d ; Knowlton, 1961).

La fin de la Première Guerre mondiale donna un nouvel essor à l'immigration et le parcours typique des immigrants de cette colonie soit comme colporteurs, soit comme petits vendeurs au détail repris. Les pionniers, certains possédant d'énormes fortunes, leur montraient le chemin, commencé vingt ou trente ans auparavant, qui les avaient menés au succès. Pour les nouveaux arrivants, le problème était précisément ce déphasage dans le temps qui se manifestait par un nombre moins important d'occasions et par une compétition plus forte, au sein de leur propre groupe mais aussi en dehors (en particulier avec les Juifs).

La grande majorité de ceux, arrivés à cette date, n'accédera jamais à la condition de petit propriétaire d'un magasin. Immigrer en Amérique et y faire fortune ne fut qu'un rêve pour ces derniers arrivés. Pour ceux qui, en général, avaient une famille ou des compatriotes établis depuis longtemps, il était encore possible d'accéder à une certaine prospérité. Mais la plupart durent partir faire fortune dans des endroits éloignés des centres des villes ou des capitales, construisant la réputation et la popularité des « Turcs » dans tout le Brésil.

« Miguel Jorge descendit à ce port dont le nom est si long : Santa Maria de Belém do Grão Pará. Tout de suite on l'avisa : « Ici, il y a déjà suffisamment de "Turcs" (...) Après plus de vingt jours, il est arrivé dans une autre ville, un peu plus grande, Manaus. Et, de nouveau, il a vu qu'il y avait un surplus de compatriotes, quelques uns travaillant pour d'autres, plus prospères. Alors, on lui donna quelques marchandises, on lui apprit les noms, les prix et on lui enseigna la direction à suivre : « Vas de ce côté, en amont. Toujours en amont. Entre là et, de là, va vers une autre rivière. Tu regardes les rives, tu regardes les gens, si tu en vois un qui n'est pas nu, c'est un client. Quand la personne n'a pas d'argent tu fais du troc. Si c'est du caoutchouc, tu le coupes en quatre, pour être sûr qu'il n'y ait pas de bois dedans. Quand tu peux, reviens pour payer ce que tu as emporté. » (Farhat, 1987 : 54)

En plus des décalages de revenus les différences internes à la colonie se manifestèrent dans les associations d'entraide, notamment les associations religieuses. Les premiers responsables de la colonie bénéficièrent de la reconnaissance de leur communauté car ils établirent et financèrent des institutions mutuelles ou religieuses. Ironiquement, cependant, à mesure que ces organisations s'institutionnalisèrent, les notions de statut et de pouvoir s'établirent entre les membres de la communauté. Les figures les plus en vue rivalisèrent de prestige par le biais de ces associations, les finançant avec générosité, leur donnant ainsi les moyens de fonctionner.

Les Libanais et les Syriens constituaient un groupe bien défini par des identités ethniques, religieuses et régionales ; les critères et les raisons justifiant la création de ces institutions, en général, tenaient compte d'une de ces dimensions, présentes dans la plupart des institutions fondées par la colonie. L'insertion ethnique, religieuse et régionale si décisive dans leur pays natal, ne permettrait pas, lors de l'arrivée au Brésil, d'oublier les tensions antérieures. La compétition entre les responsables mobilisait des références importantes et décisives en termes d'identités, et elle finit par conditionner la sociabilité de la colonie, en particulier autour d'innombrables associations de bienfaisance, écoles, clubs, entités philanthropiques, journaux qui, rivalisant, se multiplièrent.

Au fil du temps, la tendance générale de ces organisations fut de constituer un groupe d'associés, défini davantage par leurs filiations de classe que par leurs origines communes. Plusieurs clubs existent encore aujourd'hui et ne maintiennent pas de critères rigides de filiation. Alors que dans les années trente, le nombre des immigrants diminuait, une part

importante de ces associations, qui se consacraient surtout à assister des nouveaux arrivants, n'eut pas de problèmes à se transformer en entités à des fins sociales et culturelles ou en clubs et cercles dépassant ainsi les premiers objectifs. Ces associations réduirent leurs aspects mutualistes et se tournèrent vers la classe moyenne où prédominaient les compétitions sportives, les bals de débutants et les soirées littéraires.

Pour les nouveaux riches de la colonie et leurs descendants de la première et de la deuxième génération, les clubs furent le lieu des mariages par excellence. Le schéma « rentrer au pays d'origine pour se marier / se marier avec un cousin / se marier au club », associé à des générations successives révèle que, pour les riches, un mariage avec un Brésilien ou un autre étranger fut plus lent à se réaliser que pour le reste de la colonie. C'est seulement à partir de la troisième génération que l'intégration se fit d'une façon exemplaire.

L'incorporation de la cuisine arabe à la cuisine nationale illustre la forte interaction entre les deux cultures. Il s'agit d'un phénomène singulier, qui a atteint des proportions beaucoup plus importantes que dans n'importe quel autre pays accueillant des contingents d'immigrants libanais, comme les États-Unis ou l'Argentine. Bien que plusieurs fois modifiées, certaines recettes très répandues par les immigrants font parties aujourd'hui de la cuisine brésilienne, comme le *quibe*, la *esfiha*, le taboulé, le yaourt, le *babaganouche*, le pain syrien et les lentilles. De plus, des restaurants spécialisés en cuisine arabe (ou inspirés de la cuisine arabe) prolifèrent dans tout le Brésil et il n'existe pas de guide gastronomique sans une section correspondante ni un *shopping center* sans un restaurant arabe.

Médecins et hommes politiques

Le comptoir commercial était loin de représenter le point final de la trajectoire d'ascension socio-économique. Parallèlement à l'expansion de leurs affaires dans les secteurs commerciaux et industriels, l'entrée des descendants de Libanais et de Syriens dans les professions libérales (droit, médecine et génie civil) constitua une alternative poursuivie avec succès par d'importantes fractions de la colonie. À São Paulo, une enquête faite parmi les élèves d'origine étrangère ayant terminé leurs études à la Faculté de Droit, de Médecine et de l'École Polytechnique entre 1880 et 1950 confirma l'entrée importante, à partir des années trente, de descendants de Libanais et Syriens dans ces écoles formant l'élite des membres des professions libérales (Truzzi, 1992). En effet, la rapidité de l'ascension économique a rendu possible l'envoi dans des écoles de haut niveau des enfants d'immigrants. D'après des enquêtes réalisées dans les écoles, le nombre de futurs diplômés, dont les parents commencèrent comme colporteurs, est remarquable. La réussite commerciale de leurs parents leur a permis de s'intégrer dans le secteur des professions libérales, en pleine formation dans les années trente. Certes, toute la communauté ne bénéficia pas de cette possibilité, mais certains surent mieux profiter que d'autres de cette opportunité. Plusieurs immigrants ne voulaient pas que leurs enfants connaissent les difficultés d'une activité dont le début avait été si dur et les voir avec un diplôme d'enseignement supérieur représentait une compensation à une vie de sacrifices.

La trajectoire des familles de ceux qui obtinrent leur diplôme universitaire dans des écoles d'élites donne lieu à un ensemble varié d'histoires intéressantes et significatives. Le plus remarquable est que, en une génération à peine le saut entre l'activité de colporteur et l'obtention d'un diplôme supérieur fut réalisé.

Certains immigrants arrivèrent, dans les années vingt, avec une formation en médecine de l'Université Américaine de Beyrouth, et en ayant suivi des stages en Europe ou aux États-Unis. À São Paulo, leurs descendants — surtout du sexe masculin — choisirent en majorité la médecine. Ils créèrent en 1922 l'Association des Anciens Élèves de l'Université Américaine de Beyrouth. Parmi les cent médecins membres de cette association, soixante-dix résidaient à São Paulo (Lacaz, 1982). Ce transfert au Brésil de professionnels déjà formés a sûrement stimulé les vocations dans la colonie. Des compatriotes médecins, déjà établis, ont certainement facilité l'insertion professionnelle des plus jeunes en leur transmettant les règles du métier et une clientèle afin de développer cette carrière. Dans la logique de rapports préférentiels entre compatriotes, les médecins, comme les autres membres des professions libérales eurent beaucoup de clients parmi les membres de la colonie.

Grâce à cette arrivée remarquable des descendants de Libanais dans le secteur des professions libérales, soit en conquérant des positions déjà existantes, soit en créant de nouveaux espaces d'insertion et en se valorisant socialement (comme dans le cas de l'Hôpital Syro-Libanais de São Paulo), l'image de la colonie, reconnue auparavant pour ses seules qualités commerciales, se diversifie. L'extrême importance de cette ascension réside dans le fait que les enfants, en choisissant d'exercer des professions libérales, apparaissent comme « nettoyant le sang » du groupe ; ils exerçaient des professions d'une valeur universelle et d'un savoir plus légitime que le commerce, leur conférant une reconnaissance de la société dans son ensemble. Sans ce pas préalable, la colonie n'aurait jamais pu, à partir de la fin des années quarante, recueillir les fruits de cet investissement éducatif dans le domaine de la politique.

Au début de l'immigration, pour la majorité des immigrants d'origine syrienne ou libanaise au Brésil, la politique représentait une activité très lointaine. La majorité de ceux qui, après la Deuxième Guerre mondiale, s'est lancée dans la carrière politique était issue de familles dont les parents avaient commencé comme colporteur à peine une génération auparavant. Leurs enfants — plusieurs d'entre eux avaient suivi des études supérieures dans des écoles de prestige — s'essayaient à une carrière politique afin de continuer le remarquable processus d'ascension sociale précédemment entrepris. Pour cela, le soutien de la colonie, surtout au début, était très important. Sur ce fondement initial et cette base électorale se construisit la plupart des carrières politiques.

Les premiers de la colonie à entrer en politique, après 1945, sortirent diplômés d'écoles prestigieuses. À São Paulo, les bancs de la Faculté de Droit seront une pépinière d'hommes politiques. À partir des années soixante, l'entrée de descendants de Libanais et Syriens en politique se généralisa. Un des éléments de leur sur-représentation, qui n'est pas proportionnelle à son nombre, réside dans la combinaison particulière de deux facteurs. D'abord, la dispersion géographique de la colonie qui contribua à répandre l'idée que « *aujourd'hui, il existe un compatriote dans n'importe quel trou perdu du pays* » selon l'expression d'un interviewé. Ce premier facteur fut très rapidement un élément qui fit émerger des responsables locaux.

Il convient cependant de relativiser l'influence du vote de la colonie. Une interprétation correcte reviendrait à attribuer l'entrée en politique au profond enracinement social du groupe qui, sans perdre son identité, sut se fixer de manière irréversible dans le tissu social. Et il n'existe pas de meilleur exemple que celui des politiciens d'origine libanaise contrôlant les clubs de *football* de São Paulo, le « *jogo do bicho* » (tombola dont les numéros sont désignés par des noms d'animaux) et les écoles de *samba* de Rio de Janeiro. Cette forte représentation de la colonie dans le domaine politique fut constatée dans tous les États de la fédération. En

1987, une publication destinée à servir de référence à la communauté libanaise au Brésil, présenta avec un orgueil non feint, le grand nombre de membres du groupe parlementaire Brésil-Liban : 33 députés nationaux, 7 sénateurs et 2 gouverneurs de province (Khodr, 1987).

En outre, cet enracinement social des membres de la colonie, grâce à l'entrée de contingents significatifs en politique, a été facilité par les caractéristiques du « milieu récepteur » : une société hétérogène et relativement ouverte, en expansion économique, formée de différentes strates sociales peu consolidées et qui mettait sur le même rang des Brésiliens de plusieurs générations, des immigrants de plusieurs origines, des enfants d'immigrants, etc. Une comparaison avec la trajectoire des descendants de Libanais dans d'autres pays comme les États-Unis ou l'Argentine, par exemple, montre bien toutes les facilités d'intégration que, d'une manière générale, la société brésilienne offrait (Truzzi, 1997b). Stefan Zweig (1941) écrivait, en arrivant au Brésil : « *Tout de suite, en arrivant dans ce pays, la première surprise, qui, heureusement, se renouvelle tous les jours, est la manière chaleureuse et non fanatique dont les êtres humains vivent dans ce gigantesque territoire. Sans le vouloir, on respire de nouveau, on se sent bien pour avoir quitté cet air maléfique de haine entre races et classes ennemies et se trouver dans une atmosphère humaine.* »

La gratitude de nombreux immigrants libanais et syriens envers leur nouvelle patrie ne fut pas longue à s'exprimer. En 1922, quand le Brésil fêta le centenaire de son indépendance, la colonie libanaise de São Paulo, composée à l'époque d'immigrants récemment arrivés, décida d'offrir un monument en bronze, à la mémoire de cet événement. Sur sa base, un poème, sélectionné par concours, dont le contenu proclamait :

Si l'on coupait tous les cèdres du Liban, et le cèdre est notre source d'inspiration,

et qu'avec eux on érigeait ici un temple dont les tours traverseraient les nuages ;

si on enlevait de Baalbeck et de Palmyre les vestiges de notre glorieux passé ;

si on arrachait de Damas la tombe de Saladin, et de Jérusalem le Sépulcre du rédempteur des hommes ;

si on apportait tous ces trésors à cette grande nation indépendante et à ses glorieux enfants

on verrait que, même ainsi on ne serait pas suffisamment reconnaissant envers le Brésil et les Brésiliens.

Pour ceux qui arrivèrent très jeunes, comme Nacib, l'adhésion aux valeurs du nouveau pays fut encore plus incontestable :

« — Dans le pays de mon père... — c'est ainsi que les histoires commençaient dans les nuits de longues conversations, quand il ne restait que des amis dans les bars. Parce que son pays était Ilhéus, ville gaie en face de la mer, des plantations de cacao, cette zone très fertile où il grandit. Son père et ses oncles suivant l'exemple des Aschcar, arrivèrent en premier, laissant leurs familles. Son père était arrivé, avec sa mère et sa sœur aînée, âgée de six ans. Nacib, n'avait pas encore

quatre ans. Il avait des souvenirs très vagues du voyage en troisième classe, du débarquement à Bahia où son père l'attendait. Ensuite, de l'arrivée à Ilhéus et du voyage en canot, puisque à l'époque il n'existait même pas de quai. Il n'a aucun souvenir de la Syrie, comme il ne lui restait aucun souvenir de son pays natal, il s'était fait brésilien et citoyen d'Ilhéus. Pour Nacib, c'était comme s'il était né au moment de son arrivée en bateau à Bahia, quand son père en larmes l'embrassa » (Amado, 1975 : 45).

Aujourd'hui, plus d'un siècle après l'arrivée des premiers immigrants, le bilan de leur trajectoire et de leur vie est constitué de récits émouvants recueillis dans les interviews réalisées auprès des plus âgés, capables de regarder en arrière et conscients des difficultés vécues et du chemin parcouru. « Dans la vie brésilienne, on acquiert depuis l'enfance une tolérance qui là-bas n'existe pas... Je suis heureux de ma vie ici, j'ai confiance en ce pays, ici c'est ma terre » (Greiber et alli, 1999).

Conclusion

L'expérience migratoire des Syriens et Libanais indique premièrement que le déplacement vers le Brésil doit être vu comme un phénomène social encourageant des groupes, articulés en réseaux, à émigrer pour sortir leurs familles de situations défavorables. Au Brésil, ces réseaux familiaux et de compatriotes sont demeurés très actifs, en accordant accueil et travail pour les nouveaux arrivés.

Après avoir observé le destin des immigrés au Brésil, en même temps que leur dispersion géographique et leur insertion urbaine prédominante, j'ai défini les étapes principales de leur remarquable mobilité socio-économique : colporteur / petit commerçant / grossiste / industriel ; un itinéraire qui n'a pas été suivi par tous, mais qui a conformé le domaine du groupe ethnique sur un secteur industriel et commercial important. Au long de ce parcours, de nouvelles identités ont été bâties, en réponse aux images du groupe devant la société et du propre procès de différenciation interne à l'ethnie. Concernant la deuxième génération, le choix est de placer les enfants sur le marché des professions libérales, essentiellement comme médecins ; choix qui à son tour facilitera l'entrée sur la scène politique.

Les trajectoires des immigrants libanais et syriens dans la société brésilienne, et particulièrement à São Paulo, illustrent de façon exemplaire les opportunités offertes par une société en effervescence, devenant de plus en plus complexe. Ces immigrants et leurs descendants ont bouleversé les structures sociales polarisées d'une société agraire en décomposition, en inaugurant un nouvel ensemble de positions intermédiaires à l'intérieur du tissu social.

Notes

1 La domination ottomane a duré dans cette région de 1516 à la fin de la Première Guerre mondiale.

2 À la suite de la défaite des Turcs durant la Première Guerre mondiale, la France assumait le contrôle politique de cette région. Sous le régime de protectorat français, le Liban (capitale

Beyrouth), une bande de terre étroite, au bord de la Méditerranée, à cette époque peuplée en grande majorité de chrétiens maronites, obtint son autonomie, par rapport au reste de la Syrie (capitale Damas) peuplée d'une majorité de musulmans. Les deux pays n'accédèrent à l'indépendance politique qu'en 1943 et 1946 (Mostyn 1988, Hitti 1951 et 1967).

3 Cependant, il faut noter que l'immense majorité des émigrés était chrétienne, les musulmans préféraient émigrer vers certains pays africains (ou même du Proche-Orient) où ils pensaient pouvoir pratiquer leur religion plus librement que dans un pays catholique.

4 Les flux retrouveront un niveau élevé après la Seconde Guerre mondiale.

5 Le commerce ambulante a constitué aussi la première alternative d'insertion économique dans d'autres pays d'Amérique Latine (Bestene, 1992).

6 Ce livre a été traduit en plus de trente langues. De plus d'une version cinématographique a été réalisée en 1983, le rôle de Nacib était tenu par l'acteur Marcello Mastroiani.



Bibliographie

AMADO Jorge (1975) *Gabriela Cravo e Canela*, São Paulo, Círculo do Livro.

ANDRADE Moacir (1985a) *Manaus : Ruas, Fachadas e Varandas*, Manaus, Humberto Calderaro.

ANDRADE Moacir (1985b) *Tipos e veículos de transportes fluviais do Amazonas*, Manaus, Imprensa Oficial.

ARAUJO Oscar (1940) Enquistamentos Étnicos, *Revista do Arquivo Municipal de São Paulo*, n. 6.

BARRO Máximo et BACELLI Roney (s/d) *Ipiranga*, (série História dos bairros de São Paulo), São Paulo, Prefeitura Municipal / Secretaria Municipal da Cultura.

BASTANI Tanus (1945) *O Líbano e os libaneses no Brasil*. Rio de Janeiro, Artes Gráficas.

BENCHIMOL Samuel (1985) *Grupos Culturais na Formação da Amazônia Brasileira e Tropical*, (mimeo), Manaus.

BESTENE Jorge (1992) Formas de Asociacionismo entre los Sirio-Libaneses en Buenos Aires (1900-1950), in Fernando Devoto e Eduardo Miguez Éds., *Asociacionismo, Trabajo e Identidad Etnica*. Buenos Aires, CEMLA-CSER-IEHS.

CURBAN Guilherme (1990) Interview.

DAMIANO Otávio (1996) *Imprensa São Carlense. 1976-1995*. São Carlos.

DEFFONTAINES Pierre (1936) Mascates ou pequenos negociantes ambulantes do Brasil, *Geografia*, 2 : 1.

DIEGUES Jr. Manuel (1951) Dois grupos étnicos-culturais no Brasil: italianos e sirio-libaneses, *Jornal do Comércio*, 4 de outubro.

DUOUN Taufik (1944) *A emigração sírio-libanesa às terras da promessa*, São Paulo, Tipografia Ed. Árabe.

- DURAND José Carlos (1985) Formação de pequeno empresariado têxtil em São Paulo (1880-1950), in Henrique Rattner Éd., *Pequena empresa – o comportamento empresarial na acumulação e na luta pela sobrevivência*, São Paulo, Brasiliense.
- ELLIS Jr. Alfredo (1934) *Populações Paulistas*, São Paulo, Companhia Editorial Nacional.
- Estatística Industrial do Estado de São Paulo*, 1934.
- FARHAT Emil (1987) *Dinheiro na estrada : uma saga de imigrantes*, São Paulo, T. A. Queiroz.
- FÉRES Assis (1970) *O mascate*, São Paulo, Laiazul.
- GREIBER Betty Loeb et alii (1999) *Memórias da Imigração – libaneses e sírios em São Paulo*. Discursos Editorial, São Paulo.
- HAJJAR Claude (1985) *Imigração Árabe : 100 anos de reflexão*, São Paulo, Ícone.
- HITTI Philip (1951) *Hystory of Syria, including Lebanon and Paletine*, London, Macmillan.
- HITTI Philip (1967), *Lebanon in History*, London, Macmillan.
- HITTI Philip (1924), *The Syrians in America*, New York, George H. Doran.
- KHODR Hermat (1987) *O Libanês no Brasil*.
- KNOWLTON Clark (1961) *Sírios e Libaneses : mobilidade social e espacial*, São Paulo, Anhambi.
- KURBAN Taufik (1933) *Os Sírios e Libaneses no Brasil*, São Paulo, Sociedade Impressora Paulista Ltda.
- LACAZ Carlos (1982) *Médicos sírios e libaneses do passado – trajetória em busca de uma nova pátria*, São Paulo, Almed.
- LESSER Jeffrey (1989) *Pawns of the Powerful : Jewish Immigration to Brazil (1904-1945)*, New York University (PhD dissertation), New York.
- MILLER Deborah (1981) Middle Easterners : Syrians, Lebanese, Armenians, Egyptians, Iranians, Palestinians, Turks, Afghans, in *They Chose Minnesota : a Survey of the State's Ethnic Groups*, Minnesota Historical Society Press.
- MOSTYN Trevor Éd. (1988) *Cambridge Encyclopedia of the Middle East and North Africa*, Cambridge Un. Press.
- MOURA Paulo Cursino (1954) *São Paulo de outrora: evocações da metrópole*. S. Paulo, Liv. Martins Ed.
- SAFADY Jorge (1949) *Coleção Brasil-Líbano-Síria*, São Paulo, Editora Comercial Safady.
- SAFADY Jorge (s/d) *O café e o mascate*.
- STEIN Stanley (1979) *Origens e evolução da indústria têxtil no Brasil – 1850/1950*. Rio de Janeiro, Campus.
- TANNOUS Afif (1943) Acculturation of an Arab-Syrian Community in Deep South, *American Sociological Review*, v. 8 (3), p. 266.
- TANNOUS Afif (1942) Emigration, A Force of Social Change in an Arab Village, *Rural Sociology*, vol. 7, pp. 62-74.
- TOLEDO Benedito Lima (1987) *Album Iconográfico da Avenida Paulista*. S. Paulo, Ex Libris.

TRUZZI Oswaldo (1997b) *The Right Place at the Right Time: Syrians and Lebanese in Brazil and the United States, a Comparative Approach*. *Journal of American Ethnic History*, n 2, pp. 3-34.

TRUZZI Oswaldo (1992) *De mascates a doutores : sírios e libaneses em São Paulo*, São Paulo, Sumaré.

TRUZZI Oswaldo (1997a) *Patrícios – Sírios e Libaneses em São Paulo*, São Paulo, Hucitec.

WORCMAN Sara (1996) *Do Tropical Inglês ao Blue Jeans (Projeto Memória do SAARA)*, Rio de Janeiro (exposition).

ZWEIG Stefan (1941) *Brasil, País do Futuro*. Rio de Janeiro, Ed. Guanabara.



Pour faire référence à cet article

Truzzi Oswaldo (2002). "*Libanais et Syriens au Brésil (1880-1950)*". *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 18, Numéro 1.

Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document1694.html>

imprimer 

signaler par mail 

[Accueil](#) > [Sommaires](#) > [Volume 18](#) > [Numéro 1](#) > [HORS DOSSIER](#) > [Article](#)

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752
MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers
Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68
<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)


[imprimer](#) 
[signaler par mail](#) 
[Sommaires](#)
[En texte intégral](#)
[Comité de direction,
de rédaction et
correspondants](#)
[Abonnement et vente
à l'unité](#)
[Vente collection
complète](#)
[Note aux auteurs](#)
[Mentions légales](#)
[Index par auteurs](#)
[Index par mots-clés](#)
[Index géographique](#)
[Texte intégral sur
Persée](#)
[Numéros 1-1 \(1985\) à
17-3 \(2001\)](#)


Recherche

La REMI adhère à



Article

Des retrouvailles identitaires à la (re)connaissance de l'autre

 par [Danielle Provansal](#) | publié en ligne le 9 juin 2006

Danielle Provansal : Professeur d'anthropologie sociale, Université de Barcelone, c/Baldiri Reixac s/n, 08028 Barcelona, Espagne

👉 Sommaire

[État des lieux : prolongement et rupture](#)
[Le regard ethnographique](#)
[Le migrant et la ville](#)
[L'autre comme miroir de soi](#)

👉 Texte intégral

Depuis plus d'une décennie, la littérature sur l'immigration est fort abondante en Catalogne. Provenant de sources fort diverses, elle donne une impression de dispersion, sans pour autant échapper à une certaine circularité en ce qui concerne les différents aspects abordés.

Je vais donc aborder le discours que les sciences sociales ont élaboré sur les phénomènes migratoires en Catalogne dans une perspective critique, c'est-à-dire dans la ligne de mes précédentes contributions (Provansal, 1997a, 1997b) sur le sujet.

Ce discours qui construit les immigrés en sujets « autres » est aussi un discours sur « soi » ou, si l'on préfère, sur le « nous » collectif constitué par les Catalans « autochtones ». Certes, cette catégorie est sujette à caution car empreinte de subjectivité ; disons que les autochtones sont ceux qui se considèrent comme tels, soit parce que ils se reconnaissent des droits privilégiés sur le territoire (ou le terroir) de par leur origine — c'est le cas des Catalans de souche —, soit parce qu'ils sont établis depuis longtemps en Catalogne — c'est le cas des anciens immigrés dits « intérieurs » provenant d'autres régions d'Espagne — ; en effet, le fait qu'ils aient ou non acquis les signes distinctifs de la catalanité, principalement la langue et la catalanisation des prénoms, ne change en rien leur sentiment d'appartenance à leur lieu de résidence actuel, devenu, définitif et dont ils excluent symboliquement les étrangers.

Dans ce sens, le processus de production cognitive de l'immigré est inséparable de la représentation sociale que ces différents secteurs ont de leur propre société, que celle-ci se limite à la Catalogne ou qu'elle s'insère dans l'ensemble espagnol.

Lorsque je parle des différents secteurs qui composent la société catalane, je cherche à souligner qu'ils ont des intérêts divergents et, de ce fait, des représentations différentes de leur rapport à l'autre. Toutefois, je crois que l'on peut sans exagération dire que, pendant les vingt-cinq dernières années qui ont suivi la transition démocratique, un certain consensus majoritaire s'était dégagé entre les différentes forces politiques en présence. Ce consensus portait sur l'opportunité à adopter une définition commune de l'identité catalane, soit par rapport à d'autres ensembles régionaux, soit par rapport à l'État, soit, plus récemment, par rapport aux immigrants étrangers. Or ce consensus est entré en crise, en début d'année 2001, en raison des déclarations inopportunes de l'épouse du président de la *Generalitat* — le gouvernement catalan — suivies des déclarations tout aussi inopportunes de l'ancien président du parti *d'Esquerra Republicana*¹, Herbert Barrera —, lesquelles ont provoqué pas mal de remous dans l'opinion publique et dans les media. Ces opinions exprimées ouvertement trahissaient des sentiments nettement xénophobes, déplorant la présence chaque fois plus nombreuse des immigrants étrangers et y voyant une menace pour la culture et l'identité catalane, laquelle avait pourtant survécu à quarante ans de répression franquiste et à un apport massif d'immigrés intérieurs. Il est apparu au grand jour que la raison politique, qui avait su créer un consensus autour d'une définition minimale commune de l'identité catalane, était devenue inopérante et ne parvenait plus à masquer les oppositions et les contradictions sociales liées à la conception même de l'identité.

S'inscrivant dans une conception essentialiste de la culture, ces prises de position ont révélé brutalement leur caractère peu adapté aux circonstances actuelles. En revendiquant l'existence d'un noyau dur identitaire, elles faisaient de la catalanité un facteur de séparation et de discrimination, alors que, durant la période précédente, de par son caractère ouvert, elle avait été pour les travailleurs andalous, galiciens ou murciens un moyen de promotion sociale. La réaction à ce que l'on aimerait croire être une attitude minoritaire ne s'est pas fait attendre. Depuis les différentes instances chargées d'incarner une pensée politiquement correcte — organisations non gouvernementales, organismes d'action sociale, services municipaux, associations culturelles diverses, universités —, un contre-discours s'est aussitôt élaboré pour effacer les stigmates laissés par ces deux incidents. Le langage de l'intégration, devenu édulcoré après de telles affirmations, a été renforcé par celui de l'interculturalité qui avait non seulement l'avantage d'être plus à la mode mais qui, en outre, sous-tendait un déni implicite de toutes les conceptions de l'identité qui en font quelque chose de permanent et d'immuable (Porqueres, 2001)².

Par ailleurs, pour les immigrants étrangers des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, la question s'est posée de manière tout à fait différente. Je reprendrai ici une analyse de Jean Leca parue dans un ouvrage collectif (Leca, 1996), selon laquelle les immigrants étrangers sont moins intéressés par l'acquisition d'une culture représentative de l'identité de la société d'accueil que par l'acquisition des droits inhérents à la citoyenneté. Les questions liées à la culture et à son devenir face à l'immigration n'intéressent et n'opposent que les autochtones entre eux. De surcroît, en Catalogne, il s'agit souvent de migrants, plus que d'immigrés, pour reprendre la distinction d'Alain Tarrus (Tarrus, 2000). En effet, le plus souvent, ils parcourent l'espace espagnol à la recherche d'un travail saisonnier dans l'agriculture, l'hôtellerie ou le bâtiment ou bien sont regroupés dans la ville même de Barcelone, comme les Philippins et les Pakistanais ; ou encore, reprenant la typologie d'Alain Tarrus, ils sont nomades et s'insèrent

dans des réseaux transnationaux, comme certains Marocains, la plupart des Dominicains, des Péruviens ou des Roumains.

Il existe certes des communautés installées durablement mais elles ne constituent plus la majorité de l'immigration étrangère en Catalogne. La précarité des conditions de travail, les difficultés d'insertion sociale les empêchent pour la plupart de concevoir leur avenir comme un processus d'enracinement exclusivement limité à la Catalogne³. Aujourd'hui ici, demain ailleurs. D'où un relatif désintérêt pour la langue et la culture catalane et aussi pour ce grand débat autour de l'impact que leur présence exerce sur l'identité catalane et qui, de fait, comme cela vient d'être souligné, ne concerne que les rapports que les Catalans entretiennent avec eux-mêmes.

Sans conteste, les études récentes sur l'immigration reflètent ce paradoxe, même si la majorité d'entre elles s'écartent résolument d'une conception essentialiste de l'identité, voire en proposent des définitions alternatives. Il n'empêche que la question de la culture — cultures d'origine, culture autochtone ou locale — traverse constamment la réflexion sur l'immigration ; même si elle n'est pas abordée ouvertement, elle demeure latente.

État des lieux : prolongement et rupture

Ce préambule m'a semblé nécessaire pour préciser le contexte dans lequel les phénomènes migratoires sont actuellement abordés en Catalogne. Je vais me centrer ici sur les travaux qui me semblent les plus illustratifs de l'ensemble de la production de ces dernières années. À mon avis, ils marquent à la fois un prolongement et une rupture.

Prolongement, d'abord. Dans cette première catégorie, je placerai les recherches ou enquêtes qui se placent dans la ligne des études de la période précédente, lesquelles avaient pour finalité principale la canalisation sociale mais aussi culturelle de ces mouvements migratoires successifs. Rappelons brièvement que les travaux de cette première période avaient pour objectif essentiel d'évaluer le potentiel d'intégration des différents collectifs d'immigrés au sein de la société réceptrice conçue idéalement sur le modèle de l'homogénéité culturelle. On pourrait les désigner comme les travaux de la *reconnaissance*, dans le sens que l'on donne à l'expression « partir en reconnaissance » ou « explorer un lieu » pour y marquer des positions. Il ne s'agissait pas tant d'étudier « l'autre », « les autres » dans leur particularité, mais plutôt d'en évaluer l'incidence et d'en mesurer la distance par rapport à un modèle idéal constitué par la propre société.

Les travaux plus récents, mentionnés ici, qui se situent dans le prolongement de ces premières tentatives, sont cependant beaucoup plus fouillés et leur modèle d'analyse plus nuancé : ils se donnent les moyens méthodologiques de faire un bilan d'ensemble de la situation, afin d'inspirer éventuellement un certain nombre de mesures politiques. Il s'agit pour la plupart de travaux démographiques ou d'études sociologiques qui combinent — ou alternent — les données qualitatives et quantitatives, ces dernières consistant en exploitations de statistiques officielles, interprétations dérivant de modèles mathématiques et en enquêtes d'opinion. Elles sont élaborées en général par des centres de recherches spécialisés⁴ ou par des organismes publics (municipalités, *Diputaciones*, *Generalitat*)⁵ ou encore par des organismes para-publics ou encore privés, mais généralement subventionnés⁶.

Les recherches menées dans le cadre universitaire partent du principe que l'intégration

culturelle passe obligatoirement par l'intégration économique et sociale, d'où le souci pour mesurer quantitativement la répartition des immigrés selon les branches d'activité, les lieux de résidence et leurs conditions familiales tandis que les entretiens approfondis (Bergalli, 2001), de type qualitatif, sont de préférence réalisés auprès de particuliers ou auprès d'associations de quartier pour mesurer leur degré d'acceptation ou de refus de ces nouveaux mouvements migratoires. Je ne peux citer ici tous les travaux mais, à mon avis, l'équipe qui illustre le mieux cette orientation est celle qui s'est formée au cours des dix dernières années autour de Carlota Solé de l'Université Autonome et qui a inspiré plusieurs thèses et de nombreuses publications (Garreta, 1999 ; Ribas I Mateos, 1998 ; Herrera, 1998 ; Solé, 1997, 2000a, 2000b, 2001).

Rupture, ensuite. Dans les publications que j'ai mentionnées, j'avais fait état de rapports ou études élaborés dans le champ de l'action sociale. J'en avais souligné le caractère plus ethico-social que scientifique, du moins pour certains d'entre eux, et leur rôle de gestionnaire de la marginalité. De plus, ils n'échappaient pas à un certain ethnocentrisme que, parfois, la méconnaissance des cultures d'origine renforçait.

Le regard ethnographique

Par contre, certains travaux plus récents, d'inspiration clairement ethno-logique, prennent le contre-pied des précédents. De caractère monographique, ils prennent pour objet une communauté d'immigrés déjà durablement établie et définie ethniquement ou bien une portion de territoire caractérisé par une forte proportion de population immigrée. On rappellera à cet égard les travaux d'Adriana Kaplan sur les Sénégalais et Gambiens du *Maresme* ou bien ceux de Luis Miguel Narbona Reina sur les maraîchers marocains de Viladecans, petite agglomération de la ceinture barcelonaise ; ces deux auteurs ont été les premiers à donner une orientation résolument ethnologique aux études sur l'immigration étrangère (Kaplan, 1998 ; Narbona, 1993). L'objectif n'est plus de « reconnaître », mais de faire connaître. Louable entreprise qui part de l'idée que la diversité culturelle et ethnique est une richesse en soi et que la respecter est un devoir moral. Héritière du relativisme culturel, cette perspective conçoit la diversité des autres non pas comme une menace à la propre culture, mais plutôt comme un renforcement, de part et d'autre, des singularités. Elle s'aligne, comme la tendance précédente, sur le discours politiquement correct qui a dominé en Catalogne, jusqu'à présent. En somme, les diversités se rétroalimenteraient les unes les autres, participant ainsi de l'approfondissement de la démocratie.

Il est curieux de constater que la problématique de l'immigration a suscité jusqu'à présent si peu de véritables travaux ethnologiques appuyés sur une solide observation participante, à part quelques études ponctuelles ou quelques contributions au débat théorique sur la problématique migratoire, de la part des jeunes chercheurs catalans, pourtant nombreux et prolifiques sur d'autres sujets comme le débat théorique autour de l'ethnicité, la manifestation des identités locales, le rôle du patrimoine en milieu rural ou urbain ou les nouvelles formes de parenté. Une exception, toutefois, en ce qui concerne une véritable ethnographie des collectivités immigrées : la thèse de Mercedes Jabardo Velasco (Jabardo Velasco, 2001) sur les horticulteurs sénégalais du littoral barcelonais. Elle renoue avec la tradition malinowskienne, autrement dit avec l'observation participante et nous offre une étude absolument remarquable. Mais elle reste, pour l'heure, quasiment une exception, même si, au cours des deux dernières années de jeunes chercheurs de 3^{ème} cycle semblent vouloir combler

cette lacune et se sont lancés dans un suivi plus systématique du quotidien immigré.

D'autres travaux — assez nombreux — se situent à cheval entre cette dernière perspective et les études à caractère appliqué de la première période (De La Haba, 2001). Ils traitent fréquemment d'un aspect particulier du quotidien des immigrés et répondent souvent à une demande institutionnelle. Ce sont généralement des études fouillées, fondées également sur une tranche d'observation participante et des entretiens prolongés auprès des impliqués et des entités responsables, qui éventuellement débouchent sur une thèse. Les aspects abordés portent en général sur l'accès au logement (Aramburu, 2002 ; Martínez Veiga, 1997), sur l'éducation des enfants d'immigrés et l'école (Carbonell, 2000 ; Garreta Bochaca et Llevot Calvet, 1999 ; Moreras, 1999a, 1999b et 2000 ; Pascual i Sauc, 1998 et 2000 ; Siguan, 1998), sur les femmes migrantes (Aubarell et Ribas Mateos, 2000 ; Ribas Mateos, 1999)⁸, sur les politiques d'immigration, (Aja et Roig, 2000 ; Aubarell, 2000 ; Borràs et Mernissi, 1998) et, plus rarement, sur la capacité associative et l'engagement syndical des immigrés (De La Haba, 2000). Les questions plus spécifiquement culturelles tiennent assez de place, en particulier, l'Islam vu par les institutions comme le grand obstacle à l'acquisition d'une catalanité pleine et envisagé du point de vue de l'anthropologie comme un référent culturel primordial : la *umma* réunit en effet dans un même lieu d'immigration des populations d'origine différente. Elle fournit donc un cadre d'échanges et de communication que la société réceptrice n'est pas en mesure de donner. Je distinguerai particulièrement l'apport de Jordi Moreras (Moreras, 1999) qui fait une ethnographie participante des lieux de culte, des grands événements religieux des communautés musulmanes, à laquelle il adjoint une véritable géographie du rituel et du religieux ; au moyen de cartes, il suit sur plusieurs années la multiplication des locaux faisant office de mosquée et celle de boucheries *halal*.

L'ensemble de ces travaux, pour la plupart de caractère appliqué, ont débouché, pour quelques uns, sur une réflexion approfondie autour de la question de la diversité culturelle, de l'appartenance ethnique (Pascual i Sauc, 2000 ; Gatius et Rocha, 1998), du multiculturalisme et de l'interculturalité et autour de la réification ethnique de certaines politiques. Tandis que pour Jordi Moreras, l'insistance institutionnelle sur l'appartenance ethnique des immigrés déforme leur réalité et la folklorise (Moreras, 1999a), pour Enrique Santamaría, le discours que les sciences sociales construisent autour de l'immigration non communautaire et dont il cherche à analyser les fondements idéologiques, est un discours qui contribue à radicaliser la diversité culturelle au détriment des conflits sociaux latents et fait de la différence de « l'autre » un obstacle à son intégration (Santamaría, 2001).

[Le migrant et la ville](#)

Par ailleurs, les études sur l'accès au logement et les conditions de l'habitat ont suscité logiquement toute une série de travaux sur l'immigration en milieu urbain. En ce qui concerne Barcelone, ceux-ci ont porté sur le vieux centre de la ville, le district de la *Ciutat Vella* (Monnet, 1999/2000 ; Provansal, Miquel et Tabakman, 2000 ; Delgado, 1999). En effet, l'immigration s'y concentre. De plus, il s'agit de quartiers dont le parc immobilier est fort dégradé et dont plusieurs îlots font l'objet d'opérations de rénovation ou de restauration. Ces recherches d'anthropologie et de sociologie urbaine ont signifié une nouvelle rupture et ce, pour diverses raisons. Tout d'abord, une rupture méthodologique : le découpage ethnique comme facteur de délimitation de l'objet d'étude perd une grande partie de son opérativité, même si chaque communauté a une préférence pour certains endroits de rencontre ou d'expression identitaires, pratique dans l'espace public des horaires qui leur sont propres et a

fréquemment ses propres lieux d'approvisionnement. Le spectacle de la rue mélange les genres, si j'ose dire ; les mouvements urbanistiques et les mouvements des migrants eux-mêmes empêchent que rien ne soit définitivement fixé. L'espace reste encore largement au centre des négociations et fait l'objet de redéfinitions fluides de ses fonctions. Par ailleurs, les opérations urbanistiques entreprises sont un facteur à prendre en compte : elles déplacent les gens, bousculent les habitudes et incitent à retracer des frontières, toujours provisoires, entre différents usages.

Rupture théorique, ensuite : l'identité cesse d'être vue comme une totalité stable et fixée une fois pour toutes, mais est plutôt considérée comme un cadre d'appartenance aux limites mouvantes, limites qui peuvent s'élargir au gré des circonstances et dont le contenu pluriel s'enrichit toujours de nouveaux apports. « l'unité dans la diversité », en somme. Je dirais que cette définition de l'identité qui part de l'interaction entre le « nous » et les « autres » et non pas de leur opposition, et qui, en quelque sorte, part de la communication et de l'échange interculturel s'affranchit aussi de la définition politique de l'identité, comme nous l'avons vu contraignante et lourde d'implications idéologiques. Disons que c'est une définition qui fait du métissage culturel et de l'hybridation de la culture une valeur en soi.

C'est de cette double rupture que se construit alors, depuis peu, la figure de l'immigré comme acteur, qui non seulement apparaît sur la scène urbaine, mais projette aussi sa silhouette sur les différents scénarios publics de la société réceptrice et cherche à se profiler comme citoyen.

L'autre comme miroir de soi

Il me reste à aborder un dernier volet qui ne traite pas directement des immigrés mais qui fait plutôt une lecture critique des différents discours scientifiques ou institutionnels émis à leur sujet. J'ai déjà mentionné la thèse de Enrique Santamaría qui vient d'être publiée (2002). La plupart des recherches du groupe ERAPI vont dans le même sens (Provansal et Muñoz, 1999 ; Provansal, 2000).

On peut classer dans cette catégorie les textes qui se penchent sur les représentations sociales que certaines collectivités d'étrangers suscitent et qui cherchent à cerner plus finement les différents éléments qui entrent dans la construction de l'autre — préjugés, stéréotypes, imaginaire, histoire décontextualisée etc. L'exemple, à mon avis, le plus significatif est le chapitre consacré à l'immigration dans l'ouvrage de J.L. Mateo Deuste (Mateo Deuste, 1997), sans oublier la thèse déjà mentionnée de Mikel Aramburu.

Pour sa part, Teresa San Roman, dans un ouvrage publié déjà depuis quelques années mais qu'il me semble important de citer ici, prend le contre-pied des analyses critiques du relativisme culturel, que reflètent un certain nombre de textes récents (San Roman, 1996) et fait le procès de l'anti-racisme culturel. Selon elle, c'est un discours sur l'autre qui fait office de « miroir réfléchissant du soi » ; un contre-discours, en somme, qui s'oppose au discours dominant, de manière vaine et stérile, lorsqu'il ne s'appuie pas sur une base empirique, autrement dit sur un travail de terrain qui permettrait d'étayer cette critique.

Enfin, dans un article récent (Delgado, 2000), Manuel Delgado démarre sur une analyse de l'espace public et de son caractère à la fois anonyme et ouvert, pour constater que la pluralité culturelle est inscrite dans la ville elle-même. Selon lui, donc, la multiplication des discours sur

la multiculturalité ou l'interculturalité est soit un non-sens, soit une façon dissimulée de dire que l'injustice n'est que le produit d'une altération culturelle. Nous sommes donc bien loin de l'époque où le noyau dur de l'identité catalane s'affrontait à de multiples défis et devait se protéger contre toutes les influences extérieures quelles qu'elles soient. L'acceptation d'un certain cosmopolitisme et de l'identité définie à partir de la pluralité est entrain de faire son chemin.

Notes

1 Gauche républicaine.

2 Cette définition de l'identité qui prend sa source dans le romantisme a alimenté toute la pensée nationaliste du XIX^{ème} siècle en Catalogne et au Pays Basque et continue à nourrir l'imaginaire collectif de certaines fractions de la population. À noter que cet essentialisme est également le fait de l'État central et repose sur la certitude de l'existence pluriséculaire d'un « être » espagnol .

3 Ceci, évidemment, ne concerne pas ceux qui sont venus les premiers, les pionniers, aujourd'hui durablement fixés et culturellement intégrés mais qui ne forment qu'une minorité non représentative de l'ensemble.

4 Entre autres : l'Institut Demogràfic de la Universitat Autònoma de Barcelona.

5 Par exemple, le Consell Municipal de la immigració de Barcelona auxquels s'ajoutent tous les services du même genre rattachés aux autres municipalités catalanes ; le Consell assessor d'immigració de Catalunya.

6 Citons-en les principaux : la Fundació Bofill qui octroie des bourses à de jeunes chercheurs sur les thèmes reliés à la diversité culturelle ; Le Centre d'Informació i Documentació Internacional (CIDOB) qui a constitué un espace d'études sur les migrations — observatoire de l'immigration étrangère — dont le responsable est l'anthropologue Jordi Moreras ; finalement l'Institut Català de la Mediterrània qui a aussi une section d'études sur les migrations dont la responsable est Gemma Aubarell. À signaler également le bureau d'études privé — IOE — sis à Madrid et spécialisé dans les recherches de type économique et sociologique, qui a réalisé plusieurs enquêtes sur l'immigration étrangère à Barcelone.

7 Litoral nord de la province de Barcelone.

8 En outre, un numéro entier de la revue de sociologie de l'Université Autonome de Barcelona (UAB), Papers, a été consacré à cette thématique : le n° : 60 (2000). A noter également la recherche en cours coordonnée par D. Juliano (UB et ERAPI) sur les prostituées étrangères en milieu urbain.

Bibliographie



AJA E. et ROIG E. (2000) Inmigració i comunitats autònomes a la nova llei de drets i llibertats dels estrangers i la seva integració social, *El Clip*, 8, pp. 2-13.

ARAMBURU Miquel (2000) *Bajo el signo del gueto. Imágenes del « inmigrante » en Ciutat Vella*, Thèse doctorale, Barcelona, Universitat Autònoma de Barcelona.

ARAMBURU Miquel « *Barcelona versus 2004* », non publié.

ASSIER-ANDRIEU Louis, PROVANSAL Danielle et TARRIUS Alain Coord. (1997) « Les Catalognes, laboratoires de l'Europe », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 13 (3).

AUBARELL Gemma (ed.) (2000) *Las políticas mediterráneas : nuevos escenarios de cooperación*, Barcelona, Icària.

AUBARELL Gemma et RIBAS MATEOS Natalia (2000) ¿Qué respuestas? Políticas en clave de género, in M. A. Roque (ed.) *Mujer y migración en el Mediterráneo Occidental*, Barcelona, Institut Català de la Mediterrània/Institut Català de la Dona, pp.319-340.

AUBARELL Gemma (2000) Una propuesta de recorrido bibliográfico por las migraciones femeninas en España, *Papers. Revista de Sociologia*, Universitat Autònoma de Barcelona, 60, pp. 391-413.

BERGALLI Valeria (2001) Una aproximación al caso de Ciutat Vella, in Solé Carlota (Coord.), *El impacto de la inmigración en la economía y la sociedad receptora*, Barcelona, Anthropos, pp. 213-248.

BORRAS Alegría et MERNISSI Salima (Éds.) (1998) *El Islam jurídico y Europa*, Barcelona, Institut Català de la Mediterrània

CARBONELL Francesc (ed.) (2000) *Educació i immigració. Els reptes educatius de la diversitat cultural i l'exclusió social*, Barcelona, Mediterrània.

DE LA HABA Juan (Coord.) (2000) « Migracions extracomunitàries al Baix Llobregat », Barcelona, Consell Comarcal del Baix Llobregat.

DE LA HABA Juan (2000) L'espai associatiu de la immigració comunitària, *L'espai de recerca*, 2, pp. 319-349.

DE LA HABA Juan (sous presse) Trabajadores inmigrantes y acción colectiva : una panoràmica sobre las relaciones entre inmigración internacional y sindicalismo en Europa, *Papers. Revista de Sociologia*, Universitat Autònoma de Barcelona.

DELGADO Manuel (1999) *El animal público*, Barcelona, Anagrama.

DELGADO Manuel (2000) Etnografía de los espacios públicos, in Danielle Provansal (Éd.), *Espacio y territorio : miradas antropológicas*, Barcelona, Publicaciones de la Universitat de Barcelona.

GARRETA Jordi (1999) *La integració en l'estructura social de les minories ètniques. Gitanos i immigrants extracomunitaris a les províncies de Lleida i Osca*, Thèse doctorale, Bellaterra, Universitat de Bellaterra.

GARRETA BOCHACA Jordi et LLEVOT CALVET Nuria (1999) Los mediadores culturales : puente entre progenitorias de la minorías étnicas y la institución escolar, *Pedagogía Social. Revista Interuniversitaria. Monográfico sobre Educación Intercultural*, pp. 95-114.

GATIUS S. et ROCHA P. (1998) *Minorías étnicas en Lleida. Dos estudios sobre etnicidad*, Lleida, Universitat de Lleida.

HERRERA Encarnación (1998) La incorporació d'inmigrants a societats d'arribada, *Revista catalana de Sociologia*, 6, pp. 23-32.

JABARDO VELASCO Mercedes (non publié) *Ser Africano en el Maresme. Migración, Trabajo y Etnicidad en la formación de un enclave étnico*, Departamento de antropología social y pensamiento filosófico español, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, thèse doctorale 2001.

JULIANO Dolores (1994) Migraciones extracomunitarias y sistema educativo : el caso latinoamericano, in Contreras Jesús (Ed.), *Los retos de la inmigración. Racismo y pluriculturalidad*, Madrid, Tolosa, pp. 147-160.

LECA Jean (1996) Attention ! Un Autre peut en cacher un autre. L'Autre, objet et interlocuteur, in Badie Bertrand et Sadoun Marc (Éds.), *L'Autre*, Paris, PUF, pp. 85-114.

MARTINEZ VEIGA Ubaldo (1997) Vivienda e integración social de los inmigrantes. Alojamiento de los inmigrantes en España, *Quaderns del l'Institut Català d'Antropologia*, 11, pp.27-63.

MATEO DEUSTE José Luis (1997) *El « moro » entre primitivos. El caso del protectorado español en Marruecos*, Barcelona, Fundació « La Caixa ».

MONNET Nadja (1999/2000) Alteridad y convivencia. La imagen del Otro y las relaciones de convivencia en el Casc Antic de Barcelona, Barcelona, *Quaderns de l'Institut Català d'Antropologia*, 13-14, pp. 69-100.

MONNET Nadja (2000) « El uso del espacio público por parte de los nuevos habitantes del Casc Antic de Barcelona : continuidad e innovaciones », *II Coloquio Internacional de Geocrítica, Innovación, Desarrollo y Medio Local, Dimensiones sociales y espaciales de la innovación*, [http ://www.ub.es/geocrit/nmonett.htm](http://www.ub.es/geocrit/nmonett.htm)

MORERAS Jordi (1999a) Multiculturalidad y política cultural : el espectáculo de la diferencia, en M.H. Larramendi et J.P. Arias (coords), *Traducción, emigración y culturas*, Cuenca, Ediciones de la Universidad Castilla-La Mancha.

MORERAS Jordi (1999b) Influencias e interferencias en la acción educativa en las escuelas públicas del Raval, Madrid, *Revista Migraciones*, pp. 85-104.

MORERAS Jordi (1999) Tan sols un cas aïllat... Reflexions a l'entorn de la desescolarització de tres nenes marroquines a Girona, *Via fora!!*, 61 (VII), pp. 16-20.

MORERAS Jordi (2000) Hijos de padres migrantes, *Estudios de Juventud*, 49, pp. 75-80.

MORERAS Jordi (1999c) *Musulmanes en Barcelona. Espacios y dinámicas comunitarias*, Barcelona, CIDOB ediciones.

MORERAS Jordi (2000) Un Raval imaginado, *Tr [à]nsits1*, Barcelona, <http://seu.iaa.upf.es/transits/Transits1/>

MORERAS Jordi (2000) Islamofobia : ¿ un nuevo término en el vocabulario de la exclusión ?, in *Informe Anual sobre el racismo en el Estado Español 2000*, Barcelona, SOS Racisme-Icari.

NARBONA REINA Luis Miguel (1993) *Marroquies en Viladecans. Una aproximación al tema de la inmigración*. Viladecans, Ajuntament de Viladecans.

PASCUAL I SAUC Jordi (1998) *Etnicitat i escolarització : vers la formació d'escoles-ghetto ?*

Discursos d'etnicitat a les escoles del Baix Llobregat, Bellaterra, Thèse de la Université Autonome de Barcelone.

PASCUAL I SAUC, Jordi (2000) ¿Se están formando escuelas ghetto en Ciutat Vella?, in Danielle Provansal Coord., *Espacio y territorio : miradas antropológicas*, Barcelona, Publicaciones de la Universitat de Barcelona, pp. 23-34.

PORQUERES Enric (2001) « Le mariage que dérange. Redéfinitions de l'identité nationale basque », *Ethnologie française*, Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine, XXXI (3), pp. 527-536.

PROVANSAL Danielle (1997a) Le nouvel autre en Catalogne et ailleurs, *Les Catalognes, laboratoire de l'Europe, Revue Européenne des Migrations Internationales*, 13 (3), pp. 11-28.

PROVANSAL Danielle (1997b) La inmigración extracomunitaria, desde la perspectiva de las ciencias sociales, *Quaderns de l'Institut Català d'Antropologia*, 11, pp 7-26.

PROVANSAL Danielle (1998) Autochtones, migrants et sciences sociales, *Revista catalana de sociologia, filial de l'Institut d'Estudis Catalans*, 6, pp.85-94.

PROVANSAL Danielle et MUÑOZ Manuel (1999) El papel de las instituciones en la producción social del « otro », *Demófilo*, 121 , pp. 75-86.

PROVANSAL Danielle, MIQUEL Cécile, TABAKMAN Elisa (2000) La ville imaginée et la ville pratiqué : l'exemple de Barcelone, in *Quel projet urbain dans le bassin méditerranéen ?*, Actes Colloque, Barcelone, Institut Català de la Mediterrània-Grerbam-etsaB, pp. 39-50.

RIBAS I MATEOS Natalia (1998) Immigració a Catalunya als anys 90, quelcom de nou, *Revista catalana de sociologia, filial de l'Institut d'Estudis Catalans*, 6, pp. 33-48.

RIBAS I MATEOS Natalia (1999) *Las presencias de la inmigración femenina : un recorrido por Filipinas, Gambia y Marruecos en Cataluña*, Barcelona, Icaria.

SAN ROMAN Teresa (1996) *Los muros de la separación. Ensayo sobre alterofobia y filantropía*, Madrid, Tecnos.

SOLÉ Carlota (1997) La integració dels immigrants en el marc urbà : beneficis per a tothom, in Manuel Delgado (ed.) *Ciutat i immigració*, Barcelona, Centre de Cultura Contemporània de Barcelona, pp. 39-68.

SOLÉ Carlota (2000) El impacto de la inmigración en la sociedad receptora. El caso del sur de Europa, *Revista española de Investigación sociológica*, 89.

SOLÉ Carlota (Coord.) (2001) *El impacto de la inmigración en la economía y la sociedad receptora*, Barcelona, Anthropos.

TARRIUS Alain (2000) Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires, France, Éditions de l'Aube.

 **Pour faire référence à cet article**



Provensal Danielle (2002). "*Des retrouvailles identitaires à la (re)connaissance de l'autre*". Revue Européenne des Migrations Internationales , Volume 18 , Numéro 1 .
Accessible en ligne à l'URL : <http://remi.revues.org/document2632.html>

imprimer 

signaler par mail 

[Accueil](#) > [Sommaires](#) > [Volume 18](#) > [Numéro 1](#) > [Chroniques scientifiques](#) > [Article](#)

REMI - Revue Européenne des Migrations Internationales - ISSN 0765-0752
MSHS - 99, avenue du Recteur Pineau - F-86000 Poitiers
Tél : (33) - (0)5 49 45 46 56 - Fax : (33) - (0)5 49 45 46 68
<http://remi.revues.org> - remi@mshs.univ-poitiers.fr

PAGE GÉNÉRÉE PAR **LODEL**

[Administration du site](#) (accès réservé) - [A propos](#)